



# LE MONDE diplomatique

UBU RÈGNE SUR L'UNIVERSITÉ FRANÇAISE

PAR ALAIN GARRIGOU  
Page 20.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 762 - 64<sup>e</sup> année. Septembre 2017

LE MODÈLE QUI INSPIRE M. MACRON

## L'enfer du miracle allemand

La population allemande, appelée aux urnes le 24 septembre, n'a jamais compté aussi peu de demandeurs d'emploi. Ni autant de précaires. Le démantèlement de la protection sociale au milieu des années 2000 a converti les chômeurs en travailleurs pauvres. Ces réformes inspirent la refonte du code du travail que le gouvernement français cherche à imposer par ordonnances.

PAR OLIVIER CYRAN \*

**H**UIT HEURES : le Jobcenter du quartier berlinois de Pankow vient à peine d'ouvrir ses grilles que déjà une quinzaine de personnes s'alignent devant le guichet d'accueil, enfermées chacune dans un cocon de silence anxieux.

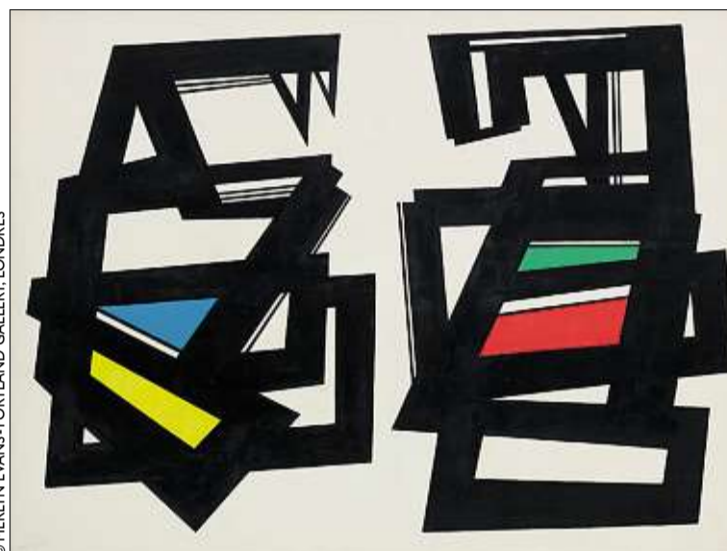
« Pourquoi je suis ici ? Parce que, si tu ne réponds pas à leurs convocations, ils te retirent le peu qu'ils te donnent, grommelle un quinquagénaire à voix basse. De toute façon, ils n'ont rien à proposer. À part peut-être un boulot de vendeur de caleçons à clous, qui sait. » L'allusion lui arrache un maigre sourire. Il y a un mois, une mère isolée de 36 ans, éducatrice au chômage, a reçu un courrier du Jobcenter de Pankow l'invitant, sous peine de sanctions, à postuler pour un emploi d'agente commerciale dans un sex-shop. « J'en ai vu de toutes les couleurs avec mon Jobcenter, mais, là, c'est le pompon », a réagi l'intéressée sur Internet, avant d'annoncer son intention de porter plainte pour abus de pouvoir.

(Lire la suite pages 6 et 7.)

\* Journaliste. Auteur avec Julien Brygo de *Boulots de merde ! Du cirque au trader, enquête sur l'utilité et la nuisance sociales des métiers*, La Découverte, Paris, 2016.

RÉPUBLICAINS, DÉMOCRATES, MÉDIAS, SERVICES SECRETS

## Donald Trump débordé par le parti antirusse



© MERLYN EVANS - PORTLAND GALLERY, LONDRES

MERLYN EVANS. - « Conflict No. 3 », 1958-1959

Après la Corée du Nord et l'Afghanistan, la Russie ? Des points de conflit internationaux se rallument, souvent à l'initiative des États-Unis. Empêtré dans ses difficultés intérieures, décuplées par des propos provocants, le président américain est de plus en plus tenté de confondre solution diplomatique et fuite en avant militaire. Dans le cas de la Russie, il est même débordé par un parti de la guerre au sein duquel ses adversaires politiques, les services de renseignement et les médias jouent un rôle-clé.

PAR SERGE HALIMI

**Q**UELQUES MOIS auront donc suffi pour que les États-Unis se retirent de l'accord international de Paris sur le climat, prennent de nouvelles sanctions économiques contre la Russie, inversent la dynamique de normalisation des relations diplomatiques avec Cuba, annoncent leur intention de dénoncer l'accord nucléaire avec l'Iran, mettent en garde le Pakistan, menacent le Venezuela d'une intervention militaire et se déclarent prêts à frapper la Corée du Nord « d'un feu et d'une fureur comme le monde n'en a jamais vu ». Depuis que,

le 20 janvier dernier, la Maison Blanche a changé de locataire, Washington n'a amélioré ses relations qu'avec les Philippines, l'Arabie saoudite et Israël.

La responsabilité de M. Donald Trump dans cette escalade n'est pas exclusive. Les élus néoconservateurs de son parti, les démocrates et les médias l'ont en effet ovationné lorsque, au printemps dernier, il a ordonné des manœuvres militaires en Asie et fait tirer cinquante-neuf missiles contre une base aérienne en Syrie (1). En revanche, il fut empêché d'agir quand il explora les possibilités d'un rapprochement avec Moscou, et il se trouva même contraint de promulguer une nouvelle volée de sanctions américaines contre la Russie. En somme, le point d'équilibre de la politique étrangère des États-Unis résulte chaque jour davantage de l'addition des phobies républicaines (Iran, Cuba, Venezuela), souvent partagées par les démocrates, et des détestations

démocrates (Russie, Syrie), endossées par la plupart des républicains. S'il existe un parti de la paix à Washington, il est pour le moment indétectable.

Le débat présidentiel de l'année dernière suggérait pourtant que l'électorat américain entendait rompre avec le tropisme impérial des États-Unis (2). M. Trump n'avait pas d'abord fait campagne sur des thèmes de politique étrangère. Toutefois, lorsqu'il en parla, ce fut pour suggérer une ligne de conduite largement opposée à celle de l'establishment de Washington (militaires, experts, think tanks, revues spécialisées) et à celle qu'il poursuit aujourd'hui.

(Lire la suite page 17.)

(1) Lire Michael Klare, « Donald Trump s'épanouit en chef de guerre », *Le Monde diplomatique*, mai 2017.

(2) Lire Benoît Bréville, « Les États-Unis sont fatigués du monde », *Le Monde diplomatique*, mai 2016.

EXPÉRIENCE LIBERTAIRE AU ROJAVA

## Une utopie au cœur du chaos syrien

Fers de lance de la bataille contre l'Organisation de l'État islamique à Rakka, les Kurdes du nord de la Syrie tentent de mettre en place un projet politique original. Mais leur « confédéralisme démocratique » se construit sur un champ de ruines, dans un contexte d'affrontements ethnoreligieux et d'alliances avec les grandes puissances qui hypothèque son avenir.

PAR NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX  
MIREILLE COURT ET CHRIS DEN HOND \*

**M**ALGRÉ LA NUIT, une chaleur suffocante pèse encore sur Kamechliyé. Vite sortis du petit aéroport toujours contrôlé par quelques dizaines de policiers et de soldats du régime de M. Bachar Al-Assad, nous entrons immédiatement sur le territoire de la Fédération démocratique de Syrie du Nord, souvent appelée Rojava (« ouest » en kurde). Le long de la frontière turque, entre l'Euphrate et l'Irak, au moins deux millions de personnes (dont 60 % de Kurdes) résident sur ces terres reprises par les armes aux djihadistes de l'Organisation de l'État islamique (OEI). Depuis 2014, ces Syriens vivent une expérience politique inspirée par

M. Abdullah Öcalan, le fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), détenu en Turquie depuis 1999. Abandonnant le marxisme-léninisme, le PKK et son allié syrien du Parti de l'union démocratique (PYD) se réfèrent depuis les années 2000 au communalisme libertaire de l'écologiste américain Murray Bookchin (1921-2006) (1). Adopté en 2014, leur texte fondamental, le Contrat social de la Fédération démocratique de Syrie du Nord, rejette le nationalisme et prône une société égalitaire, paritaire, respectueuse des droits des minorités.

(Lire la suite pages 14 et 15.)

(1) Lire Benjamin Fernandez, « Murray Bookchin, écologie ou barbarie », *Le Monde diplomatique*, juillet 2016.



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA : 2 400 F CFA, Algérie : 250 DA, Allemagne : 5,50 €, Antilles-Guyane : 5,50 €, Autriche : 5,50 €, Belgique : 5,40 €, Canada : 7,50 \$, Espagne : 5,50 €, États-Unis : 7,50 \$, Grande-Bretagne : 4,50 £, Grèce : 5,50 €, Hongrie : 1835 HUF, Irlande : 5,50 €, Italie : 5,50 €, Luxembourg : 5,40 €, Maroc : 35 DH, Pays-Bas : 5,50 €, Portugal (cont.) : 5,50 €, Réunion : 5,50 €, Suisse : 7,80 CHF, TOM : 780 CFP, Tunisie : 5,90 DT.

**Iakov Blumkine,  
poète et révolutionnaire**

« UN JOUR  
J'AI ÉTÉ BOLCHEVIK »

Éditions  
**La Découverte**

288 pages, 19 euros  
ePub disponible



## AMÉLIORER LES CAPACITÉS NATURELLES DU CORPS HUMAIN

## La quête du soldat augmenté

*La course aux armements se diversifie. En plus des équipements conventionnels et nucléaires, constamment renouvelés et perfectionnés, les automates de combat connaissent un développement fulgurant. Mais les machines ne sont pas tout. Dans les coulisses, les chercheurs travaillent à augmenter les performances du soldat humain, trop humain, et donc trop faible aux yeux des états-majors. À quel prix ?*

PAR IOANA PUSCAS \*

FACE à des armes toujours plus perfectionnées, le soldat « devient le maillon faible » des systèmes défensifs. Ce constat de l'Agence pour les projets de recherche avancée de défense des États-Unis (Darpa), formulé dans un rapport non classé datant de 2002 (1), en appelle aussitôt un second : même si les robots investissent le champ de bataille, l'armée ne peut se passer de soldats. L'agence a donc mobilisé les savoirs disponibles pour améliorer le corps et l'esprit des combattants. Et produire un « soldat augmenté ».

Dès les années 1990, la Darpa commence à s'intéresser de près à la biologie, dans l'intention de transformer le corps humain pour le préparer à la guerre. En 2014, elle rassemble praticiens des sciences de la vie et physiiciens dans un Bureau des technologies biologiques (Biological Technologies Office). « À compter de ce jour, annonce l'agence, la biologie rejoint les sciences fondamentales, qui représentent l'avenir des technologies de défense. » Cette initiative vise surtout à développer des procédés destinés à « optimiser les capacités de combat » (2) du soldat. Si les États-Unis dominant, et de loin, la course aux investissements dans ce domaine, les montants restent flous. En 2017, la Darpa dispose d'un budget de 2,97 milliards de dollars (2,53 milliards d'euros). Mais la recherche et le développement du soldat

augmenté sont financés au moyen d'un enchevêtrement complexe de projets conduits par l'agence. Par exemple, le programme « Analyse et adaptation de la résilience humaine », doté de 18 millions de dollars afin d'« optimiser la santé du combattant », se retrouve dans le sous-ensemble « Sciences médicales opérationnelles de base » (3).

D'autres pays, comme la Russie ou la Chine, s'intéressent bien sûr à ces questions, mais ils se montrent plus avarés en informations fiables. La probable prolifération des techniques d'optimisation biologique dans un cadre militaire au cours des décennies à venir invite à se pencher sur ses implications éthiques et juridiques. Et, avant tout, à définir l'« homme augmenté ». L'expression désigne un corps humain amélioré, au-delà de ses capacités naturelles, par des technologies spécifiques. Par exemple, si l'on mesure la vision humaine sur une échelle de un à dix, toute mesure prise pour corriger une vue inférieure à dix correspond à un traitement, tandis qu'une amélioration de la vue au-delà de cette valeur relève de l'« augmentation ». Le terme n'inclut pas les dispositifs externes qui n'impliquent pas d'altération biologique, tels les exosquelettes, les lunettes de vision nocturne et les équipements qui permettent aux soldats de grimper sur des surfaces verticales comme des lézards.

### Une élimination des émotions ?

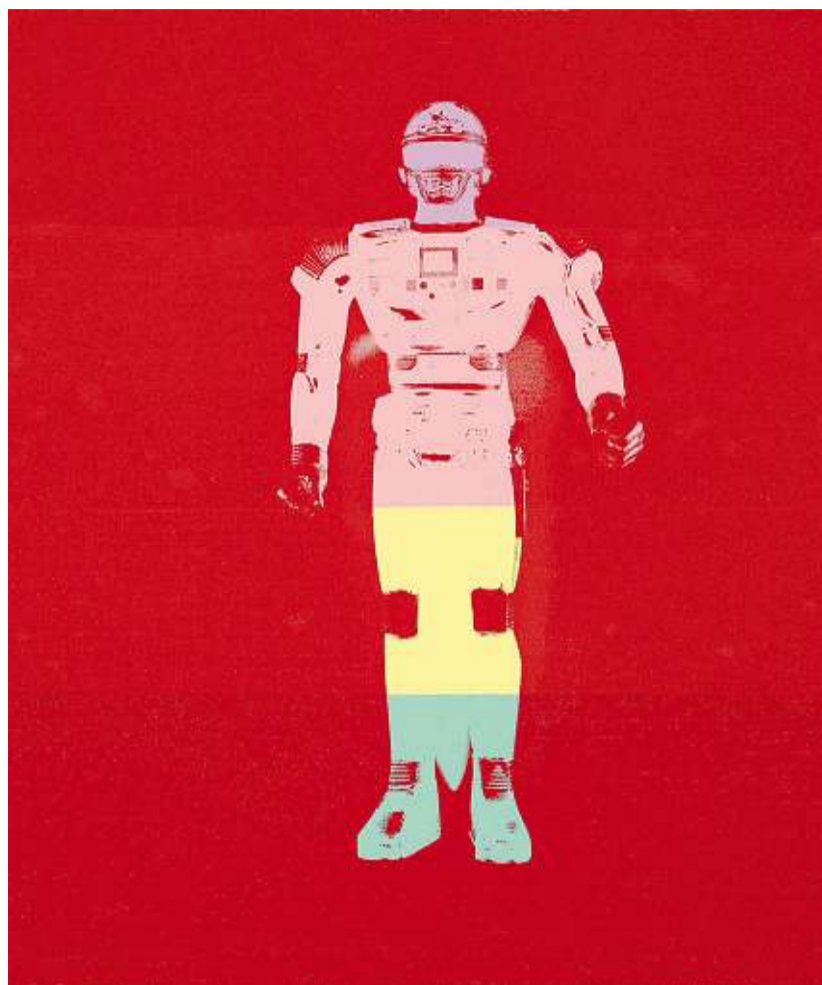
L'ARMÉE ne cherche pas à « augmenter » ses soldats seulement pour améliorer leurs performances, mais aussi pour réduire les coûts : un petit nombre d'entre eux pourraient alors accomplir les mêmes missions que de grandes unités classiques, ce qui créerait moins d'anciens combattants à prendre en charge. Enfin, à une époque où l'opinion voit d'un mauvais œil l'envoi de troupes au sol, ces fantasmes perfectionnés limiteraient les pertes humaines. Toutefois, des spécialistes de l'éthique mettent en garde contre les difficultés à long terme de leur réintégration dans la vie civile.

De nombreux projets d'augmentation des capacités physiques portent sur l'ingénierie métabolique, la veille prolongée, la résistance à la perte de sang et les thérapies géniques (notamment pour supprimer la douleur). Le programme visant à créer un « soldat au métabolisme supérieur » met l'accent sur l'optimisation des fonctions physiologiques, comme des « modifications nutritionnelles » permettant aux soldats de survivre longtemps sans nourriture. La Darpa a également financé des recherches universitaires sur des bactéries qui aideraient les humains à digérer et à tirer des nutriments de substances habituellement non comestibles. À mesure que la génétique progresse, les possibilités de perfectionner les processus neurophysiologiques se multiplient elles aussi.

Cette obsession n'est pas nouvelle. L'armée a toujours essayé d'améliorer les performances de ses soldats, avec des méthodes qui, rétrospectivement, paraissent rudimentaires. Lors de la bataille d'Austerlitz, en 1805, deux divisions d'infanterie napoléoniennes, chargées de prendre le plateau de Pratzen, reçurent une « triple ration de liqueur », ce qui suscita un « élan d'enthousiasme » au sein des troupes. Lorsqu'ils combattaient

contre les Britanniques, au XIX<sup>e</sup> siècle, les Zoulous d'Afrique du Sud recevaient de leurs chamans une variété d'herbe proche du cannabis qui les aidait à se battre avec « fanatisme, dévouement et fureur » (4). Les psychostimulants, en particulier les méthamphétamines, qui permettent de lutter contre la fatigue, furent administrés massivement aux soldats nazis et japonais pendant la seconde guerre mondiale. À haute dose, ils peuvent cependant provoquer des réactions négatives, comme l'exaltation ou la panique. Durant la guerre du Vietnam, le recours aux amphétamines, surnommées « go pills », provoqua une vague d'addictions dans l'armée. Au cours des dernières décennies, la recherche a produit des solutions plus sûres, comme la Ritaline et le modafinil (vendu sous la marque Provigil). Le ministère de la défense britannique en a commandé cinq mille comprimés en 2001, l'année où les forces alliées ont lancé leur offensive en Afghanistan, et quatre mille l'année suivante, avant l'invasion de l'Irak (5).

Les avancées de la neurologie et les techniques qui en découlent pourraient bien hâter la date de péremption de ces pilules. Depuis avril 2013, la Darpa s'est associée au gigantesque projet de recherche sur le cerveau par des techniques avancées innovantes (Brain Research through Advancing Innovative Neurotechnologies, Brain) lancé par le président Barack Obama. Les neurosciences comptent désormais un nombre de ses centres d'intérêt majeurs. L'agence explore la neurostimulation, qui consiste à stimuler le cerveau des soldats avec de l'électricité afin de faciliter la prise de décision, la prise de risque et la disposition à tromper un interlocuteur – une faculté utile pour les prisonniers interrogés par l'ennemi. Un autre programme porte sur les interventions cognitives, comportementales et pharmacologiques susceptibles de « prévenir les effets délétères du stress sur les combattants » (6).



ANDY WARHOL. – « Robot », 1980

Plus résistant, plus vif, moins stressé, le soldat rêvé doit aussi augmenter ses capacités intellectuelles. Des travaux sur la neuroplasticité ambitionnent d'accélérer le processus d'apprentissage en activant des nerfs périphériques de manière indolore. Cela réduirait le temps et l'argent consacrés à l'entraînement des soldats, lesquels pourraient ainsi apprendre une langue étrangère, retenir des instructions ou mémoriser des cartes des zones de déploiement beaucoup plus rapidement. Comme l'expliquent volontiers ses responsables, ce programme « ne se contente pas de retrouver des fonctions perdues : il tend à développer nos capacités au-delà de la norme (7) ». Tel est également le cas du système de neuro-ingénierie (Neural Engineering System Design) promu par l'agence. Il s'agit cette fois de concevoir une interface qui permette le transfert de données entre le cerveau et des appareils électroniques. Une fois implanté, ce « dispositif biocompatible » sans fil d'un centimètre cube « servirait de traducteur entre le langage électrochimique des neurones et le langage informatique » (8).

Mais comment justifier sur un plan éthique la mise au point d'un soldat augmenté ? En règle générale, les chercheurs militaires présentent l'amélioration des performances humaines comme servant des fins morales : une moindre présence humaine sur le champ de bataille, et donc moins de pertes ; une meilleure prise de décision, en particulier pour le personnel qui travaille de longues heures d'affilée. Mais, au-delà de ces considérations, les motifs d'inquiétude foisonnent.

Le premier concerne le droit international humanitaire. La convention de Genève et ses protocoles additionnels exigent que les États soumettent à un examen juridique toutes les nouvelles armes et méthodes de guerre. Or, dans la plupart des cas, les augmentations n'altèrent que le corps des soldats et n'entrent donc pas dans la catégorie « armes ». Mais les difficultés apparaîtront quand certaines technologies d'augmentation comporteront une capacité offensive – par exemple, une interface cerveau-ordinateur qui commande des drones –, faisant du soldat augmenté dont le corps abrite cet appareil une cible légitime pour l'ennemi (9).

Du point de vue de la doctrine de la « guerre juste », qui impose le respect de règles de combat, l'augmentation des capacités humaines porte en germe des conséquences néfastes. L'éthicien militaire Ned Dobos s'interroge sur les répercussions d'une élimination des émotions, souvent accusées de provoquer des « crimes de rage ». Les efforts des pharmacologues pour concevoir des bêta-bloquants empêchant la formation de

souvenirs traumatisants mettraient-ils des soldats dans un état de « mort émotionnelle », qui les rendrait insensibles au meurtre (10) ?

La notion même de torture pourrait évoluer avec un corps de soldat modifié de façon à supporter une douleur plus forte. En théorie, la torture se définit par l'intention du tortionnaire ; mais les poursuites judiciaires s'annoncent complexes si le combattant qui en est victime n'en garde pas de souvenirs précis, aucune douleur physique, ou presque, n'y ayant été associée. Officier dans l'armée de l'air australienne, M. Ian Henderson s'inquiète pour sa part du traitement réservé à un prisonnier de guerre doté d'une vue surdéveloppée et d'une ouïe intégrant, par exemple, un récepteur radio (11).

Les notions de consentement éclairé et de respect des droits humains suscitent aussi un débat qui finira par relever de la

compétence des juridictions nationales. Aux États-Unis, par exemple, un soldat qui refuse la vaccination encourt des sanctions en vertu du code de justice militaire. Ce texte interdit en outre de désobéir à ses supérieurs et aux ordres militaires. Si la loi plaçait l'augmentation des capacités sur le même plan que les soins médicaux, les soldats pourraient difficilement s'y soustraire. Certes, on suppose que s'engager dans l'armée implique de renoncer à une partie de son autonomie ; mais à l'avenir pourrait être instauré un droit à consentir ou non aux interventions irréversibles qui porteraient atteinte à la « liberté cognitive » du soldat (12).

Toutefois, permettre aux militaires de refuser les processus d'augmentation engendre d'autres complications. Les troupes physiologiquement modifiées combattront-elles aux côtés des autres ? Comment cette différence se répercutera-t-elle sur la solidarité et la cohésion nécessaires à l'armée ? En 1997, un groupe de militaires défendait l'usage de psychostimulants pour les opérations aériennes, réaffirmant le principe selon lequel « l'utilisation de drogues pour améliorer la performance sportive est peut-être "immorale", mais la guerre n'est pas un événement sportif (13) ». Ce point de vue, cependant, sous-estime l'importance du sentiment d'égalité au sein d'un même contingent.

Le ministère de la défense américain considère l'honneur et la loyauté comme les principes fondamentaux du droit de la guerre : « un certain respect mutuel entre les forces antagonistes » et la reconnaissance du fait que « les combattants appartiennent à la même profession » (14). Un soldat modifié serait-il décoré si son courage résultait d'interventions neuronales ? Si l'on n'y prend garde, l'augmentation risque d'ébranler des valeurs militaires essentielles.

Plus fondamentalement, elle renforcera les asymétries technologiques mondiales, déjà aggravées par les drones. Dans un entretien donné en 2013, le général retraité Stanley McChrystal concédait que l'usage de ces machines en Afghanistan avait laissé une impression désastreuse. En plus de causer d'innombrables victimes, elles engendrent une haine viscérale contre les États-Unis (15). Le déploiement de soldats augmentés pourrait creuser encore cette inégalité et exacerber la violence.

- (1) Noah Shachtman, « Be more than you can be », *Wired*, San Francisco, mars 2007.
- (2) « Darpa launches Biological Technologies Office », 1<sup>er</sup> avril 2014, [www.darpa.mil](http://www.darpa.mil)
- (3) « Department of Defense. Fiscal year 2017 president's budget submission », février 2016, [www.darpa.mil](http://www.darpa.mil)
- (4) Lukasz Kamiński, *Shooting Up : A Short History of Drugs and War*, Oxford University Press, New York, 2016. Lire également Christophe Lucand, « Le "pinard" ou le sang des poilus », *Le Monde diplomatique*, août 2016.
- (5) Ian Sample et Rob Evans, « MoD bought thousands of stay awake pills in advance of war in Iraq », *The Guardian*, Londres, 29 juillet 2004.
- (6) Justin Sanchez, « Enabling stress resistance », [www.darpa.mil](http://www.darpa.mil)
- (7) « Boosting synaptic plasticity to accelerate learning », 16 mars 2016, [www.darpa.mil](http://www.darpa.mil)
- (8) Brad Ringeiser, « Neural Engineering System Design », [www.darpa.mil](http://www.darpa.mil)
- (9) Heather Harrison Dinniss et Jann Kleffner,

« Soldier 2.0 : Military human enhancement and international law », *International Law Studies*, vol. 92, Newport (Rhode Island) 2016.

(10) « Soldier enhancement : New technologies and the future battlefield », conférence organisée par le Comité international de la Croix-Rouge, Melbourne, 27 mai 2014.

(11) *Ibid.*

(12) Lauren Robbins, « Refusing to be all that you can be : Regulating against forced cognitive enhancement in the military », dans Michael Gross et Don Carriek (sous la dir. de), *Military Medical Ethics for the 21st Century*, Routledge, Abingdon-Thames, 2016.

(13) Rhonda Cornum, John Caldwell et Kory Cornum, « Stimulant use in extended flight operations », *Airpower Journal*, vol. XI, n° 1, Pittsburgh, printemps 1997.

(14) « Law of war manual », ministère de la défense, Washington, DC, juin 2015.

(15) David Alexander, « Retired general cautions against overuse of "hated" drones », Reuters, 7 janvier 2013.

\* Chercheuse au Centre de politique de sécurité de Genève.

MONDE diplomatique

ACCÉDEZ À L'INTÉGRALITÉ DU JOURNAL DEPUIS SA CRÉATION

- plus de 60 années d'archives depuis 1954
- plus de 700 numéros du journal
- plus de 400 cartes
- plus de 50 000 documents accessibles en ligne grâce à un puissant moteur de recherche

Abonnez-vous !

www.monde-diplomatique.fr/archives

# Désenchantement européen

Située au centre de l'Europe géographique, la Slovaquie joue les bons élèves de la zone euro. Mais la grève des ouvriers de Volkswagen révèle une forte frustration vis-à-vis de la division internationale du travail établie à Bruxelles et à Francfort. Plus on pénètre à l'intérieur du pays, plus l'ampleur des disparités maintient la population en lisière d'un Occident désacralisé.

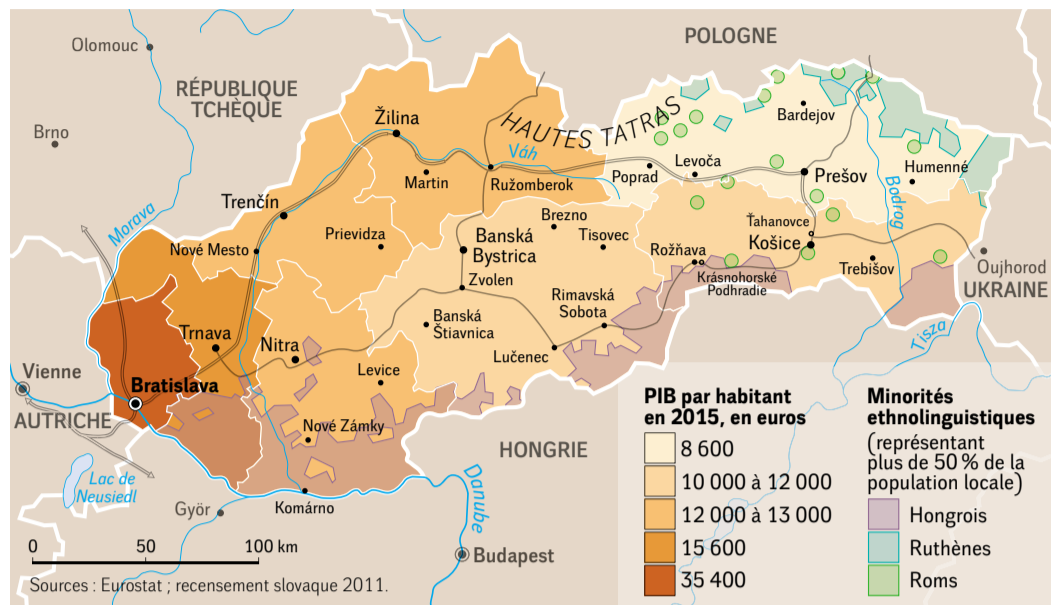
PAR  
NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL  
PHILIPPE DESCAMPS \*

EN CE DÉBUT D'ÉTÉ, Bratislava affiche son indolence. Les touristes s'agglutinent dans les ruelles du centre-ville historique, restauré ces deux dernières décennies. Aux balafres laissées par l'ancien régime – des unités d'habitation rectilignes, une autoroute urbaine qui coupe la ville en son cœur, entre château et cathédrale – s'ajoutent celles du temps présent, avec ses hangars commerciaux et ses nouveaux immeubles d'affaires glacials aux enseignes de compagnies étrangères. Leur profusion témoigne d'une prospérité apparemment retrouvée. Des experts affichent d'ailleurs leur enthousiasme : « Des performances économiques robustes, avec une croissance forte qui s'appuie sur la bonne santé du secteur financier, le niveau peu élevé de la dette publique et une compétitivité internationale élevée bénéficiant d'entrées d'investissement massives (1). »

Pour la Saint-Cyrille et Saint-Méthode (5 juillet), les amateurs de vélo affluent par milliers sur les pistes cyclables qui longent le Danube. Au confluent du fleuve et de la Morava, au pied du château de Devín, plus grand monde ne semble prêter attention à la stèle érigée en mémoire de ceux qui, entre 1948 et 1989, sont morts en tentant de franchir le rideau de fer pour passer en Europe de l'Ouest. Plus au sud, le barrage monumental de Gabčíkovo-Nagymaros, qui mobilisa les écologistes contre le régime dans les années 1980, est désormais un but de promenade. Selon les statistiques, la région de Bratislava occupe la cinquième place en Europe pour la richesse produite par habitant (2). Comment comprendre alors le rejet des migrants, les discours démagogiques sur les Roms, la poussée nationaliste dans les urnes ou la lassitude vis-à-vis des scrutins européens ? D'abord, en déjouant l'effet d'optique dû à la concentration des investissements étrangers et des sièges de sociétés dans la capitale, car les autres régions du pays dépassent à peine la moitié du revenu moyen du continent. Ensuite, en suivant le chemin de fer.

**En route pour Zvolen.** L'Europe centrale commence véritablement lorsqu'on sort des faubourgs de Bratislava. Dans le train qui mène vers l'est, M<sup>me</sup> Miroslava K. confie ce qu'elle a sur le cœur : « La situation devient catastrophique dans les écoles et les hôpitaux. On manque de tout. La plupart de mes collègues ont fini par renoncer à leur métier pour travailler dans les banques, les assurances ou à l'étranger. Seuls les passionnés s'accrochent. » Cette professeure de Košice enseigne l'histoire et les arts à des jeunes de 10 à 15 ans. Si elle préfère taire son nom, elle ne cache pas son salaire : 600 euros par mois. « C'est toujours mieux que les infirmières, comme ma sœur, qui gagnait 400 euros. Elle a fini par partir en Autriche... »

À l'entendre, la plupart des professeurs de son collège étaient prêts à faire grève pour les salaires, mais la directrice a su les manipuler : « La direction et le gouvernement jouent toujours sur nos faiblesses, notre passivité et surtout notre sentiment de culpabilité vis-à-vis des enfants. » Elle explique la débrouille pour trouver des fournitures ou du matériel et ne pas trop en demander aux parents : « En 2013, Košice était mise à l'honneur comme



DE PROFONDES INÉGALITÉS RÉGIONALES

CÉCILE MARIN

capitale européenne de la culture. Nous en avons profité pour faire acheter les ordinateurs dont nous avons besoin sur les fonds structurels. » Depuis une décennie, en matière d'investissements publics, notamment d'infrastructures scolaires ou routières, le gouvernement se défait largement sur les fonds européens.

**Banská Bystrica.** En arrivant dans la capitale de Slovaquie centrale, à un peu plus de trois heures de train de Bratislava, on ne peut manquer le Musée du soulèvement national slovaque, bâti sur une colline dominant le centre-ville. Le 29 août 1944, le Conseil national slovaque, qui unifiait la Résistance, déclencha ici une insurrection contre l'Allemagne nazie et ses alliés du « premier État slovaque » dirigé par un clerc, Jozef Tiso. La Wehrmacht reprit le contrôle du territoire en octobre 1944, tandis que les soldats rebelles et les résistants se réfugiaient dans les montagnes en attendant l'Armée rouge. Mais ce soulèvement démontra que tous les Slovaques ne soutenaient pas le régime fasciste et la collaboration.

La notoriété actuelle de Banská Bystrica ne doit rien à cet acte de bravoure, et beaucoup à l'élection à la présidence de la région, en 2013, de M. Marian Kotleba, du Parti populaire-Notre Slovaquie. Pour se faire connaître et battre au second tour un adversaire social-démocrate empêtré dans les affaires, ce trublion a multiplié les diatribes à connotations néofascistes et les frasques en uniforme d'époque. Ayant récolté 8 % des voix au niveau national en mars 2016, il siège aussi au Parlement, avec treize autres députés de son parti, qui militent pour une sortie de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et de l'Union européenne. Malgré les poursuites judiciaires engagées contre lui pour son flirt avec des symboles nazis, et même s'il n'a pas pu agir beaucoup comme président de région, faute de majorité au conseil, il reste favori pour le renouvellement de son mandat, le 4 novembre prochain.

## De l'industrialisation à marche forcée au démantèlement brutal

« Les vrais convaincus sont peu nombreux. Les gens votent Kotleba par désespoir, explique M. Ján Lunter, qui se présente contre lui. Avec l'explosion de la pauvreté et un chômage qui dure, les propositions radicales font mouche. » Informaticien dans une coopérative agricole avant 1989, M. Lunter s'est lancé dans les services informatiques après le changement de régime, puis il a créé l'entreprise alimentaire Alfa Bio, qui emploie deux cents personnes aux alentours. « Je veux montrer que l'on peut changer les choses avec un projet fondé sur le développement d'une agriculture de qualité et du tourisme, explique le candidat, qui, comme la plupart des autres, préfère se présenter comme « indépendant ». On peut aussi intégrer les Roms, comme je l'ai fait dans mon entreprise, où ils représentent 10 % des salariés. » Pas sûr que cela suffise à convaincre, d'autant que les élections ne compteront cette fois qu'un seul tour. C'est pourquoi les principaux candidats, dont M. Stanislav Mičev, le directeur du Musée du soulèvement national slovaque, ont décidé d'attendre les sondages de la mi-septembre pour se désister en faveur de celui qui sera le mieux placé contre M. Kotleba – une façon involontaire de conforter celui-ci dans sa posture antisystème.

**Tisovec.** Aux abords du parc national de Muránska planina, le paysage vallonné raconte les dernières décennies, de l'industrialisation à marche forcée des années 1960 et 1970 au démantèlement brutal de l'économie « socialiste »

dans les années 1990. Les forêts sont saignées par de récentes coupes sauvages. Pas une bourgade sans une mine, une carrière, une usine et de hautes cheminées. Mais très rares sont celles qui fument encore. Au centre de Tisovec, un vieux modèle de Škoda Sport se gare bruyamment à côté de la maison de Vladimír Clementis, enfant de cette petite ville devenu ministre des affaires étrangères de la Tchécoslovaquie communiste avant d'être exécuté en 1952. Les trois jeunes qui en descendent sont tous nés après la chute du mur de Berlin et semblent davantage préoccupés par le présent que par l'histoire.

« Si je pouvais gagner autour de 1 000 euros, je resterais ici », explique Andrej S. Peintre en carrosserie, il a fini par s'expatrier à Vienne, à cinq heures de route, où il touche 2 000 euros par mois, « plus le remboursement du logement et du transport, ce qui me permet de revenir presque tous les week-ends ». Resté dans la région, son ami Marian L. a interdiction de dire combien il gagne comme chauffeur-livreur, mais on comprend que sa paie ne dépasse guère le minimum, fixé à 405 euros. « Depuis que nous appartenons à la zone euro [2009], les prix augmentent, mais pas les salaires, témoigne-t-il. D'accord, nous recevons des fonds européens, mais ils vont aux routes ou aux écoles. Peu de gens en récoltent les bénéfices en termes d'emploi. » Sur ce point, l'économiste Joachim Becker (3) complète : « On voit bien en Slovaquie les limites de la politique régionale européenne et l'absence de politique industrielle. Il ne suffit pas d'investir dans les infrastructures des régions périphériques ; il faut des investissements productifs. Je ne vois pas d'autre solution que des initiatives publiques si on veut freiner un déséquilibre régional croissant. »

Patrick V., le troisième passager de la Škoda, travaille pour moins de 600 euros dans l'usine de chaux locale, Calmit. Mais, depuis le rachat de celle-ci par un Autrichien, la modernisation et le remplacement des fours trop polluants ont conduit à de nombreux licenciements. Ses deux amis acquiescent quand Patrick dit leur désintérêt pour la politique : « L'argent détruit le caractère. Les plus âgés disent que le socialisme était mieux. Nos parents ont cru aux promesses des années 1990, mais ils deviennent très critiques aujourd'hui. Nous, nous aimerions simplement que nos copains ne soient plus forcés de partir pour trouver du travail. » En 2014, près de 150 000 Slovaques, soit 6,1 % de la population active, occupent un emploi frontalier, sur un total estimé à au moins 250 000 travailleurs expatriés (4), ce qui nourrit un rapport d'attraction-répulsion avec l'Ouest.

**Rožňava.** L'un des principaux faits d'armes de M. Kotleba s'est déroulé dans le bourg de Krásnohorské Podhradie, près de la ville de Rožňava, qui fut annexée par la Hongrie de 1938 à 1945. Après l'incendie involontaire du château, attribué un peu rapidement à deux jeunes Tziganes, en septembre 2012, il a débarqué avec ses nerfs dans le quartier rom en exhibant de vieux titres de propriété pour prétendre expulser les familles. « Tout le monde a eu très peur, raconte M. Ludovít Gunár, « chef » du quartier et unique conseiller municipal rom à l'époque. J'ai dû aller à la radio pour expliquer aux autres habitants, dont beaucoup appartiennent à la minorité hongroise, qu'il fallait rester solidaires, car une prochaine fois ils pourraient se retrouver stigmatisés à leur tour. »

Depuis, des fonds européens ont permis d'asphalter la rue principale et de reconstruire le réseau d'eau. Le contraste demeure néanmoins frappant avec les autres quartiers : une grande misère, des habitations faites de bric et de broc, mal isolées et très petites, mais aussi beaucoup plus de vie, des enfants, des animaux, de la musique

dans les rues. Ici comme dans le restant de la Slovaquie, les Roms sont confinés dans un ghetto et condamnés à un développement séparé, avec une espérance de vie inférieure de onze ans à la moyenne des Slovaques pour les hommes et de quatorze années pour les femmes (5).

« Quand j'étais enfant, tout le monde travaillait dans l'agriculture ou le textile, et tous les gamins allaient à la même école, se souvient M. Gunár. Mais, il y a vingt ans, les Blancs ont décidé d'envoyer leurs enfants à Rožňava. Les nôtres restent seuls à l'école du village, et plus de 70 % de mes voisins pointent au chômage. » Victimes de la disparition des emplois peu qualifiés dans l'agriculture, les Roms, estimés à environ 450 000 personnes (sur 5,4 millions d'habitants), représentent une part importante des chômeurs de longue durée. La Slovaquie bat des records européens en la matière, avec 7,1 % de la population active sans emploi depuis plus d'un an. Chacun doit se débrouiller avec une allocation de 62 euros par mois, doublée en échange de dix-sept heures de travaux d'intérêt général. Des prestations encore trop généreuses aux yeux de M. Kotleba et de plusieurs partis politiques, prompts à dénoncer un « assistantat ».

**Košice.** En 1995, la grande agglomération de Slovaquie orientale décida de modifier sa politique d'attribution des logements en transférant les foyers en difficulté dans le quartier Luník IX, devenu l'un des plus importants ghettos roms d'Europe centrale. La plupart des autres familles ont quitté les lieux pour s'installer dans le nord de la ville, à Sídliisko Ťahanovce, le dernier grand ensemble construit à l'époque communiste, qui abrite 22 000 résidents.

## L'impasse du récit national contemporain

Au début des années 1980, il s'agissait de rationaliser au maximum l'occupation de l'espace. Résultat : une accumulation de barres et de tours. Sídliisko Ťahanovce présente la plus forte concentration d'habitants de Slovaquie. Le maire du quartier, M. Cyril Betuš, s'enorgueillit des nombreux commerces, écoles et installations sportives qui rendent ce faubourg bien vivant, mais il met le doigt sur une entrave majeure à toute politique publique dans son pays : la question de la propriété. « Le plan original n'avait pas prévu la croissance du nombre d'automobiles, explique-t-il. Aujourd'hui, nous devons procéder à des aménagements pour éviter la congestion aux heures de pointe et faciliter le stationnement, mais toucher au foncier relève presque de l'impossible. Les communistes n'avaient pas pris la peine d'exproprier en bonne et due forme les propriétaires, auxquels la loi de restitution de 1989 donne tous les droits. Il est très difficile de tous les retrouver, et, lorsqu'on y parvient, ils demandent des prix dissuasifs. » Autre illustration avec une question pratique concernant l'accueil des migrants : le quartier a hébergé dans ses premières années des populations de diverses nationalités, y compris des réfugiés, venus notamment de Tchernobyl (Ukraine) après la catastrophe nucléaire de 1986. Mais, depuis la privatisation, il n'y a plus un seul logement social à Sídliisko Ťahanovce.

**Levoča.** Les cimes des Hautes Tatras font la fierté des Slovaques et figurent en bonne place sur leur drapeau, sous la croix à double traverse. À leur pied, dans la région la plus pauvre du pays, se trouve une ville emblématique entourée de remparts, où furent construits le premier lycée slovaque et érigée la statue de Ludovít Štúr, qui normalisa la langue slovaque au XIX<sup>e</sup> siècle. Štúr considérait le village, la campagne et la langue comme la source de la « vie nationale ». Au travers des festivals, mais aussi au fil des discours publics, les Slovaques cultivent volontiers ce passé campagnard et son folklore. Ce retour à l'« ethnolâtrie (6) » des années qui suivirent l'indépendance masque l'impasse du récit national contemporain. Alors que les Slovaques sont censés avoir réalisé leur destin collectif par la construction d'un « État en

(1) « Economic Surveys : Slovak Republic 2017 », Organisation de coopération et de développement économiques, Bratislava, 21 juin 2017.

(2) Eurostat, 30 mars 2017.

(3) Auteur notamment de « Europe's other periphery », *New Left Review*, n° 99, Londres, mai-juin 2016.

(4) Radka Minarechová, « Many Slovaks still migrate for work », *The Slovak Spectator*, Bratislava, 18 mai 2015.

(5) Branislav Šprocha, *Reprodukcia rómskeho obyvateľstva na Slovensku a prognóza jeho populačného vývoja*, Académie slovaque des sciences, Bratislava, février 2014.

(6) Catherine Servant et Étienne Boisserie (sous la dir. de), *La Slovaquie face à ses héritages. Horizons critiques de la culture slovaque contemporaine*, L'Harmattan, Paris, 2004.

POUR L'EUROPE CENTRALE

# en Slovaquie

propre», ils assistent depuis vingt-cinq ans à la décomposition de l'État social. Que des subsides européens équivoques – et souvent associés à des affaires de corruption – compensent partiellement la faiblesse des investissements publics les renvoie à une position de dominés.

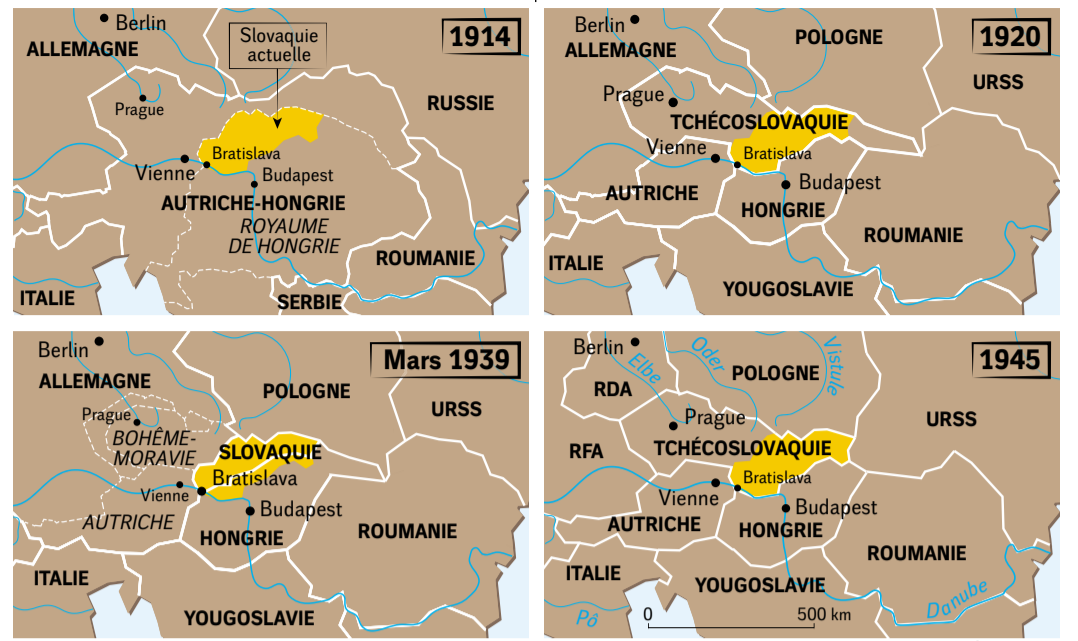
« Les communistes n'ont jamais réussi à introduire des sentiments anti-occidentaux, alors que ceux-ci deviennent très forts aujourd'hui. La démoralisation apparaît plus profonde que durant cette période. Ce n'est pas rassurant pour la suite », constate Juraj Marušiak, politiste et membre du conseil de l'Académie slovaque des sciences. Alors qu'entre 1970 et 1985 les revenus réels avaient augmenté d'environ 50 % (7), ils ont chuté dans les années 1990. Le produit intérieur

brut n'a retrouvé le niveau de 1989 qu'en 2007. « Les Slovaques ne se sentent pas perçus comme des partenaires égaux par l'Ouest, poursuit M. Marušiak. Et ils nourrissent une profonde frustration vis-à-vis des réformes libérales dont ils tiennent pour responsables leurs élites. »

« Il y a toujours un consensus des dirigeants sur le dumping social, déplore M<sup>me</sup> Brigita Schmögnerová, ministre des finances de 1998 à 2002. Depuis l'élargissement de l'Union européenne, les sociétés étrangères recherchent la main-d'œuvre la moins chère, mais, au lieu d'unir leurs forces, les gouvernements de la région rivalisent pour proposer le niveau de taxes le plus faible possible. » Lors de son entrée dans l'Union européenne, en 2004, la Slovaquie est ainsi



PHILIPPE DESCAMPS. – Maison de la Matka Slovenská, Martin, juillet 2017



AU CŒUR DE L'EUROPE CENTRALE

CÉCILE MARIN

Indépendante depuis 1993, la Slovaquie a vécu un millénaire sous la domination hongroise, avant de s'unir par deux fois avec la Tchéquie. Voir la chronologie en ligne : [www.monde-diplomatique.fr/57827](http://www.monde-diplomatique.fr/57827)

devenue le premier pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à mettre en place une imposition au taux unique intégral : 19 %, tant sur les bénéfices des sociétés que sur les revenus ou les biens de consommation. L'absence de progressivité de l'impôt conduisant rapidement à l'explosion des inégalités, la question sociale a ressurgi, et les sociaux-démocrates ont su s'en saisir pour gagner les élections. Élu en 2006, 2012 et 2016, M. Robert Fico (prononcer « Fitso ») exerce son troisième mandat de premier ministre, avec une courte interruption entre 2010 et 2012.

## L'action publique toujours défailante

Le chef du parti social-démocrate Smer-SD (8) parvient à se maintenir au pouvoir en réformant à la marge le modèle libéral imposé lors de l'entrée dans l'Union européenne, sans remettre en question les « avantages comparatifs » de son pays en matière salariale. Ainsi, l'impôt sur le revenu comporte désormais deux taux (19 % et 25 %), les produits alimentaires ne sont plus taxés qu'à 10 %, les magasins ferment les jours fériés, les contrats courts sont dissuadés et une allocation minimale est versée en fin de droits ; étudiants et retraités bénéficient de la gratuité des transports.

Mais, si l'État-providence revient souvent dans les discours de M. Fico, l'action publique reste défailante, et les dépenses en matière de santé, d'éducation ou de logement bien en deçà de la moyenne européenne. En outre, Smer-SD, allié à plusieurs organisations nationalistes pour gouverner, se positionne comme un parti « attrape-tout » et volontiers conservateur sur les questions de société. M. Fico s'est notamment illustré en affirmant que « l'islam n'a pas sa place dans [son] pays ». Lors du dernier congrès de son parti, en décembre 2016, il annonçait des mesures contre « la deuxième génération qui ne veut pas travailler »

et ceux qui « abusent du système » ; et d'ajouter cyniquement : « Pas seulement les Tziganes. » « Robert Fico utilise le même langage que ses collègues, tempère Miroslav Tizik, sociologue de l'Académie des sciences. Les discours d'intolérance deviennent beaucoup plus faciles dans un pays où l'on a cassé tout esprit public. Les médias qui tiennent aujourd'hui un discours moralisateur sur la tolérance matraquent depuis vingt-cinq ans l'idée que chacun doit s'occuper de lui-même et pas des autres. »

**Retour à Bratislava.** Les ouvriers de Volkswagen viennent de faire fléchir leur direction (lire l'article ci-dessous). M. Karol Klobušický nous a donné rendez-vous dans la prairie des Partisans, sur les tout premiers reliefs des Carpates qui dominent la capitale. En 2005, il prenait la tête de la grève victorieuse des étudiants pour maintenir la gratuité d'accès à l'université. Depuis, il a conseillé les médecins, qui ont pu enrayer la privatisation des hôpitaux, et se retrouve encore à la manœuvre dans la grève de Volkswagen : « Je pense que les syndicats sont trop faibles, et cela explique la montée de l'extrémisme. La grève a révélé une frustration très forte. Les travailleurs slovaques ne comprennent plus la faiblesse de leurs salaires par rapport à ceux de leurs camarades occidentaux. Ils s'estiment mal payés uniquement parce que slovaques, donc victimes de xénophobie. Et il devient alors facile de leur faire croire que l'argent de l'Europe va essentiellement aux corrompus, aux migrants ou aux Roms. » Le succès de la première grande grève dans le privé depuis 1989 montre qu'il n'y a aucune fatalité à ce mécanisme.

PHILIPPE DESCAMPS.

(7) Antoine Marès, *Histoire des Tchèques et des Slovaques*, Perrin, Paris, 2005.

(8) Issu d'une scission du Parti de la gauche démocratique (héritier du Parti communiste) en 1999, Smer-SD (Direction - Social-démocratie) a fusionné en 2005 avec ce parti, ainsi qu'avec l'Alternative sociale-démocrate et le Parti social-démocrate slovaque fondé par Alexander Dubček en 1990.

## Victoire ouvrière chez Volkswagen

« UNE DEMANDE IRRESPONSABLE », avait jugé M<sup>me</sup> Lucia Kovarovič Makayová, la porte-parole de Volkswagen (VW) en Slovaquie, lorsque les ouvriers avaient réclamé une augmentation de salaire de 16 %. Pourtant, le 26 juin dernier, après six jours d'une grève largement suivie, les 12 500 employés du groupe ont obtenu 14,1 % sur deux ans, assortis d'une refonte de la grille des bas salaires, d'une prime immédiate de 500 euros et d'un jour de congé additionnel.

« La grève a grondé comme une tempête après un très long silence, raconte M. Ján Macho, chargé du contrôle technique des moteurs dans l'usine de Martin et délégué de Moderné Odbory (Syndicat moderne). Les investisseurs savent que les Slovaques travaillent bien et ne protestent jamais. Ils ont bénéficié au maximum du fort taux de chômage et de la peur des salariés de perdre le peu qu'ils avaient. Mais, aujourd'hui, notre niveau de qualification nous permet de ne plus nous laisser intimider par les menaces de délocalisation. »

Depuis le rachat des usines Škoda, en 1991, Volkswagen a beaucoup misé sur ce paradis des constructeurs d'automobiles, profitant au mieux des dix années de « vacances fiscales » offertes en 2001 par le gouvernement libéral de M. Mikuláš Dzurinda et d'une main-d'œuvre bon marché et compétente. En 2016, les ouvriers slovaques du premier groupe automobile mondial ont assemblé 388 000 véhicules de plusieurs marques, notamment les modèles les plus prestigieux : Porsche Cayenne, Audi Q7 ou Volkswagen Touareg. Toutefois, ils auraient bien du mal à rouler dans ces bolides de luxe, quasi exclusivement destinés à l'exportation vers l'Europe occidentale, la Chine ou les États-Unis. Car, en dépit d'une productivité équivalente à celle de leurs collègues allemands, les salariés de VW Slovaquie gagnent en moyenne trois fois moins : 679 euros par mois en début de carrière à Bratislava, alors qu'à six cents kilomètres de là les ouvriers de Wolfsburg commencent à 2 070 euros.

L'effet de surprise a profité aux grévistes : « La direction n'a pas cru à un arrêt de travail massif. Les Allemands ont pensé qu'il suffirait de proclamer que nous sommes mieux payés que les autres Slovaques, en parlant de 1 800 euros en moyenne, précise le syndicaliste. Cela a

mis en rage la plupart des ouvriers, qui gagnent moins de 1 000 euros. » Le piquet de grève devant l'usine de Bratislava a pris un caractère festif, largement exposé par les médias et sur Internet. « Les ouvriers de VW Slovaquie ont su s'adresser à tous les Slovaques en leur disant : "Ici, on lutte aussi pour vos salaires et pour vous", » explique M. Karol Klobušický, conseiller de Moderné Odbory. La plupart des organisations politiques ont fini par soutenir le mouvement, comme le président du Parlement Andrej Danko, du Parti national slovaque, et le premier ministre Robert Fico. « Il a compris que nous allions l'emporter, s'amuse M. Macho. En outre, cela n'engage pas le gouvernement à payer, comme pour les enseignants ou les infirmières... »

Pour les syndicalistes, le plus dur a eu lieu avant le blocage des chaînes de montage, d'abord pour se convaincre qu'ils pouvaient gagner, puis pour s'affranchir d'OZ Kovo, l'organisation attachée à la confédération historique KOZ. Proche du parti social-démocrate Smer-SD et héritier de la centrale unique du régime communiste, le syndicat de la métallurgie a conservé ses vieux réflexes de « courroie de transmission » du pouvoir, alors que le taux de syndicalisation est passé de près de 70 % en 1993 à guère plus de 10 % aujourd'hui (1). Lassé de sa passivité et de l'opacité de ses financements, un petit groupe mené par M. Zoroslav Smolinský a voulu bousculer l'inamovible président d'OZ Kovo, M. Emil Machyna, en se présentant contre lui. En réponse, ce dernier a obtenu la mise à pied d'une quinzaine de dissidents par la direction de Volkswagen. Il a fallu l'intervention d'IG Metall, le syndicat très influent dans l'entreprise en Allemagne, pour que la direction lève sa sanction, puis reconnaisse la représentativité de la nouvelle organisation. Moderné Odbory revendique désormais 9 500 adhérents, soit trois salariés de VW Slovaquie sur quatre...

LES CONSÉQUENCES de cette grève se mesurent à l'importance du secteur dans l'économie slovaque : plus de 40 % de la production industrielle, un tiers des exportations et un quart du produit intérieur brut. Si l'on rapportait le nombre d'automobiles à celui des habitants, la Slovaquie serait le premier fabricant du monde. Entre 2000 et 2016,

les nouveaux modèles du groupe Volkswagen, ainsi que l'arrivée de PSA Peugeot Citroën et de Kia, ont porté la production de 200 000 à plus d'un million de voitures par an. Et l'usine de Jaguar Land Rover en construction à Nitra assemblera 150 000 véhicules supplémentaires à partir de 2018.

« JE SUIS SÛR que cette grève aura une importance historique, poursuit M. Macho. Pour la première fois, tout le monde a dû parler de notre position dans l'Union européenne. Nous n'acceptons plus d'être les esclaves des entreprises occidentales. Nous ne pouvons pas rester le tiers-monde de l'Europe. » « Les gens aspirent avant tout au respect, renchérit M. Klobušický. Ils veulent que les compagnies étrangères les considèrent comme des êtres humains. »

Les ouvriers de PSA Peugeot Citroën viennent de monter une section Moderné Odbory. Chez Kia, OZ Kovo a déjà obtenu 8,8 % d'augmentation. Cette bataille pour la dignité salariale sonnerait-elle le début de la fin du travail bradé en Europe centrale, comme le premier ministre conservateur de Hongrie en a pris acte en augmentant le salaire minimum, ou comme le revendiquent les sociaux-démocrates tchèques en campagne pour les élections législatives d'octobre (2) ? En janvier, les ouvriers d'Audi Hongrie (11 500 salariés) ont débrayé deux heures pour obtenir autant que leurs 4 000 compatriotes de Daimler, soit environ 20 % d'augmentation sur deux ans. À Kragujevac (Serbie), la première ministre Ana Brnabić a dû sermonner en personne les travailleurs de Fiat Chrysler Automobiles pour qu'ils mettent fin à une grève de vingt jours. Les 20 000 salariés de l'usine Škoda de Mladá Boleslav, en Tchéquie, évoquent à leur tour une action prochaine.

PH. D.

(1) Magdalena Bernaciak et Marta Kahancová, *Innovative Union Practices in Central-Eastern Europe*, European Trade Union Institute, Bruxelles, 2017.

(2) Ja Lopatka, « No more low cost : East Europe goes up in the world », Reuters, 25 juillet 2017.

# L'enfer du

(Suite de la première page.)

À l'extérieur, sur le parking de la barre de logements sociaux, la « cellule de soutien mobile » du centre des chômeurs de Berlin est déjà à pied d'œuvre. Sur une table pliante installée devant le minibus de l'équipe, M<sup>me</sup> Nora Freitag, 30 ans, dispose une pile de brochures intitulées « Comment défendre mes droits face au Jobcenter. » « Cette initiative a été montée en 2007 par l'Église protestante. Il y a beaucoup de détresse, beaucoup d'impuissance, aussi, devant ce monstre bureaucratique que les chômeurs perçoivent non sans raison comme une menace. »

Une dame, la soixantaine bien sonnée, s'approche d'un pas hésitant. Elle paraît affreusement gênée de s'afficher devant des inconnus. Sa retraite inférieure à 500 euros par mois ne lui suffisant pas pour vivre, elle touche un complément versé par son Jobcenter. Comme elle peine toujours à joindre les deux bouts, elle exerce depuis peu un emploi précaire à temps partiel (« minijob ») de femme de ménage dans un centre de soins, qui lui assure un salaire net mensuel de 340 euros. « Rendez-vous compte, dit-elle d'une petite voix affolée, la lettre du Jobcenter m'annonce que je ne lui ai pas déclaré mes revenus et que je dois rembourser 250 euros. Mais cet argent, je ne l'ai pas ! En plus, je les ai déclarés dès le premier jour, mes revenus, vous pensez bien. Il doit y avoir une erreur... » Un membre de l'équipe l'entraîne par le coude pour lui prodiguer ses conseils à l'écart : à qui adresser un recours, à quelle porte frapper pour porter plainte si le recours n'aboutit pas, etc. Parfois, le minibus sert de refuge pour traiter d'un problème à l'abri des regards. « C'est l'un des effets de Hartz IV, observe M<sup>me</sup> Freitag. La stigmatisation des chômeurs est si prégnante que beaucoup éprouvent de la honte à seulement évoquer leur situation devant d'autres. »

## Un des régimes les plus coercitifs d'Europe

Hartz IV : ce marquage social découle du processus de dérégulation du marché du travail, dit Agenda 2010, mis en place entre 2003 et 2005 par la coalition Parti social-démocrate (SPD) - Verts du chancelier Gerhard Schröder. Baptisé du nom de son concepteur, M. Peter Hartz, ancien directeur du personnel de Volkswagen, le quatrième et dernier volet de ces réformes fusionne les aides sociales et les indemnités des chômeurs de longue durée (sans emploi depuis plus d'un an) en une allocation forfaitaire unique, versée par le Jobcenter. Le montant étriqué de cette enveloppe – 409 euros par mois en 2017 pour une personne seule (1) – est censé motiver l'allocataire, rebaptisé « client », à trouver ou à reprendre au plus vite un emploi, aussi mal rémunéré et peu conforme à ses attentes ou à ses compétences soit-il. Son attribution est conditionnée à un régime de contrôle parmi les plus coercitifs d'Europe.

Fin 2016, le filet Hartz IV englobait près de 6 millions de personnes, dont 2,6 millions de chômeurs officiels, 1,7 million de non officiels sortis des statistiques par la trappe des « dispositifs d'activation » (formations, « coaching », jobs à 1 euro, minijobs, etc.) et 1,6 million d'enfants d'allocataires. Dans une société structurée par le culte du travail, elles sont souvent dépeintes comme un repoussoir ou une congrégation d'oisifs et parfois pis. En 2005, on pouvait lire dans une brochure du ministère de l'économie, préfacée par le ministre Wolfgang Clement (SPD) et intitulée « Priorité aux personnes honnêtes. Contre les abus, les fraudes et le self-service dans l'État social » : « Les biologistes s'accordent à utiliser le terme "parasites" pour désigner les organismes qui subviennent à leurs besoins alimentaires aux dépens d'autres êtres vivants. Bien entendu, il serait totalement déplacé d'étendre des notions issues du monde animal aux êtres humains. » Et, bien entendu, l'expression « parasite Hartz IV » fut abondamment reprise par la presse de caniveau, *Bild* en tête.

La vie des allocataires est un sport de combat. Leur minimum vital ne leur permettant pas de s'acquitter d'un loyer, le Jobcenter prend celui-ci en charge, à la condition qu'il ne dépasse pas le plafond fixé par l'administration selon les zones géographiques. « Un tiers des personnes qui viennent nous voir le font pour des problèmes de logement, déclare M<sup>me</sup> Freitag. Le plus souvent parce que l'envolée des loyers dans les grandes villes, notamment à Berlin, les a fait sortir des clous du Jobcenter. Elles doivent soit déménager,

mais sans savoir où, car le marché locatif est saturé, soit régler la différence de leur poche en rognant sur leur budget alimentaire. » Sur les 500 000 « Hartz IV » vivant à Berlin, 40 % paieraient un loyer qui excède la limite réglementaire.

Le Jobcenter peut aussi débloquent des aides d'urgence. Cela lui confère un droit de regard qui s'apparente presque à un placement sous curatelle. Compte en banque, achats, déplacements, vie familiale ou même amoureuse : aucun aspect de la vie privée n'échappe à l'humiliant radar des contrôleurs. Les 408 agences du pays disposant d'une marge d'initiative, certaines débordent d'imagination. Fin 2016, par exemple, le Jobcenter de Stade, en Basse-Saxe, a adressé un questionnaire à une chômeuse célibataire enceinte la priant de divulguer l'identité et la date de naissance de ses partenaires sexuels (2).

Par sa philosophie, ce régime inquisitorial se trouvait déjà en germe dans le manifeste signé en juin 1999 par M. Schröder et son homologue britannique Anthony Blair. Les deux prophètes de la « social-démocratie moderne » y proclamaient la nécessité de « transformer le filet de sécurité des acquis sociaux en un tremplin vers

« Le chancelier allemand Gerhard Schröder est passé en force pour imposer les réformes qui font la prospérité de son pays », a rappelé le directeur éditorial du *Monde* au lendemain de l'élection du candidat de la « start-up nation », pour l'exhorter à faire montre d'une poigne de fer dans ses propres réformes (5). L'économiste Pierre Cahuc, inspirateur avec Marc Ferracci et Philippe Aghion de la refonte du marché de l'emploi imaginée par M. Macron, salue lui aussi « l'exceptionnelle réussite de l'économie allemande ». Il estime que Hartz IV, non seulement « c'est mieux pour l'emploi », mais c'est préférable aussi pour diffuser la joie et la bonne humeur, puisque « les Allemands se déclarent de plus en plus satisfaits de leur situation, surtout les plus modestes, alors que la satisfaction des Français stagne » (6).

Si « les plus modestes » parviennent encore à contenir leur allégresse dans les files d'attente des Jobcenters, il n'est pas contestable que les projets de M. Macron s'inspirent en ligne directe du « modèle allemand ». Notamment l'évidage du code du travail et le renforcement du contrôle des chômeurs, qui se verraient sanctionnés en cas de refus de deux propositions d'emploi successives. Nul n'a su mieux résumer l'esprit de Hartz IV que le président français lorsqu'il a expliqué le 3 juillet,



la responsabilité individuelle ». Car, précisait ce texte intitulé « Europe : la troisième voie, le nouveau centre », « un travail à temps partiel ou un emploi faiblement rémunéré valent mieux que pas de travail du tout, parce qu'ils facilitent la transition du chômage vers l'emploi ». Un pauvre qui sue plutôt qu'un pauvre qui chôme : cette vérité de café du commerce a servi de matrice idéologique à la « césure sans doute la plus importante dans l'histoire de l'État social allemand depuis Bismarck », selon la formule de Christoph Butterwegge, chercheur en sciences sociales à l'université de Cologne (3).

En France, les lois Hartz constituent depuis douze ans une source inépuisable de ravissement dans les cercles patronaux, médiatiques et politiques. L'ode rituelle au « modèle allemand » a encore gagné en puissance depuis l'arrivée à l'Élysée de M. Emmanuel Macron, pour qui « l'Allemagne a formidablement réformé » (4). Un point de vue rarement contesté par les éditorialistes.

devant le Parlement convoqué à Versailles, que « protéger les plus faibles, ce n'est pas les transformer en assistés permanents de l'État », mais leur donner les moyens de – et éventuellement les obliger à – « peser efficacement sur leur destin ». En une acrobatie verbale proche de celles effectuées naguère par les promoteurs de Hartz IV, il ajoutait : « Nous devons substituer à l'idée d'aide sociale (...) une vraie politique de l'inclusion de tous. » Pour M. Schröder, le mot d'ordre à l'encontre des pauvres était plus lapidaire : « Encourager et exiger » (« fördern und fordern »).

D'ailleurs, M. Hartz ne s'y est pas trompé. En France, l'artisan des lois qui portent son nom continue de jouir d'une réputation flatteuse. En Allemagne, on n'a pas oublié sa condamnation, en 2007, à deux ans de prison avec sursis et à 500 000 euros d'amende pour avoir « acheté la paix sociale » chez Volkswagen en arrosant des membres du comité d'entreprise de pots-de-vin, de voyages sous les tropiques et de prestations

de prostituées. De sorte que plus personne ne veut entendre parler de lui. Pour trouver un auditoire toujours disposé à l'applaudir, l'ex-directeur des ressources humaines se réfugie en France. Le Mouvement des entreprises de France (Medef) l'invite régulièrement, et M. François Hollande, qui l'a reçu lorsqu'il était président, aurait songé à l'inclure parmi ses conseillers (7). C'est désormais à M. Macron qu'il réserve ses oracles, par presse interposée (8).

M. Hartz n'a pourtant joué qu'un rôle de second plan dans l'avènement des réformes Schröder. Il a certes présidé la commission dont les travaux ont servi de socle aux réformes, mais c'est surtout la Fondation Bertelsmann qui a orchestré les opérations. L'œuvre « philanthropique » du groupe de médias et d'édition le plus influent d'Allemagne a été au cœur du processus d'élaboration de l'Agenda 2010 : financement d'expertises et de conférences, diffusion d'argumentaires auprès des journalistes, mise en réseau des « bonnes volontés ». « Sans le travail de préparation, d'accompagnement et d'après-vente déployé à tous les niveaux par la Fondation Bertelsmann, les propositions de la commission Hartz et leur traduction législative n'auraient jamais pu voir le jour », observe Helga Spindler, professeure en droit public à l'université de Duisburg (9). La fondation ira même jusqu'à convier les quinze membres de la commission à des voyages d'études dans cinq pays considérés comme avant-gardistes en matière de valorisation du stock de chômeurs : le Danemark, la Suisse, les Pays-Bas, l'Autriche et le Royaume-Uni (10).

## Des emplois réguliers transformés en postes précaires

Le 16 août 2002, M. Hartz remet ses conclusions à M. Schröder sous la coupole de la cathédrale française de Berlin. C'est un « grand jour pour les chômeurs », exulte le chancelier, qui promet d'en remettre deux millions au travail d'ici deux ans. Lourde de 344 pages, le rapport de la commission comprend treize « modules d'innovation » rédigés dans un patois managérial à base d'« engleutsch » (mélange d'allemand et d'anglais) où fourmillent des expressions comme « controlling », « change management », « bridge system pour actifs âgés », « nouvelle corvéabilité et volontariat »... Le Jobcenter y est décrit comme un « service amélioré pour les clients ».

Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005, le régime issu de cette antilangue vient s'imbriquer dans l'autre « paquet » de l'Agenda 2010, qui orchestre la dérégulation du marché du travail. Enfourner les chômeurs dans l'entonnoir salarial imposait de forger un large attirail d'outils à destination des employeurs : défiscalisation des bas salaires, lancement des minijobs à 400, puis 450 euros par mois, déplaçonnement du recours au travail temporaire, subventions aux agences d'intérim faisant appel à des chômeurs de longue durée, etc. La fièvre de l'or s'empare des entrepreneurs, en particulier dans l'industrie des services. Ravitaillés en troupes fraîches par les Jobcenters, ils profitent de l'aubaine pour transformer des emplois réguliers en postes précaires – libre à ceux qui les occupent de faire à leur tour la queue au Jobcenter pour compléter leur petite paie. L'intérim explose, passant de 300 000 recrutés en 2000 à près d'un million en 2016. Dans le même temps, la proportion des travailleurs pauvres – rémunérés au-dessous de 979 euros par mois – passe de 18 à 22 %. La création en 2015 du salaire minimum, fixé

(1) L'allocation chute à 368 euros pour un individu vivant en couple avec un autre « Hartz IV ». S'y ajoutent 237 euros pour un enfant de 0 à 6 ans, 291 euros pour un enfant de 7 à 14 ans et 311 euros pour un adolescent de 15 à 18 ans.

(2) « Jobcenter fragt nach Sexpartnern per Fragebogen », sur le site du collectif d'information Gegen Hartz IV, www.gegen-hartz.de

(3) Christoph Butterwegge, *Hartz IV und die Folgen. Auf dem Weg in eine andere Republik?*, Beltz Juventa, Weinheim, 2015.

(4) « Macron : "Je veux conforter la confiance des Français et des investisseurs" », *Ouest-France*, Rennes, 13 juillet 2017.

(5) Arnaud Leparmentier, « Les cent jours de Macron seront décisifs », *Le Monde*, 10 mai 2017.

(6) Sophie Fay, « Macron va-t-il faire du Schröder à la française? », *L'Obs*, Paris, 13 mai 2017. À propos de Pierre Cahuc, lire Hélène Richard, « Théorème de la soumission », *Le Monde diplomatique*, octobre 2016.

(7) « L'ancien DRH de Gerhard Schröder ne conseillera pas Hollande », *Le Monde*, 28 janvier 2014.

(8) « Peter Hartz : lettre à Emmanuel Macron », *Le Point*, Paris, 21 juin 2017.

(9) Helga Spindler, « War die Hartz-Reform auch ein Bertelsmann-Projekt? », dans Jens Wernicke et Torsten Bultmann (sous la dir. de), *Netzwerk der Macht – Bertelsmann. Der medial-politische Komplex aus Gütersloh*, BdWi, Marbourg, 2007.

(10) Cf. Thomas Schuler, *Bertelsmann Republik Deutschland. Eine Stiftung macht Politik*, Campus, Francfort, 2010.

EMMANUEL MACRON

# miracle allemand

à 8,84 euros de l'heure en 2017, n'a guère inversé la tendance : 4,7 millions d'actifs survivent aujourd'hui encore avec un minijob plafonné à 450 euros par mois (11). L'Allemagne a converti ses chômeurs en nécessiteux.

## Les enfants convoqués au Jobcenter

Hartz IV fonctionne à la manière d'un service du travail précaire obligatoire. Les menaces de sanctions qui pèsent sur le « client » le tiennent en permanence à la merci d'un guet-apens. M. Jürgen Köhler, un Berlinois de 63 ans, exerce en temps normal le métier de graphiste indépendant. Confronté à la concurrence de gros cabinets qui cassent les prix, il ne reçoit plus assez de commandes pour en vivre et s'est donc inscrit au Jobcenter. « Un jour, raconte-t-il devant un café, un courrier m'annonce que je dois me présenter le lundi et le mardi suivants à 4 heures du matin aux portes d'une agence d'intérim pour être affecté sur un chantier et toucher ma paie le soir même. Et que je dois me munir d'une paire de chaussures de sécurité. Évidemment, je ne possède pas ce genre d'équipement et je n'ai jamais travaillé dans le bâtiment. Commencer à mon âge ne me paraissait pas une bonne idée. » Les délais étant, comme souvent, trop brefs pour tenter un recours, M. Köhler n'a d'autre choix que de contester la mesure devant les tribunaux, en espérant que son affaire sera jugée avant que ne tombe le couperet de la sanction, qui risque d'amputer ses subsides de 10 %, 30 % ou même 100 %. Nul n'est à l'abri du hachoir, pas même les enfants d'allocataires Hartz IV âgés de 15 à 18 ans : en échange de leurs 311 euros mensuels versés au budget de la famille, et même s'ils vont encore à l'école, le Jobcenter peut les convoquer à tout moment pour leur « conseiller » de s'orienter vers tel ou tel secteur sous tension et leur couper les vivres s'ils ratent un rendez-vous. Effet pédagogique garanti sur l'adolescent qui porte déjà « Hartz IV » tatoué sur le front.

Membre du groupe des chômeurs de Ver.di, le syndicat unifié des services, M. Köhler a pu disposer d'un avocat gratuit et obtenir à temps une décision favorable. Tous n'ont pas cette chance. Près d'un million de sanctions ont été prononcées en 2016, avec une ponction moyenne de 108 euros par tête – un gain non négligeable pour l'Agence fédérale du travail, autorité de tutelle des Jobcenters. La même année, ces derniers ont fait l'objet de 121 000 plaintes, rejetées dans 60 % des cas. « Les sanctions vous tombent dessus pour des motifs si absurdes qu'on a des chances de gagner si l'on s'y prend bien », explique M. Köhler. Mais la majorité des chômeurs ne sont pas informés de leurs droits et se défendent mal ; la plupart ne se défendent même pas du tout. »

Il n'en a pas toujours été ainsi. En 2003 et 2004, des dizaines de milliers de chômeurs et de salariés défilaient spontanément chaque lundi dans plusieurs villes d'Allemagne pour faire barrage aux réformes Schröder. Implanté surtout dans l'Est, où ses slogans faisaient ouvertement référence aux « manifestations du lundi » de l'automne 1989 contre le pouvoir, le mouvement avait rapidement essaimé dans l'Ouest, prenant au dépourvu les appareils syndicaux, peu enclins à lui emboîter le pas. « Les syndicats ont beaucoup tergiversé », admet M. Ralf Krämer, secrétaire fédéral de Ver.di chargé des questions économiques. Leur position était d'autant plus ambiguë que deux de leurs représentants avaient participé à la commission Hartz, l'un du DGB [Confédération allemande des syndicats], l'autre de chez nous. » Outre les deux syndicalistes, la commission Hartz comprenait deux élus, deux universitaires, un haut fonctionnaire et sept « top managers », dont ceux de la Deutsche Bank, du groupe chimique BASF et du cabinet de conseil McKinsey. « Le mouvement syndical en Allemagne est traditionnellement proche du SPD, poursuit M. Krämer. À l'évidence, les réformes Schröder n'ont pu s'imposer que parce que le gouvernement était social-démocrate, sans quoi la résistance aurait été beaucoup plus forte. »

En novembre 2003, à la stupéfaction générale, une manifestation organisée hors des appareils syndicaux rassemble cent mille personnes à Berlin. « De nombreux syndicalistes étaient présents, dont moi-même, car chez Ver.di la base avait compris que ces réformes ne visaient qu'à favoriser le marché des bas salaires », poursuit M. Krämer. Mais la direction du DGB a traîné les pieds. » Cinq mois plus tard, de nouvelles manifestations à Berlin, Stuttgart et Cologne font descendre dans la rue un demi-million d'opposants : du jamais-vu dans le pays depuis l'après-guerre. Cette fois, les direc-



BERND ARNOLD. – « Le Portail », de la série « Black East Wild West », 2009. Les portails de la cathédrale de Cologne côté ouest sont le lieu du passage du laïque au sacré ; sur le globelet, « begehrt » signifie « désiré ».

tions syndicales défilent en tête de cortège. « On aurait peut-être pu gagner si la dynamique s'était poursuivie », déplore M. Krämer. Mais le DGB a eu peur de perdre le contrôle et s'est abstenu d'appeler à d'autres mobilisations. Les « manifestations du lundi » se sont retrouvées isolées, et le mouvement s'est éteint. On a raté une occasion historique. Il faut dire que la confrontation ne fait pas partie de la culture syndicale allemande. Ce n'est pas dans nos usages de contester les décisions d'un gouvernement démocratiquement élu, bien que, à titre personnel, je le regrette. »

Curieusement, cet échec n'a pas incité les syndicats à réfléchir à un changement de stratégie. Chez Ver.di pas plus qu'au DGB – dont Ver.di fait partie, mais où les syndicats de la métallurgie et de la chimie sont en position de force – les dirigeants n'ont jugé utile d'ouvrir un débat sur l'illégalité des grèves « politiques », cette curiosité du droit allemand qui interdit aux syndicats d'appeler au débrayage contre des lois jugées néfastes aux intérêts des salariés. « Grève générale ? » L'expression provoque un haussement de sourcils chez M. Mehrdad Payandeh, membre du comité directeur fédéral du DGB, chargé des questions économiques. « Pour nous, une grève n'a de sens que si nous échouons à négocier des augmentations de salaire dans les secteurs où nous sommes représentés. Cela arrive rarement. Notre légitimité, ce sont nos adhérents, pas la rue. On n'est pas comme ces pays du Sud où les gens font grève pour trois fois rien ! »

À sa manière volubile et chaleureuse, M. Payandeh incarne assez bien la culture syndicale décrite par M. Krämer. L'homme du DGB prête davantage d'attention aux patrons qu'il connaît et dont il loue la « capacité à coopérer avec les syndicats », qu'aux chômeurs Hartz IV ou aux forcés du travail précaire, relégués hors de son périmètre. « Bien sûr que je suis contre les sanctions Hartz IV et la précarité, se récrie-t-il. Mais les lois votées par le Bundestag ne sont pas de notre ressort. Le but, pour nous, c'est de défendre nos salariés dans les accords de branche. » À ceci près que de tels accords n'existent guère que dans les secteurs de la métallurgie et de la chimie, à l'ombre desquels la toute-puissante industrie des services absorbe

une main-d'œuvre de plus en plus corvéable et de moins en moins protégée.

Les luttes contre les lois Hartz n'en ont pas moins laissé une trace profonde dans le pays. Elles ont considérablement affaibli le SPD, toujours chancelant après la saignée de quelque 200 000 adhérents qui ont pris le large depuis 2003. Mais elles ont aussi remodelé le paysage politique en poussant une partie des dissidents du parti de M. Schröder à fusionner en 2005 avec les néocommunistes du Parti du socialisme démocratique (PDS) pour créer Die Linke (La Gauche), aujourd'hui seule formation représentée au Bundestag à plaider pour l'abrogation des lois Hartz. Elles ont aussi forgé un vaste réseau de groupes de chômeurs résolu à se faire entendre par des actions d'entraide et d'autodéfense – à l'image du collectif Basta, implanté dans le quartier populaire de Wedding, à Berlin, qui organise régulièrement des visites pugnaces dans les Jobcenters de la capitale.

## « Pour nous, la France était exemplaire »

À l'heure où, en France, on s'interroge sur la possibilité de faire obstacle aux ardeurs réformatrices de M. Macron, de nombreux syndicalistes allemands retiennent leur souffle. « Les réformes Macron nous inquiètent énormément, car elles risquent de tirer les salaires vers le bas et de faire tache d'huile chez nous », lâche M. Dierk Hirschel, un dirigeant de Ver.di. « Pour nous, la France était exemplaire à bien des égards, ajoute son collègue Ralf Krämer. L'évolution actuelle nous paraît tragique. On espère que les syndicats français ne répéteront pas nos erreurs et sauront se montrer plus offensifs que nous ne l'avons été. »

OLIVIER CYRAN.

(11) Sources : Agence fédérale du travail ; rapport de l'Institut des sciences économiques et sociales (WSI) n° 36, juillet 2017.

## Heureux les pauvres

« Celui qui peut travailler, mais ne veut pas, n'a aucun droit à la solidarité. Il n'y a pas de droit à la paresse dans notre société. »

Le chancelier Gerhard Schröder interviewé par Bild, 6 avril 2001

« Les coûts salariaux ont atteint un niveau qui n'est plus supportable pour les salariés et qui empêche les employeurs de créer de l'activité. (...) Nous allons devoir couper dans les dépenses de l'État, encourager la responsabilité individuelle et exiger plus d'efforts de la part de chacun. »

Gerhard Schröder, discours au Bundestag, 14 mars 2003

« La misère, ce n'est pas la pauvreté du porte-monnaie, mais la pauvreté de l'esprit. Les classes inférieures ne manquent pas d'argent, elles manquent de culture. (...) La pauvreté découle de leur comportement, c'est une conséquence de la sous-culture. »

Walter Willenweber, éditorialiste, Stern, 16 décembre 2004

« La pauvreté n'est pas qu'une question d'argent. (...) Ce qui compte pour une famille, c'est de bien savoir dépenser son argent. (...) Un repas dans un fast-food est non seulement moins bon pour la santé, mais aussi plus coûteux qu'un ragoût avec des légumes de saison. »

Renate Schmidt, ministre fédérale de la famille (Parti social-démocrate, SPD), Bild am Sonntag, 27 février 2005

« Seul celui qui travaille doit pouvoir manger. »

Franz Müntefering, président du SPD, vice-chancelier et ministre fédéral du travail et des affaires sociales, devant le groupe SPD au Bundestag, 9 mai 2006

« Si vous vous lavez et que vous vous rasez, vous trouverez un boulot. »

Kurt Beck, président du SPD, s'adressant à un chômeur, Wiesbadener Tagblatt, 13 décembre 2006

« Un chercheur l'affirme : 132 euros par mois, c'est suffisant pour vivre ! »

Titre de Bild, 6 septembre 2008

« L'augmentation de Hartz IV a donné un coup de pouce aux industries du tabac et de l'alcool. »

Philipp Missfelder, député Union chrétienne-démocrate (CDU) au Bundestag, commentant dans un discours l'augmentation de 4 euros de l'allocation mensuelle Hartz IV, 15 février 2009

« Les débats autour de Hartz IV prennent une tournure socialiste. (...) Celui qui promet au peuple une prospérité sans efforts ouvre la voie à une nouvelle décadence romaine. »

Guido Westerwelle, secrétaire général du Parti libéral-démocrate allemand (FDP), vice-chancelier et ministre fédéral des affaires étrangères, Die Welt, 11 février 2010

« Au lieu d'être payés à chômer, les gens devraient faire un travail d'utilité publique. (...) À Berlin, on pourrait recruter vingt chômeurs Hartz IV dans chaque secteur pour contrôler si les propriétaires de chien ramassent les croûtes de leurs animaux. (...) Ainsi, on ferait d'une pierre deux coups : les chômeurs y gagneraient une nouvelle occupation, et les Berlinoises une nouvelle ville. »

Claudia Hämmelring, députée Verte au Parlement de Berlin, Bild, 6 avril 2010

« Nous fournissons aux employeurs un matériel humain bon marché. »

Un collaborateur d'un Jobcenter berlinois cité par Die Süddeutsche Zeitung, 9 mars 2015

# Les « routes de la soie »

*Lancées en 2013 par le président Xi Jinping, les « routes de la soie » doivent relier, par terre et par mer, la Chine au Proche-Orient, à l'Afrique et à l'Europe, en passant par l'Asie centrale. Si la Russie y a d'abord vu une ingérence chinoise dans son arrière-cour, elle table aujourd'hui sur une coopération dont elle espère des retombées positives. Le Kazakhstan, lui, cherche un équilibre entre les deux géants.*

PAR ARTHUR FOUCHÈRE \*

ENTRE LES VILLES de Taraz et Chimkent, dans le sud du Kazakhstan, il n'est pas rare de voir des paysans ramener leur bétail le long de tronçons d'autoroute flambant neufs. Nous sommes au départ du versant ouest des nouvelles « routes de la soie », celles de l'initiative chinoise « Une ceinture, une route » : un programme de construction de voies rapides, de chemins de fer, d'infrastructures portuaires et d'oléoducs dans plus de soixante pays. Objectifs de ce projet de la Chine, que l'on compare souvent au plan Marshall américain pour l'Europe après la seconde guerre mondiale (1) : sécuriser l'acheminement de ses produits vers les principaux centres de consommation en Europe, en Afrique et en Asie, et créer des couloirs économiques dynamiques susceptibles de stimuler sa croissance, tout en établissant des alliances diplomatiques durables avec les pays bénéficiaires.

Pour les routes terrestres, le Kazakhstan constitue un point de passage obligé. Le président chinois Xi Jinping a choisi la capitale kazakhe, Astana, pour annoncer en 2013 le lancement de son initiative, consolidée le 14 mai dernier à Pékin lors d'un forum international. Partant de l'extrême est de la Chine, passant par le port sec (2) frontalier de Khorgos, une voie rapide traversera le pays du sud au nord-ouest pour rejoindre, en 2020, l'Europe occidentale via Moscou. Connecté au premier, un deuxième axe ralliera le

Caucase et la Turquie, via le port maritime d'Actaou, sur la rive est de la mer Caspienne, tandis qu'un troisième atteindra l'Iran via l'Ouzbékistan et le Turkménistan. Pour l'heure, des trains en provenance de Chine traversent déjà le territoire kazakh par le nord. Une ligne de trains de marchandises reliant Yiwu, ville côtière de Chine orientale, à Londres a été inaugurée en janvier 2017, trois ans après le Yiwu-Madrid, lançant symboliquement le projet.

Pour financer son initiative, la Chine mobilise ses importantes réserves de devises. Elle s'appuie sur un fonds spécifique de 40 milliards de dollars (34 milliards d'euros), ainsi que sur la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII), dotée de 100 milliards de dollars – dont un tiers d'apports chinois – et portée sur les fonds baptismaux par cinquante-six pays européens, asiatiques, proche-orientaux... Elle conditionne cependant ses largesses à l'implication financière des pays bénéficiaires. « La Chine est prête à travailler avec le Kazakhstan selon des principes d'ouverture, de coordination, de coopération et de bénéfices mutuels à partir de nos programmes respectifs », insistait le premier ministre chinois Li Keqiang lors de sa visite à Astana le 3 novembre 2016, mettant en avant cette méthode qui consiste à brancher l'initiative chinoise à des programmes de développement locaux – et réciproquement...

## Réduire les poches de pauvreté

BAPTISÉ « chemin lumineux » (« Nourly Jol »), le volet « transport » du plan de relance kazakh de 9 milliards de dollars épouse le tracé des nouvelles « routes de la soie ». Tout en correspondant aux priorités chinoises, le coup de pouce de Pékin permet au président Noursoultan Nazarbaïev de dégager des marges de manœuvre financières pour les autres chantiers de son plan quinquennal. Parmi eux, la refonte de l'administration, le renouvellement du parc de logements ou encore la fourniture de gaz aux zones pauvres du Sud demeurent indispensables à la stratégie « Kazakhstan 2050 ». Ce programme

vise à réduire les poches de pauvreté d'un pays où le salaire mensuel moyen plafonne à 415 dollars (360 euros) (3), et même à l'intégrer au groupe des trente plus grandes économies de la planète. Un fonds sino-kazakh de 2 milliards de dollars, créé en 2015, prévoit ainsi d'investir dans l'acier, l'hydroélectricité ou la construction automobile (4). Une chance de diversifier l'économie, très dépendante des industries extractives et durement frappée par la chute du cours du pétrole, encore moitié moins élevé qu'en 2014.

Plus qu'une région de transit, les steppes kazakhes représentent un contrefort stratégique pour Pékin. Riche en

pétrole et en gaz, premier producteur d'uranium, le Kazakhstan lui assure une diversification de son approvisionnement, en réduisant la part de ses importations en provenance du Golfe, ainsi qu'une voie de passage alternative en cas de blocage des tankers qui empruntent le détroit de Malacca (5). Au-delà des infrastructures de transport, l'initiative de la « route de la soie » ouvre une porte pour des prises de participation chinoises dans les ressources et l'appareil de production énergétiques kazakhs. Elle offre également une assise pour contrôler les Ouïgours (turcophones) qui peuplent la région autonome du Xinjiang, dans l'Ouest chinois en plein développement, mais qui sont aussi présents de ce côté de la frontière (230 000 d'entre eux vivent au Kazakhstan).

L'année 2015 a été marquée par la transaction record de 1,1 milliard de dollars (930 millions d'euros), qui a permis à Sinopec, une entreprise pétrolière appartenant à l'État chinois, de racheter la filiale kazakhe du russe Lukoil. Cette expansion dans le secteur pétro-gazier s'est affirmée en 2005, avec le rachat par la China National Petroleum Corporation (CNPC) du canadien PetroKazakhstan, ce qui lui a permis de prendre pied dans le bassin de Turgay, dans le sud du pays. Désormais présente dans le capital de la compagnie nationale de pétrole et de gaz naturel KazMunayGas (KMG), à travers son fonds souverain China Investment Corporation (CIC), la Chine est également très implantée dans la région d'Actioubé (Nord-Ouest) et du Manguistaou (rive est de la mer Caspienne). Elle contrôle aujourd'hui plus d'un quart de la production locale ; elle possède un oléoduc et un gazoduc sur le sol kazakh (en provenance, respectivement, de la mer Caspienne et du Turkménistan), rivalisant ainsi avec la Russie dans l'acheminement des flux d'hydrocarbures (6).

La CNPC détient aussi 50 % de la raffinerie de Chimkent, l'une des trois du pays, tout juste rénovées. Ces investissements permettront progressivement à Astana de réduire sa dépendance à l'égard de Moscou pour obtenir de l'essence aux standards environnementaux européens. Pour l'heure, le Kazakhstan doit en effet importer de Sibérie occidentale 40 % de ses besoins en pétrole raffiné, faute d'infrastructures modernes.

En ouvrant son pays aux capitaux chinois, M. Nazarbaïev poursuit sa politique étrangère « multivectorielle » – selon l'expression consacrée –, qui vise trois objectifs : attirer les capitaux étrangers indispensables à la modernisation de son économie ; veiller à satisfaire – et à neutraliser – les nombreux appétits que suscite chez les grandes puissances sa position géostratégique au carrefour de l'Europe et du Caucase, de l'Asie et du Proche-Orient ; et enfin gagner en autonomie par rapport à

l'ancien grand frère russe. Ainsi, plus de dix ans avant la percée chinoise, le pays nouait des partenariats stratégiques avec des compagnies pétrolières occidentales. Déjà engagé avec le russe Lukoil, KMG s'est associé en 1992 au duo américain Chevron-ExxonMobil pour exploiter le gisement pétrolier de Tengiz, au néerlandais Royal Dutch Shell et à l'italien Ente Nazionale Idrocarburi (ENI) pour cogérer celui de Karachaganak. Troi-

sième « éléphant » de ce triptyque, pilier de l'économie nationale, le gisement de Kachagan, situé en mer Caspienne et opérationnel depuis octobre 2016 seulement, a été confié à un large consortium de compagnies américaines et européennes. Les Chinois, à travers la CNPC, s'y sont conviés fin 2013. Ils ont acquis 8 % des parts de ce bassin, l'un des plus grands découverts dans le monde au cours des dernières décennies.

## Réveil de la sinophobie

AU KAZAKHSTAN, la présence chinoise a désormais pris la dimension d'un partenariat stratégique susceptible de faire contrepoids à la Russie, dont l'influence économique, militaire et culturelle reste dominante vingt-cinq ans après l'indépendance. Le russe a gardé le statut de langue officielle, et le pays compte une minorité slave importante (4,5 millions de personnes, soit un quart de la population). Moscou continue de faire décoller ses fusées de l'enclave de Baïkonour, dans le cadre d'un bail qui, en 2005, a été prolongé jusqu'en 2050. En assurant un tiers de ses importations, la Russie demeure le premier fournisseur de biens et de services du pays et elle occupe le sixième rang des investissements directs à l'étranger (IDE) reçus par le Kazakhstan (7). « Les Russes détiennent des participations dans plus de six mille entreprises au Kazakhstan », soulignait le président kazakh en marge du Forum économique international de Saint-Pétersbourg, en juin 2016. Logiquement, les difficultés économiques de la Russie ont aussi des conséquences directes sur l'économie kazakhe, et Astana a dû dévaluer deux fois le tenge (en 2014 et 2015), dans le sillage de la dégringolade du rouble.

Pour garder pied en Asie centrale, Moscou compte sur l'Union économique eurasiatique (UEE), qui, entrée en vigueur en 2015, réunit la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et l'Arménie. Imaginé par le président Nazarbaïev en 1994, le « rêve eurasiatique » de la Russie et à reproduire les relations asymétriques qui existaient en URSS entre Moscou et les républiques périphériques. Moscou a imposé un tarif extérieur commun calqué sur ses

propres droits de douane, neutralisant les avantages qu'Astana avait retirés de son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce en 2015. Depuis l'abolition des barrières douanières, l'afflux de produits russes à bas prix grève la compétitivité de l'économie nationale (8).

En prônant des accords « gagnant-gagnant », la Chine s'inscrit volontairement en faux contre le style plus autoritaire de Moscou. Mais la compétition entre les deux géants n'exclut pas une collaboration entre l'UEE et l'initiative « Une ceinture, une route », Moscou étant prêt à des concessions pour maintenir ses relations commerciales et sécuritaires avec Pékin au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai (9)

- (1) « China's "Marshall Plan" », *The Wall Street Journal*, New York, 11 novembre 2014.
- (2) Centre de transbordement ou de stockage de marchandises situé à proximité d'un port.
- (3) Principaux indicateurs socio-économiques, Agence publique des statistiques de la République du Kazakhstan, 2016.
- (4) « World Investment Report 2016 », Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, Genève, <http://unctad.org>
- (5) Lire Alain Gresh, « Pékin et Riyad rouvrent la route de la soie », *Le Monde diplomatique*, janvier 2011.
- (6) La Russie possède l'oléoduc Uzen-Atyraou-Samara, géré par Rosneft, ou encore le gazoduc Central Asia-Center, régi par Gazprom.
- (7) Banque centrale du Kazakhstan, 2010-2016, données cumulées.
- (8) Lire Régis Genté, « Le Kazakhstan ou la géopolitique de l'eurasisme », *Le Monde diplomatique*, novembre 2010.
- (9) Organisation intergouvernementale regroupant la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, et, depuis juin 2017, le Pakistan et l'Inde, tous parties prenantes de l'initiative « Une ceinture, une route ».

# Un atout

sur sa zone d'influence traditionnelle en Asie centrale (lire l'article ci-dessus).

PAR FLORENT DETROY \*

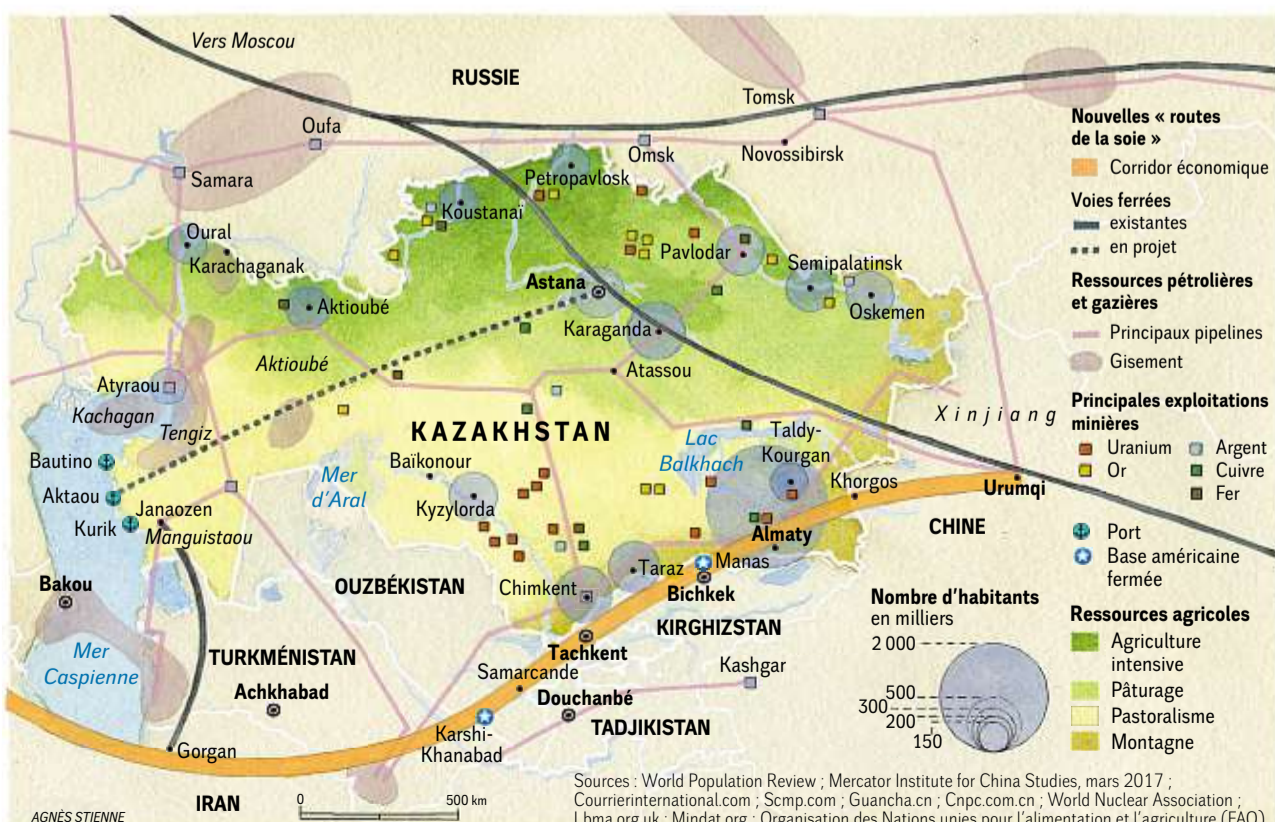
LE PRÉSIDENT CHINOIS Xi Jinping peut se féliciter du succès du premier forum consacré au projet des nouvelles « routes de la soie », le 14 mai 2017 à Pékin. Hormis l'Inde, qui a boycotté l'événement pour s'opposer à la construction d'une autoroute sur le plateau du Doklam (Donglang, en chinois), revendiqué par le Bhoutan et la Chine, une trentaine de chefs d'État et de gouvernement ont répondu présents. Le président russe Vladimir Poutine a eu l'honneur d'y prendre la parole juste après son hôte. Cela confirme avec éclat le rapprochement sino-russe, qui s'est accéléré avec le boycott occidental de la Russie à la suite de la crise ukrainienne. « Le protectionnisme devient la norme, et les restrictions unilatérales et illégitimes, notamment de la diffusion des technologies, en sont une forme cachée », a déclaré M. Poutine, en référence à ces sanctions américaines et européennes.

Si les deux pays partagent la critique de l'hégémonie américaine, rien ne laissait cependant prévoir que la Russie aurait cette place de choix. Elle s'est longtemps méfiée du projet chinois « Une ceinture, une route », qui empiète

Pour Pékin, il s'agit avant tout de protéger son commerce avec l'Europe, qui, actuellement, s'effectue à 95 % par la mer (1). La Chine craint un blocus commercial en cas de conflit avec Washington, qui a de nombreux alliés dans la région (Japon, Corée du Sud, Taïwan, Thaïlande, Australie). D'où sa volonté de développer un axe terrestre alternatif à travers l'Asie centrale.

Les responsables chinois mettent en avant le transport de marchandises par le train, plus rapide que le bateau et moins cher que l'avion. L'essentiel du fret ferroviaire emprunte encore l'axe du Transsibérien russe. De nouvelles lignes ont été ouvertes en suivant un itinéraire plus court via le Kazakhstan, ce qui permet de rejoindre l'Europe plus rapidement encore. Le trajet dure en moyenne près de quatorze jours, contre quarante à quarante-cinq jours par le canal de Suez, pour un coût près de deux fois plus élevé (2), même si un bateau transporte à lui seul l'équivalent de 250 trains (3).

- (1) Rémi Perelman, « Entre Asie et Europe, les routes ferrées de la soie », 30 septembre 2015, [www.asie21.com](http://www.asie21.com).
- (2) Gabor Debreczeni, « The New Eurasian Land Bridge : Opportunities for China, Europe, and Central Asia », *The Public Sphere*, Londres, 2016.
- (3) Brice Pedroletti, « En Chine, Chongqing, "ville portuaire du chemin de fer Europe-Asie" », *Le Monde*, 6-7 août 2017.



LA PLAQUE TOURNANTE KAZAKHE

\* Journaliste.

\* Journaliste.

CONTREPOIDS À L'INFLUENCE DE MOSCOU

# passent par le Kazakhstan



## LES AMBITIONS DE PÉKIN SUR MER ET SUR TERRE

(lire l'article ci-dessous). « Dans ce Très Grand Jeu (10) s'installe une sorte de condominium (11) déguisé, exercé par la Chine et la Russie sur l'essentiel de l'Asie centrale alors que les ambitions américaines dans la région stagnent », analyse René Cagnat, chercheur associé

à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS). Une référence à la révolution du gaz de schiste aux États-Unis et à la fermeture des bases aériennes américaines de Karshi-Khanabad, en Ouzbékistan (2005), et de Manas, au Kirghizstan (2014).

L'avancée de Pékin réveille une sinophobie ancienne, mais plus sensible au sein des jeunes élites nationalistes. Les rixes entre travailleurs locaux et chinois – mais aussi indiens – sont fréquentes depuis la fin des années 2000. Le régime de M. Nazarbaïev, à la tête du

pays depuis vingt-sept ans, y répond par la carotte et le bâton. Depuis 2012, une loi oblige les moyennes et grandes entreprises qui décrochent des marchés publics à embaucher 90 % d'employés locaux (70 % pour les postes d'encadrement). Une disposition largement contournée,

comme l'explique le consultant français Christian Mauve, ex-responsable de la sûreté (2012-2014) du consortium North Caspian Operating Company : « Depuis janvier 2017, une taxe sur les permis de travail a été instaurée pour les industries du pétrole et du gaz, de la finance et du conseil. On ne peut pas ne pas y voir une contrepartie financière au contournement de cette loi. » Grâce à leur entregent, les sociétés pétro-gazières avaient obtenu un sursis jusqu'en 2015, avant que la chute des cours ne gèle la question.

Au printemps 2016, un projet de loi visant à faire passer la durée de location des terres agricoles aux investisseurs étrangers de dix à vingt-cinq ans a suscité un mouvement de protestation. Les manifestants ont pris pour cible la présence de la Chine, qui a injecté 1,9 milliard de dollars dans l'agriculture kazakhe (céréales, viande, tomates). Elle confirmait par là son intérêt pour un pays situé au deuxième rang mondial pour sa disponibilité en terres arables par habitant, après l'Australie et devant le Canada (12). Victorieux, puisque le projet de loi a finalement été retiré, le mouvement n'en a pas moins subi une sévère répression. Les chefs de file de ces manifestations pacifiques, MM. Max Bokayev et Talgat Ayan, ont été condamnés à cinq ans de prison ferme. La sanction a choqué la population, encore traumatisée par le massacre par les forces de police kazakhes, en décembre 2011, de travailleurs du pétrole en grève à Janaozen, qui a fait dix-sept morts selon les chiffres officiels, et des dizaines selon les organisations de défense des droits humains.

Bénéficiaire des largesses financières chinoises, le Kazakhstan s'expose à ce que Pékin exige des contreparties. Mais M. Nazarbaïev s'accommode pour l'instant de cette dépendance : elle protège son régime de la déstabilisation sociale plus grande que provoquerait forcément un tarissement des flux d'investissements.

ARTHUR FOUCHÈRE.

(10) Renvoie à l'expression « Grand Jeu », qui qualifie la rivalité des empires britannique et russe dans le Caucase et l'Asie centrale au XIX<sup>e</sup> siècle.

(11) Droit de souveraineté exercé sur un pays par plusieurs puissances.

(12) Banque mondiale, Washington, DC, 2014.

# géopolitique pour la Russie

Des lignes commerciales ferroviaires relient désormais plusieurs villes chinoises à des villes européennes par ce tracé (4) : Chengdu à Łódź (Pologne), Chongqing et Zhengzhou à Duisburg et Hambourg (Allemagne), Wuhan à Lyon, Yiwu à Madrid ou plus récemment Yiwu à Londres. Ce mode de transport ne représente encore qu'environ 2 % du fret entre la Chine et l'Europe (5), mais il croît à grande vitesse : 65 % par an entre 2013 et 2016, selon la société de conseil Seabury (6).

QUANT À LA RUSSIE, elle espère une augmentation des échanges commerciaux. D'autant que, pour huit des neuf terminus européens, les routes ferroviaires de la soie passent par son territoire (7). En 2015, Pékin lui a promis un prêt de 400 milliards de roubles (5,9 milliards d'euros) destiné à la construction d'une ligne à grande vitesse entre Moscou et Kazan, qui pourrait être prolongée jusqu'à la capitale chinoise.

Le 4 juillet, les deux pays se sont entendus lors d'une rencontre bilatérale pour développer le volet maritime en créant une « route de la soie des glaces », notamment la branche passant le long des côtes russes arctiques pour rejoindre les ports d'Europe du Nord. Permettant un trajet plus court de douze jours environ que par le canal de Suez, elle a pour l'instant le défaut de ne pas être libre de glace toute l'année et d'être de naviga-

tion incertaine (8). La réalisation du projet n'est pas pour demain.

En dépit de ces perspectives d'investissements alléchantes, l'initiative de son partenaire a d'abord été reçue avec scepticisme par Moscou, qui craignait de plier devant la puissance économique chinoise (9). « Face à la Chine, la Russie a longtemps hésité : s'ouvrir et être en concurrence, ou se fermer et s'opposer. En poussant trop loin la coopération, elle court le risque de n'être qu'un territoire de transit ou un fournisseur de matières premières », explique Mathieu Boulègue, spécialiste de l'espace postsoviétique et analyste au sein du cabinet Aesma. En dépit d'une hausse constante du commerce depuis le début des années 2000, les termes de l'échange entre les deux pays n'ont cessé de se dégrader. En 2015, près de 80 % des exportations russes vers la Chine étaient des matières premières, alors que Pékin exportait en majorité des produits transformés à plus forte valeur ajoutée, comme des machines et des équipements (37 %), des produits chimiques (10 %) ou du textile (6 %).

De plus, Pékin accompagne ses investissements d'accords de coopération économique, politique et militaire dont Moscou estime qu'ils font concurrence à son propre projet d'intégration régionale des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale et d'Europe, l'Union économique eurasiatique (UEE). Fondée sur les bases de l'Union douanière asiatique créée en 2010, celle-ci réunit désormais

l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et la Russie (10). Toutefois, à l'occasion d'une visite du président chinois, en mai 2015, cette dernière a fini par estimer que les deux projets pouvaient être complémentaires. « L'enjeu était d'abord de montrer à l'Occident qu'elle n'était pas isolée », explique Mathieu Boulègue, alors que les présidents français, britannique et américain avaient décidé de boudier les cérémonies de commémoration de la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie. La Chine a eu l'intelligence de placer la Russie sur un pied d'égalité. Et Moscou considère sans doute « ses liens culturels, militaires et linguistiques avec les pays de l'UEE comme une assurance contre la surenchère chinoise », ainsi que l'analyse l'International Crisis Group (11).

D'ESORMAIS, l'heure est donc à la coordination des projets. Lors de leur rencontre de juillet, les deux présidents ont décidé de créer un fonds d'investissement commun de 10 milliards de dollars (8,5 milliards d'euros) destiné à financer des projets conjoints. Ils ont entamé des discussions sur la création d'une zone de libre-échange. L'an dernier, le président russe avait proposé d'ouvrir l'UEE à d'autres partenaires, au premier rang desquels la Chine.

Bien que les plaines russes fassent figure de pont naturel entre la Chine et l'Europe,

Moscou se sait en concurrence avec des routes alternatives qui contournent complètement son territoire. En janvier 2016, Kiev a lancé à partir du port d'Ilyichevsk un premier train de conteneurs à destination de la ville kazakhe de Dostyk, à la frontière chinoise. Le convoi est arrivé en deux semaines, en passant par la Géorgie, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan, après deux transbordements, sur la mer Noire et la mer Caspienne. Pékin, qui finance la modernisation du tronçon Khorgos-Aktau, une ligne de chemin de fer reliant la Chine à la mer Caspienne, pourrait être intéressé par ce parcours.

« Le but de la collaboration de la Russie est moins de s'imposer comme un pays de transit que de contrôler les tentatives chinoises de s'arrimer aux pays au sud de son territoire, en Asie centrale et dans le Caucase », résume David Teurtre, chercheur associé à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco). Moscou table à son tour sur plusieurs tracés contournant l'Europe de l'Est. Après avoir réactivé le vieux projet Belkomour, visant à faire sortir les marchandises de Russie par l'Arctique en construisant un port à conteneurs à Arkhangelsk ou à Mourmansk, l'UEE veut faire du port de Saint-Petersbourg le point d'arrivée des routes ferroviaires chinoises. « Le dernier arrêt à l'Ouest sera le port déjà en grande partie rénové d'Oust-Louga [port multimodal de l'oblast de Leningrad, à une centaine de kilomètres de Saint-Petersbourg], qui est prévu pour

être intégré aux différents itinéraires de la route de la soie », affirme la direction des transports de la Commission économique eurasiatique, organe supranational de l'UEE. Intéressée par ce tracé, la Chine a déjà investi pour plusieurs projets portuaires, industriels et universitaires de la ville, dont le vaste complexe immobilier appelé Perle de la Baltique.

Pour l'heure, la stratégie chinoise est de miser sur une grande diversité de routes alternatives. Et la Russie semble consciente qu'elle pourrait n'être qu'un pays secondaire dans le projet global de Pékin, notamment sur le plan économique.

FLORENT DETROY.

(4) Kevin Smith, « China-Europe rail freight continues to soar », *International Railway Journal*, New York, avril 2017.

(5) « Les nouvelles routes de la soie : la place de la Russie dans la stratégie chinoise », Cercle Kondratieff, Paris, 29 novembre 2016.

(6) « China-Europe rail freight poses a growing threat to air cargo », *Railway Gazette*, Sutton (Royaume-Uni), 16 mars 2017.

(7) « Les nouvelles routes de la soie », *op. cit.*

(8) « China's maritime Arctic silk road on ice », *Silk Road Briefing*, 10 juillet 2017, [www.silkroadbriefing.com](http://www.silkroadbriefing.com)

(9) Lire Isabelle Facon, « La complexe quête asiatique de la Russie », dans « Poudrières asiatiques », *Manière de voir*, n° 139, février-mars 2015.

(10) Lire Régis Genté, « Lutttes d'influence dans une Asie centrale désunie », *Le Monde diplomatique*, décembre 2014.

(11) « Central Asia's silk road rivalries », *International Crisis Group*, rapport n° 245, Bruxelles, 27 juillet 2017.

# Bataille autour des semences

**Inquiètes du développement des organismes génétiquement modifiés (OGM) dans le monde, plusieurs associations accusent les grands semenciers d'«écocide», ou crime écologique. En avril 2017, elles ont symboliquement fait condamner le géant américain Monsanto sur ce fondement par un «tribunal citoyen» organisé à La Haye. En Afrique, l'affrontement entre les pro- et les anti-OGM ne fait que commencer.**

PAR RÉMI CARAYOL \*

C'EST une bonne surprise pour M. Paul Badoun, producteur de coton de la région de Bobo-Dioulasso, au Burkina Faso : voici à peine un an, un ami lui apprit qu'il n'aurait plus à cultiver le «satané coton Bt», que lui imposait depuis des années la Société burkinabé des fibres textiles (Sofitex). «Bt» signifie *Bacillus thuringiensis* : une bactérie qui permet de résister à certains insectes. Serrés sur un banc en haut du village de Konkolekan, M. Badoun et ses amis n'ont pas de mots assez durs contre ce coton génétiquement modifié : trop cher, il les contraignait à s'endetter ; il n'atteignait pas les rendements promis par la Sofitex ; il rendait malades les femmes qui le récoltaient et tuait les bêtes qui

mangeaient ses feuilles. Le village, qui vit essentiellement du coton et de l'élevage, était pris à la gorge. Désormais, alors que le coton transgénique a – du moins pour le moment – disparu des champs burkinabés, «tout va mieux à Konkolekan», se réjouit M. Badoun. *Le coton est plus lourd et le bétail est en bonne santé. On ne veut plus des OGM [organismes génétiquement modifiés]. Plus jamais !*

Sept ans après avoir adopté le coton Bt de Monsanto, les trois compagnies qui dominent la filière burkinabé – la Sofitex, la Société cotonnière du Gourma (Socoma) et Faso Coton – ont décidé, à la mi-2016, d'en finir avec ce produit au rendement décevant et à la qualité médiocre. Sa part dans la production nationale

est ainsi passée de 70 % à... rien. «Nous n'avons aucun regret», se réjouit M. Ali Compaoré, directeur de la Socoma. *La récolte de la campagne 2016-2017, 100% conventionnelle, a été très bonne.* Les producteurs burkinabés ont cueilli 683 000 tonnes de coton, contre 581 000 l'année précédente (+17,56%), quand la moitié des semences étaient encore issues des laboratoires de Monsanto et de l'Institut de l'environnement et des recherches agricoles du Burkina Faso (Inera). Et le rendement moyen est passé de 885 kilogrammes par hectare (kg/ha) à 922 kg/ha (+4%). «La qualité de la fibre s'est fortement améliorée en termes de longueur», ajoute l'Association interprofessionnelle du coton du Burkina (AICB), organe qui réunit l'ensemble des acteurs de la filière (1).

Un habitant du Burkina Faso sur cinq vit directement du coton, qui contribue à plus de 4 % du produit intérieur brut (PIB). Longtemps premier produit d'exportation de ce petit pays enclavé d'Afrique de l'Ouest, le coton a été détrôné par l'or au début des années 2000. La filière compte 350 000 producteurs et près de 250 000 exploitations agricoles, essentiellement de petite taille et familiales. «Le coton s'est révélé un outil de lutte contre la pauvreté et d'amélioration des conditions d'existence des populations en milieu rural», notait un rapport du ministère de l'environnement en 2011 (2). Les mauvais résultats de sa

version OGM risquaient donc de mettre à mal un secteur vital (3).

À en croire l'histoire officielle, l'expérience du Burkina Faso était un succès à montrer en exemple au monde entier : les rendements étaient exceptionnels, les paysans en meilleure santé, la production augmentait... Un an à peine après la première récolte de coton Bt, en 2010, on pouvait ainsi lire dans une étude menée par des chercheurs dont les travaux sont régulièrement financés par Monsanto : «L'expérience du Burkina Faso offre un excellent exemple des processus et des procédures requis pour l'introduction réussie des produits de la biotechnologie (4)». Pourtant, cette année-là, les voyants étaient déjà au rouge. «Des les premiers essais, les chercheurs burkinabés ont vu qu'il y avait un problème», révèle un acteur

majeur de la filière qui, contraint par des accords de confidentialité, a requis l'anonymat. *Mais, chez Monsanto, on disait de ne pas s'inquiéter, on assurait que la semence serait améliorée... En 2010, devant les difficultés, les sociétés cotonnières ont dit à Monsanto : "On vous donne trois ans pour régler le problème." Mais rien n'a changé. On nous a menés en bateau.*

De moins bonne qualité, la fibre de coton Bt accumule les contreperformances. Avant l'introduction du transgénique, les soies longues représentaient 93 % de la production burkinabé, et les courtes 0,44 %. En 2015, la proportion s'est inversée : respectivement 21 % et 56 % (5). Résultat : jadis réputé, le coton burkinabé perd en renommée. Et donc en valeur.

## «On n'avait rien à perdre»

DÉSORMAIS, les langues se délient, et on en sait davantage sur les causes de l'échec : Monsanto et l'Inera ont bâclé les manipulations génétiques. «Normalement, il faut six à sept back-crosses [action consistant à croiser un élément hybride avec un de ses parents afin d'obtenir un résultat génétique proche de celui du parent]. Ils n'en ont fait que deux», explique le généticien Jean-Didier Zongo, une des figures du combat contre les OGM au Burkina Faso. Dans les laboratoires de l'Inera, on ne s'en cache plus : «Il y avait urgence, la filière perdait de l'argent, les gens voulaient une réponse tout de suite», argue un laborantin.

Au début des années 1990, en effet, les chenilles envahissent les champs. La production chute. Les paysans, endettés, préfèrent alors passer à d'autres cultures. «La filière était sinistrée, nous ne savions plus quoi faire», se souvient M. François Traoré, qui a fondé l'Union nationale des producteurs de coton. C'est alors que Monsanto est arrivé avec sa «solution miracle» : la technologie OGM. «On n'avait rien à perdre, et il fallait aller vite», rappelle M. Georges Yameogo, secrétaire général de l'AICB.

Le géant américain a fermé son bureau de Bobo-Dioulasso en septembre 2016 comme il l'avait ouvert en 2009 : en toute discrétion. Son échec au Burkina Faso est d'autant plus cuisant qu'il avait fait du petit pays sahélien son cheval de Troie sur le continent africain. «Si c'est un succès, pouvait-on lire dans une étude publiée par l'Inera et Monsanto en 2011, il ouvrira la voie à l'introduction et au développement d'autres OGM en Afrique. Le Burkina Faso aura démontré aux autres qu'il est possible de cultiver des OGM (6)». Mais, si la mésaventure subie par le Burkina Faso a refroidi quelques ardeurs dans la sous-région, elle n'a pas enterré les ambitions africaines des promoteurs d'OGM. Bien au contraire...

Longtemps, l'Afrique du Sud, qui se lança dès 1997, fut le seul pays africain à accueillir les cultures transgéniques. Aujourd'hui, 80 % de son maïs, 85 % de son soja et près de 100 % de son coton sont génétiquement modifiés. Il a fallu attendre la fin des années 2000 pour que d'autres s'y essaient. En 2008, l'Égypte annonce qu'elle se lance dans la production de maïs Bt. La même année, le Burkina Faso, après plusieurs années de tests, annonce qu'il cultivera

du coton Bt. En 2012, c'est au tour du Soudan de franchir le pas avec un coton Bt *made in China*. Ces trois expériences n'ont guère convaincu : en 2017, seul le Soudan, où il est très difficile d'obtenir des informations, poursuit l'expérience.

Malgré tout, «le rempart [des réticences] commence à se fissurer», se réjouit l'International Service for the Acquisition of Agri-biotech Applications (Isaaa). Cet organisme privé, créé pour promouvoir les OGM sur le continent, estime qu'«une nouvelle vague d'acceptation est en train d'apparaître (7)». Des lois sur la «biosécurité», censées encadrer la production et la commercialisation, sont adoptées dans plusieurs pays. Mais nombre d'entre eux autorisent déjà des tests sur leurs sols, en milieux confinés, puis en champs ouverts. C'est le cas du Burkina Faso – malgré son expérience malheureuse avec le coton – pour le maïs et le niébé, de l'Égypte pour le blé, du Cameroun pour le coton, ainsi que du Ghana (coton, riz, niébé), du Kenya (maïs, coton, manioc, patate douce, sorgho), du Malawi (coton, niébé), du Mozambique (blé), du Nigeria (manioc, niébé, sorgho, riz, maïs), de l'Ouganda (maïs, banane, manioc, riz, patate) ou encore de la Tanzanie (blé).

Deux pays anglophones caracolent en tête du mouvement de promotion des OGM. Tout d'abord, le Kenya, moteur économique de l'Afrique de l'Est, qui accueille les sièges de nombreuses organisations pro-OGM, telles que l'Isaaa. C'est à Nairobi que Monsanto a déménagé son siège africain, jusqu'alors installé à Johannesburg, en janvier 2015. Le gouvernement pourrait très bientôt autoriser la production de coton et de maïs Bt.

Deuxième puissance économique du continent, derrière l'Afrique du Sud, le Nigeria a également les faveurs des promoteurs du transgénique. C'est le plus gros marché potentiel : en 2050, il pourrait devenir le troisième pays le plus peuplé du monde, avec près de 400 millions d'habitants. En 2015, l'Assemblée nationale a autorisé les premières expérimentations, après un débat où l'expérience burkinabé, dont l'échec était encore secret, a été citée en exemple. À l'automne 2016, l'Académie nigérienne des sciences (NAS) a déclaré les ali-

(1) Conférence de presse, Ouagadougou, 22 avril 2017.

(2) «Analyse économique du secteur du coton. Liens pauvreté et environnement», ministère de l'environnement et du cadre de vie, Ouagadougou, août 2011.

(3) Lire André Linard, «Le coton africain sinistré», *Le Monde diplomatique*, septembre 2003.

(4) Jeffrey Vitale, Gaspard Vognan, Marc Ouattarra et Ouola Traore, «The commercial application of GMO crops in Africa : Burkina Faso's decade of experience with Bt cotton», *AgBioForum*, vol. 13, n° 4, Columbia (Missouri), janvier 2010.

(5) «Mémorandum sur la production et la commercialisation du coton génétiquement modifié au Burkina Faso», AICB, Ouagadougou, 2015.

(6) Jeffrey Vitale, Marc Ouattarra et Gaspard Vognan, «Enhancing sustainability of cotton production systems in West Africa : A summary of empirical evidence from Burkina Faso», *Sustainability*, vol. 3, n° 8, août 2011, www.mdpi.com

(7) www.isaaa.org



**RÉSERVEZ VOS PLACES**  
LeMonde.fr/festival

**JULIETTE BINOCHÉ**  
**AURÉLIE DUPONT**  
**CHRISTIAN DE PORTZAMPARC**  
**KÉVIN MAYER**  
**FRANÇOISE NYSSÉN**  
**CHRISTIAN BOLTANSKI**  
**MARJANE SATRAPI - KEN ROBINSON**  
**LEILA SLIMANI - LAWRENCE LESSIG**  
**ISABELLE AUTISSIER - RÉGIS DEBRAY**  
**PATRICK COHEN - RUTH ELKRIEF**  
**LAURENT VAN DER STOCKT - YANN LECUN**  
**KATHARINE VINER - DAVID PUJADAS**  
**JEAN-DOMINIQUE SENARD - STÉPHANE GUILLON**  
**JUDITH CHEMLA - BÉA JOHNSON**

**RÊVER** | 22-25 SEPTEMBRE 2017 | 4<sup>E</sup> ÉDITION | Palais Garnier - Opéra Bastille  
Théâtre des Bouffes du Nord  
Cinéma Gaumont Opéra








L'imprimerie  
79, rue de Roissy  
93290  
Tremblay-en-France

ACPM OJD

IMPRIM'VERT

Imprimé sur des papiers produits en Allemagne, IFGD, 100 % de fibres recyclées.

Commission paritaire des publications et agences de presse : n° 0519 D 86051  
ISSN : 0026-9395  
**PRINTED IN FRANCE**

À la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réimpression ou autre, nos numéros de téléphone verts :  
Paris : 0 805 050 147  
Banlieue/province : 0 805 050 146.

AU NOM DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

# transgéniques en Afrique

ments génétiquement modifiés sans danger pour la consommation.

La « privatisation du vivant » est cependant loin de faire l'unanimité dans ces deux pays. En mars 2016, une centaine d'organisations nigériennes, parmi lesquelles des syndicats d'agriculteurs, des mouvements étudiants et des associations, ont écrit aux pouvoirs publics pour contester les projets de Monsanto. Responsable du Centre pour la démocratie et le développement et figure du mouvement, M. Jibrin Ibrahim dénonce la stratégie du semencier américain, qui vise à « asservir tous les agriculteurs » et qui aurait fait du Nigeria sa nouvelle « tête de pont » en Afrique (8).

Au même moment, près de trois cents organisations ouest-africaines lançaient une caravane qui les conduisit durant l'année 2016 du Burkina Faso au Sénégal en passant par le Mali. « Notre objectif est de sensibiliser les principaux concernés, c'est-à-dire les paysans, mais aussi les pouvoirs publics, aux dangers que font peser les OGM tant sur l'économie rurale que sur la biodiversité », explique M. Ousmane Tiendrébogo. Ce pilier des luttes paysannes au Burkina Faso a participé aux audiences du Tribunal international Monsanto, organisées à La Haye par un collectif d'associations en octobre 2016. Ce « procès citoyen » a abouti à la condamnation symbolique du semencier américain le 18 avril 2017.

Partout en Afrique, la lutte s'organise. Au Cameroun, en 2012, dès que la Sodecoton (l'équivalent de la Sofitex) a annoncé son intention de produire du coton Bt, un collectif s'est constitué sous un nom qui affiche ses objectifs : Attention OGM. L'un de ses animateurs, M. Bernard Njonga, dénonce le « secret » et l'« absence de transparence » qui entourent le projet de la Sodecoton. « Notre volonté est d'avoir un œil sur le

processus, nous explique-t-il. Nous ne sommes pas fermement opposés aux OGM ; nous demandons simplement que toutes les informations soient rendues publiques pour que les citoyens camerounais puissent décider en toute connaissance de cause. Mais on ne nous donne aucune information. On ne nous a jamais rien communiqué. Et, sur le terrain, la Sodecoton fait miroiter des mirages aux paysans : rendements supérieurs, moins de traitements... »

Les opposants aux OGM doivent affronter une redoutable machine de guerre. Outre Monsanto, qui a repéré le potentiel africain dès la fin des années 1990, l'allemand Bayer (qui est en passe de racheter Monsanto), l'américain DuPont Pioneer ou encore le suisse Syngenta (racheté par le chinois ChemChina) ont jeté leur dévolu sur le continent. Ce serait, selon l'expression de l'Isaaa, la « dernière frontière » à conquérir : 60 % des terres arables inexploitées de la planète, 3 % de surfaces cultivées consacrées au transgénique (2,6 millions d'hectares selon l'Isaaa, contre 70 millions aux États-Unis).

En plus de son siège de Nairobi, Monsanto a ouvert des bureaux au Malawi, au Nigeria, en Afrique du Sud, en Tanzanie et en Zambie. Directeur régional du semencier, M. Gyanendra Shukla est né en Inde, où les OGM ont déjà conquis le marché du coton. À son arrivée à Nairobi, en janvier 2015, il décevait avec satisfaction « beaucoup de potentiel » sur le continent. « La population africaine passera de 1,1 milliard aujourd'hui à environ 4 milliards d'ici à 2100, précisait-il. Et il faudra bien produire de la nourriture. » Rappelant que 95 % des terres subsahariennes échappent à l'agriculture commerciale, il ajoutait que son objectif était de travailler, comme dans son pays, « avec les petits agriculteurs » (9).

## Des filières pyramidales

MÊME AMBITION chez Bayer, dont l'implantation sur le continent est plus récente, mais tout aussi spectaculaire. La société allemande disposait déjà de bureaux au Kenya et en Afrique du Sud. Elle gagne désormais l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, avec une nouvelle succursale régionale, Bayer West and Central Africa (BWCA), qui a installé son siège en Côte d'Ivoire et ouvert des bureaux au Ghana, Nigeria, Cameroun, Sénégal et Mali.

Dans les premiers temps de leur conquête, les semenciers se sont adressés aux régimes « forts » du continent, peu susceptibles de céder à la pression des citoyens : l'Égypte de M. Hosni Moubarak, le Soudan de M. Omar Al-Bachir, l'Ouganda de M. Yoweri Museveni ou encore le Burkina Faso de M. Blaise Compaoré (renversé en octobre 2014). Ils ont également su tirer parti de la fragilité de l'Afrique du Sud, qui sortait tout juste de l'apartheid lorsqu'elle a cédé aux sirènes du transgénique. Les géants des technologies OGM se sont également appuyés sur des filières pyramidales, dans lesquelles le paysan n'a pas son mot à dire et se contente de prendre les semences et les intrants qu'on lui donne. Comme au Burkina, où les cotonculteurs sont parfois comparés à des serfs dépendant entièrement des sociétés cotonnières.

Pour vaincre les réticences, l'industrie semencière brandit deux objectifs en apparence inattaquables : le combat contre la faim dans un contexte de forte croissance démographique et la diminution des pesticides-insecticides, un fléau sur le continent. Mais, remarque M. Jean-Paul Sikeli, secrétaire exécutif de la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (Copagen), « les OGM n'ont pas été mis au point pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans le monde. Ils sont plutôt au service des intérêts mercantiles des grandes sociétés biotechnologiques et agricoles ». De fait, la plupart des OGM cultivés en Afrique (coton et soja,

notamment) ne sont pas destinés à nourrir les populations. Quant au remplacement des produits chimiques, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) rappelle qu'il existe d'autres solutions que le recours aux produits transgéniques, comme l'attestent des expériences menées au Togo.

Afin de gagner les cœurs et les esprits, les semenciers ont suscité une galaxie d'associations, de fondations et d'organisations non gouvernementales (ONG) acquises à la grande cause des biotechnologies. Elles ont pour nom Africa Harvest, African Biosafety Network of Expertise (ABNE) – un organisme lancé par le Nouveau Partenariat économique pour l'Afrique (Nepad) (10) –, AfricaBio, African Agricultural Technology Foundation (AATF) ou Isaaa. L'Isaaa organise notamment des voyages de paysans et de décideurs à travers le continent, et même au-delà, pour les convaincre. « Leur force de frappe est considérable, bien plus importante que celle des entreprises elles-mêmes, car elles se présentent comme des entités désintéressées », note M. Christophe Noisette, animateur du site Inf'OGM. Financées par les semenciers, à commencer par Monsanto, ces structures reçoivent également le soutien de grandes fondations (Bill et Melinda Gates, Rockefeller) ainsi que de la diplomatie américaine via la United States Agency for International Development (Usaid).

L'AATF se situe aux avant-postes de l'offensive des semenciers. Sise au Kenya, elle milite auprès des pouvoirs publics africains pour qu'ils adoptent les lois sur la biosécurité indispensables au développement des OGM. Elle tisse également des liens entre les grandes sociétés et divers programmes présentés comme humanitaires, tels que le niébé Bt et le Water Efficient Maize for Africa (« maïs économe en eau pour l'Afrique », Wema).

Le premier vise à tester, et bientôt à commercialiser, une semence de niébé transgénique résistante à un insecte



© BILLIE ZANGEWA

BILLIE ZANGEWA. – « The Dreamer » (La Réveuse), 2016

particulièrement ravageur, et ce dans trois pays : le Burkina Faso, le Ghana et le Nigeria. Ce haricot, source importante de protéines, est particulièrement apprécié des consommateurs ouest-africains, surtout en période de soudure (fin de saison). Le second, qui se déroule au Kenya, en Tanzanie, en Afrique du Sud, au Mozambique et en Ouganda, consiste à créer, par la sélection conventionnelle, le marquage génétique ou la transgénèse, de nouvelles variétés de maïs résistantes à la sécheresse. Qualifié de chimérique, ce projet est souvent comparé au « riz doré » qui, lancé en grande pompe dans les années 1990, connut un échec retentissant (11). Mais, s'il aboutit, « il pourrait convaincre tout le monde », s'inquiète M. Noisette.

Ces programmes, qui affichent l'objectif de lutter contre la faim et la pauvreté, se fondent dans la masse des initiatives « humanitaires ». D'ailleurs, dans un rare élan de solidarité, la technologie a été gracieusement offerte par Monsanto à l'AATF et aux pays participant à l'expérience. « Nous donnons les outils et les gènes, sans royalties, et ce sont les instituts de recherche nationaux, comme l'Inera, qui effectuent les tests », expliquait l'année dernière M. Doulaye Traoré, alors représentant de l'entreprise américaine en Afrique de l'Ouest. Mais, selon M. Noisette, « cela sert surtout à fabriquer des experts consentants, formés par les firmes, que l'on retrouvera ensuite dans les agences nationales de biosécurité ». Un ancien cadre ouest-africain de Monsanto en convient, sous couvert d'anonymat : « Ces produits n'ont aucun intérêt économique pour les entreprises. Le niébé ne représente rien à l'échelle de Monsanto. Cela leur permet surtout de redorer leur image auprès des décideurs – plus enclins à s'intéresser à ce type de culture locale, et donc à favoriser les lois ouvrant la porte aux OGM –, mais aussi de créer des liens avec des chercheurs. »

Une enquête menée par les chercheurs canadiens Matthew Schnurr et Christopher Gore montre comment, en Ouganda, l'offre (des semenciers et des organisations pro-OGM) a précédé la demande (de l'État et des paysans). « Investir dans la science et dans la recherche est perçu comme un élément-clé pour convaincre les gouvernements sceptiques », écrivent les deux chercheurs (12). Pour gagner les marchés africains, l'industrie semencière a vite compris que les scientifiques, dont les recherches nécessitent des moyens difficiles à réunir, étaient un maillon faible. Au Cameroun, où la Sodecoton teste depuis cinq ans un coton génétiquement

modifié, « c'est Bayer qui finance toute la recherche », déclare une source interne à la société cotonnière.

Malgré les avertissements, certains pays envisagent de se convertir au coton Bt. Par exemple la Côte d'Ivoire, voisine du Burkina Faso : en juillet 2016, son Parlement a adopté à l'unanimité une loi sur la biosécurité. « Ce qui nous intéresse, c'est la baisse de la pénibilité de la production », explique M. Silué Kassoum, directeur général de la Fédération des producteurs de coton de Côte d'Ivoire. Cela changerait tout de ne plus faire que deux traitements au lieu de six ou sept. »

Même le Burkina Faso n'en a pas fini avec les OGM. « Nous avons certes arrêté la collaboration avec Monsanto pour le coton génétiquement modifié, mais nous n'avons pas abandonné l'espoir de revenir aux biotechnologies », avertit M. Wilfried Yaméogo, directeur général de la Sofitex. Les acteurs de la filière ont ainsi entamé des discussions avec Bayer. En attendant, l'Inera, qui avait reçu 220 millions de francs CFA (340 000 euros) de Monsanto en 2015, poursuit ses tests, sur le coton mais aussi sur le maïs et le niébé. Président du Réseau des communicateurs ouest-africains en biotechnologies du Burkina (Recoab), M. Cyr Payim Ouédraogo ne désarme pas non plus. Tous les quinze jours, dans un journal scientifique – une rareté en Afrique –, Infos Sciences Culture, dont il est le directeur de publication et qui a vu le jour en 2015, il défend une philosophie simple : « Ce ne sont pas les OGM qu'il faut combattre, ce sont leurs dérivés. » Dans un reportage du 6 août 2017, il conclut une enquête en milieu rural par le portrait « de braves paysans qui, la plupart, espèrent dans un proche avenir renouer avec un coton Bt

de bonne qualité pour optimiser leurs productions et réaliser des gains plus substantiels, tout en préservant leur santé ».

Pour le lobby pro-OGM, l'échec burkinabé ne serait qu'un incident de parcours imputable à la précipitation de Monsanto. Conduite auprès de 203 producteurs dans trois régions de l'ouest du pays, une étude de la Copagen révèle pourtant l'étendue des dégâts : l'utilisation des semences Bt a entraîné une augmentation des coûts de production de 7 % pour les paysans, alors que les rendements ont baissé d'environ 7 % (13). La Copagen assure que, parmi les nombreuses promesses de Monsanto, seule celle liée à la réduction du nombre de traitements insecticides a été tenue. Elle dénonce en outre une « traçabilité lacunaire » : près de quatre producteurs sur dix disaient mélanger coton Bt et coton conventionnel au moment des achats ou à l'issue de la récolte. Plus incroyable encore, l'étude constate que, huit ans après son introduction, « la plupart des producteurs ne savent pas ce qu'est un OGM et considèrent simplement le coton Bt comme une variété de semence améliorée ».

De fait, bien qu'ils soient les plus exposés, les paysans sont, sur le continent, les grands absents du débat. Peu instruits, ils ne disposent pas des armes nécessaires pour faire valoir leur point de vue. Pas plus que les citoyens. Schnurr et Gore notent ainsi que les décisions, dans la première phase d'adoption des OGM, se font en petit comité, à l'abri des regards indiscrets, entre bailleurs privés et publics, autorités de régulation et scientifiques.

Selon M. Sikeli, c'est là que réside le vrai danger : les OGM risquent de transformer l'agriculture africaine aux dépens des agriculteurs. « En Afrique, explique-t-il, les paysans cultivent généralement de petites parcelles, en associant plusieurs cultures et en intégrant l'élevage à l'agriculture, ce qui est très avantageux pour l'environnement, la biodiversité et les sols. La culture des OGM emprunte une voie diamétralement opposée, car elle s'accompagne d'une généralisation des monocultures sur de vastes portions de terre. » Selon lui, le phénomène risque de générer des « paysans sans terre » ou de faire d'eux de simples ouvriers agricoles. C'est d'ailleurs ce qu'un cadre de la Sofitex a benoîtement annoncé, un jour de janvier 2006, à des cotonculteurs : « Des gens capables vont venir et vont cultiver sur des milliers d'hectares. Vous allez devenir des ouvriers agricoles. »

RÉMI CARAYOL.

(8) Jibrin Ibrahim, « Monsanto's plot to takeover Nigeria's agriculture », *Daily Trust*, Abuja, 25 juillet 2016.

(9) Jaco Visser, « Monsanto targets smallholder farmers », *Farmer's Weekly*, Pietermaritzburg (Afrique du Sud), 8 janvier 2015.

(10) Lire Tom Amadou Seck, « Leurre du Nouveau Partenariat économique pour l'Afrique », *Le Monde diplomatique*, novembre 2004.

(11) Lire Agnès Sinaï, « Comment Monsanto vend les OGM », *Le Monde diplomatique*, juillet 2001.

(12) Matthew Schnurr et Christopher Gore, « Getting to "yes": Governing genetically modified crops in Uganda », *Journal of International Development*, vol. 27, n° 1, Development Studies Association - Wileys, Hove (Royaume-Uni) - Hoboken (New Jersey), janvier 2015.

(13) « Le coton Bt et nous. La vérité de nos champs ! », Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain (Copagen), Abidjan, mars 2017, www.copagen.org

## Calendrier des fêtes nationales

1<sup>er</sup> - 30 septembre 2017

1 <sup>er</sup> OUZBÉKISTAN	Fête de l'indépend.	NICARAGUA	Fête nationale
SLOVAQUIE	Fête nationale	16 MEXIQUE	Fête de l'indépend.
2 VIETNAM	Fête nationale	PAPOUASIE-NLLE-GUINÉE	Fête nationale
3 SAINT-MARIN	Fête nationale	18 CHILI	Fête nationale
6 SWAZILAND	Fête de l'indépend.	19 SAINT-KITTS-ET-NEVIS	Fête de l'indépend.
7 BRÉSIL	Fête nationale	21 ARMÉNIE	Fête de l'indépend.
8 ANDORRE	Fête nationale	BELIZE	Fête nationale
RÉP. DE MACÉDOINE	Fête de l'indépend.	MALTE	Fête de l'indépend.
9 CORÉE DU NORD	Fête nationale	22 MALI	Fête de l'indépend.
TADJIKISTAN	Fête de l'indépend.	23 ARABIE SAOUDITE	Fête nationale
15 COSTA RICA	Fête nationale	24 GUINÉE-BISSAU	Fête nationale
SALVADOR	Fête nationale	30 BOTSWANA	Fête nationale
GUATEMALA	Fête nationale		
HONDURAS	Fête nationale		

DES POTS-DE-VIN QUI ONT ARROSÉ TOUS LES PARTIS POLITIQUES

# Au Brésil, les ramifications du scandale Odebrecht

Depuis 2014, le Brésil vit au rythme des révélations autour d'un scandale de corruption sans précédent. Contrairement à M<sup>me</sup> Dilma Rousseff, destituée – à tort – en 2016, l'actuel président Michel Temer, dont

la culpabilité ne fait plus vraiment de doute, a pour l'heure échappé à la justice. Bien des pays de la région seraient concernés. Au centre de l'une de ces affaires, le groupe industriel Odebrecht.

UNE ENQUÊTE  
D'ANNE VIGNA \*

EN DÉCEMBRE 2016, M. Emílio Odebrecht, ancien président du plus grand groupe industriel brésilien (1), s'est présenté devant les procureurs chargés de l'opération «Lava Jato» («lavage à haute pression»), qui traque la corruption depuis trois ans. L'ambiance aurait pu être tendue : il est accusé, aux côtés de soixante-seize hauts cadres de son entreprise, d'avoir distribué des pots-de-vin pendant des années pour s'assurer les plus grands chantiers du Brésil, en particulier ceux conclus avec l'entreprise pétrolière Petrobras, détenue pour moitié par l'État. Mais c'est décontracté, souriant, blagueur même, qu'il s'est présenté pour offrir sa «collaboration récompensée» : en échange de ses aveux, M. Odebrecht n'ira pas en prison.

Filmé, ce témoignage a été rendu public. On y voit l'homme assurer qu'il a toujours fallu verser des pots-de-vin pour obtenir un chantier, au Brésil comme à l'étranger. «Cela dure depuis trente ans. Toute la presse savait. Pourquoi ces révélations maintenant?» «Il y a toujours un moment pour commencer», lui répond un juge. Et l'ancien patron de conclure, avec un large sourire et tapant du poing sur la table : «Cela me semble très bien. Vous, jeunes procureurs, vous allez avoir tout l'appui de notre organisation.»

En décembre 2016, un accord judiciaire a été conclu devant la cour fédérale du district de New York entre le Brésil, la Suisse et les États-Unis. Odebrecht est accusé d'avoir versé 780 millions de dollars (662 millions d'euros) de pots-de-vin entre 2001 et 2016. L'amende a été calculée à partir des bénéfices que le groupe aurait réalisés grâce à ces enveloppes : 2,85 milliards d'euros, une somme révisée six mois plus tard à 2,2 milliards d'euros. Mais il a fallu attendre avril 2017 pour savoir à qui, comment et pourquoi Odebrecht avait fait de tels cadeaux, notamment au Brésil.

Après avoir longtemps nié tout délit, la famille Odebrecht s'est «mise à table» pour obtenir la libération de Marcelo, 48 ans, fils d'Emílio et dernier dirigeant de la société, condamné à dix-neuf ans de prison. Mais le tableau avait commencé à se préciser après l'arrestation d'une secrétaire qui avait travaillé onze ans dans ce qu'il est désormais convenu d'appeler le «département des pots-de-vin». Lors de l'opération, les policiers ont découvert une liste de surnoms avec, en face, des sommes rondelettes. La stratégie de l'entreprise a soudainement basculé, et 77 de ses cadres sont passés aux aveux. «L'organisation», comme M. Odebrecht aimait à la présenter, n'aurait donc pas toujours été l'incarnation de cette «vertu entrepreneuriale» que ses communicants évoquaient si volontiers...

«La richesse morale est à la base de la richesse matérielle», expliquait Norberto Odebrecht, le fondateur du groupe et père d'Emílio, dont la «pensée» a été réunie dans trois épais volumes distribués à tous les collaborateurs. Un bon dirigeant devait, selon le grand homme, vivre «une vie exemplaire», consacrée à son entreprise et «au service du client». «Aujourd'hui, on peut relire autrement les œuvres de Norberto, ironise Malu Gaspar, journaliste à la revue *Piauí*. Quand il parle de «satisfaire tous les besoins du client», il avait sans doute également à l'esprit les pots-de-vin.» Le groupe serait donc devenu un géant non pas grâce à la fameuse «technologie entrepreneuriale Odebrecht» développée par son fondateur, mais parce qu'il était parvenu à mettre au point un système de corruption sophistiqué. Système qui, sous le règne de Marcelo, s'est perfectionné.

Le dernier responsable du «département des pots-de-vin», M. Hilberto Mascarenhas, a expliqué aux juges le fonctionnement des «paiements parallèles». Ceux-ci passaient par une quarantaine de comptes bancaires implantés pour la plupart dans des paradis fiscaux, puis par de simples agents transportant des sacs remplis de billets. «Marcelo



WWW.GABRIELGIUCCI.COM

m'a demandé en 2006 de structurer le service. Pour que l'entreprise grandisse, il savait qu'il fallait augmenter les contributions illégales», a ainsi expliqué, un brin gêné, l'ancien haut cadre.

À partir de 2006, toutes les demandes de paiement étaient donc traitées à travers un programme informatique créé à dessein. Pour tromper les contrôles, les paiements ne se faisaient pas à partir du Brésil, mais dans les filiales à l'étranger. Les sommes transitaient ensuite par des paradis fiscaux (Panamá, Îles Vierges britanniques et Antigua-et-Barbuda en particulier), mais également par des banques au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Autriche, à Monaco et en Suisse. De là, l'argent était envoyé sur des comptes bancaires administrés par des agents qui travaillaient pour Odebrecht mais n'étaient pas salariés par l'entreprise. Enfin, il arrivait au Brésil, cette fois grâce à des maisons de change.

## Des montants « astronomiques »

Un autre système informatique, dont le serveur était installé en Suisse, avait été créé uniquement pour l'échange de messages et de courriels entre les agents de change et le département d'Odebrecht consacré à la distribution. Là encore, tous les agents de change étaient désignés par des surnoms ; seuls les responsables du département connaissaient leur véritable identité. Le système était si complexe que les enquêteurs n'auraient sans doute jamais pu le découvrir sans le dispositif des «collaborations récompensées». Les sommes sont colossales, et dépassent largement celles estimées par la cour de New York. Selon M. Mascarenhas, de 2006 à 2014, entre les pots-de-vin et les contributions occultes aux partis politiques – pas uniquement brésiliens – 2,8 milliards d'euros auraient été versés.

«J'ai alerté à plusieurs reprises Marcelo sur ces montants astronomiques. C'était devenu un véritable suicide, mais sa réponse a été de continuer», a assuré M. Mascarenhas dans le cadre de sa «collaboration récompensée». Deux courbes partent bientôt à la hausse : celle du montant des pots-de-vin distribués et celle des contrats gagnés par le groupe. En 2006, les «paiements parallèles» n'atteignaient «que» 51 millions d'euros. En 2013, ils avaient bondi à 620 millions. Quant au chiffre d'affaires, il avait presque quadruplé, passant de 9,6 à 35,1 milliards d'euros.

Aux côtés de M. Marcelo Odebrecht, M. Cláudio Melo Filho a joué un rôle déterminant. Officiellement responsable des «relations institutionnelles» depuis 2004, il se charge de soudoyer les parlementaires pour qu'ils votent – voire pour qu'ils proposent – des mesures favorables au

groupe. Le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, droite) de l'actuel président Michel Temer a été le plus grand bénéficiaire de ces largesses. M. Melo Filho raconte qu'il savait pouvoir trouver, chez les sénateurs du PMDB, «les parlementaires les plus dévoués aux intérêts du groupe», mais également ceux «qui demandaient les contributions les plus élevées». Vénieux mais reconnaissants : en 2012, le Parlement décorait M. Melo Filho de la médaille du mérite législatif, sa plus haute distinction. Au niveau municipal, les largesses d'Odebrecht visaient à «stimuler les privatisations», comme l'a expliqué l'ancien directeur de la branche environnement du groupe, M. Fernando Reis, qui parvint ainsi à obtenir des contrats de gestion de l'eau et des égouts.

Les 77 cadres d'Odebrecht entendus par la justice ont dénoncé 415 responsables politiques appartenant à 26 partis (sur 35) dans 21 États (sur 26 au sein de la fédération). Parmi eux, 5 ex-présidents du Brésil : MM. José Sarney, Fernando Collor de Mello, Fernando

Henrique Cardoso, Luiz Inácio Lula da Silva et M<sup>me</sup> Dilma Rousseff. M. Temer est également cité à de nombreuses reprises, mais il ne peut être mis en cause pour des actes antérieurs à son mandat, selon la Constitution. Huit ministres de son gouvernement ainsi que ses deux plus proches conseillers figurent sur la liste. Enfin, et pour ne mentionner que les plus importants, les présidents du Sénat et de la Chambre des députés, 28 sénateurs, 48 députés et 12 gouverneurs ont été cités. Au cours de sa déposition, M. Marcelo Odebrecht a déclaré avoir versé 100 millions d'euros entre 2008 et 2015 au Parti des travailleurs (PT, gauche), en plus des contributions officielles lors des campagnes électorales.

«Les anciens présidents Lula et Dilma étaient au courant de notre appui, même s'ils n'ont jamais demandé d'argent directement», a-t-il précisé. «Amigo» : tel aurait été le surnom de M. Lula da Silva sur les relevés d'Odebrecht. S'il ne s'est pas directement enrichi, l'«ami» en question aurait bénéficié d'autres avantages, selon les déclarations : des contributions pour son institut et ses conférences ainsi que pour la rénovation d'une maison de campagne dont il n'est pas propriétaire, mais qu'il a utilisée. Des accusations que l'intéressé nie (2).

Candidat malheureux à la dernière élection présidentielle pour le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB, droite), M. Aécio Neves aurait reçu 50 millions d'euros pour sa campagne, tandis que son parti exigeait des pots-de-vin dans l'État de São Paulo : 3 % du contrat de la ligne 2 du métro sous la gestion de M. José Serra, puis 4 millions d'euros pour les campagnes de M. Geraldo Alckmin, actuel gouverneur, en 2010 et en 2014. Le PMDB, lui, récoltait les pots-de-vin au sein du Sénat, qu'il dominait, «un fait connu de Michel Temer», assure M. Melo Filho. À Rio de Janeiro, le PMDB (au pouvoir) a financé ses campagnes grâce aux chantiers des grands événements sportifs...

La justice doit désormais distinguer ceux qui ont utilisé ces pots-de-vin pour leur profit personnel (à l'image de l'ancien président de la Chambre des députés Eduardo Cunha, qui détenait des comptes bancaires en Suisse) et ceux qui sont accusés d'être les donneurs d'ordre pour leur parti, comme M. Antonio Palocci, ministre des finances entre 2003 et 2006, condamné par le juge Sérgio Moro à douze ans de prison en tant que «responsable des caisses noires pour le PT», selon les déclarations Odebrecht, contestées par l'intéressé.

Parallèlement à cette gigantesque enquête au Brésil, au moins douze pays ont reçu, le 1<sup>er</sup> juin 2017, les confessions des cadres d'Odebrecht concernant des malversations commises sur leur territoire : le Venezuela, la République dominicaine, le Panamá, le Pérou, l'Argentine, l'Équateur, le Guatemala, le Mexique, la Colombie, l'Angola, le Mozambique et... la France. Dans ce dernier cas, il s'agit d'un



GABRIEL GIUCCI – De la série «Desvio» (Détournement), 2016

contrat de transfert de technologie nucléaire pour la construction de sous-marins signé par les présidents Nicolas Sarkozy et Lula da Silva en 2008. L'opération aurait impliqué Odebrecht et la société française DCNS (ex-Direction des constructions navales) ; une délégation du parquet s'est rendue à Brasília en mai 2017.

Ailleurs, Odebrecht adopte la même stratégie de défense : en échange de sa collaboration, le groupe espère pouvoir continuer à opérer. Le peu d'indépendance de la justice vis-à-vis du pouvoir politique dans ces pays pose déjà problème : comment expliquer la détention préventive de dix-huit mois, décidée en juillet, de l'ancien président péruvien Ollanta Humala (apparenté à la gauche), alors que les plus gros chantiers d'Odebrecht se sont déroulés sous les mandats de MM. Alan García et Alberto Fujimori, qui ne sont pas inquiétés ? L'ancien responsable d'Odebrecht Pérou a reconnu son amitié avec M. García et ne le cite jamais dans ses aveux.

## Un groupe au bord de la faillite

Pourquoi, également, la justice brésilienne a-t-elle fait fuiter dans le quotidien *O Globo*, le 31 juillet, le contenu de la délation du responsable d'Odebrecht Venezuela ? L'entreprise aurait financé la campagne du président Nicolás Maduro pour 29,7 millions d'euros et celle de son opposant Henrique Capriles pour 12,7 millions d'euros, selon ces «révélations» survenues à quelques jours du référendum sur la Constituante au Venezuela.

Pour le groupe, le respect du secret des révélations est pourtant très important s'il veut pouvoir espérer opérer à nouveau. Car sa situation économique n'est guère reluisante. Au Brésil, depuis trois ans, Petrobras a interdit à vingt-trois entreprises nationales faisant l'objet d'enquêtes de la justice, dont Odebrecht, de participer à ses appels d'offres. De plus, le ministère de la transparence, chargé de vérifier les contrats entre l'État et le secteur privé, étudie encore les responsabilités judiciaires d'Odebrecht, ce qui l'empêche de participer à tout nouveau contrat avec l'État. Le risque de faillite a fait les gros titres de la presse économique. L'entreprise a licencié 100 000 personnes en trois ans. Elle ne comptait plus que 80 000 salariés à la fin de 2016. Son carnet de commandes s'est réduit comme une peau de chagrin, tandis que la restructuration de sa dette a nécessité la vente de plusieurs de ses branches.

Pour M. Bruno Brandão, directeur de l'organisation Transparency International au Brésil, «Odebrecht est indéfendable» : «On a toujours entendu l'argument selon lequel l'impact d'une enquête pour corruption serait trop fort sur l'économie, qu'il ne fallait donc pas toucher à la société. Sur le long terme, le Brésil devrait sortir gagnant de cette crise. S'il demeure l'un des pays les plus inégalitaires, c'est à cause de cette promiscuité entre élites économiques et politiques, de ces échanges de faveurs constants que décrivent les cadres d'Odebrecht.»

Selon un calcul effectué par l'organisation non gouvernementale brésilienne Contas Abertas, spécialisée dans la lutte contre la corruption, les pots-de-vin payés par Odebrecht entre 2006 et 2014 auraient pu permettre l'achat de 83 944 ambulances, dans un pays où l'on meurt encore de ne pas avoir les moyens de se rendre à l'hôpital.

(1) Présent dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, de l'eau, de l'agro-industrie, de l'immobilier, de la défense, des transports, de la finance, des assurances, des services environnementaux ou encore de la pétrochimie. Lire «Les Brésiliens aussi ont leur Bouygues», *Le Monde diplomatique*, octobre 2013.

(2) En juillet, le juge Sérgio Moro a condamné l'ancien président à neuf ans et demi de prison pour corruption, considérant que «Lula» allait bénéficier d'un triplex que l'entreprise de construction OAS – qui n'a rien à voir avec Odebrecht – renouvait pour le lui offrir. L'accusation se fonde exclusivement sur la «délation récompensée» au sein d'OAS.

LOIN DU « SOCIALISME DU XXI<sup>E</sup> SIÈCLE »

# Les deux visages de la crise vénézuélienne

*Profonde, sanglante, la crise vénézuélienne passionne. Dans les grands médias, elle sert une obsession : la critique de M. Jean-Luc Mélenchon en France, de M. Jeremy Corbyn au Royaume-Uni et de M. Pablo Iglesias (Podemos) en Espagne. Mais elle interpelle également les progressistes, qu'elle plonge dans le désarroi. Comment interpréter les événements ? Quelle attitude adopter ? Quelle issue souhaiter ?*

PAR RENAUD LAMBERT

**D**EUX COLOSSES avancent, intimidants. L'homme qui leur fait face, coiffé d'une casquette rouge, tente d'établir le dialogue. Rien n'y fait : on le bouscule, on le menace... Soudain, une quatrième personne s'approche. Elle tire un revolver de son pantalon et ouvre le feu. La foule hurle ; l'homme à la casquette s'effondre.

Au mois d'août 2017, cette vidéo tournée au moyen d'un téléphone portable a été visionnée par une grande partie de ceux que la crise vénézuélienne préoccupait. Trois mois auparavant, le président Nicolás Maduro avait décrété l'élection d'une Assemblée nationale constituante (ANC) destinée à remplacer l'Assemblée nationale, seule institution aux mains de l'opposition après les législatives de 2015. Depuis, la tension s'était aggravée : les affrontements entre forces de l'ordre et manifestants avaient fait plus d'une centaine de morts, y compris – ce qui semble être passé inaperçu dans les médias – chez les partisans du président.

« Voilà comment ces fils de pute de l'opposition assassinent de jeunes chavistes (1) ! » Le 4 août, un militant internationaliste présent au Venezuela publie la vidéo sur un forum de discussion. « Ils sont allés chez un dirigeant de la Jeunesse socialiste qui se cachait : il avait été menacé par les milices de la droite. Comme son copain a refusé de le balancer, ils l'ont tué. » Message après message, les réactions d'indignation se succèdent.

« Attention, l'opposition diffuse également la vidéo », avertit alors un autre participant à la discussion, suggérant que les

ennemis de M. Maduro utilisent les mêmes images pour illustrer la violence des autorités. S'agissait-il d'une manipulation de la droite ? Ou bien la casquette rouge (couleur des chavistes) avait-elle induit une erreur d'interprétation ? La colère céda soudain la place au doute, et l'empressement de reprendre l'information au souci d'en confirmer l'origine. Vérification faite, la séquence provenait d'une représentation théâtrale en plein air organisée par un évangéliste à Porto Rico. Sans le moindre rapport avec le Venezuela...

Le chaos politique et économique (2) du pays caribéen a conduit aux manipulations les plus caricaturales de la part des deux camps, ainsi que dans les colonnes de médias internationaux, souvent acquis à l'opposition (lire l'encadré ci-dessous). Un exemple ? Le 16 juillet, cette dernière organise une consultation populaire sans l'aval des autorités. L'une des trois questions posées – « *Demandez-vous aux forces armées nationales bolivariennes de défendre la Constitution (...)* et de soutenir les décisions de l'Assemblée nationale ? » – formulait un appel à peine voilé au soulèvement militaire. Selon les organisateurs, environ sept millions de Vénézuéliens se seraient néanmoins déplacés, rejetant dans leur immense majorité le gouvernement et son projet d'ANC (3). Conclusion du *New York Times* : « Plus de 98 % des votants soutiennent l'opposition (4). » L'observation était juste, mais elle l'aurait été davantage si le quotidien avait précisé que les « votants » en question ne représentaient qu'un peu plus de 35 % de l'électorat, le reste de la population en âge de voter n'ayant pas participé...

## Froide lutte pour le pouvoir

**L**A CRISE vénézuélienne a laissé bien des esprits déboussolés. Comme toutes les situations de lutte intense ayant pour enjeu le pouvoir, celle-ci s'interprète à deux niveaux. L'un, froid, se situe dans le domaine des idées : il invite à explorer les ratés, les possibles, le souhaitable. L'autre, brûlant, renvoie à la politique concrète et à ses frustrations : ici, la lutte appelle un vainqueur, un vaincu et, souvent, le choix d'un camp, aussi inconfortable soit-il. La position – y compris géographique – des observateurs les conduit souvent à privilégier l'un ou l'autre de ces modes d'analyse.

Loin du Venezuela, un débat a peu à peu émergé chez tous ceux qui s'étaient intéressés au « laboratoire bolivarien » lorsqu'il était porteur d'espoir : quelle est la part de responsabilité du pouvoir dans la crise que traverse le pays ? Quelle est celle d'une opposition que les procédures démocratiques n'ont jamais préoccupée outre mesure (5) ?

Si l'idée que l'actuel président fait pâle figure comparé à son mentor divise peu, un premier courant suggère que la rupture au sein du chavisme serait plus profonde. D'abord pour des raisons contingentes : outre la personnalité de l'ancien président, la période chaviste a été marquée par l'explosion des cours du baril de pétrole. Depuis l'élection de M. Maduro, en 2013, ils s'effondrent. À l'un, donc, l'habileté politique et l'abondance ; à l'autre, la balourdise et la disette. Soit le cocktail idéal pour qu'une force de gauche finisse par ressembler à certaines des caricatures imaginées par ses adversaires : la seconde rupture entre « chavisme » et « madurisme ». Pour la plupart des Vénézuéliens, le nom de l'ancien président évoque la réduction des inégalités dans un contexte d'approfondissement de la démocratie. Celui de

son successeur est désormais associé au retour de la pauvreté aggravé par un raidissement politique et policier.

« En général, les analyses [des échecs de la gauche] se concentrent sur l'incapacité du nouveau monde à naître. Elles sous-estiment mécaniquement la violence idéologique et institutionnelle qui permet au vieux de refuser de mourir », a écrit le chercheur américain Greg Grandin (6). C'est, en substance, la réponse d'un second courant qui raille les critiques « de gauche », jugées naïves. Car les choses seraient en réalité d'une simplicité aveuglante : 1) le Venezuela détient les plus importantes réserves pétrolières du monde ; 2) les États-Unis entendent contrôler les ressources énergétiques planétaires ; donc 3) Washington manœuvre pour remplacer M. Maduro par un pantin plus sensible à ses intérêts.

Difficile de surestimer le poids de l'interventionnisme américain dans son arrière-cour. Et pourtant, le Venezuela de 2017 vit-il réellement une réédition de l'opération ayant conduit au renversement de Salvador Allende au Chili en 1973, comme tente de le démontrer l'ancienne vice-ministre Pasqualina Curcio (7) ? Peut-on raisonnablement comparer la situation d'Allende deux ans après son élection et celle de M. Maduro après une vingtaine d'années de chavisme ? Caracas est-il aussi fragile que Santiago face aux manœuvres du secteur privé, alors qu'il contrôle la quasi-totalité de la circulation de devises ? Au cours de l'été 2017, le débat fait rage, les uns soulignant la filiation qui relie M. Maduro à Chávez, les autres insistant sur la nécessité de sauver l'héritage du second menacé par la dérive du premier...

Et puis, le 11 août, M. Donald Trump prend la parole.



RUBEN MARROQUIN. – « Venezuelan Map » (Carte du Venezuela), 2014

« Plusieurs options s'offrent à nous concernant le Venezuela. Et je tiens à dire que je n'exclus pas une intervention militaire », clame le président américain lors d'une conférence de presse. Ces propos embarrassent jusqu'aux gouvernements les plus droitiers de la région (dont l'Argentine, le Brésil, la Colombie et le Mexique), qui avaient auparavant dénoncé la « rupture de l'ordre démocratique » au Venezuela (8). Les voici qui, soudain, condamnent des menaces interventionnistes d'un autre âge.

Dans le camp progressiste, les fleurets idéologiques sont rengainés sur-le-champ. Experte en querelles intestines, la gauche sait néanmoins identifier ses adversaires principaux. Sauver Chávez de M. Maduro ? Il devenait plus urgent de sauver M. Maduro de M. Trump, et le Venezuela de l'armée américaine...

On pouvait bien sûr méditer le coup de force du président américain, soutien providentiel de M. Maduro, capable à la fois de lui donner le statut de pourfendeur international de l'arrogance américaine et de museler la contestation interne. Mais la position des observateurs internationaux venait de se rapprocher de celle des militants de gauche vénézuéliens. Ceux-là savent qu'il ne suffit pas de désirer l'existence d'une force progressiste capable de défendre une autre conception de l'héritage chaviste pour qu'elle apparaisse : impossible de se réfugier dans le souhaitable, il faut composer avec le réel. Et adopter une autre grille de lecture...

Dans ces conditions, une (petite) partie des progressistes se sont rapprochés de l'opposition – souvent violente, raciste (car les peaux sont plus sombres chez les partisans de M. Maduro), revancharde et néolibérale (9) –, tel le « chaviste critique » Nicmer Evans. Les autres interrogent : qui, aujourd'hui, est en mesure de mobiliser à gauche en dehors du Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV) de M. Maduro ? Ils connaissent la réponse – personne –, et déversent donc leurs forces dans la lutte contre l'opposition, tout en regrettant souvent d'avoir à se rallier à une bannière aussi peu enthousiasmante...

Mais, sur le plan de la politique concrète, le Venezuela se trouve depuis plusieurs années dans un contexte plus proche de la guerre civile que des canons de la démocratie libérale : tenter d'établir si le camp chaviste opère un virage dictatorial ou de juger du crédit démocratique de l'opposition relève alors de l'argutie.

À la suite du scrutin législatif de 2015, l'opposition prend le contrôle de l'Assemblée nationale. Sa première décision ? S'engager à renverser M. Maduro « dans les six mois », une menace que peu d'exécutifs dans le monde toléreraient. Riposte du gouvernement : au prétexte de soupçons d'achats de votes pesant sur trois députés de l'État d'Amazonas, il déclare les décisions de l'Assemblée nationale

nulles et non avenues. La réaction en chaîne se poursuit. Plutôt que de laisser la justice faire son travail et d'entamer ses travaux sur la base d'une majorité déjà considérable (109 sièges sur 167), la coalition des partis opposés à M. Maduro dénonce une rupture de l'ordre constitutionnel...

Combat pour la démocratie ? Bataille pour le socialisme ? Non, froide lutte pour le pouvoir, même si chacun des coups de force que les surenchères de l'adversaire rendent prévisibles se grime en défense du droit et de la justice. Les entichés du vivre-ensemble le regretteront sans doute, mais c'est ainsi : dans ses phases aiguës, la lutte politique ne s'achève que par la défaite de l'un des camps. Voire pis, dans un pays comme le Venezuela, dont les dirigeants peuvent légitimement craindre les représailles qu'engendrerait une victoire définitive de l'adversaire. L'exemple du Brésil, où l'arrivée – plus que contestable – de la droite au pouvoir se traduit par une chasse aux sorcières judiciaire, doit inciter à la méfiance un peu plus au nord.

Il fut un temps où le chavisme mobilisait parce qu'il soulevait l'espoir, pas uniquement parce que ses ennemis inspièrent la peur. L'horizon se serait-il fermé pour ses héritiers, pris en otage d'une lutte à mort où l'un des camps a pour principale qualité... de ne pas être l'autre ?

Dans un ouvrage consacré aux révolutions française et russe, l'historien Arno Mayer analyse une disposition commune des révolutionnaires à confondre deux types d'adversaires : « *La contre-révolution composée du sommet [de la pyramide sociale] et l'antirévolution spontanée et irrégulière de la base. (...) La contre-révolution d'en haut répondant à une mentalité et à un motif élitistes, elle n'a pu opérer de jonction avec l'antirévolution populaire d'en bas, ce qui la rendait d'autant plus dépendante de l'aide et de l'intervention militaire de l'étranger (10).* » Dans le Venezuela de 2017, il existe

également deux types d'opposition : celle – idéologique et sociologique – de l'élite ; et celle d'une base populaire accablée par les pénuries.

Ni la contre-révolution ni l'antirévolution n'opèrent sur le plan des idées : l'une souhaite conquérir le pouvoir, l'autre manger à sa faim. Les chavistes perdraient leur temps à espérer l'adhésion de la première, puisqu'ils en engendrent l'existence comme la lumière produit l'ombre. Il en va tout autrement de l'antirévolution, en partie cimentée par les échecs économiques du chavisme. Outre les graves erreurs de pilotage, ceux-ci s'expliquent par un constat que formule le journaliste brésilien Breno Altman : en régime démocratique libéral, « *les gouvernements dépendent du bon vouloir des patrons* » pour mettre en œuvre leur programme (11). Et le secteur privé vénézuélien s'est jusqu'ici montré peu accommodant.

D'où, pour certains, l'idée de l'ANC. Tout en prétendant demeurer dans le cadre démocratique d'hier (bien que les modalités du scrutin y aient boursoufflé la part des partisans de M. Maduro), ses promoteurs soutiennent qu'elle permettra une radicalisation du projet chaviste, conduisant à l'élimination des institutions qui l'entravent et à l'avènement du socialisme...

Soit. Mais la formation de M. Maduro, gangrenée par l'arrivisme et l'affairisme, offre-t-elle vraiment les gages nécessaires à un renoncement serein aux rites, même superficiels, de la démocratie libérale ? Sans parler des entraves du PSUV au développement d'un pouvoir « communal » – socle du socialisme vénézuélien –, dont l'essor affaiblirait mécaniquement les potentats chavistes locaux.

Faute de réussite dans ce domaine, toutefois, l'épouvantail de l'opposition pourrait finir par séduire.

(1) Partisans du président Hugo Chávez, mort en 2013.

(2) Lire « Venezuela, les raisons du chaos », *Le Monde diplomatique*, décembre 2016.

(3) Les chiffres annoncés par les organisateurs ne pourront toutefois être vérifiés, l'opposition ayant décidé de... brûler les bulletins de vote à l'issue du scrutin.

(4) Ana Vanessa Herrero et Ernesto Londoño, « Venezuelans rebuke their president by a staggering margin », *The New York Times*, 16 juillet 2017.

(5) Lire Maurice Lemoine, « Dans les laboratoires du mensonge au Venezuela », *Le Monde diplomatique*, août 2002.

(6) Greg Grandin et Gilbert M. Joseph (sous la dir. de), *A Century of Revolution : Insurgent and Counter-insurgent Violence During Latin America's Long Cold War*, Duke University Press, Durham, 2010.

(7) Pasqualina Curcio, *La mano visible del mercado. Guerra económica en Venezuela*, Editorial Nosotros Mismos, Caracas, 2016.

(8) Déclaration de Lima du 8 août 2017, signée par l'Argentine, le Brésil, le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, la Grenade, le Guatemala, le Guyana, le Honduras, la Jamaïque, le Mexique, le Panama, le Paraguay, Sainte-Lucie et l'Uruguay.

(9) Les premiers projets de loi de l'Assemblée nationale élue en 2015 visaient, par exemple, à privatiser le programme de logements sociaux et à rendre les entreprises et les terres confisquées à leurs propriétaires.

(10) Arno Mayer, *Les Furies, 1789-1919. Violence, vengeance, terreur*, Fayard, Paris, 2002.

(11) Lire « Une dépendance aux matières premières jamais résolue », *Le Monde diplomatique*, janvier 2016.

## Journalisme d'autopsie

« **B**ONJOUR, je me permets de vous contacter concernant une émission qui sera enregistrée prochainement. Le thème sera : « *Que reste-t-il du chavisme au Venezuela ?* » (...) Si le sujet vous intéresse, nous serions ravis de vous compter parmi les intervenants de ce plateau. » Depuis quelques mois, Caracas suscite l'intérêt. De toute évidence, *Le Monde diplomatique* également.

Émise par une grande chaîne du service public de la radio, l'invitation avait été précédée d'une autre, émanant elle aussi de la Maison ronde. Elle serait bientôt suivie d'une troisième, en provenance d'une chaîne de télévision internationale. D'une quatrième, puis d'une cinquième...

L'intérêt des médias pour le Venezuela se manifeste davantage lorsque l'horizon s'assombrit pour les progressistes. Entre 1999 et 2010, la proportion de pauvres est passée de 49,4 % à 27,8 % dans le pays caribéen, devenu le moins inégalitaire de la région. Les dépenses sociales ont bondi d'environ 60 %, et le nombre de personnes percevant une pension de retraite a quadruplé. Mais, lorsqu'il est question de la gauche au pouvoir, les analyses que les médias préfèrent sont les autopsies.

R. L.

# Une utopie au cœur

(Suite de la première page.)

Le Rojava est autonome de facto (2). Excepté les enclaves de Hassaké et de l'aéroport de Kamechliyé, sous l'autorité de Damas, la région est contrôlée par les Forces démocratiques syriennes (FDS), qui regroupent les combattantes et combattants kurdes des Unités de protection du peuple (YPG en kurde), des Unités de protection des femmes (YPJ) ainsi que des contingents de milices arabes sunnites, yézidiennes et chrétiennes (voir la carte page 15).

D'immenses drapeaux des YPG flottent sur les nombreux barrages de Kamechliyé, où la police du gouvernement autonome inspecte avec minutie les véhicules. Les attentats-suicides perpétrés par des djihadistes représentent une menace permanente. Tout le monde garde en mémoire celui du 27 juillet 2016, qui a fait quarante-quatre morts et cent quarante blessés. L'obscurité des rues contraste avec les illuminations de Nusaybin et Mardin, deux villes situées par-delà la frontière turque. Dans une région qui regorge de ressources, la question de l'énergie illustre les défis du nouveau pouvoir. À Rumeilan, à cent kilomètres de Kamechliyé, sur la route de l'Irak, de longues files d'attente se forment devant les stations-service. Avant le début de la guerre, en 2011, cette région fournissait 380 000 barils de brut par jour, le tiers de la production du pays. Avec les combats, l'extraction a chuté de 70 %, et l'essence manque cruellement. Faute de raffineries, le gouvernement autonome se voit contraint de vendre une partie du pétrole brut à l'administration syrienne, qui lui livre ensuite le carburant au prix fort : 80 centimes d'euro le litre.

## Répartir le pouvoir entre les régions

Une multitude de petites raffineries artisanales locales commercialisent par ailleurs une essence à 20 centimes d'euro le litre, mais leur impact sur l'environnement devient préoccupant. Les fumées noircissent le paysage ; les maladies de peau et les problèmes respiratoires se multiplient. « *Nous n'avons pas d'autre solution pour le moment*, admet M<sup>me</sup> Samer Hussein, directrice adjointe de la commission de l'énergie – dont le siège est à Rumeilan. *Dès que nous le pourrons, nous construirons des raffineries modernes et nous nettoierons la région. Et, bien sûr, nous embaucherons tous ces travailleurs dans les nouvelles usines.* »

Dans d'autres régions du Rojava, comme Manbij, l'interdiction des raffineries artisanales a déplié une partie de la population, déjà rationnée en électricité malgré la prise des trois principaux barrages sur l'Euphrate par les FDS. Selon les accords internationaux, la Turquie, qui domestique le fleuve en amont, doit garantir le passage de six cents mètres cubes d'eau par seconde. « *Quand ces barrages étaient sous le contrôle de l'OEI, la Turquie laissait couler un volume supérieur*, affirme M. Ziad Rustem, ingénieur et directeur adjoint de la commission de l'énergie du canton de Cezire. *Mais, lorsque les Forces démocratiques syriennes les ont libérés, elle a commencé à diminuer le volume d'eau. Aujourd'hui, le débit est inférieur à deux cents mètres cubes par seconde.* »

Journaliste de la chaîne kurde Ronahi TV à Kamechliyé, Sherwan Youssef témoigne du mécontentement populaire : « *Quelques centaines de personnes ont manifesté à Kamechliyé. Elles blâment le gouvernement autonome, mais pas la Turquie. Je trouve ces manifestations tout de même justifiées. La guerre ne peut pas toujours être une excuse pour le manque de services fournis.* » Si la protection de l'environnement figure en bonne place dans le Contrat social, d'autres interlocuteurs insistent sur le contexte qui empêche la construction de raffineries, la modernisation des barrages ou le développement des énergies renouvelables : la Turquie impose un blocus de la région, tout comme ses alliés du Parti démocratique du Kurdistan (PKK), qui tiennent le nord de l'Irak et voient d'un mauvais œil les succès du PKK et du PYD (3).

Les besoins urgents et les combats n'ont pas empêché la mise en place du projet institutionnel de confédéralisme démocratique, fondé sur le principe d'autogouvernement local. Les communes sont regroupées en trois cantons – Cezire, Kobané et Afrin –, qui disposent chacun d'une assemblée législative et d'un gouvernement cantonal. Un Conseil démocratique syrien doit à terme coiffer les trois cantons, qui coordonnent déjà leurs politiques. Les premières élections ont eu lieu en mars 2015, et d'autres sont prévues pour la fin de l'année, tandis que les assemblées législatives doivent être élues début 2018.

Les premiers scrutins ont été boycottés par les Kurdes syriens proches du PDK, comme M<sup>me</sup> Narin Matini, membre de la direction du Mouvement de

l'avenir kurde et du Conseil national kurde (CNK), dirigé par M. Massoud Barzani, le président du gouvernement régional du Kurdistan irakien. Elle accueille les journalistes dans sa maison du quartier populaire de Kamechliyé : « *Notre projet est un projet national kurde, un Kurdistan indépendant*, dit-elle. *Nous n'adhérons pas à celui d'une Fédération démocratique de Syrie du Nord. Les autorités ont fermé nos bureaux et ont arrêté puis relâché nos dirigeants. Le gouvernement autonome nous dit qu'il faut nous enregistrer pour avoir l'autorisation de fonctionner. Mais cela signifierait que nous le cautionnons.* »

L'Assemblée législative de Cezire siège à Amoudé, à une vingtaine de kilomètres de Kamechliyé. Le bâtiment qui l'abrite est très protégé, accessible uniquement à pied après fouille et vérification d'identité. Avec cent un membres, dont la moitié de femmes, cette instance réunit les représentants des partis politiques qui ont signé le Contrat social. Figurent aussi les représentants d'associations de la société civile, qui envoient deux membres, obligatoirement une femme et un homme. Ils sont proposés par leur communauté ou association, et validés par l'Assemblée législative. En outre, une dizaine d'organisations politiques kurdes ou arabes ont reçu l'autorisation et des moyens pour fonctionner sans pour autant siéger.

La fondation d'un État-nation kurde ne fait pas partie des objectifs fixés par M. Öcalan, qui présente son mouvement comme antinationaliste : « *Il vise à accomplir le droit à l'autodéfense des peuples en contribuant à la progression de la démocratie dans toutes les parties du Kurdistan, sans toutefois remettre en cause les frontières politiques existantes* », écrit-il de sa prison (4). « *Nous ne voulons pas être séparés des autres territoires syriens*, précise M<sup>me</sup> Siham Queryo, coprésidente du comité des affaires étrangères du gouvernement autonome du canton de Cezire. *Les Kurdes, les Arabes et les Syriens sont tombés d'accord en 2013 pour établir un gouvernement autonome.* » Membre de la communauté chrétienne, qui englobe principalement les Syriens, les Assyriens et les Chaldéens, elle rappelle au passage que la liberté de culte est garantie et qu'il n'y a pas de religion d'État.

Aux yeux de la Coalition nationale syrienne, censée fédérer l'opposition mais proche des Frères musulmans, le PYD et ses groupes militaires sont toujours des « *organisations terroristes* (5) » associées au PKK. De nombreuses personnalités de l'opposition syrienne l'accusent de faire le jeu du régime, qu'il ne combat pas sur le terrain (lire l'encadré page 15). Mais d'autres ont changé de point de vue, à l'instar de M. Bassam Ishak, ancien directeur exécutif d'une organisation de défense des droits humains originaire de Hassaké. Il a d'abord rejoint le Conseil national syrien (CNS), partie prenante de la Coalition, qui siégeait à Istanbul, avant de gagner le Rojava : « *Quand la révolution est passée des*

*manifestations pacifiques à l'insurrection armée, il est devenu évident que le CNS avait un projet différent du mien. Cette opposition veut chasser Al-Assad et avoir le monopole du pouvoir. J'avais donc le choix entre le projet d'État religieux du Conseil national syrien, celui d'une Syrie arabe nationaliste et celui d'un État pluraliste. La meilleure façon d'éviter que nous ayons de nouveau un dictateur à Damas, c'est de répartir le pouvoir entre les régions.* »

## Allégations de recrutements forcés

À toutes nos haltes, de nombreux Kurdes dénoncent les accusations de collusion du Rojava avec Damas et reviennent sans cesse sur ce qu'ils considèrent comme les erreurs stratégiques de l'opposition. Enseignant, M. Muslim Nabo a étudié à l'université de Lattaquié. Ses amis et lui publiaient secrètement un magazine en kurde. Arrêtés en 2007 et transférés à Damas, ils ont été entassés dans une cellule minuscule et battus pendant trois mois. « *Certains disent que nous soutenons le régime d'Al-Assad. C'est un mensonge* », affirme-t-il. Il a été relâché au bout d'un an et une semaine, le maximum pour une détention administrative sans procès. « *Nous avons beaucoup souffert de ce régime, qui a torturé et tué certains de nos chefs politiques. En revanche, les partis kurdes ne voulaient pas d'une révolution militarisée qui dépende de la Turquie, de l'Arabie saoudite et du Qatar. Le soutien de ces pays aux groupes djihadistes a été catastrophique pour la révolution syrienne.* »

Quant à l'aide américaine, « *c'est un soutien militaire et pas politique ni économique* », affirme le commandant Nasrin Abdallah. Un accord « *temporaire, transparent et tactique* », selon plusieurs responsables kurdes que nous avons rencontrés.

En 2014 puis en 2015, deux rapports internationaux ont jeté le trouble sur la politique réelle du PYD dans les zones reprises à l'OEI, notamment à Tell Abyad : « *En détruisant délibérément les habitations de civils, dans certains cas en rasant et en incendiant des villages entiers, en déplaçant leurs habitants sans aucune justification militaire, l'administration autonome abuse de son autorité et bafoue de manière éhontée le droit international humanitaire*, dans le cadre d'attentats constituant des crimes de guerre », déclarait M<sup>me</sup> Lama Fakih, conseillère pour les situations de crise à Amnesty International, en octobre 2015 (6). Un an plus tôt, un rapport de Human Rights Watch relatait des faits proches (7).

On ne peut pas parler de nettoyage ethnique des Arabes, se défend M<sup>me</sup> Queryo : « *Quand les batailles étaient imminentes, les YPG demandaient aux populations de quitter leurs maisons le temps des combats. J'ai moi-même visité après les batailles beaucoup*

*de villages libérés autour de Tell Abyad ou de Rakka. Les gens m'ont tous expliqué que cela s'était passé ainsi. Au bout de quinze jours, ils sont rentrés chez eux.* » Le rapport du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, publié en mars 2017, contredit les allégations de nettoyage ethnique : « *La commission n'a trouvé aucune preuve étayant les accusations selon lesquelles les forces YPG ou FDS aient jamais ciblé les communautés arabes sur des bases ethniques, ni que les autorités cantonales YPG aient cherché systématiquement à modifier la composition démographique des territoires sous leur contrôle en visant un quelconque groupe ethnique* (8). » Tout en notant que les bombes dissimulées par l'OEI justifiaient les déplacements, le Conseil critique le manque d'aide humanitaire « *adéquate* » apportée aux communautés déplacées et des « *recrutements forcés* » des YPG pour le service militaire.

Nous quittons Amoudé pour Kobané, dans l'ouest du Rojava. La route longe un mur interminable de cinq cents kilomètres, construit par la Turquie en empiétant sur le territoire syrien. Cet ouvrage en béton hérissé de barbelé renforce le sentiment d'isolement de ces terres qui ont toujours été le grenier à blé du pays. En ce début juillet, les immenses champs de céréales sont déjà moissonnés et les troupeaux de moutons y cherchent leur pitance. Les collines sont couvertes de jeunes oliviers bien alignés – une culture récente dans la région. Les ouvriers agricoles, souvent très jeunes, arrivent tôt pour finir le travail avant les grosses chaleurs. Près de Tell Abyad, la route passe au-dessus d'une rivière à fort débit. Ce n'était qu'un filet d'eau il y a peu, mais, en retenant l'eau de l'Euphrate, la Turquie dérive les précipitations vers des rivières secondaires, ce qui profite à l'irrigation...

À l'entrée de Kobané, les photos de « martyrs », dont beaucoup de femmes, jalonnent le terre-plein central. Le portrait de M. Öcalan est lui aussi omniprésent. En grande partie détruite il y a encore deux ans, la ville bouillonne d'énergie et d'activité. Les grues et les immeubles en construction voisinent avec les pâtés de maisons détruits par les missiles

(2) Le texte fondamental est disponible en français sur le site de la représentation du Rojava en France, [www.rojavafrance.fr](http://www.rojavafrance.fr)

(3) Lire Allan Kaval, « Les Kurdes, combien de divisions ? », *Le Monde diplomatique*, novembre 2014.

(4) Abdullah Öcalan, « Le confédéralisme démocratique », dans Stephen Bouquin, Mireille Court et Chris Den Hond (sous la dir. de), *La Commune du Rojava. L'alternative kurde à l'État-nation*, Critica-Syllepse, Bruxelles-Paris, 2017.

(5) Communiqué du 31 juillet 2017.

(6) « Forced displacement and demolitions in northern Syria », Amnesty International, Londres, 13 octobre 2015.

(7) « Syria : Abuses in Kurdish-run enclaves », Human Rights Watch, New York, 18 juin 2014.

(8) « Human rights abuses and international humanitarian law violations in the Syrian Arab Republic, 21 July 2016 - 28 February 2017 », Conseil des droits de l'homme des Nations unies, commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, Genève, 10 mars 2017.



JONAS STAAL. – Les artistes Ahmed Shamdin (à g.) et Abdullah Abdul (à dr.) peignent les toiles qui formeront le toit du Parlement à Derik, dans la région autonome du Rojava (2015)

# Le chaos syrien



des femmes ne trouve pas de solution, le conflit est transféré à la cour de justice.»

On retrouve là l'application directe de principes inspirés du communalisme de Murray Bookchin. « Ici, chaque rue, chaque quartier peut créer une commune, confirme M. Ibrahim Moussa, habitant de Kobané. C'est comme un gouvernement de base, élu par les habitants et révocable. L'année dernière, 2300 communes ont été enregistrées dans le canton de Kobané. Elles ont pu traiter 9700 plaintes, et seulement 500 ont dû aller en justice. Autre exemple : les habitants vérifient que la loi antimonopole est bien respectée dans chaque quartier, afin que les commerçants ne profitent pas de l'embargo pour augmenter les prix. »

La situation à Kobané illustre aussi les défis posés par la cohabitation de plusieurs communautés unies pour combattre l'OEI, mais pas forcément d'accord sur le reste. Sous le régime de M. Al-Assad, l'éducation se faisait uniquement en arabe. Non sans difficulté, une réforme du système scolaire a permis de mettre à égalité les trois langues officielles, syriaque, arabe et kurde, comme l'explique M. Dildar Kobani, membre de la direction de l'éducation de ce canton : « Certains nous accusent de "kurdisation" : c'est absurde. La moitié de nos vingt mille enseignants sont arabes. À Kobané, la plus grande partie de l'administration est kurde, comme la population. Mais, à Tell Abyad, une région mixte, l'administration est moitié kurde, moitié arabe. »

## De jeunes miliciennes yézidiennes partent au front

Notre avant-dernière étape est Manbij, ville libérée en août 2016 de la férule de l'OEI par les FDS, au terme d'une violente bataille qui a vu celles-ci se battre aussi contre les troupes turques et contre une partie de l'Armée syrienne libre (ASL). Dans le souk, la diversité culturelle saute aux yeux. Des femmes couvertes du voile intégral font leurs courses à côté de femmes tête nue. Des Arabes vendent des fruits à côté de bouchers kurdes et de boulangers circassiens. Ahmed, un Turkmène, prépare des pizzas et balaie l'idée d'une intervention turque. « Nous vivons ici ensemble, comme des frères. La relation entre les communautés turkmène, kurde, arabe, tchéchène est très bonne. Il y a même des mariages mixtes. Alors qu'est-ce que la Turquie viendrait faire ici ? »

M<sup>me</sup> Abeer Al-Aboud, qui porte le voile, appartient à la grande tribu arabe des Beni Sultan. Son nom est cité pour un siège au gouvernement civil de Manbij, et elle aussi s'empare contre les ambitions prêtées à la Turquie : « Nous contestons radicalement les allégations turques selon lesquelles les Kurdes domineraient les citoyens arabes, turkmènes, tchéchènes ou tcherkesses. Les cinq communautés sont représentées dans le grand conseil, et les Arabes sont majoritaires dans tous les autres. La Turquie essaie de salir notre réputation. Si elle veut se battre contre les Kurdes sous ce prétexte, nous, les Arabes, ferons corps avec eux pour défendre notre mosaïque de peuples. »

Non loin du marché, nous rencontrons M. Ali Hatem, un Arabe qui a travaillé toute sa vie comme chauffeur dans la construction. Maintenant, il vend des cigarettes, ce qui était passible de mort sous la coupe de l'OEI. « Quand l'Armée syrienne libre et le

et les obus. « Nous voulons reconstruire le plus vite possible pour que les gens reviennent », confie M<sup>me</sup> Hawzin Azeez, qui travaille dans une association d'aménagement urbain. Selon elle, l'aide humanitaire n'est pas à la hauteur des attentes ni des promesses : « La reconstruction se fait surtout avec nos propres forces. »

La bataille de Kobané, qui s'est déroulée entre septembre 2014 et janvier 2015, a marqué un tournant décisif dans la lutte contre l'OEI. Après la prise de Mossoul en Irak et de Rakka en Syrie, l'expansion du « califat » a enregistré ici son premier coup d'arrêt. Cette bataille a également permis au monde de découvrir une autre place pour les femmes au Proche-Orient. Kongra Star est le nom donné à la maison des femmes de la ville. Dans une petite rue tranquille, ce vaste édifice accueille notamment celles qui viennent porter plainte pour violences conjugales. Une grande salle de réunion donne sur le jardin, avec au mur la reproduction d'un tableau peint par un artiste de Gaza : une jeune femme surgissant des ruines, symbole de l'avenir et de l'espoir. De part et d'autre de cette image, les murs sont couverts de portraits de femmes tuées pendant la bataille de Kobané. L'autre partie de la maison, dotée d'une entrée indépendante et discrète, permet de recevoir les femmes en détresse.

Nos interlocutrices insistent sur l'égalité entre les sexes comme pilier central du Contrat social du Rojava. « Selon les nouvelles lois votées par le gouvernement autonome, un fils et une fille héritent à égalité de parts, alors que la loi islamique ne prévoit qu'une demi-part pour elle, explique à titre d'exemple M<sup>me</sup> Sara Al-Khali, l'une des responsables de Kongra Star. Il n'est pas évident d'appliquer ces nouvelles dispositions dans une société traditionnelle. Mais, peu à peu, les gens commencent à l'accepter. » Le gouvernement autonome interdit aussi la polygamie, même s'il existe une exception à la règle. La « pénurie de jeunes hommes » pousse certaines femmes à vouloir épouser des hommes déjà mariés, raconte M<sup>me</sup> Azeez : « Si toutes les parties concernées sont consentantes, le juge peut accorder exceptionnellement ce droit. »

## Trois langues sur un pied d'égalité

« Dans cette région, il y a une coutume terrible : la vengeance, nous explique aussi M<sup>me</sup> Al-Khali, fière de participer à l'éradication des « crimes d'honneur ». Si quelqu'un tue mon frère, ma famille doit se venger en tuant un membre de l'autre famille. Kongra Star a formé un comité pour obtenir une réconciliation par l'intermédiaire de représentants des deux familles afin d'éviter la vendetta. Lorsqu'un problème apparaît dans une commune de quartier, un comité de femmes intervient pour tenter de le résoudre. Quand elles n'y arrivent pas, elles viennent ici. Si la maison

## Une force devenue indispensable

Si l'intervention russe a été décisive dans le renversement du cours de la guerre civile à partir de septembre 2015, les troupes kurdes et leurs alliés au sein des Forces démocratiques syriennes (FDS) jouent un rôle majeur dans le repli de l'État islamique (OEI). L'annonce, début juillet, de l'arrêt de l'aide américaine aux milices de l'opposition consacre une réalité de plus en plus prégnante : les bombardements occidentaux ne peuvent être efficaces qu'avec un relais au sol, que seules les FDS peuvent assurer.

Fort de l'appui aérien russe et de l'aide des milices étrangères (Hezbollah libanais, brigades iraniennes et irakiennes, etc.), le régime syrien a réussi à consolider le contrôle de la frange occidentale de la Syrie, celle où se trouve la majeure partie de la population. L'opposition syrienne a perdu la plupart de ses bastions urbains, à l'exception d'Idlib, où l'ex-Front Al-Nosra, renommé Hayat Tahrir Al-Cham, dispute l'hégémonie de la province à un autre groupe salafiste, Ahrar Al-Cham, avec, entre les deux, des lambeaux marginalisés de ce qu'il reste de l'Armée syrienne libre (ASL).

À partir de leurs réduits du Nord et de l'Ouest, les Unités de protection du peuple (YPG en kurde), fondus dans les FDS, ont de leur côté repris progressivement une bonne partie de la rive droite de l'Euphrate. À l'exception d'un bref épisode (victorieux) à Hassaké, elles n'affrontent pas les forces du régime, mais jouent leur propre carte. Redoutant l'établissement d'un Kurdistan syrien durable par la jonction entre le canton d'Afrin et les deux cantons de l'Est, la Turquie est à son tour directement entrée en scène en août 2016, en renfort aux troupes de l'ASL, sous le prétexte de participer à la bataille de Rakka. Mais l'armée turque a mis plus de trois mois à reprendre une seule petite ville tenue par l'OEI, Al-Bab. Après la chute de l'est d'Alep, cela a laissé le temps aux troupes fidèles au président Bachar Al-Assad de couper la route du sud et de mettre fin aux prétentions turques de jouer les premiers rôles.

Absents des pourparlers d'Astana et de Genève, les Kurdes syriens ont su nouer des contacts avec les grandes puissances, notamment à travers l'ouverture de représentations du Rojava dans plusieurs capitales, dont Paris, Berlin, Washington et Moscou. Tout en ménageant Ankara, la Russie protège indirectement le statu quo pour le canton d'Afrin et laisse passer des combattants. Au grand dam des Turcs, les Occidentaux soutiennent de plus en plus ouvertement les FDS, non seulement par un appui aérien, mais aussi par l'envoi d'un arsenal sophistiqué et de forces spéciales – principalement américaines, mais aussi françaises et britanniques. Si la mosaïque des adversaires en présence s'est simplifiée depuis deux ans aux dépens de l'opposition armée et des djihadistes, la question de l'intégration de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord dans une solution durable pour le pays reste entière.

M. C. ET C. D. H.

Front Al-Nosra sont venus ici, la situation est devenue très mauvaise. Ils intervenaient dans tous les aspects de la vie. En plus, ils nous volaient et se battaient entre eux. Avec l'OEI, c'était encore pire. On avait peur de parler, on pensait que les murs avaient des oreilles. Aujourd'hui, si nous avons un problème, nous avons un conseil de quartier. »

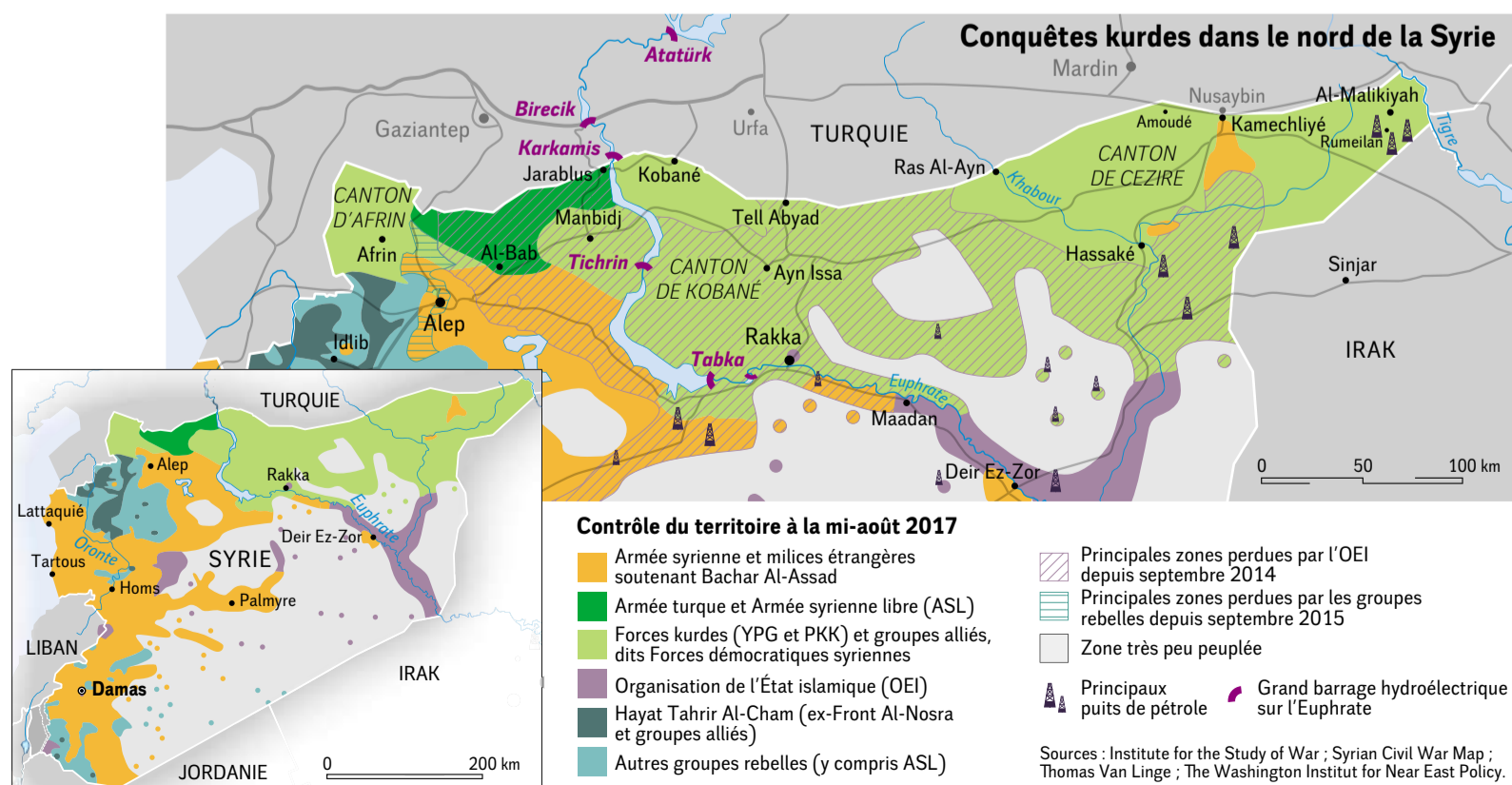
Les autorités locales doivent aussi composer avec le poids d'un passé récent dramatique et la nécessité d'empêcher de nouvelles haines. Membre du Conseil pour la réconciliation et l'intégration, M<sup>me</sup> Abeer Mahmoud est sans nouvelles depuis trois ans de son mari, arrêté par l'OEI. Elle insiste pourtant sur les efforts à mener en matière de conciliation. « Quand Manbij a été libérée, beaucoup de gens sont venus voir les FDS pour dénoncer les collaborateurs. Ces derniers ont été arrêtés par le conseil militaire pour empêcher qu'il y ait des vengeances sans procès. À la suite de notre travail de conciliation, 250 hommes qui n'avaient pas de sang sur les mains ont été libérés. La peine de mort n'existe pas ici. » Les djihadistes soupçonnés ou condamnés pour des crimes de sang sont détenus dans des prisons qui respecteraient la Convention de Genève, signée par les YPG.

Sur la route de Rakka, nous faisons halte à Ayn-Issa, le quartier général militaire des FDS. Un milicien est en train de peindre au pochoir sur un mur « Forces démocratiques syriennes » en arabe, en kurde et en syriaque. Le gouvernement autonome impose un service militaire de neuf mois. Mais, au front, l'immense majorité des combattants sont des volontaires, dont quelques étrangers, comme Robert Grodt, ancien militant d'Occupy Wall Street, mort le 6 juillet lors de l'entrée des YPG dans les faubourgs de Rakka. Des convois militaires de blindés légers américains circulent sur les petites routes du secteur. Après deux

heures de route, à travers un paysage parsemé de bâtiments détruits et de voitures calcinées, la ville surgit. Les tireurs d'élite et les attentats djihadistes ralentissent la progression des FDS. À l'entrée de la ville, un poste de secours de fortune, installé dans un ancien garage, permet de soigner les blessés légers. Un peu plus loin, dans un autre immeuble, un groupe de jeunes miliciennes yézidiennes, une minorité religieuse kurde d'Irak, se prépare à partir au front. L'une d'elles affirme vouloir venger toutes les femmes victimes de l'OEI. « Peu m'importe si les femmes détenues sont yézidiennes, arabes ou turkmènes ; nous sommes venues ici pour les libérer. Après, nous rentrerons chez nous, parce que nous ne sommes pas une force d'occupation. »

De la terrasse de l'immeuble où les combattants viennent se restaurer et se reposer, la vue sur cette agglomération qui comptait autrefois 200 000 habitants est impressionnante. Entre les maisons détruites et celles qui sont encore debout, les rues sont vides. Tous les habitants du quartier ont été évacués par précaution ; on entend des tirs sporadiques et quelques explosions. À l'étage du dessous, des combattants partagent un grand plat de riz, de légumes et de poulet. Les insignes de leurs uniformes sont différents. Les uns sont arabes, les autres kurdes ou yézidis, mais tous écoutent attentivement les échanges par radio entre un membre du groupe et l'état-major des FDS, qui leur transmet les instructions. Leur pause est de courte durée. L'OEI résiste et, même si sa défaite est annoncée comme inéluctable, d'autres combats restent à mener pour que le nom du Rojava ou de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord figure un jour sur les cartes.

MIREILLE COURT ET CHRIS DEN HOND.



# L'étai chinois se resserre sur Hongkong

Deux décennies après son retour dans le giron chinois, Hongkong voit ses marges d'autonomie se restreindre et la répression s'accroître. En témoigne l'emprisonnement de trois dirigeants du mouvement en faveur du suffrage universel intégral, qui avait mobilisé les jeunes à l'automne 2014. Pourtant, un courant politique multiforme, appelé « localiste », commence à s'ancre dans la société.

PAR JEAN-JACQUES GANDINI \*

LA NOUVELLE cheffe de l'exécutif, M<sup>me</sup> Carrie Lam, a prêté serment en grande pompe, le 1<sup>er</sup> juillet 2017, dans un Hongkong barricadé où étaient déployés vingt escadrons de la garnison de l'Armée populaire de libération. La cérémonie a coïncidé avec le vingtième anniversaire de la rétrocession de la colonie britannique à la Chine, et le président Xi Jinping a fait le déplacement, sous haute protection. En clôturant les festivités, il a confirmé qu'à Hongkong c'était lui le patron : « Toute activité qui met en danger la souveraineté et la sécurité de la Chine, qui remet en question la Loi fondamentale [sorte de Constitution], qui défie le pouvoir central ou qui utilise Hongkong comme base pour mener des activités d'infiltration et de sabotage contre la Chine continentale est un acte qui franchit la ligne jaune et est totalement inadmissible (1). » Un mois plus tôt déjà, à Pékin, M. Zhang Dejiang, numéro trois du Parti communiste chinois (PCC), à la tête du Groupe central de coordination des affaires de Hongkong et de Macao,

avait mis les points sur les « i » : « En aucune circonstance le haut degré d'autonomie dont dispose Hongkong ne doit servir de prétexte pour s'opposer au gouvernement central (2). »

Cela n'a pas empêché le rassemblement annuel commémorant la sanglante répression des événements de Tiananmen, à Pékin, en 1989. Ce 4 juin 2017, sur l'immense scène du parc Victoria de Hongkong, les orateurs chantent des chants patriotiques et scandent des slogans réclamant que Pékin revienne sur son verdict au sujet de ce mouvement, étiqueté « rébellion contre-révolutionnaire ». M<sup>me</sup> Chow Hang-tung, vice-présidente de l'Alliance pour l'appui aux mouvements démocratiques et patriotiques en Chine, qui regroupe l'ensemble des organisations et partis du camp pandémocrate, rappelle que les Hongkongais ont la chance de s'exprimer pour ceux qui ne le peuvent pas, de rendre hommage aux victimes pour ceux qui en sont empêchés et de proposer un réconfort à ceux qui sont encore en vie.

## Refus du « lavage de cerveau »

« NOUS DEVONS nous battre pour que les valeurs universelles bénéficient à de plus en plus de gens », nous déclarait quelques heures plus tôt le président de l'Alliance, M. Albert Ho. Cet ancien député au Conseil législatif – de 1997 à 2016 – est aujourd'hui l'un des principaux responsables du Parti démocratique. « La situation actuelle est piègeuse, commente-t-il, mais je soutiens la formule "Un pays, deux systèmes" (3)", car c'est l'intérêt des deux parties. Je me sens profondément chinois, tout en étant très attaché à l'État de droit qui fait la spécificité de Hongkong. » M. Lau San-ching, lui, a connu dans sa jeunesse, de 1981 à 1991, les géolés chinoises en tant que militant trotskiste (4), et appartient au deuxième plus important parti pandémocrate, le Parti citoyen : « Ce qui fait la spécificité de Hongkong par rapport au reste de la Chine, c'est l'exercice effectif des libertés démocratiques. Mais la lutte continue pour obtenir le suffrage universel direct, sans filtre préalable. » Bien qu'il ait été personnellement victime, il ressent une certaine admiration pour ce régime qui a restauré « la grandeur de la Chine », et qui mise sur le développement avec notamment les projets d'investissements communs entre Hongkong et la province limitrophe du Guangdong.

Avocate et militante des droits humains, M<sup>me</sup> Kit Chan se montre moins optimiste : « La conjonction actuelle est mauvaise. En outre, l'économie dépend de plus en plus des investissements chinois, la part des investissements étrangers diminuant d'autant. Avec le durcissement de la répression lors du "mouvement des parapluies", la peur s'est insinuée dans les esprits. » Ce mouvement a mobilisé beaucoup de jeunes (5) : du 27 septembre au 15 décembre 2014, ils ont occupé le centre de Hongkong pour protester contre la volonté de Pékin de procéder à une présélection des candidats au poste de chef de l'exécutif et pour réclamer un suffrage universel total, mais n'ont pas obtenu satisfaction. Le 17 août dernier, trois des principaux dirigeants du mouvement, MM. Nathan Law, Alex Chow et Joshua Wong, ont été condamnés par la cour d'appel à respectivement huit, sept et six mois d'emprisonnement ; le parquet avait jugé trop faible leur condamnation en première instance à des travaux d'intérêt général et à une peine de trois mois de prison avec

sursis. Ils sont également frappés de cinq ans d'inéligibilité. Cette décision témoigne d'une fermeture de plus en plus sensible.

Lors de notre rencontre en juin, M. Law, président du tout jeune parti Demosisto, fondé en 2014 avec M. Wong, et plus jeune élu au Conseil législatif lors du scrutin du 4 septembre 2016, expliquait : « Le "mouvement des parapluies" a marqué un tournant dans ma vie. Adeptes de la non-violence, nous nous sommes inspirés du mouvement social d'avril-mai 1989 en Chine et nous avons braqué les projecteurs du monde entier sur Hongkong. Je ne pensais pas que les choses iraient si vite. Demosisto veut se tourner davantage vers les classes populaires que les partis démocrates traditionnels, défenseurs des classes moyennes ; vers les cols bleus comme mon père, car l'horizon économique n'est plus aussi radieux. »

Ancien secrétaire général de la Fédération des étudiants, M. Law comprend les frustrations des tenants de l'indépendance, dont certains sont ses amis. Mais il votait au Conseil législatif avec le camp pandémocrate tout en proposant un référendum d'autodétermination en 2047, date à laquelle prendra fin le régime spécial instauré pour cinquante ans. « Il faut sortir de l'isolement, s'ouvrir sur l'international, assure-t-il. C'est la raison pour laquelle Demosisto renforce ses connexions dans toute l'Asie du Sud-Est : Taïwan, Japon, Vietnam. »

En ce 4 juin 2017, ils étaient 110 000 au parc Victoria. A priori considérable pour une population de 7,3 millions d'habitants, ce chiffre est cependant le plus bas depuis 2008. Cela tient au fait que, pour la deuxième année de suite, le mouvement étudiant n'est pas présent. En effet, à l'issue du « mouvement des parapluies », la Fédération des étudiants a changé de majorité et adopté une ligne « identité hongkongaise ». Ses membres considèrent que l'histoire de la Chine continentale, à laquelle appartient Tiananmen, n'est plus leur histoire.

Le précédent chef de l'exécutif, M. Leung Chun-ying, avait voulu imposer un programme d'« éducation patriotique », avec des manuels scolaires exaltant « l'harmonie, l'identité et l'unité nationale » et un renforcement de l'usage du mandarin, présentant le PCC comme une organisation « progressiste, altruiste et unitaire », et



FRANCESCO LIETTI. – « It's Here! » (C'est ici!), 2015

ignorant les errements du maoïsme et le mouvement social d'avril-mai 1989. En réaction est apparu un mouvement générationnel emmené par Scholarism, un groupe militant créé en mai 2011. Son fondateur, un collégien de 14 ans, M. Joshua Wong, n'allait plus quitter le devant de la scène. Il n'est pas hostile à ce qu'on enseigne davantage l'histoire de la Chine, minimisée pendant la période coloniale britannique, ni même à ce qu'on en souligne des aspects positifs, mais il refuse une version préécrite par l'État chinois, qui relèverait, dit-il, du « lavage de cerveau ». Après le lancement d'une pétition qui a recueilli cent mille signatures, puis une manifestation monstre et un sit-in de huit jours devant le siège central du gouvernement, M. Leung Chun-ying a retiré son projet en 2012. Ainsi s'affirme une identité civique hongkongaise.

Toute une génération s'éveille à la politique, déçue par les partis traditionnels, vieillissants et jugés trop patriotes. Un nombre croissant de Hongkongais, notamment les jeunes, se définissent désormais comme « localistes » ; ils mettent l'accent sur la préservation de l'identité et de l'autonomie hongkongaises, certains n'hésitant pas à revendiquer ouvertement l'indépendance. Ils adoptent une stratégie plus radicale contre le contrôle de Pékin, en insistant sur le style de vie et l'histoire de Hongkong. Ils veulent préserver les acquis des libertés publiques et de l'État de droit, tout en prônant plus de justice sociale. Selon une enquête de 2015 (6), 40 % des résidents se définissent comme hongkongais (contre 21,8 % en 2008), 18 % comme chinois (34,4 %) et 40 % comme ayant une identité métissée. Seuls 4 % des 18-35 ans se sentent chinois.

Du reste, l'afflux d'immigrés (500 000 en dix ans) et de visiteurs continentaux qui forment les trois quarts des 56 millions de touristes recensés en 2016, suscite une hostilité grandissante, malgré son impact économique : la part du tourisme dans le produit intérieur brut atteint 5 %. On reproche également aux Chinois du continent de profiter de services publics et sociaux, notamment des hôpitaux, de peser sur le système scolaire – la moitié des 95 000 enfants nés en 2011 et intégrant l'école primaire six ans plus tard sont de mère chinoise continentale –, de créer des pénuries de certains produits de première nécessité, comme le lait en poudre, et de manquer de civisme.

En outre, les riches continentaux achètent au prix fort résidences et appartements, faisant grimper encore les prix de l'immobilier, qui sont déjà les plus élevés du monde, et empêchant de plus en plus les locaux d'accéder à un logement individuel (lire sur notre site « Logement, bombe sociale à retardement »). Enfin s'affirme également la volonté de préserver la langue cantonnaise face à l'influence grandissante du mandarin, notamment dans le monde des affaires, et devenu souvent la première langue étrangère enseignée dans les écoles, devant l'anglais (parlé par 5 % de la population).

Toutefois, les « localistes » ne sont pas homogènes. Certains d'entre eux mettent l'accent sur la lutte contre le contrôle du gouvernement de Pékin, qualifié d'« impérialiste », et sur l'autodétermination, tout en restant ouverts à une alliance avec le camp pandémocrate ; c'est le cas de Demosisto ou de l'indépendant Eddy Chu Hoi-dick. D'autres se prononcent en faveur d'une « nation hongkongaise », avec la création d'une République de Hongkong, par des moyens violents s'il le faut, à l'instar du groupe Youngspiration de M. Edward Leung Tin-kei et du Parti national de M. Chan Ho-tin, avec, dans certains cas, des discours aux relents discriminatoires, voire xénophobes.

M. Chu Hoi-dick s'est fait connaître en 2006 en lançant une campagne pour défendre le patrimoine de Hongkong puis en luttant contre la spéculation foncière après avoir créé en 2011 la Ligue Terre et Justice (Land Justice League). Adeptes de la bicyclette et de la décroissance, il nous dit ne plus faire confiance au camp pandémocrate sans être pour autant indépendantiste. Il se situe entre les deux : « Il faut redéfinir un nouvel ordre constitutionnel au moyen d'un référendum laissant ouvertes les

diverses options. L'identité hongkongaise est multiple, car nous sommes tous issus des différentes strates de l'immigration, qui n'a jamais cessé. » Il est non violent, et le soutien des classes populaires est pour lui essentiel : « La démocratie, ce n'est pas que le vote. Ce que veulent les gens, c'est avoir le contrôle de leur vie. » Comme M. Law, il pense qu'il faut « élargir le champ de bataille à toute l'Asie du Sud-Est ». Le 4 septembre 2016, il a été élu au Conseil législatif dans sa circonscription des Nouveaux Territoires Ouest avec plus de suffrages qu'aucun autre candidat (84 000), ce qui lui a valu le surnom de « roi des votes ».

Trois autres localistes étiquetés « indépendants » ont été élus lors de ce scrutin : MM. Nathan Law et Edward Yiu Chung-yim, ainsi que M<sup>me</sup> Lau Siu-lai, universitaire engagée dans la défense des colporteurs et des marchés de rue du quartier populaire de Mongkok. Tous trois sont affiliés au groupe pandémocrate, qui, quoique en baisse, totalise vingt sièges (sur soixante-dix). Ensemble, ils atteignent la barre fatidique des vingt-quatre élus, nécessaire pour empêcher la promulgation de textes de loi qui pourraient imposer les députés pro-Pékin.

## Le camp démocrate affaibli au Parlement

PARMI les indépendantistes, qui disposent eux aussi de quatre sièges, les deux membres de Youngspiration, MM. Baggio Leung et Yau Wai-ching, se sont fait remarquer lors de la prestation de serment, le 11 octobre 2016, en brandissant une banderole « Hongkong n'est pas la Chine », en prononçant le mot « Chine » avec mépris et en disant, au lieu de « Republic of China », « Refucking of China » (« putain de Chine »)... Leur serment a aussitôt été rejeté. À Pékin, le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire a fourni sa propre interprétation de la Loi fondamentale en estimant : « Celui qui prononce intentionnellement des mots qui ne correspondent pas à la forme du serment prescrit par la loi, ou qui prête serment d'une manière qui n'est pas sincère ou solennelle, sera considéré comme quelqu'un qui refuse de prêter serment. Le serment prêté de cette manière n'est pas valide, et la personne concernée est disqualifiée pour occuper [ses] fonctions. » À Hongkong, le tribunal a entériné cette interprétation. Les élus n'ont donc pas pu siéger.

Ils ne sont d'ailleurs pas les seuls à ne pas s'en être tenus strictement au texte. C'est le cas de M. Leung Kwok-hung, dit « Long Hair », figure du camp pandémocrate, qui a arboré un parapluie jaune et demandé des comptes au gouvernement central pour le massacre de la place Tiananmen ; mais aussi de M<sup>me</sup> Lau Siu-lai qui a détaché chaque syllabe du texte, le rendant incompréhensible, de M. Law qui a prononcé le mot « République » avec une intonation interrogative et de M. Yiu Chung-yim qui a réclamé un véritable suffrage universel. Poursuivis en justice, ils ne peuvent pas non plus siéger, selon la décision du tribunal rendue publique le 14 juillet, qui se réfère à la Loi fondamen-

tales, mais également aux principes jurisprudentiels de la *common law*, ce qui sera plus difficile à combattre en cause d'appel. De nouvelles élections ne pourront avoir lieu que vingt et un jours après que toutes les voies de recours auront été épuisées. En attendant, le camp démocrate se retrouve réduit à vingt sièges, incapable d'exercer son droit de veto.

La voie est libre pour M<sup>me</sup> Carrie Lam, élue sur la base de l'ancien système de vote. Haute fonctionnaire de la colonie britannique pendant dix-neuf ans, elle est passée sans transition au service de Pékin. Sa feuille de route paraît tracée. Elle devrait comporter l'adoption d'une loi antisécession, prévue par l'article 23 de la Loi fondamentale, pour pouvoir sévir contre les opposants politiques... Mais il n'est pas sûr qu'elle en prenne le risque. En effet, le localisme est en train de s'enraciner. Il a déjà le soutien des classes moyennes. Saura-t-il gagner celui des classes populaires ?

(1) François Bougon et Florence de Changy, « Xi Jinping met en garde les démocrates de Hongkong », *Le Monde*, 3 juillet 2017.

(2) Stuart Lau, « Chinese state leader Zhang Dejiang announces Beijing's plans to tighten grip on Hongkong », *South China Morning Post*, Hongkong, 27 mai 2017.

(3) Formule qui signifie que peuvent coexister deux systèmes (capitaliste à Hongkong comme à Taïwan et socialiste sur le continent), à condition de reconnaître un seul pays : la République populaire de Chine.

(4) Lau San-ching, *Dix ans dans les camps chinois. Témoignage, 1981-1991*, préface de Jean-Jacques Gandini, Dagorno - L'Esprit frappeur, Paris, 2002.

(5) Lire Nahana Siby, « L'été de la révolte se prolonge à Hongkong », *Le Monde diplomatique*, octobre 2014.

(6) Kwong Ying-ho, « L'essor du localisme à Hongkong : une nouvelle voie pour le mouvement démocratique ? » *Perspectives chinoises*, Hongkong, septembre 2016.

# Donald Trump débordé par le parti antirusse

(Suite de la première page.)

Promettant de subordonner les considérations géopolitiques aux intérêts économiques des États-Unis, il s'adressa à la fois aux partisans d'un nationalisme économique (« L'Amérique d'abord »), nombreux dans les États industriellement sinistrés, et à ceux que quinze ans de guerres ininterrompues, avec pour résultat le pourrissement de la situation ou le chaos généralisé (Afghanistan, Irak, Libye), avaient convaincus des mérites d'un certain réalisme. « Nous nous porterions mieux si nous ne nous étions pas occupés du Proche-Orient depuis quinze ans (3) », concluait M. Trump en avril 2016, certain que l'« arrogance » des États-Unis avait provoqué « un désastre après l'autre » et « coûté des milliers de vies américaines et des milliers de milliards de dollars ».

Inattendu de la part d'un candidat républicain, ce diagnostic rejoignait le sentiment de la fraction la plus progressiste du Parti démocrate. M<sup>me</sup> Peggy Noonan, qui écrivit les discours les plus remarquables de Ronald Reagan et de son successeur immédiat, M. George H. Bush, le souligna à l'époque : « En matière de politique étrangère, [M. Trump] s'est positionné à la gauche de Hillary Clinton. Elle est belliciste, trop dérangée par le désir d'utiliser la force armée, et elle manque de discernement. Ce sera la première fois dans l'histoire moderne qu'un candidat républicain à l'élection présidentielle se situera à gauche de sa rivale démocrate, et cela rendra les choses intéressantes (4). »

Intéressantes, les choses le sont encore, mais pas tout à fait comme M<sup>me</sup> Noonan l'avait prédit. Tandis que la « gauche » postule que la paix découle non pas de l'intimidation des autres nations, mais de rapports plus équitables avec elles, M. Trump, totalement indifférent au sentiment de l'opinion publique mondiale, opère comme un maquignon en quête du meilleur « deal » pour lui et ses électeurs.

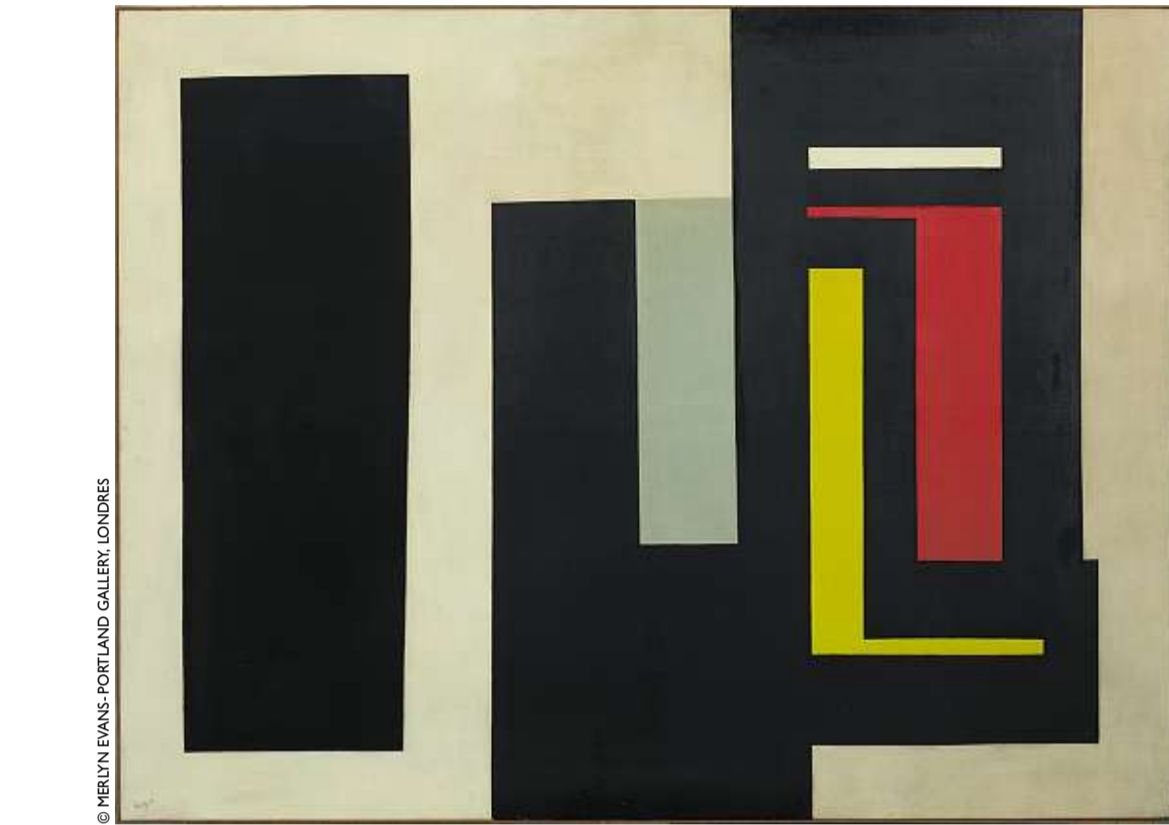
## Soupçon d'une entente ténébreuse

LE « BON DEAL », le président des États-Unis espérait le conclure avec Moscou. Un nouveau partenariat aurait inversé la détérioration des rapports entre les deux puissances en favorisant leur alliance contre l'Organisation de l'État islamique (OEI) et en reconnaissant l'importance de l'Ukraine pour la sécurité russe. L'actuelle paranoïa américaine relative à tout ce qui concerne le Kremlin conduit à oublier qu'en 2016, après l'annexion de la Crimée et l'intervention directe de Moscou en Syrie, M. Barack Obama relativisait lui aussi le danger représenté par M. Vladimir Poutine. Ses interventions en Ukraine et au Proche-Orient n'étaient, selon lui, que des improvisations, des raidissements mal maîtrisés face à des « États-clients sur le point de lui échapper » (5).

M. Obama ajoutait : « Les Russes ne peuvent pas nous changer ou nous affaiblir de façon significative. C'est un petit pays, c'est un pays faible, et leur économie ne produit rien que d'autres veulent acheter, si ce n'est du pétrole, du gaz et des armes. » Ce qu'il redoutait alors de son homologue russe, c'était surtout... la sympathie qu'il inspirait à M. Trump et à ses partisans : « Trente-sept pour cent des électeurs républicains approuvent Vladimir Poutine, l'ancien chef du KGB. Ronald Reagan doit se retourner dans sa tombe (6) ! »

Dès janvier 2017, le sommeil éternel de Reagan avait retrouvé sa tranquillité. « Les présidents arrivent et repartent, mais la politique ne change pas », concluait M. Poutine (7). Les historiens étudieront un jour ces quelques semaines pendant lesquelles convergèrent les efforts des services de renseignement américains, des dirigeants de l'aile clintonienne du Parti démocrate, de la plupart des élus républicains et des médias hostiles à M. Trump. Leur projet commun ? Empêcher toute entente entre Moscou et Washington.

Les motifs de chacun étaient différents. Les services de renseignement et



© MERLYN EVANS-PORTLAND GALLERY, LONDRES

MERLYN EVANS. – « Composition No. 2 », 1965

Le problème des alliances militaires n'est donc pas tant à ses yeux qu'elles risquent d'étendre les conflits davantage qu'elles ne dissuadent les agressions, mais qu'elles reviennent trop cher aux Américains. Et que, à force de régler la note, ceux-ci voient leur pays devenir « une nation du tiers-monde ». « L'OTAN [Organisation du traité de l'Atlantique nord] est obsolète, assène M. Trump le 2 avril 2016 lors d'un meeting. Nous défendons le Japon, nous défendons l'Allemagne, et ils ne nous paient qu'une fraction de ce que ça nous coûte. L'Arabie saoudite s'écroulerait si nous partions. Il faut se montrer disposé à quitter la table, faute de quoi vous n'obenez jamais un bon deal. »

certains éléments du Pentagone redoutaient qu'un rapprochement entre MM. Trump et Poutine les prive d'un ennemi présentable, une fois détruit le pouvoir militaire de l'OEI. Les clintoniens avaient hâte d'imputer leur défaite inattendue à d'autres raisons que la candidate choisie et sa campagne inepte : le piratage des données du Parti démocrate imputé à Moscou ferait l'affaire. Les néoconservateurs, « qui avaient promu la guerre d'Irak, qui détestaient Poutine et qui jugeaient que la sécurité d'Israël n'était pas négociable (8) », étaient révoltés par les tentations néo-isolationnistes de M. Trump.

Enfin, les médias, le *New York Times* et le *Washington Post* en particulier, rêvaient d'une nouvelle affaire du Watergate. Ils n'ignoraient pas que leur lectorat – bourgeois, urbain, cultivé – détestait avec passion le président élu, méprisait sa vulgarité, ses tropismes d'extrême droite, sa violence, son inculture (9). Et rechercherait par conséquent n'importe quelle information ou rumeur susceptible de provoquer sa destitution ou sa démission forcée. Un peu comme dans *Le Crime de l'Orient-Express*, le roman d'Agatha Christie, chacun avait en somme ses raisons de frapper, mais toutes les mains désignaient la même cible.

L'intrigue se noua d'autant plus facilement que les frontières séparant ces quatre univers étaient assez poreuses. Entre les faucons républicains, incarnés par M. John McCain, président de la commission des forces armées du Sénat, et le complexe militaro-industriel, l'entente allait de soi. Les architectes des dernières aventures impériales américaines, en particulier en Irak, avaient mal vécu la campagne de 2016 et les quolibets que M. Trump réserva à leur expertise. Une cinquantaine d'intellectuels et d'officiels annoncèrent que, bien que républicains, ils refuseraient de soutenir le candidat de leur parti qui « mettrait la sécurité nationale du pays en danger ». Certains franchirent le pas et votèrent pour M<sup>me</sup> Clinton (10).

Restait la presse. Elle aussi redoutait que l'incompétence de M. Trump ne menace l'ordre international dominé par les États-Unis. Elle n'avait aucune prévention contre les croisades militaires, surtout quand celles-ci pouvaient être badigeonnées de grands principes humanitaires, internationalistes, progressistes. Or, selon ces critères, ni M. Poutine ni sa prédilection pour des nationalistes de droite n'étaient irrécupérables. Mais l'Arabie saoudite ou Israël, pas davantage. Cela n'empêchait pas Riyad de pouvoir compter sur le *Wall Street Journal*, férocement antirusse. Quant à Israël, la quasi-totalité des médias américains appuyaient sa politique, bien que l'extrême droite participe à son gouvernement.

Un peu plus d'une semaine avant que M. Trump ne prenne ses fonctions, le journaliste et avocat Glenn Greenwald – à qui l'on doit la publication des révélations de M. Edward Snowden sur le programme de surveillance de masse de la National Security Agency (NSA) – alertait sur le cours des événements. Il observait que les médias américains étaient devenus « l'outil le plus précieux » des services de renseignement, « que pour la plupart ils révèrent, servent, croient et soutiennent ». Au même moment, les démocrates, « encore sous le choc d'un échec électoral aussi inattendu que traumatisant », lui semblèrent « perdre la raison et endosser n'importe quelle supputation, saluer n'importe quelle tactique, s'allier à n'importe quel scélérat » (11).

La coalition antirusse n'avait pas encore atteint tous ses objectifs, mais déjà Greenwald entrevoyait les ambitions de l'« État profond » : « On assiste en ce moment à une guerre ouverte entre, d'une part, cette faction non élue mais très puissante qui réside à Washington et voit passer les présidents et, d'autre part, celui que la démocratie américaine a élu président. » Alimentée par les services de renseignement, une conjecture galvanisait tous les adversaires du nouveau locataire de la Maison Blanche : Moscou détenait contre M. Trump des secrets compromettants – financiers, électoraux, sexuels – qui le paralyseraient en cas de crise entre les deux pays (12).

Le soupçon d'une entente ténébreuse de cet ordre, que l'économiste clintonien Paul Krugman a résumée en parlant d'un « axe Trump-Poutine », a transformé le militantisme antirusse en arme de politique intérieure contre un président de plus en plus détesté en dehors du bloc ultraconservateur. Il n'est plus rare d'entendre des militants de gauche devenir des apologistes du FBI ou de la CIA, depuis que ces deux agences servent de repaire à une opposition larvée au président américain. Et qu'elles le combattent par des fuites permanentes.

On comprend pourquoi le piratage des données du Parti démocrate, imputé par

les services de renseignement américains à la Russie, ensorcelle le Parti démocrate et la presse. Coup double : il permet de délégitimer l'élection de M. Trump et interdit à celui-ci de promouvoir quelque dégel que ce soit avec Moscou. Pourtant, quand Washington s'offusque de l'ingérence d'une puissance étrangère dans les affaires intérieures d'un autre État, qui relève encore cette bizarrerie ?

Et qui signale que les conversations téléphoniques de M<sup>me</sup> Angela Merkel n'ont pas été espionnées par le Kremlin, mais par la Maison Blanche de M. Obama ? Interrogeant l'ancien directeur du renseignement américain James Clapper, un représentant – républicain – de Caroline du Nord, M. Thomas Tillis, rompit ce silence en janvier dernier. Il rappela que les États-Unis « s'étaient mêlés de 81 élections depuis la seconde guerre mondiale. Cela n'inclut ni les coups d'État ni les « changements de régime » par lesquels nous avons cherché à modifier la situation à notre avantage. Pour

## « Dans la périphérie de l'OTAN »

EN SEPTEMBRE, des manœuvres militaires russes, sans précédent depuis la chute du Mur, devraient mobiliser près de cent mille soldats, marins et aviateurs à proximité de l'Ukraine et des pays baltes. De quoi offrir au *New York Times* la matière d'un article de « une » rappelant la campagne d'affolement que le journal alimenta en 2002-2003 contre les prétendues « armes de destruction massive » de l'Irak. N'y manquait ni le colonel américain annonçant sombrement : « Chaque matin quand nous nous réveillons, nous savons que la menace » ; ni l'inventaire de l'arsenal russe, d'autant plus terrifiant qu'il se doublait d'une disposition aux « campagnes de désinformation » ; ni l'évocation des véhicules de combat de l'OTAN qui, entre l'Allemagne et la Bulgarie, « s'arrêtent pour laisser les enfants monter à bord ».

Mais le plus délicieux dans ce modèle de journalisme (embarqué avec l'armée) fut assurément le moment où, pour localiser les exercices de Moscou sur son propre territoire et en Biélorussie, le *New York Times* eut recours à l'expression « dans la périphérie de l'OTAN » (13)...

Dorénavant, toute tentative d'apaisement avec Moscou venant de Paris ou de Berlin sera jugée « munichoise » par un establishment néoconservateur qui a repris la main à Washington, et pourfendue sur-le-champ par la quasi-totalité des médias américains. On en est au point où, se penchant sur la forte baisse de popularité du président français, le *New York Times* a déniché une explication, miroir parfait de son obsession : « La réception luxueuse de Donald J. Trump

sa part, la Russie a agi de même 36 fois. » Qu'on n'attende pas qu'une telle mise en perspective édulcorée trop souvent les fulminations du *New York Times* contre les fourberies de Moscou.

Le quotidien oublie également de rappeler à ses jeunes lecteurs que le président russe Boris Eltsine, qui, en 1999, choisit M. Poutine pour successeur, avait été réélu trois ans plus tôt, bien que très malade et souvent ivre, au terme d'un scrutin frauduleux conduit avec l'assistance de conseillers américains et avec l'appui déclaré du président des États-Unis. Le *New York Times* avait pourtant salué ce résultat dans un éditorial intitulé « Une victoire pour la démocratie russe » (4 juillet 1996). « Les forces de la démocratie et de la réforme ont remporté une victoire décisive mais pas définitive », estimait-il alors. « Pour la première fois dans l'histoire, une Russie libre a librement choisi son dirigeant. »

Désormais, le quotidien new-yorkais se situe aux avant-postes de la préparation psychologique à un conflit contre la Russie. Une telle dynamique ne rencontre presque aucune résistance. À droite, pendant que le *Wall Street Journal* réclame, le 3 août, que les États-Unis arment l'Ukraine, le vice-président Michael Pence évoque en Estonie le « spectre de l'agression » russe, puis encourage la Géorgie à rejoindre l'OTAN, enfin salue le Monténégro qui vient d'adhérer à l'alliance militaire.

Loin de s'inquiéter de cette avalanche de gestes provocateurs, qui coïncident avec une montée des tensions entre les deux grandes puissances (sanctions commerciales contre Moscou, expulsion de diplomates américains par la Russie), *The New York Times* joue les pyromanes. Il salue, le 2 août, la « réaffirmation de l'engagement américain à défendre les nations démocratiques contre les pays qui les menaceraient », puis regrette que le sentiment de M. Pence « ne soit pas également éprouvé et célébré par l'homme pour qui il travaille à la Maison Blanche ». Mais, à ce stade, peu importe à vrai dire ce que M. Trump éprouve encore. Le président des États-Unis n'est plus en mesure d'imprimer sa volonté sur ce dossier. Ayant constaté cette impuissance, Moscou en tire les conséquences.

et Vladimir V. Poutine, l'un et l'autre peu aimés en France, surtout à gauche, ne l'a pas aidé (14) ».

Les États européens sauront-ils enrayer l'engrenage militaire qui se dessine ? En ont-ils la volonté ? La crise coréenne devrait en tout cas leur avoir rappelé que Washington est indifférent aux pots cassés loin de chez lui. Soucieux de crédibiliser la menace nucléaire du président Trump en Extrême-Orient, le sénateur républicain Lindsey Graham a laissé échapper le 1<sup>er</sup> août que, « si des milliers de gens meurent, ils mourront là-bas, pas ici ». Il ajouta que le président des États-Unis partageait son sentiment : « Il me l'a dit. »

SERGE HALIMI.

(3) « Today », NBC, 21 avril 2016.

(4) Peggy Noonan, « Simple patriotism trumps ideology », *The Wall Street Journal*, New York, 28 avril 2016.

(5) « The Obama doctrine », entretien avec Jeffrey Goldberg, *The Atlantic*, Boston, avril 2016.

(6) Conférence de presse du 16 décembre 2016.

(7) *Le Figaro*, Paris, 31 mai 2017.

(8) Michael Crowley, « GOP hawks declare war on Trump », *Politico*, Arlington, 2 mars 2016.

(9) Lire « La déroute de l'intelligentsia », *Le Monde diplomatique*, décembre 2016.

(10) « Statement by former national security officials », 8 août 2016, [www.globalsecurity.org](http://www.globalsecurity.org)

(11) Fox News, 12 janvier 2017. La veille, Greenwald avait détaillé ses propos dans « The deep state goes to war with president-elect, using unverified claims, as Democrats declare », *The Intercept*, 11 janvier 2017.

(12) Lire « Marionnettes russes » et « L'État profond », *Le Monde diplomatique*, janvier et mai 2017.

(13) Eric Schmitt, « US troops train in Eastern Europe to echoes of the Cold War », *The New York Times*, 6 août 2017.

(14) Adam Nossiter, « Macron's honeymoon comes to a halt », *The New York Times*, 7 août 2017.

# Métamorphoses du paysage

**M. Donald Trump et les médias américains cultivent une relation d'amour-haine : les journalistes qui ont offert à ses frasques une formidable publicité gratuite dissèquent à présent sa présidence ; lui les étrille sans relâche. Ces rapports tendus masquent une homogénéisation de l'économie des médias. Même les nouveaux sites d'information adoptent un modèle qui décourage l'enquête sociale et le reportage.**

PAR RODNEY BENSON \*

IL Y A UN DEMI-SIÈCLE, le président américain Richard Nixon fustigeait « les médias » comme s'il s'agissait d'une seule entité indistincte. A une époque dominée par une poignée de chaînes de télévision, de magazines et de journaux, il n'avait pas tout à fait tort. Toutefois, depuis le début des années 2000, le paysage s'est largement diversifié.

On peut distinguer au moins trois familles, tous genres et supports confondus. D'abord celle de l'info-divertissement de masse (1), avec des sites Internet bien établis comme BuzzFeed et le Huffington Post ainsi que de grandes chaînes de télévision nationales (CBS, ABC, NBC, leurs filiales locales et la chaîne d'information CNN. Puis vient la famille partisane (2), représentée par Fox News (conservatrice), MSNBC (progressiste), des radios principalement conservatrices, la blogosphère et les satires politiques comme le « Daily Show », présenté par Trevor Noah, et « Last Week Tonight with John Oliver ». La troisième famille privilégie un journalisme de qualité, avec

des titres comme le *New York Times*, le *Wall Street Journal*, *Politico*, des magazines nationaux comme *Time* et *The Atlantic*, ainsi que les principaux journaux régionaux. Les secteurs public et associatif, minoritaires mais dynamiques, proposent parfois un contrepoint à ce système indexé sur l'économie de marché.

Mais les limites entre ces catégories sont floues et poreuses. Des chaînes de télévision et des sites comme le Huffington Post et Vox tentent de réconcilier journalisme de qualité et info-divertissement ; la neutralité politique affichée par le *New York Times* et d'autres médias dominants est vivement contestée, pas seulement par des critiques conservateurs (lire l'article pages 1 et 17). À l'autre bout du spectre, quand la plus grande télévision locale, Sinclair, regardée par 70% des foyers américains, recrute un ancien porte-parole de M. Donald Trump au poste d'analyste politique en chef, on lui reproche d'utiliser ses 173 chaînes pour « promouvoir un programme essentielle-ment de droite » (3).

## « Tu gagnes trop de Pulitzer »

POUR bien comprendre l'avènement de ce nouvel écosystème, il faut revenir sur la période qui a suivi le prétendu « âge d'or » des années 1970, marqué par le Watergate (1972-1974) : les années 1980 et 1990, au cours desquelles le profit devint l'alpha et l'oméga des médias.

Alors que, en France, nombre de journaux dépensent plus qu'ils ne gagnent et ne pourraient survivre sans les aides publiques, l'information rapporte gros aux États-Unis, et depuis longtemps. Dans les années 1980, un groupe coté en Bourse comme Gannett, qui publie notamment *USA Today* (le quotidien national le plus vendu du pays), réalise avec ses cent titres un profit net de 25 %, voire plus. Il s'impose comme un modèle à suivre. La recette ? Éliminer la concurrence afin de s'assurer un monopole local, réduire le personnel et comprimer les budgets, bourrer les pages de dépêches bon marché et maximiser la publicité.

\* Professeur de sociologie et de sciences des médias à la New York University.

Tout récemment encore, celle-ci représentait 80% du chiffre d'affaires de la presse écrite américaine, soit la plus grande proportion dans les pays occidentaux.

Le basculement de l'engagement au service du public vers la logique mercantile apparut en pleine lumière lorsque, un jour de 1986, Wall Street fit dégringoler le cours des actions de Knight Ridder alors que le légendaire groupe de presse venait de récolter sept prix Pulitzer, l'une des plus prestigieuses récompenses professionnelles du monde. Un analyste boursier aurait alors expliqué à M. Frank Hawkins, directeur du conglomérat, qui l'interrogeait sur la cause de ce décrochage : « C'est parce que tu gagnes trop de Pulitzer. L'argent consacré à ces projets devrait rester dans la case "résultats" » (4). » La pression a continué à s'accroître dans les années 1990, plaçant l'optimisation des profits au-dessus de toute autre considération.

C'est dans ce contexte peu glorieux que survient, par vagues successives, la crise

du début du XXI<sup>e</sup> siècle : déclin des petites annonces et des réclames imprimées, non compensé par l'activité en ligne ; crises financières de 2001 et 2008, qui rognent encore les revenus publicitaires. Entre 2005 et 2016, ces derniers sont passés de 49 à 20 milliards de dollars (42 à 17 milliards d'euros), dont seulement 30% glanés en ligne, où les tarifs restent moins élevés. Quoique en augmentation, les recettes des abonnements ne compensent pas les pertes publicitaires. Les cours des actions ont plongé et un tiers des soixante mille emplois à temps plein de journaliste de presse écrite ont disparu, les coupes les plus importantes touchant l'investigation et la couverture des affaires publiques (5).

Résultat : un nombre croissant de groupes cotés vendent des titres importants à des grandes fortunes. En 2013, le fondateur d'Amazon, M. Jeffrey Bezos, acquiert le *Washington Post*, et le propriétaire de l'équipe de base-ball des Boston Red Sox, M. John Henry, rachète le *Boston Globe*. L'année suivante, M. Glen Taylor, propriétaire de l'équipe de basket du Minnesota Timberwolves, met la main sur le *Star Tribune*, le plus important journal de cet État. Fin 2015, le milliardaire ultraconservateur Sheldon Adelson s'offre le *Las Vegas Review-Journal*. Ces magnats ont injecté un élément de diversité dans un univers économique homogène et pourraient, s'ils le souhaitent, résister à la pression du profit.

Le *Washington Post* et le *New York Times* ont été des précurseurs en enquêtant sur l'administration de M. Trump, et ce n'est pas un hasard si aucun des deux n'est détenu par un groupe de médias (la majorité des actions du *New York Times* appartiennent à la famille Sulzberger). Néanmoins, ce type de propriété individuelle suscite de nouvelles inquiétudes sur de possibles biais politiques, conflits d'intérêts ou manques de transparence. M. Trump a sauté sur l'occasion pour tweeter contre l'« Amazon *Washington Post* » et menacé l'entreprise de vente en ligne d'une enquête antitrust pour intimider M. Bezos. Si les motivations réelles du président américain ne relèvent assurément pas du seul droit de la concurrence, il est vrai qu'Amazon domine un nombre croissant de secteurs, ce qui multiplie les risques de conflit d'intérêts.

Pour la plupart des citoyens, la télévision reste la principale source d'information (57% des adultes recouraient à ce moyen en 2016, contre 38% à Internet, selon le Pew Research Center). Soucieux de maintenir leur audience à l'ère du câble et d'Internet, les grands journaux télévisés (ABC, CBS, NBC) deviennent de plus en plus sensationnalistes et superficiels. La couverture des questions de fond pendant la campagne présidentielle est passée de deux cent vingt minutes en 2008 à trente-deux minutes en 2016 (6). À l'inverse, les sites ouvertement partisans,

comme les radicaux de droite Breitbart et Infowars, traitent de questions de fond, mais déforment les faits, quand ils ne mentent pas purement et simplement.

Dans la plupart des démocraties, il serait logique que l'État intervienne pour pallier l'effondrement économique de ce système hypercommercial, marqué par la sous-production d'informations de qualité et la surproduction de nouvelles sensationnalistes et trompeuses. Aux États-Unis, en revanche, une action publique soulèverait l'opposition farouche d'une coalition de conservateurs anti-État et de journalistes professionnels motivés par une lecture rigoriste du premier amendement, qui interdit selon eux toute action de l'exécutif dans la presse. Certes, les médias du « service public » ne sont pas à l'abri des pressions étatiques, mais lorsque leur autonomie bénéficie d'une protection

structurelle, comme au Royaume-Uni, en Allemagne et dans les pays scandinaves (7), ils proposent en général des informations bien plus approfondies et critiques que leurs pendants commerciaux.

Par comparaison avec d'autres grands pays démocratiques, les États-Unis ont de loin le plus petit secteur de médias subventionnés. Les financements de Public Broadcasting Service (PBS) et de National Public Radio (NPR) représentent moins de 3 euros par habitant, contre 70 euros en France, 86 euros au Royaume-Uni, 116 euros en Allemagne et 152 euros en Norvège. En réalité, la majorité des fonds de PBS et NPR provient de donations, en vertu du statut hybride de ces groupes audiovisuels, à la fois public et à but non lucratif. Pourtant, même en incluant ces dons, les médias publics américains ne récoltent pas 8 euros par tête (8).

## En quête d'un public haut de gamme

BIEN qu'ils aient revu à la baisse leurs ambitions journalistiques depuis la crise économique, les médias commerciaux traditionnels (c'est-à-dire des sociétés qui produisaient à l'origine des journaux, des magazines et des chaînes de télévision) restent dominants, tant en termes de chiffre d'affaires que de bénéficiaires ou d'audience en ligne. Les principaux sites d'information, le Huffington Post et BuzzFeed, génèrent très peu de profits, voire aucun. On est loin de la marge habituelle de 8 à 15% de la presse papier, sans compter les résultats grassouillets des chaînes d'information du câble.

Les médias numériques financés uniquement par la publicité en ligne travaillent avec des équipes minuscules et moins bien payées que les rédactions traditionnelles. La version américaine du Huffington Post ne compte qu'environ 250 rédacteurs à temps plein, dont beaucoup se contentent de recycler ce que produisent d'autres organes de presse, tandis que le *New York Times* emploie 1 300 journalistes professionnels à temps plein, dont aucun n'est censé agréger des contenus déjà existants.

D'après les données recueillies par ComScore en 2015, les médias traditionnels attirent plus d'internautes que leurs concurrents nés en ligne. Dans l'ordre, de grands noms comme ABC, CNN, NBC, CBS, USA Today, le *New York Times* et Fox News figurent parmi les dix sites d'information les plus consultés aux États-Unis. En incluant les importations britanniques comme la BBC (15<sup>e</sup>) et le Guardian (17<sup>e</sup>), ils occupent 29 des 50 premières places de ce classement.

Que 21 médias de la nouvelle génération figurent dans ce classement atteste cependant une transformation notable. Les organes de presse présents uniquement sur Internet offrent un large éventail de sujets, d'idées et de formats. Des agrégateurs comme le Huffington Post et BuzzFeed produisent de plus en plus de contenus originaux, y compris des informations et des reportages politiques. Politico et The Hill donnent un aperçu détaillé des coulisses de la politique. Au-delà du Top 50, des sites plus modestes comme Medium (lancé par M. Evan Williams, cofondateur de Twitter) privilégient les longs articles de fond. Deux méritent une attention particulière pour leurs pratiques journalistiques singulières : Vox et Vice News.

Loin du scoop, les rédacteurs de Vox choisissent des sujets complexes, comme le conflit syrien, le système de santé américain ou le changement climatique, et apportent une analyse en profondeur agrémentée de graphiques, de questions-réponses et de diaporamas. Des dossiers thématiques, ludiques mais sérieux, traitent de sujets aussi variés que « Les 18 meilleurs programmes télévisés disponibles actuellement » (mis à jour toutes les semaines), « Violences policières : 9 faits à connaître » (4 janvier 2016), « Le bitcoin expliqué » (3 novembre 2015) et « Comprendre le système migratoire américain » (4 août 2015).

Vice News se caractérise par un journalisme d'immersion au ton très personnel qui met l'accent sur l'aspect visuel. Dans

ses séries de documentaires diffusées sur la chaîne câblée Home Box Office (HBO) – mais aussi disponibles gratuitement sur son site ou sa chaîne YouTube –, il offre un aperçu précieux de la vie dans des pays comme l'Ukraine ou la Corée du Nord et même, en 2014, dans les territoires tenus par l'Organisation de l'État islamique (documentaire qui a remporté le prix Peabody) ; en août, il a couvert la manifestation d'extrême droite à Charlottesville (Virginie). D'après Danny Gold, correspondant de Vice News, il s'agit de « s'effacer » et de servir de « pont » pour que les protagonistes du documentaire expriment leur point de vue personnel (9). Vice News touche un public bien plus jeune – 25 ans en moyenne – que les médias traditionnels.

Il y a tout de même une ombre au tableau : celle que fait planer sur l'information le publiereportage moderne, connu sous le nom de « publicité native », car les contenus sponsorisés sont subtilement intégrés au cœur de l'éditorial. Vice News, tout comme BuzzFeed, en est l'un des pionniers, grâce à son agence de marketing Virtue. Par exemple, l'un de ses sites, appelé The Creators Project et financé par son « partenaire fondateur Intel », propose des reportages où des ingénieurs et des artistes utilisent du matériel de la marque d'informatique. La dénomination « partenaire fondateur » suggère que les marques ne se contentent pas d'associer leur nom à un programme, mais cherchent à infléchir la ligne éditoriale en fonction de leur intérêt.

Derrière l'image tendance et alternative que cultive Vice News se cache un schéma commercial on ne peut plus capitaliste. Parmi ses investisseurs, on trouve la Fox (M. James Murdoch, fils du magnat Rupert Murdoch, siège désormais à son conseil d'administration), Time Warner Inc., Hearst, Disney, A&E Network et nombre d'autres sociétés de capital-risque. En somme, les nouveaux sites d'information en ligne offrent un paysage contrasté. Leurs qualités distinctives pourraient s'avérer fragiles, une fois l'élan expérimental initial rattrapé et domestiqué par les impératifs commerciaux.

On tient souvent pour acquis ce principe : les domaines où les médias commerciaux ne peuvent ou ne veulent pas

(1) Lire Sophie Eustache et Jessica Trochet, « De l'information au piège à clics », *Le Monde diplomatique*, août 2017.

(2) Lire « Délire partisan dans les médias américains », *Le Monde diplomatique*, avril 2014.

(3) Sydney Ember, « Sinclair requires TV stations to air segments that tilt to the right », *The New York Times*, 12 mai 2017.

(4) Philip Meyer, *The Vanishing Newspaper: Saving Journalism in the Information Age*, University of Missouri Press, Columbia, 2004.

(5) « Newspapers fact sheet », Pew Research Center, Washington, DC, 2 juin 2017.

(6) Comptage effectué deux semaines avant le scrutin. Andrew Tyndall, « Issues? What issues? », Tyndall Report, 25 octobre 2016, <http://tyndallreport.com>

(7) Lire André Schiffrin, « L'État norvégien protecteur de la culture », *Le Monde diplomatique*, mars 2010.

(8) Rodney Benson, Matthew Powers et Timothy Neff, « Public media autonomy and accountability: Best and worst policy practices in 12 leading democracies », *International Journal of Communication*, vol. 11, Los Angeles, 2017.

(9) Déclarations de Danny Gold au New York Center for Communication, New York, 23 novembre 2015.

UNE INFORMATION DÉGRADÉE

# médiatique américain

s'aventurer, notamment l'enquête et le reportage sur les questions sociales, incombent à la philanthropie. Mais le journalisme à but non lucratif suffit-il vraiment à combler le vide ?

Entre 2005 et 2014, 308 médias à but non lucratif sont apparus aux États-Unis, dans vingt-cinq États (10). La plupart fonctionnent essentiellement grâce à des contributions de grandes fondations comme Ford, MacArthur, Gates et Knight, et estiment assurer une forme de service public. Une étude récente portant sur dix-huit d'entre eux (tant locaux ou régionaux que fédéraux) montre qu'ils affectent 34% à 85% de leur budget à l'éditorial, contre 12% à 16% en moyenne pour les médias commerciaux (11). Ils se spécialisent en général dans les reportages et enquêtes sur la politique intérieure ou les affaires étrangères.

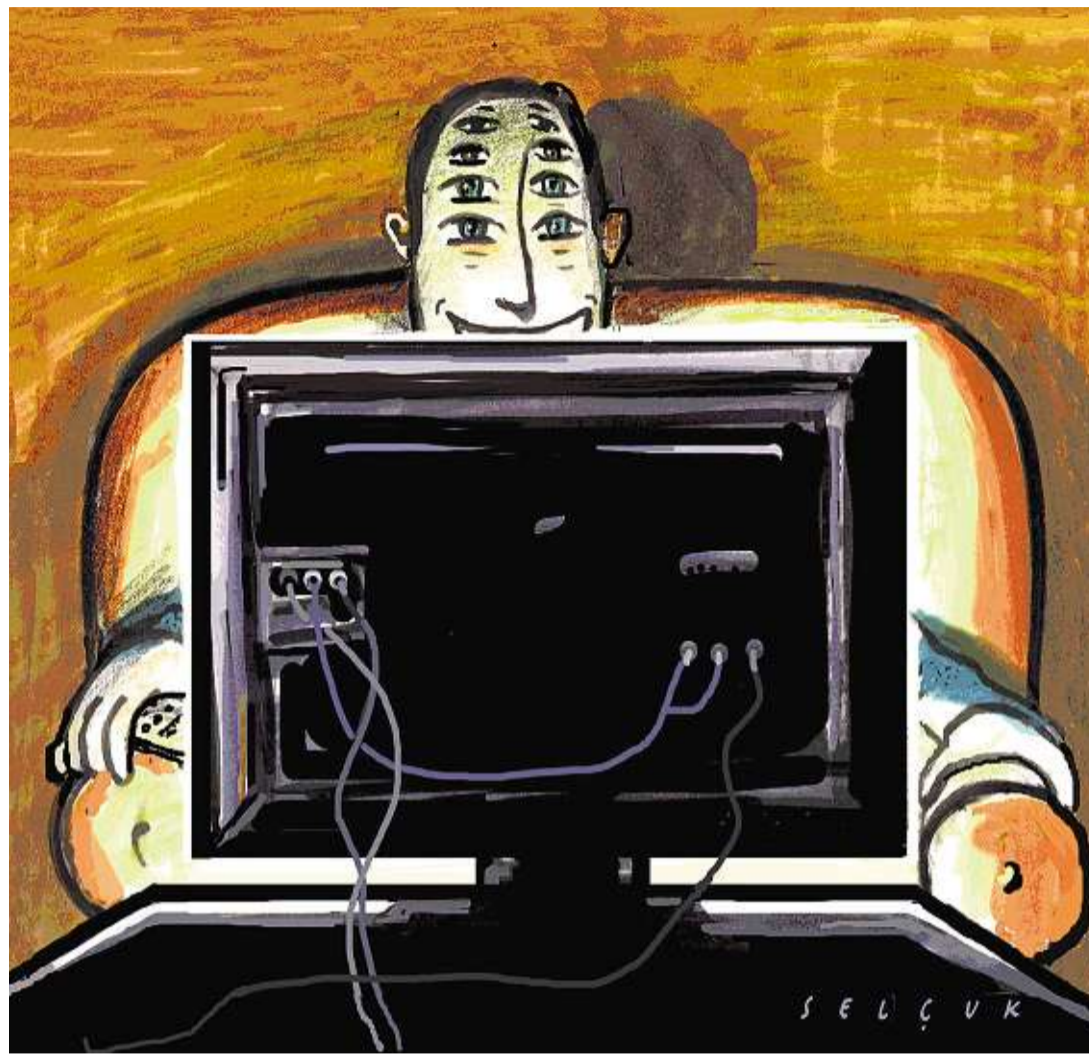
Cette presse à but non lucratif a contribué au renouveau du journalisme d'investigation, comme le site ProPublica (fondé en 2008), lauréat de trois prix Pulitzer, et d'autres moins récents dans mais en pleine expansion : le Center for Investigative Reporting (fondé en 1977) et le Center for Public Integrity (fondé en 1989). ProPublica a par exemple braqué les projecteurs sur la Croix-Rouge (12), sur les accointances entre la Réserve fédérale et certains géants financiers, ou encore sur les efforts particulièrement agressifs des hôpitaux pour récupérer l'argent que leur doivent des familles modestes.

En dépit de ces réalisations, toutes ancrées dans un courant de réformisme libéral de gauche, les fondations ne peuvent contrebalancer l'échec économique du journalisme commercial américain. Les dons aux organes de presse atteignent au mieux 150 millions de dollars par an : une goutte d'eau par rapport à la perte des revenus publicitaires dans la grande presse. Les plus importants médias à but non lucratif, ProPublica et le *Christian Science Monitor*, emploient entre soixante-dix et quatre-vingts journalistes chacun. Mais nombre d'autres fonctionnent avec des équipes d'une douzaine de journalistes tout au plus.

En outre, la plupart des fondations ne s'engagent pas sur le long terme. Avec leurs conseils d'administration dominés par des chefs d'entreprise, elles convoient leur action comme une aide transitoire permettant aux organes à but non lucratif de pérenniser leur assise en devenant de vraies entreprises. Ainsi leur conseillent-elles de destiner leur information à un public haut de gamme, susceptible à la fois de signer des chèques et d'attirer des annonceurs de prestige. Certains médias, comme ProPublica, mettent leurs articles à la libre disposition de sites commerciaux : ils gagnent en visibilité, mais pas en autonomie économique ni en indépendance vis-à-vis de leurs donateurs.

Les publications à but non lucratif qui tentent de toucher un public moins élitiste rencontrent encore plus de difficultés. Le *San Francisco Public Press*, fondé en 2009 par Michael Stoll, qui voulait en faire « le *Wall Street Journal du peuple* », refuse la publicité et le parrainage des grandes entreprises. « *Les travailleurs à bas salaire*, explique Stoll, *n'intéressent pas les publicitaires des journaux traditionnels, qui promeuvent des produits de luxe.* » Le *San Francisco Public Press* fonctionne principalement grâce à une main-d'œuvre bénévole et avec un budget annuel inférieur à 100 000 dollars. Malgré la qualité de ses enquêtes, il peine à prendre de l'envergure. Une conclusion s'impose : les médias à but non lucratif qui s'efforcent d'atteindre des publics dédaignés par la presse de marché n'y parviendront guère tant que les fondations qui les financent n'auront d'yeux que pour les nouveaux modèles d'entreprise.

Il faut enfin garder à l'esprit que les dons aux fondations ne sont pas « gratuits ». Ces sommes, débloquées grâce à de généreuses déductions fiscales, constituent une redirection des ressources publiques vers des entités opaques. « *Nous ne sommes pas réglementés, on ne nous demande pas de rendre des comptes*, témoigne un responsable des donations à la presse. *Je n'ai pas besoin de prendre rendez-vous avec des gens que je n'ai pas*



DESSIN DE SELÇUK

*envie de voir, comme tout le monde dans la fondation. Je me dois de faire de mon mieux dans l'exercice de mes fonctions, mais je ne crois pas que les fondations soient la meilleure manière de servir l'intérêt général dans une démocratie* (13). »

Bien souvent, la générosité s'accompagne d'obligations implicites. Les grands donateurs préfèrent financer des projets précis plutôt que le fonctionnement courant, créant une pression permanente pour adapter le contenu à leurs exigences. Compte tenu de leur dépendance à l'égard de la charité privée, les médias publics subissent ces contraintes de plein fouet. En 2012, PBS crée une série en plusieurs épisodes sur l'économie américaine qui, sponsorisée par Dow Chemical, épouse étroitement les intérêts de l'entreprise. En 2013, la même chaîne réalise un documentaire sur les drones subventionné par Lockheed Martin, qui en fabrique. Enfin, en 2014, elle produit une série, *The Pension Peril*, qui détaille les problèmes causés par la retraite des fonctionnaires, avec les subsides d'un investisseur milliardaire qui voudrait les supprimer. « *Ces scandales, confesse le médiateur de PBS, mettent au jour les compromis éthiques dans les arrangements financiers et le manque de transparence pour les téléspectateurs, qui découlent en partie des difficultés à financer le système public de radio-télévision* (14). »

Quelles conclusions tirer des expériences américaines dans le domaine de l'hypercommercialisation médiatique et de la philanthropie ? En dépit de quelques points positifs, des problèmes structurels limitent la capacité du système à informer correctement l'ensemble des citoyens sur les sujets qui les concernent.

Affaiblis, les grands groupes survivent. Gannett a récemment tenté – en vain – de racheter Tronc (pour « Tribune online content », ex-Tribune-Publishing), propriétaire du *Chicago Tribune* et du jadis réputé *Los Angeles Times*. La consolidation du secteur se poursuit. Sept entreprises cotées en Bourse détiennent un quart des journaux américains. La propriété des chaînes locales se concentre comme jamais. Quant aux chaînes nationales, leur rôle dans le spectacle permanent autour de M. Trump ne leur inspire guère de scrupules. Puisque les audiences et les profits grimpent, où est le problème ?

Le journalisme professionnel continue à se raréfier (même le *New York Times*, qui a longtemps résisté, a annoncé au printemps dernier la suppression de cent postes de secrétaire de rédaction). À l'heure où les publicitaires resserrent leur

emprise sur le processus éditorial à travers les contenus sponsorisés, la presse commerciale numérique subit des pressions encore plus fortes que ses prédécesseurs traditionnels. Certes, l'abonnement constitue une manne pour quelques titres d'élite, comme le *Wall Street Journal*, le *Washington Post* et le *New York Times* (qui compte désormais plus de deux millions d'abonnés en ligne), mais il ne peut pas fonctionner pour tous.

Les attaques incessantes de M. Trump contre les journalistes qui le critiquent ont accentué la fragmentation idéologique du paysage médiatique. En 2014, sur une échelle politique graduée de dix points à gauche à dix points à droite, les lecteurs du *New York Times*, du *Washington Post* et de Politico se situaient entre trois et cinq points à gauche, Fox News (hors émissions d'opinion) à deux points à droite du centre, tandis que le reste des médias de droite



AUSSI SÛREMENT que l'aiguille d'une boussole pointe vers le nord, le trajet des poubelles indique le sens de la domination : le faible recueille les restes du fort. Le commerce international n'échappe pas à la règle. Les États-Unis, qui achètent à la Chine des téléphones portables et du travail bon marché, lui revendent... des ballots d'emballages défraîchis, des compressions de bouteilles en plastique, des chiffons et de la ferraille. Ces sous-produits de consommation destinés au recyclage représentent l'une des vitrines mondiales méconnues du *made in USA* : six des dix premières entreprises exportatrices américaines prospèrent dans ce secteur (1), qui a réalisé en 2016 un chiffre d'affaires de 5,6 milliards de dollars (4,8 milliards d'euros) rien qu'avec l'empire du Milieu. Et qui expédie sur les océans plus d'un million de conteneurs remplis de vieux papiers – le produit américain le plus exporté par ce mode de transport. Première importatrice mondiale, la Chine a pour sa part acheté pour 18 milliards de dollars de déchets l'année dernière, dont 7,3 millions de tonnes de plastique usagé. Lequel, une fois trié par des petites mains sous-payées, puis reconditionné, voguera à nouveau vers les supermarchés sous forme d'objets flambant neufs.

Jusqu'ici, industriels et politiques s'accommodaient de ce libre-échange des rebuts : moins de pollution dans les métropoles occidentales ; une matière première bon marché pour les constructeurs chinois ; enfin, ces cargaisons de seconde main permettent aux compagnies maritimes de charger les porte-conteneurs qui, sinon, repartiraient à vide vers les ateliers du monde. Mais voilà : asphyxiée sous les gaz et la crasse, la population chinoise gronde et menace. Et les autorités réagissent. Avec les opérations « Clôture verte », en 2013, puis « Épée nationale », lancée cette année, le gouvernement tente de contrôler le commerce des ordures en élevant la qualité minimale des déchets étrangers autorisés.

Le 18 juillet dernier, Pékin notifiait formellement à l'Organisation mondiale du commerce son intention d'interdire

(Breitbart, les commentateurs Sean Hannity et Rush Limbaugh) s'adressaient à une audience six points à droite du centre. Seuls Yahoo News et le *Wall Street Journal* attireraient un lectorat qui se percevait comme relativement centriste (15).

Pareille situation pose une question cruciale : comment faire circuler l'information entre ces publics clivés ? Souvent accusés de renforcer les préjugés, les réseaux sociaux apporteraient plus de solutions que de problèmes. D'après une étude récente, loin de s'enfermer dans les « bulles de filtre » où ne percent que les nouvelles qui renforcent leurs convictions, les utilisateurs de réseaux sociaux ont plus de chances de se heurter à des points de vue contraires aux leurs que les non-utilisateurs (16).

En définitive, les débats suscités par la polarisation partisane des médias cachent un clivage de classe encore plus abyssal. Les Américains les plus fortunés et les plus

instruits en savent tout autant sur les affaires publiques que leurs homologues européens. Mais, aux États-Unis, un immense fossé sépare le quart inférieur du quart supérieur, tandis qu'en Europe occidentale même les personnes les moins instruites et les moins fortunées sont presque aussi bien informées que les plus privilégiées (17). Rien de surprenant quand on sait que l'élite des médias américains s'engage à fournir « *des informations de qualité pour un public de qualité* (18) », laissant à tous les autres le soin de se débrouiller avec le contenu indigent ou déformé des journaux télévisés ou de certains sites Internet.

Qu'il soit élitiste, partisan ou de masse, aucun média américain n'est parvenu à se pencher sur la précarité liée à la mondialisation qui sous-tend le malaise politique actuel. Rares sont ceux qui daignent parler des populations vivant en marge de l'élite urbaine et culturelle, ou même s'adresser à elles. Il s'agit de groupes sociaux qui pèsent sur le plan électoral, mais qu'aucun indicateur ne place dans la case des donateurs en puissance, des abonnés potentiels ou des cibles publicitaires de choix. Le traitement de M. Trump, qu'il soit flatteur ou critique, rapporte gros ; trop peu de médias ont le courage de porter leur attention ailleurs. Ainsi, les impératifs commerciaux font la loi. En fin de compte, le nouveau paysage médiatique américain pourrait s'avérer beaucoup moins diversifié qu'il ne le paraît au premier abord.

RODNEY BENSON.

(10) Jesse Holcomb et Amy Mitchell, « Personal wealth, capital investments and philanthropy », *State of the News Media*, Pew Research Center, Washington, DC, 26 mars 2014.

(11) « Finding a foothold : How nonprofit news ventures seek sustainability », Knight Foundation, Miami, 28 octobre 2013.

(12) Justin Elliott et Laura Sullivan, « Comment la Croix-Rouge a collecté un demi-milliard de dollars pour Haïti et construit six maisons », 3 juin 2015, www.propublica.org

(13) Entretien avec un responsable de la fondation qui a souhaité garder l'anonymat, mars 2013.

(14) Michael Getler, « Tensions over pensions », PBS Ombudsman, 14 février 2014, www.pbs.org

(15) Amy Mitchell, Jeffrey Gottfried, Jocelyn Kiley et Katerina Eva Matsa, « Political polarization & media habits », Pew Research Center, 21 octobre 2014.

(16) Richard Fletcher et Rasmus Kleis Nielsen, « Using social media appears to diversify your news diet, not narrow it », NiemanLab, 21 juin 2017, www.niemanlab.org

(17) James Curran, Shanto Iyengar, Anker Brink Lund et Inka Salovaara-Moring, « Media system, public knowledge and democracy : A comparative study », *European Journal of Communication*, Thousand Oaks (Californie), vol. 24, n° 1, 2009.

(18) Déclarations d'Arthur Sulzberger Jr., directeur du *New York Times*, à la Columbia School of Journalism, New York, 6 avril 2011.

## Libre-échange des ordures

l'importation de vingt-quatre types de déchets solides d'ici à la fin de l'année afin de « *protéger les intérêts environnementaux de la Chine et la santé du peuple* ». Il ressort en effet des campagnes d'inspection menées depuis quelques mois dans les usines de retraitement que « *de grandes quantités de matières polluantes, voire dangereuses, se retrouvent dans les déchets solides susceptibles d'être utilisés comme matières premières* (2) ». Nul ne sait avec quelle vigueur sera mis en œuvre ce bannissement, qui touche une gamme variée de scories sidérurgiques contenant des métaux lourds, de résidus textiles et, plus important en termes de volume, de rognures de plastique et de papiers mélangés. La prohibition de cette dernière catégorie serait notamment due à l'automatisation du tri des cartons dans les usines américaines. « *La séparation entre les différentes qualités de papier était plus précise lorsqu'elle était effectuée à la main* », note un spécialiste du secteur (3).

Plus fondamentalement, il s'agit pour Pékin de favoriser l'émergence d'une filière nationale de recyclage, en substituant aux déchets importés ceux collectés sur place. Pour l'instant marginales, ces restrictions pourraient se durcir et modifier la circulation mondiale des ordures, miroir décidément fidèle des équilibres géoéconomiques. En attendant, les États-Unis recherchent activement de nouveaux partenaires à qui refourguer leurs poubelles. Le Vietnam, la Malaisie et le sous-continent indien sont sur les rangs.

PIERRE RIMBERT.

(1) Palmarès en volume (et non en valeur) mesuré en nombre de conteneurs de 20 pieds exportés. « Top 100 importers and exporters », *Journal of Commerce*, vol. 18, n° 11, New York, 29 mai 2017.

(2) <https://docs.wto.org>, rubrique « Notifications ».

(3) Bill Mongelluzzo, « China wastepaper import ban less severe than feared », JOC.com, 4 août 2017.

# Ubu règne sur l'université française

*Des élèves en quête d'université, des professeurs exaspérés, des facultés au bord de l'asphyxie... On ne peut pas dire que la rentrée s'annonce sous les meilleurs auspices. Pour diminuer les fonds publics consacrés à l'enseignement supérieur français, les gouvernements ont imaginé des normes quantitatives et des dispositifs qui tous conduisent à un renforcement de la bureaucratie. Jusqu'à l'absurde.*

PAR ALAIN GARRIGOU \*

L'ENSEIGNEMENT coûte cher. Comment ne pas être tenté d'en réduire la facture ? L'État néolibéral n'a pas la primauté de ce souci gestionnaire, conçu comme une exigence de rationalisation. La réponse principale qui y est apportée – limiter les effectifs – se confond peu ou prou avec une sélection sociale. On a un peu oublié que Mai 68 est partiellement né en réaction aux plans d'économies d'un pouvoir effrayé par l'explosion des effectifs universitaires, ou encore que la loi Devaquet (1) a suscité la forte mobilisation de 1986.

Le rejet de ces projets n'y a rien changé : l'université demeure en première ligne. Les gouvernants croient en effet trouver là un gisement tout désigné d'économies par le nombre de fonctionnaires, par leur faible capacité de mobilisation, par le peu d'efficacité d'un premier cycle marqué par l'« échec scolaire » – même si celui-ci ne tient pas à l'université mais au

baccalauréat, qui ne joue pas de rôle d'orientation ; d'autant que l'université assume aussi une fonction, inavouée, de traitement social du chômage.

Face à ces problèmes, l'administration française, convertie au management et aux algorithmes, a cru trouver le sésame qui permet d'échapper à la décision politique et aux risques : l'admission postbac (APB). Que cache cet acronyme typique de la nomenclature bureaucratique ? L'État garantit en principe l'accès à l'université à tous les bacheliers... mais pas forcément dans la voie voulue. Les propositions disponibles en ligne pendant l'été offraient un bel exemple de liste kafkaïenne. La presse s'est emparée une nouvelle fois de l'affaire en mettant en évidence les blocages : pour beaucoup de bacheliers, aucune place dans les universités alentour et les filières dites « en tension ». Vous voulez devenir géomètre ? Vous ferez un brevet de technicien supérieur (BTS) commercial.

## Apparence de rationalité

Faute de disponibilité et le critère quantitatif régnant en maître, les heureux élus seront tirés au sort dans certaines filières. Au risque d'exclure ceux qui ont mené d'excellentes études secondaires. Au bout du compte, la sélection sociale par l'argent – qui peut aller suivre des études à l'étranger – des vocations avortées et la multiplication des échecs. Lesquels justifient, en un cercle vicieux, de futures économies...

La ministre de l'enseignement supérieur Frédérique Vidal souligne un « énorme gâchis » (France Inter, 17 juillet 2017) ; le premier ministre Édouard Philippe s'indigne de l'« absurdité absolue » du tirage au sort (déclaration de politique générale, 4 juillet 2017). Cette prise de conscience pourrait signifier seulement le fiasco d'une politique sectorielle dans un domaine où l'austérité se conjugue à l'obscurantisme. Mais elle sert plutôt de prélude à une réorganisation conforme aux objectifs de l'État néolibéral. Dépendants des marchés financiers ou d'organisations internationales,

comme la Commission européenne, les États sont condamnés à faire des économies sans provoquer de révoltes. D'où une politique de rattrapage budgétaire en économisant sur tout, mais plus sûrement sur les principaux postes de dépenses – l'enseignement et l'armée – et sur les investissements ou les prestations sociales. L'idéologie du management permet de donner à ces mesures une apparence de rationalité. Sans être réduit au rôle minimal que lui assignent les libéraux les plus dogmatiques, l'État est convié à une cure d'amaigrissement en économisant là où il ne peut pas (encore) privatiser. La politique universitaire française n'a rien d'unique, puisque tous les pays poursuivent les mêmes fins, mais ses premiers effets se font sentir.

La France a associé au principe de maîtrise budgétaire une organisation décentralisée des établissements. Grâce à la loi relative aux libertés et responsabilités des universités de 2007 (2), ceux-ci bénéficient d'une autonomie gestionnaire exercée par des exécutifs centrés sur leurs présidents. Ils fixent leurs capacités d'accueil en fonction de leurs moyens (locaux, personnels, etc.) et du budget qui leur est alloué (3). Il n'est pas question d'affirmer que des

économies ne sont pas possibles ; mais on voit mal comment un ordonnateur aveugle – l'État – pourrait les identifier alors qu'il confie la tâche à des bureaucraties autonomes et concurrentielles. Les universités se comportent souvent comme des institutions banales, chacune cherchant à défendre ses intérêts. Placées sous tutelle budgétaire, elles se révèlent généralement frileuses, pour ne pas dire malthusiennes. S'il existe des filières plus ou moins prisées, le refus de toute réallocation des moyens risque fort de prévaloir, étant donné les équilibres internes issus des élections universitaires. On peut faire confiance aux membres d'une filière dont le nombre d'étudiants décline pour protéger leurs effectifs enseignants et leurs ressources administratives et pour refuser de transférer des moyens à une voisine aux effectifs croissants.

Par ailleurs, la précision des effectifs annoncés, à l'étudiant près, cache un grand flou. Il suffit d'observer les amphithéâtres, pleins en début d'année, avant que se produise une désertion d'abord massive puis progressive. On peut mettre cet exode sur le compte des amphithéâtres surchargés de première année. Mais croit-on sérieusement que cette sélection physique l'emporte ? On pouvait auparavant distinguer les étudiants « réels » des étudiants « de papier » quand ces derniers ne se présentaient pas aux examens. L'utilité d'une deuxième session, où, il y a une dizaine d'années, très peu se présentaient, avait pu être remise en question. Aujourd'hui, tous se présentent, en un revirement des pratiques qui a laissé les enseignants dubitatifs, avant qu'ils comprennent que la présence aux examens conditionnait le versement des bourses, comme l'inscription conditionne l'ouverture des droits sociaux. Moins de copies blanches arrivent entre les mains des correcteurs, mais sans que cela signifie des progrès substantiels : des logorrhées, des

réponses au hasard et quelquefois une bonne réponse par-ci, par-là.

Quelques pointages en première année ont révélé une proportion relativement constante de notes très basses : une moitié entre zéro et 5 sur 20. L'administration de certaines universités a alors enjoint aux enseignants de ne plus mettre zéro aux copies blanches. Explication : l'État ne versait plus de dotation pour les étudiants ayant eu zéro. Facétieux ou indignés par la consigne, des correcteurs ont attribué des notes de 0,25 ou 0,1 afin de marquer leur désapprobation. S'ils croyaient dérouter, ils se trompaient : ils ont reçu le feu vert administratif. On est tenté de rapprocher les pratiques bureaucratiques de l'État néolibéral de celles de l'ère soviétique, avec leurs statistiques ajustées aux intérêts de la machine planificatrice... Un comble pour des adeptes du marché auto-régulateur. Quels sont les véritables chiffres sur lesquels se fonde l'offre d'enseignement des universités ? L'effectif du départ, largement fictif ? Ou l'effectif corrigé par anticipation des abandons ?

Avec le tirage au sort, l'injustice se double d'une absurdité. Trouverait-on une utilité au système s'il faisait au moins comprendre la violence du marché à des jeunes gens qui veulent suivre des études de droit dans une université voisine et auxquels on propose... des études de japonais dans une université lointaine ? Il n'est pas sûr qu'ils s'y résignent et, si c'est le cas, il n'est pas certain que leur pays et eux-mêmes s'en portent mieux.

## La recherche à la trappe

ALORS, ces professeurs ne pourraient-ils assurer plus d'enseignements tout en évitant une surcharge de travail ? Sans qu'ils soient consultés ni même prévenus, certains ont découvert que leurs cours étaient « mutualisés ». Comment ? En constatant une affluence nouvelle d'étudiants ou devant les horaires bizarres qu'on leur proposait. « Mutualisation » : un joli mot pour désigner les cours communs à plusieurs filières. D'un point de vue bureaucratique, quelle importance de multiplier le nombre d'étudiants d'un cours magistral ? Le professeur qui parle au micro devant cent étudiants peut aussi bien le faire devant cinq cents ! Un point de vue que ces enseignants ne partagent pas toujours, surtout lorsque la mutualisation mêle des cursus très différents. Qu'importe : on ne leur demande pas leur avis. Et, préventivement, on leur a enlevé toute raison forte de protester en les déchargeant du surcroît de travail auquel auraient pu donner lieu les examens. Sans doute doivent-ils prévoir plusieurs modalités pour un même cours, mais les copies se réduiront désormais à des questionnaires à choix multiples – à l'image de l'examen de début d'études en médecine ou... des jeux télévisés. On peut douter que cet exercice améliore le niveau.

On peut également trouver de futurs gisements d'économies dans l'enseignement en ligne – les *massive open online courses* (MOOC) –, qui pourrait remplacer les traditionnels cours magistraux. Quelques-uns seront disponibles sur Internet pour tout le pays, histoire de préserver le pluralisme,

Autre résultat de cette gestion aberrante : la dégradation de la qualité de l'université, y compris dans le cas d'institutions censées avoir l'intelligence pour raison d'être. La culture managériale inspire aussi des regroupements de papier, comme les communautés d'universités et d'établissements (Comue), dans une course au gigantisme.

La « révolution » managériale a accru le pouvoir des présidences au détriment de l'ancien mandarinat. Le métier d'universitaire a fortement changé depuis sa définition de 1984, qui associait à parts égales l'enseignement et la recherche. Si bien que certains, en dehors de toute légalité, affirment avoir trois missions, en y ajoutant l'administration. Pourtant, ce recours aux universitaires pour gérer l'université va de pair avec leur dessaisissement. En effet, ce ne sont pas des fonctions dirigeantes qui leur sont attribuées, mais le plus ordinaire des travaux de secrétariat. Ils doivent par exemple se charger de l'enregistrement des notes dans le système informatique, sans se rendre compte que cette tâche viole le principe de l'anonymat des copies. Devant le refus de certains enseignants, et surtout la menace de recours, la mesure a été abandonnée. Reste que la politique d'austérité a conduit les universités à limiter leur personnel administratif au minimum vital. Le point de rupture est atteint lors des examens, qui occupent la plus grande partie de l'année universitaire, au détriment de l'enseignement : l'évaluation l'emporte sur l'apprentissage.

et le tour sera joué. La vieille revendication de Mai 68, supprimer les cours magistraux, sera alors exaucée... Pris par leurs nouvelles fonctions, auxquelles il faut ajouter le travail qu'exigent des filières légalement sélectives comme les masters, les enseignants n'ont plus beaucoup de temps pour leurs recherches. Mais pourquoi les mèneraient-ils encore, sinon par coquetterie, fantaisie ou passion, alors que leur avancement n'en dépend plus depuis longtemps, mais tient de plus en plus à ces tâches et responsabilités administratives pourtant non comprises dans leur mission ? Par ailleurs, qui regrettera les articles désormais absents de revues scientifiques que presque personne ne lisait ?

Quand on se souvient du défi autrement plus grand que l'université française dut affronter au moment de son essor, dans la seconde moitié du siècle dernier, lorsqu'elle fit face à des générations nombreuses et à l'ouverture sociale, on reste confondu devant une impuissance qui relève d'abord d'un étrange renoncement.

(1) La loi Devaquet, du nom du ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, visait à instaurer l'autonomie des universités et la sélection des élèves à l'entrée. À la suite d'un vaste mouvement lycéen et étudiant – au cours duquel la répression policière causa la mort d'un manifestant, Malik Oussekiné –, le pouvoir retira le projet.

(2) Lire Christine Musselin, *La Grande Course des universités*, Presses de Sciences Po, Paris, 2017.

(3) Lire Christelle Gérard, « Aix-Marseille, laboratoire de la fusion des universités », *Le Monde diplomatique*, septembre 2016.



JONATHAN WOLSTENHOLME.  
– « Your Move »  
(À toi de jouer), 2003

BRIDGEMAN IMAGES

\* Professeur de science politique à l'université Paris Nanterre, auteur de *La Politique en France de 1940 à nos jours*, La Découverte, Paris, 2017.

**Politis**  
AUTOUR D'ANDRÉ GORZ  
Nouvel horaire de publication : mardi 19h30, mercredi 12h30, jeudi 19h30, vendredi 12h30

**Quel avenir pour le travail ?**

Une question, une demande ?  
03 80 48 95 36  
abonnement@politix.fr  
du lundi au vendredi, de 8h à 12h30 et de 13h30 à 17h

AUTOUR D'ANDRÉ GORZ

## Quel avenir pour le travail ?

Nouveau hors-série de Politis  
EN KIOSQUE LE 14 SEPTEMBRE

**indépendant et engagé**  
chaque jour, chaque semaine,  
un autre regard sur l'actualité

[www.Politis.fr](http://www.Politis.fr)

Offre d'abonnement solidaire Scop-ti (ex-Fralib)/Politis

DÉCOUVREZ NOTRE NOUVELLE APPLICATION MOBILE - GRATUITE - IOS/ANDROID

EN BRETAGNE, DES COOPÉRATIVES DÉVOYÉES

# Pratiques criminelles dans l'agroalimentaire

*Comment un pays producteur tel que la France peut-il se retrouver avec des millions d'œufs infectés au fipronil, un insecticide dangereux, et des tonnes de produits contaminés ? L'industrialisation de l'agroalimentaire connaît ainsi des scandales à répétition. En Bretagne, l'évolution des coopératives conduit parfois à mettre en danger la vie de leurs salariés tout en marginalisant les paysans.*

PAR PATRICK HERMAN\*

EN 2008, l'été avait été pourri, mais le cours mondial des céréales flambait. À la fin de l'hiver 2009, il fallait préserver les vingt mille tonnes stockées à Plouisy, aux portes de Guingamp, dans les immenses silos à plat de la société Eolys. Moisissures, charançons et parasites proliféraient dans les hangars. « Au lieu de ventiler, et pour des raisons de coût, raconte avec colère M. Laurent Guillou, les responsables du site ont décidé de traiter avec du Nuvan Total. » Une pompe doseuse pulvérise ainsi des centaines de litres de ce produit contenant du dichlorvos, un insecticide classé comme « extrêmement dangereux » et « potentiellement mortel » par l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS) et interdit d'utilisation depuis mai 2007. Ce fils de paysan, employé à la réception des céréales, ne sait pas encore que sa vie vient de basculer. En février 2010, il réceptionne sans protection du triticale (hybride de blé et de seigle) traité avec du Nuvagrain (chlorpyrifos-méthyl) et du K-Obiol (deltaméthrine). Les mêmes symptômes apparaissent chez plusieurs employés : maux de tête, brûlures au visage et problèmes respiratoires. La dose maximale autorisée a été largement dépassée, selon le tribunal des affaires de sécurité sociale, qui a condamné pour faute inexcusable le groupe coopératif Triskalia, issu de la fusion d'Eolys avec les coopératives des agriculteurs du Morbihan et de Bretagne. Atteints

d'hypersensibilité chimique multiple, deux salariés ont obtenu une indemnisation, mais ils attendent toujours la suite de leur plainte au pénal. Deux autres se battent depuis six ans pour être reconnus en maladie professionnelle. Ils sont tous sans travail.

Les silos métalliques dominent désormais les campagnes. De ces nouvelles citadelles de l'agroalimentaire, intrants (produits chimiques) et objectifs de production partent en direction de ce que l'on n'appelle plus des fermes, mais des « exploitations agricoles ». Les usines de suppléments nutritionnels et d'enrobage de semences irriguent les norias de camions sillonnant jour et nuit les routes du poulet, du porc, du lait et des pesticides.

Quand Gwenaël Le Goffic s'est pendu à son camion, le 21 mars 2014, il a laissé une étiquette bleue portant trois noms d'antibiotiques : flubendazole, amoxicilline et colistine. Mêlés aux céréales dans le PrimRégal, ils « maximisent la croissance » des porcelets. L'usine Inzo de Loudéac, qui le fabrique, appartient à InVivo, premier groupe coopératif français, qui affiche son « respect de la planète et des hommes ». Le Goffic réceptionnait le PrimRégal à Plouisy sur le site de Nutréa, filiale de Triskalia, qui l'employait depuis vingt ans. Il percevait les sacs au-dessus d'une trémie (entonnoir) afin de remplir les cellules de son camion, avant les livraisons chez les éleveurs.

## Une équipe décimée

« LE CODE DU TRAVAIL n'était pas respecté, car il n'y avait pas de système d'aspiration dans ce local. Malgré les demandes de mon mari et de son collègue, rien n'avait été fait », explique sa veuve. Exposé quotidiennement aux poussières, le chauffeur de Nutréa vivait dans l'angoisse que ses atteintes oculaires à répétition n'entraînent la perte de son emploi. Les salariés ignoraient qu'il fallait manipuler ce produit avec grand soin. Pour l'inspection du travail, ce poste était « un des plus difficiles de l'usine, en termes d'amplitudes horaires et de contraintes physiques (1) ».

Selon M<sup>me</sup> Le Goffic, son mari « faisait régulièrement des journées de douze à quatorze heures ». Fatigué physiquement et moralement, il avait pris soin de rapporter à son domicile l'étiquette bleue sur laquelle il devait écrire sa lettre d'adieu. « Je n'ai reçu aucun soutien de la direction de Nutréa ce jour-là », se souvient M<sup>me</sup> Le Goffic. Par deux fois, la Mutualité sociale agricole s'est opposée à une reconnaissance du suicide en accident du travail. Dès le drame, le directeur des ressources humaines de Nutréa avait contesté tout lien entre l'entreprise et l'ultime protestation de Le Goffic contre ses conditions de travail. Le tribunal des affaires de sécurité sociale des Côtes-d'Armor en a jugé autrement en septembre 2015.

Classé « Seveso seuil haut », le site Triskalia de Glomel, en Centre Bretagne, servait d'entrepôt pour les produits destinés aux agriculteurs et aux jardineriers. Emballages détériorés et pesticides interdits étaient brûlés à l'air libre ou vidés sur le sol. L'équipe a été décimée : cinq morts et six cancers. La famille Pouliquen a payé un lourd tribut : leucémie pour Raymond et lymphome pour Noël, son fils.

À Plouisy comme à Glomel, seule semble avoir compté la rentabilité, et non les hommes. Ventiler ? Faire fonctionner les extracteurs ? La plupart des groupes

coopératifs sont devenus des entreprises gérées par objectifs, avec, parmi les priorités, la réduction des frais de fonctionnement.

André Pochon, paysan retraité et auteur d'ouvrages de référence (2), a assisté au passage de l'autonomie à la spécialisation encouragée par la politique agricole commune (PAC) européenne : « Dans les années 1950 et 1960, les paysans se sont regroupés dans de petites coopératives qui ont pris la place des négociants et des maquignons. L'accroissement de la taille des élevages a commencé dans l'aviculture, puis la filière porcine a suivi. Assez vite est arrivée l'importation d'aliments. Tout était taxé, sauf le soja. On pouvait nourrir les animaux au prix mondial, et la PAC garantissait les prix de vente, quels que soient les volumes produits. Le hors-sol s'est développé. L'industrialisation était partie, et la coopération a explosé, avec toutes les dérives qui nous ont menés à la situation actuelle. Le vide des campagnes a été organisé par le syndicalisme majoritaire et les coops. »

Éleveur de porcs près de Guingamp, M. Thierry Thomas a observé de près cette dérive des coopératives : « À l'époque, on avait de véritables administrateurs, qui savaient bien à quoi servait l'outil. Au milieu des années 1980, on a commencé à entendre qu'on entrainait dans une ère de compétition et qu'il fallait se regrouper. Les directeurs financiers diffusaient la bonne parole dans les assemblées générales des coops. Elles ont commencé à se bouffer les unes les autres, et la gestion est devenue opaque pour les paysans-administrateurs. L'éloge de la réussite individuelle a relégué l'ambition collective au second plan. »

Entre 1965 et 2007, le nombre de coopératives agricoles est passé de 5 700 à 3 200, dans un contexte de regroupement et d'insertion dans le marché : « L'apparition au cours des années 1980 de la filialisation, renforcée par les lois de 1991-



ÉMERIC CHANTIER. – « Can 5 », 2015

1992 sur les coopératives agricoles, a entraîné un basculement de l'activité des coopératives vers des filiales de droit commercial », observent plusieurs chercheurs (3). Les coopérateurs ont perdu la maîtrise de la valorisation de leurs produits. Ainsi, dans la filière lait, la première coopérative française, Sodiaal Union, collecte le lait mais ne le transforme pas, pas plus que sa filiale Groupe Sodiaal, qui livre à Sodiaal International. La transformation est effectuée en aval par des sociétés financées en partie par des capitaux privés, mais dont une partie appartient à la coopérative. Le producteur n'a aucune prise sur les stratégies de ces sociétés.

Même situation chez Laïta, né en 2009 du regroupement des activités laitières des coopératives Even, Terrena et Triskalia. Les adhérents vendent leur lait au groupe Triskalia, qui le revend à Laïta, cette dernière assurant la collecte et la commercialisation des produits vendus sous marques. « Les paysans sont victimes d'un montage qui rend opaques la production et la répartition de la valeur ajoutée entre la filiale et la coopérative », constate la Confédération paysanne du Finistère, qui a porté plainte en novembre 2016 pour extorsion. Le syndicat agricole observe un lien entre le faible prix – inférieur au coût de production, estimé à 350 euros les mille litres – payé aux éleveurs et la disparition des fermes, voire le nombre de suicides chez les agriculteurs. Ces derniers doivent satisfaire aux exigences de la coopérative en matière de volume et de qualité, sous peine de rupture de leur contrat sans indemnités. Mais ils n'ont pas de recours lorsque les engagements de prix ne sont pas tenus.

La démocratie interne, autre fondement des coopératives, est elle aussi battue en brèche. « Dans les années 1980, il y avait encore du débat dans les assemblées générales, se souvient M. Thomas. Et puis, tout est devenu compliqué, et les paysans ont peu à peu accepté d'être dépossédés. Les questions devaient désormais être posées

trois semaines avant l'AG ; ce qui aurait pu remonter vers le haut s'évaporait dans les assemblées de section. C'était fini, le débat était mort. Les adhérents ont lâché prise et ne sont plus allés aux assemblées. »

Dans le grand bal des rachats, fusions et concentrations, la plupart des paysans sont restés au bord de la piste. Et avec de plus en plus de chaises vides : on comptait 150 000 exploitations en 1970 ; il n'en reste plus qu'environ 30 000. Poussées par les incitations de la PAC (soutien à l'export) et les règles de l'Organisation mondiale du commerce, les coops ont commencé à jouer leur partition sur le marché international avec les mêmes méthodes que les industriels. Les années 1990 ont vu ainsi l'Union coopérative de l'Argoat (UCA) tenter un projet de plantation de milliers d'hectares de manioc à Madagascar. Une tentative qui a fait long feu, mais qui montre la volonté des dirigeants des groupes coopératifs de jouer dans la cour des grands.

Faut-il s'étonner, dès lors, que Triskalia ait acheté des haricots en Espagne en 2014, laissant sur le carreau nombre d'agriculteurs français qui s'étaient engagés dans cette production en lui achetant semences, engrais et produits phytosanitaires ? « Ils ont oublié leur rôle originel », constate l'un d'entre eux. Beaucoup d'agriculteurs ne peuvent pas aller ailleurs, car ils sont endettés auprès du groupe. C'est la base du système. » Plus récemment, le même groupe a importé du maïs traité à la phosphine en provenance du port roumain de Constanța (4). La direction dit avoir été avertie par son fournisseur, la Cobrena Achats, union de coopératives détenue en partie par Triskalia. Ce sont en fait des salariés de Plouisy qui ont donné l'alerte après avoir consulté des bordereaux laissés sur un bureau de l'entreprise. Sise à Loperhet (Finistère), la Cobrena est chargée de l'achat des matières premières (céréales, vitamines...) nécessaires à la fabrication des aliments. Déchargées sur le port de Brest en décembre 2016 par un vraquier

polonais battant pavillon des Bahamas, ces 25 000 tonnes de maïs avaient été désinsectées par fumigation à l'hydrogène phosphoré, ou phosphine. Ce gaz, mortel par inhalation, peut provoquer des lésions oculaires graves, selon l'INRS. En février 2008, il avait provoqué la mort d'un marin roumain sur le cargo *Susie*, qui transportait huit mille tonnes de pois (5). Selon la direction de Nutréa-Triskalia, les analyses effectuées sur les soixante tonnes livrées à Plouisy (sur les six mille tonnes prévues) n'ont révélé aucun résidu de ce produit. Lors d'une audition menée par une commission sénatoriale sur les pesticides, en septembre 2011, M. Dominique Bricard, directeur général de Nutréa, affirmait pourtant : « L'un de nos objectifs est de rendre nos sites exemplaires en matière de risque. »

Les groupes coopératifs contrôlent eux-mêmes la qualité des produits. Le laboratoire d'analyse de Triskalia. Capinow, est ainsi censé garantir la sécurité des productions de la coopérative. Mais, en 2014, la Cour des comptes notait : « L'obligation de transmettre des résultats d'analyse non conformes ne pèse aujourd'hui que sur les professionnels, alors même que cette communication est contraire à leurs intérêts. » En juillet 2015, la Cooperl a été condamnée pour faux, escroquerie et tromperie par le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc : le groupe coopératif, leader de la filière porcine industrielle, avait truqué ses analyses afin d'écouler près de deux mille tonnes de viande contaminée à la salmonelle. Les vétérinaires spécialisés en élevage industriel sont devenus salariés des coops dans les années 1990, et l'administration se contente de contrôler... l'autocontrôle, dans un contexte de réduction des effectifs de la direction générale de l'alimentation.

« Rien ne se perd, tout se transforme ». Lorsqu'il y a de la casse dans les élevages, les camions tournent pour faire de la « reprise » des aliments distribués, mais ceux-ci sont mélangés à de nouvelles céréales et repartent vers les exploitations. Avec quelles conséquences pour les consommateurs ? La question sera peut-être examinée grâce à l'initiative des salariés de Triskalia auprès de la commission des pétitions du Parlement européen. Le 25 avril 2017, cette dernière a unanimement demandé à la Commission européenne d'enquêter sur l'utilisation des pesticides dans l'entreprise Triskalia et plus largement dans le secteur agroalimentaire en Bretagne.

(1) Courrier de l'inspection du travail à M<sup>me</sup> Édith Le Goffic, 26 septembre 2014.

(2) André Pochon, *Les Sillons de la colère. La malbouffe n'est pas une fatalité*, La Découverte, Paris, 2006.

(3) Maryline Filippi, Olivier Frey et René Mauget, « Les coopératives agricoles face à l'internationalisation et à la mondialisation des marchés », *Revue internationale de l'économie sociale*, n° 310, Paris, 2009.

(4) Communiqué de l'union régionale Solidaires Bretagne et du Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest, 21 décembre 2016.

(5) Communiqué de presse de l'association Mor Glaz, Landerneau, 27 janvier 2017.

## Du territoire au marché mondial

L'OFFICE central des œuvres mutuelles agricoles du Finistère a été créé à Landerneau en 1911. Parmi ses fondateurs, Hervé Budes de Guébriant, propriétaire de centaines de fermes dans le Léon, entend préserver l'ordre social conservateur des campagnes bretonnes. L'État républicain, voilà l'adversaire ! Dans cette idéologie corporatiste, le propriétaire terrien comme l'ouvrier agricole ont des intérêts communs. Coopératives et syndicats organisent la paysannerie et fournissent des engrais meilleur marché, les mutuelles assurant une protection contre les incendies et les pertes de bétail. La commercialisation des produits est alors balbutiante. Peu à peu, l'Office central se structure et se tourne vers la jeunesse rurale, entrant en concurrence avec l'Église. Nous sommes en 1929, et la Jeunesse agricole chrétienne (JAC) vient de naître. Pour conserver son monopole, fondé sur une hiérarchie échappant à tout contrôle, l'Office s'oppose aux organisations créées pour défendre les fermiers hors de l'influence des gros propriétaires. Sa force de frappe est commerciale, complétée par des services tels que les assurances. Il s'appuie également sur l'audience des Chemises vertes d'Henri Dorgères, qui prônent l'action directe. Leur credo commun : dépecer l'État, baisser les impôts et organiser la profession. Dans l'entre-deux-guerres, le mouvement coopératif impulsé par les socialistes en Finistère conteste la suprématie de l'Office central, qui mène alors campagne contre les « rouges ». En 1937, le Congrès national des syndicats agricoles adopte le corporatisme. La débâcle de 1940 lui ouvre un boulevard, et Budes de Guébriant peut se réjouir : « Vichy donne enfin l'occasion à notre parti de triompher (1) ».

À la Libération, l'édifice corporatiste est démantelé sur fond de séparation entre syndicats et coopératives. Les fermes

bretonnes commercialisent désormais l'essentiel de leur production, et l'exode rural s'accélère. Devant le différentiel croissant entre prix agricoles et prix industriels, Budes de Guébriant avance en 1954 l'idée que « le salut de l'agriculture réside dans les exportations ».

Afin que les paysans, même les plus petits, garantissent leurs revenus et puissent résister au rouleau compresseur de l'Office, les petits mouvements coopératifs, où s'exerce un contrôle démocratique, se regroupent. L'Office central s'emploie à les écraser sous sa puissance économique tandis qu'émerge une nouvelle génération de syndicalistes issus de la JAC. L'intégration des exploitations agricoles à l'économie de marché est sur les rails, et les agriculteurs se regroupent dans des organisations coopératives calquées sur le mode industriel. Budes de Guébriant déclare à Brest en 1971 : « Cette industrialisation, loin de la redouter, nous, agriculteurs bretons, nous la proclamons nécessaire. » Ainsi, les activités de l'Office s'autonomisent : le secteur assurances avec Groupama, bancaire avec le Crédit mutuel de Bretagne et enfin économique avec Coopagri, en direction des agriculteurs « modernisés ». Ceux qui ne produisent pas assez restent sur le bord de la route. En 1964, un des jeunes directeurs de l'Office déclarait : « La coopérative ne devrait aider que ceux qui souhaitent aller de l'avant ; elle ne devrait travailler qu'avec les plus forts. Le rôle de la coopérative est économique et non social. »

P. H.

(1) Toute les citations sont extraites du livre de Suzanne Berger *Les Paysans contre la politique*, Seuil, Paris, 1975.

# Dans les coulisses de l'Assemblée

*Moins connue que le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale des Nations unies est le seul forum universel rassemblant tous les États de la planète. Si elle n'échappe pas à la légendaire bureaucratie onusienne, elle contribue à construire un droit international progressiste. Elle est également le théâtre vivant de la compétition des acteurs mondiaux.*

PAR ROMUALD SCIORA \*  
ET ANNE-CÉCILE ROBERT

« **A**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE des Nations unies, il n'y a pas de petits États », nous affirme M<sup>me</sup> Dessima Williams dans son bureau de la Maison de verre, le siège aux grandes baies vitrées de l'Organisation des Nations unies (ONU) à New York. L'ancienne ambassadrice de la Grenade, devenue conseillère spéciale auprès du président de l'Assemblée, détache les mots comme pour s'assurer que nous comprenons bien. Devant notre scepticisme, elle ajoute : « *Tout simplement parce que la Charte de San Francisco* [qui fonde les Nations unies] *dit que les pays membres sont souverains et égaux.* » La brutale réalité des rapports mondiaux inviterait à la circonspection. Et pourtant.

Le 13 juin 2016, un événement passé quelque peu inaperçu a rompu le train-train des sessions de l'Assemblée générale. L'élection de son Occidentaux – pour le mandat statutaire d'un an – ne s'est pas déroulée comme prévu. Normalement, les délégués choisissent par consensus le candidat de la région dont c'est le tour (*lire l'encadré ci-dessous*). Dans le cas présent, il a fallu procéder à un vote formel. Finalement, le Chypriote Andréas Mavroyiannis, soutenu par les Occidentaux, a été coiffé au poteau (94 voix contre 90) par le représentant d'un micro-État : M. Peter Thomson, ambassadeur des îles Fidji. « *L'élection de M. Thomson est un signal adressé aux grandes puissances*, nous déclare un diplomate asiatique. *Il s'agit en particulier de souligner l'injustice climatique : les Fidji se trouvent aux premières loges de la montée du niveau des*

*océans. Placer leur représentant à la tête de l'organe plénier des Nations unies constitue une prise de position politique.* » L'Assemblée générale fonctionne sur le principe « un État, une voix », ce qui laisse la place à la loi du nombre.

Souvent éclipsée par le Conseil de sécurité, où, sous l'autorité des cinq membres permanents disposant d'un droit de veto (États-Unis, Russie, Chine, Royaume-Uni et France), se joue le dénouement ou l'enlisement de crises parfois meurtrières, cette institution de l'ONU n'en remplit pas moins un rôle essentiel. D'une session annuelle à l'autre, « *beaucoup de débats sont répétitifs*, explique l'ancienne directrice de la communication stratégique à l'ONU Thérèse Gastaut. *Mais il y a aussi dans cet amoncellement des idées nouvelles, importantes, qui feront leur chemin et qui font de l'ONU ce "sèmeur d'idées". Ainsi l'Assemblée constitue-t-elle un espace essentiel permettant l'interaction des États sur tous les thèmes internationaux* (1). » Désarmement, nouvelles technologies, gestion des débris d'engins spatiaux, protection de l'enfance, réduction des risques de catastrophes naturelles, etc., nombreux sont les sujets où elle fait progresser le droit international : elle est à l'origine de plus de trois cents traités (2), tel l'accord de Paris sur le climat de décembre 2015. Des centaines de réunions de travail se déroulent chaque jour dans ses locaux à New York ou à Genève. « *C'est une sorte de marmite où se concocte le consensus mondial* », nous confie un journaliste accrédité.

## Des discours restés célèbres

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE contribue au débat politique planétaire en ouvrant un espace à la discussion d'idées importantes et à l'affirmation de revendications fondamentales. Ainsi, sa déclaration du 14 décembre 1960, adoptée en application du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (article 1, paragraphe 2 de la Charte), a légitimé l'indépendance des pays colonisés. Avec la décolonisation, marquée par l'arrivée de dizaines de nouveaux États, notamment les pays africains longtemps demeurés sous la tutelle du Royaume-Uni, de la France ou du Portugal, l'Assemblée est devenue le seul forum universel réunissant l'ensemble des pays (193 États membres, auxquels s'ajoutent deux observateurs : le Saint-Siège et la Palestine).

Dans les années 1960 et 1970, elle est le théâtre de discours demeurés dans les mémoires : celui, en 1961, du président américain John F. Kennedy proposant aux Soviétiques des négociations sur les essais atomiques ; celui du président chilien Salvador Allende dénonçant, en 1972, la mainmise des grands groupes industriels soutenus par les capitales occidentales sur la vie des populations du Sud ; celui du représentant de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) Yasser Arafat formulant la première grande offre de paix à Israël, le 13 novembre 1974. « *Aujourd'hui, je suis venu porteur d'un rameau d'olivier et d'un fusil de combattant de la liberté*, s'exclame-t-il. *Ne laissez pas le rameau d'olivier tomber de ma main.* » Ce discours contribua à populariser sa cause dans le monde. Le 22 novembre 1974, l'Assemblée vote, à une majorité écrasante, la reconnaissance du droit des Palestiniens à l'autodétermination et à la

souveraineté. L'OLP se voit octroyer un statut d'observateur permanent aux Nations unies. Enfin, le 29 novembre 2012, l'Assemblée attribue à la Palestine le statut d'« État non membre ». L'adhésion pleine et entière étant rendue impossible par le probable veto américain, cette astuce juridique conforte sa position internationale et lui permet, par exemple, de saisir la Cour pénale internationale ou de signer des traités. Plus récemment, en 2015, c'est lors de la session solennelle annuelle de septembre que le président russe Vladimir Poutine a proposé de créer contre l'Organisation de l'État islamique



ETEL ADNAN. – « Le Poids du monde 23 », 2016

une large alliance internationale qui, « *à l'instar de la coalition antihitlérienne, pourrait unir dans ses rangs les forces les plus diverses, prêtes à combattre de façon radicale ceux qui, comme les nazis, sèment le mal et la haine.* »

Il n'existe pas de police mondiale capable de faire appliquer les résolutions de l'Assemblée générale, lesquelles demeurent souvent de simples pétitions de principe sans conséquences pratiques. Cependant, comme pour la décolonisation, elles peuvent être de vrais marqueurs politiques faisant évoluer les mentalités et les rapports de forces géopolitiques. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles les pays du Sud se saisirent très tôt de cette institution pour s'affirmer. Le Groupe des 77 et de la Chine, né en 1967, s'exprime ainsi au nom de 133 pays en voie de développement dans les débats économiques et sociaux. Dès 1968, plusieurs déclarations condamnant le régime d'apartheid et font pression sur les pays occidentaux qui commercent avec l'Afrique du Sud. En visite à New York le 3 octobre 1994, Nelson Mandela ne manqua pas d'exprimer sa reconnaissance : « *Nous saluons aujourd'hui de cette tribune l'Organisation des Nations unies et ses États membres, individuellement et collectivement, qui ont uni leurs forces avec les masses de notre peuple dans une lutte commune qui a conduit à notre émancipation et a repoussé les frontières du racisme.* » Certains textes suscitent une vive contesta-

tion, comme la résolution assimilant le sionisme à une forme de racisme, votée en 1975 et abrogée en 1991.

Organe issu de l'Assemblée générale, le Conseil économique et social (Ecosoc) est un pionnier dans l'organisation, dès les années 1960, de la participation de la « société civile » aux discussions internationales, jusqu' alors réservées aux diplomates mandatés par les gouvernements. On doit à cette instance la création du statut d'organisation non gouvernementale (ONG), qui donne accès aux réunions de l'ONU et aux négociations et permet d'y donner son avis, de rédiger des rapports et de désigner des représentants (qui n'ont cependant pas de pouvoir décisionnel). Aujourd'hui, le terme « ONG » est passé dans le langage courant. Mille trois cents associations sont accréditées auprès de l'organisation, qui dispose d'organes de liaison avec la société civile (3). Sur les sujets les plus divers, elles trouvent à l'Assemblée générale un lieu d'expression et de promotion de leurs combats. La conférence sur les océans, qu'elle a organisée en juin 2017 à New York, en fournit l'illustration : depuis près de dix ans, les associations participent aux discussions organisées par l'institution onusienne devant aboutir à une révision de la Convention sur le droit de la mer (4). « *Les résolutions qui y ont été prises*, estime le président Thomson, *sont la preuve que l'Assemblée générale n'est en rien obsolète et qu'elle continue à exercer une influence politique*

sur la scène internationale. » M<sup>me</sup> Peggy Kalas, coordinatrice de la coalition d'associations High Seas Alliance, le confirme : « *Nous avons travaillé main dans la main avec les gouvernements*, explique-t-elle. *Le site de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer de l'ONU reflète nos vues et nos propositions.* » Si l'organe plénier offre ainsi un espace aux acteurs privés, il laisse ouverte l'épineuse question de la représentativité des partenaires choisis, la société civile n'étant gouvernée par aucun mécanisme de légitimation électorale.

Dans une société internationale qui demeure chaotique, « *l'Assemblée générale est*, selon l'historien Paul Kennedy, *ce qui nous rapproche le plus d'un Parlement des hommes* (5). » Avec ses cinq membres permanents dotés du fameux droit de veto, le Conseil de sécurité ne peut prétendre jouer le rôle de forum universel, même si c'est bien au nom des valeurs communes fixées dans la Charte qu'il statue sur les crises mettant en danger la paix du monde. Le Groupe des vingt ou G20, à la composition arbitraire, ne saurait, lui non plus, revendiquer un tel rôle. Récemment apparu sur la scène internationale, ce club demeure aux mains des grandes puissances qui l'ont créé. Certes, des pays émergents comme l'Inde ou l'Afrique du Sud y prennent dorénavant part, mais c'est sur la base de la cooptation souveraine des pays riches. À l'opposé, l'Assemblée « *gère les intérêts nationaux de manière équitable* », nous explique encore M<sup>me</sup> Williams, qui rappelle : « *Le colonialisme n'y a pas sa place. Nous n'y rencontrons jamais d'obstacles à user de notre droit à la parole. En revanche, les petits États manquent parfois de moyens pour creuser les dossiers.* » En 2005, confirmant son statut d'« organe prioritaire », le sommet mondial organisé à l'initiative du secrétaire général Kofi Annan faisait de cette instance plénier un véritable « Parlement des nations » universel, une sorte de G193.

« *Le multilatéralisme ne va pas forcément de soi*, remarque M. Arnaud Guillois au bureau Nations unies du ministère des affaires étrangères français. *Il faut avoir des outils pour construire le dialogue et faire comprendre aux grandes puissances qu'elles ont intérêt à la discussion. C'est la fonction, assez unique, de l'Assemblée générale.* » La Conférence des Nations unies sur les changements climatiques, ou Conférence des parties (COP), cette vaste réunion annuelle mondiale, est un produit de l'institution onusienne. En 2015, tous les pays, y compris les plus gros pollueurs, se sont sentis obligés de s'asseoir à la table des négociations, même si la résolution finale de Paris n'est pas pleinement satisfaisante. « *Les petits États font les majorités ; il faut en tenir compte* », note le président Thomson. « *Les progrès rencontrés cette année en ce qui concerne le climat sont très importants*, insiste-t-il. *Et, contrairement à ce que l'on aurait pu craindre, le retrait américain de l'accord de Paris a soulé encore plus fortement la communauté internationale sur les grands points. La décision du président Donald Trump aura l'effet inverse de celui qu'il attendait...* » Dans les couloirs de la Maison de verre, certains délégués n'hésitent pas à dire leur ressentiment à l'égard des pays riches qui rechignent à assumer leurs responsabilités envers les pays du Sud.

Les débats et décisions concernant le développement illustrent la portée et les limites de l'Assemblée. En septembre 2000, la Déclaration du millénaire ouvre le chantier des huit Objectifs du millénaire pour le développement, qui doivent coordonner l'effort international de lutte contre la pauvreté. Les premiers résultats paraissent significatifs : le nombre

## Une agora mondiale

SELON LE CHAPITRE IV de la Charte de San Francisco, l'Assemblée générale est l'organe politique délibérant des Nations unies. Selon l'article 10, elle « *peut discuter toutes questions ou affaires rentrant dans le cadre de la présente charte ou se rapportant aux pouvoirs et fonctions de l'un quelconque des organes prévus dans la présente charte.* » Ses compétences sont donc étendues. Seule réserve, elle ne saurait traiter « *d'un différend ou d'une situation* » dont le Conseil de sécurité est saisi (article 12). Au début de chaque session annuelle, en septembre, un débat est organisé, auquel participent de nombreux chefs d'État et de gouvernement, y compris celui du pays hôte, les États-Unis. Durant cette période, les projecteurs médiatiques sont braqués sur cette institution mal connue de l'ONU.

Seule instance plénier où se rassemblent les 193 pays membres, l'Assemblée repose sur le principe de l'égalité juridique des États. Chacun y dispose donc d'une voix, même si les délégations nationales peuvent comprendre jusqu'à cinq délégués. Numériquement, la voix d'un citoyen du Liechtenstein pèse quarante mille fois plus que celle d'un Chinois ! Les décisions sur les questions importantes (budget) sont prises à la majorité des deux tiers, les autres à la majorité simple. Les résolutions de l'Assemblée ne sont pas dotées de la force obligatoire et, contrairement à celles adoptées par le Conseil de sécurité en vertu du chapitre VII, elles ne peuvent pas être assorties de mesures coercitives.

En revanche, elles sont des marqueurs politiques pour la société internationale qui s'y réfère ; elles servent aussi de point d'appui aux États et aux associations dans les rapports de forces internationaux.

L'Assemblée vote le budget de l'ONU (cinquième commission) et l'admission de nouveaux membres (les derniers étant la Suisse en 2002, le Monténégro en 2006 et le Soudan du Sud en 2011). Elle examine et approuve également les budgets des fonds et programmes des Nations unies. L'Assemblée élit le secrétaire général sur recommandation du Conseil de sécurité. Dans l'ordre protocolaire, le président de l'Assemblée générale est le premier personnage de l'ONU. Il peut nommer des médiateurs et facilitateurs dans certaines crises ou dossiers brûlants. Il convoque de multiples groupes de travail thématiques. Il peut également jouer le rôle de médiateur dans certaines crises, comme le différend qui oppose le Royaume-Uni à l'île Maurice au sujet de l'archipel des Chagos.

Le principe de répartition géographique équitable, inscrit dans la Charte de San Francisco, régit le fonctionnement de l'Assemblée : il existe cinq groupes régionaux (Afrique, Europe orientale, Amérique latine et Caraïbe, Europe occidentale « et autres États », Asie-Pacifique), entre lesquels doivent être répartis les postes et fonctions.

A.-C. R. ET R. S.

\* Essayiste franco-américain, auteur de l'ouvrage *À la Maison de Verre. L'ONU et ses secrétaires généraux*. Saint-Simon, Paris, 2006, et du documentaire du même nom, MK2 Doc.

(1) Extrait du cours « Organisations internationales et gouvernance mondiale » donné à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), à Paris.

(2) Traités disponibles dans la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, <http://research.un.org/fr/docs/law/treaties>

(3) Système intégré des organisations de la société civile (<http://esango.un.org>) et Service de liaison avec les ONG ([www.un-ngls.org](http://www.un-ngls.org)).

(4) Lire le supplément « Aires marines protégées », *Le Monde diplomatique*, novembre 2015.

(5) Cf. Paul Kennedy, *The Parliament of Man : The Past, Present, and Future of the United Nations*, Random House, New York, 2006.

QUI CHERCHE À S'AFFIRMER

## générale des Nations unies

de personnes vivant dans l'extrême pauvreté est tombé de 1,9 milliard à 840 millions, alors que la population mondiale est passée de 6 à 7,5 milliards d'habitants. Ils semblent incontestables en matière d'amélioration de la santé, de l'éducation, de l'alimentation et de l'accès aux services essentiels (6). Cependant, le bilan se révèle très variable selon les continents et ne mesure pas l'accroissement des inégalités entre pays et à l'intérieur des pays. C'est pourquoi, en 2015, les Objectifs du millénaire pour le développement ont été refondus pour prendre en compte la dimension climatique, universaliser les

objectifs et se tenir plus près des réalités de terrain. Dorénavant, dix-sept Objectifs de développement durable les remplacent (éradication de la pauvreté, faim « zéro », éducation de qualité, égalité entre les sexes, etc.). Illustration de leur importance politique : durant trois ans, soixante-dix pays ont négocié leur définition ; huit millions de personnes ont répondu à une enquête préliminaire. L'Agenda 2030, qui synthétise le travail à accomplir pour les atteindre, est appuyé par la Chine, qui y voit une étape vers un « partenariat mondial plus équilibré », selon elle nécessaire (7).

## Et les institutions financières ?

C EPENDANT, on est bien loin des ambitions du nouvel ordre économique international. En 1974, l'Assemblée générale avait adopté une résolution retentissante appelant à un partage des richesses au niveau mondial et à un changement de stratégie économique piloté par les Nations unies : stabilisation du prix des matières premières, souveraineté sur les richesses nationales, amélioration des termes de l'échange... Le nouvel ordre économique international échoua en raison des deux chocs pétroliers, de l'explosion de la dette des pays du Sud et de la mauvaise volonté des grandes puissances. Son effacement traduit aussi une évolution des rapports de forces idéologiques qui dépasse l'Assemblée, l'affaiblissement du tiers-mondisme et, peut-être, le trouble jeu participatif des ONG, qu'une place à la table des négociations peut inciter à se montrer plus conciliantes.

L'idéologie libérale s'impose à partir des années 1980 via le « consensus de Washington ». Comme le note l'économiste Pierre Jacquemot, « la grande transformation espérée [à travers les Objectifs de développement durable] n'est pas appuyée par une analyse claire des raisons profondes qui sont à l'origine des inégalités qu'ils prétendent éliminer : le commerce inégal, la financiarisation échevelée, les pertes en biodiversité (8) ». En outre, ceux-ci n'échappent pas au travers technocratique des organisations modernes, avec leur passion des acronymes obscurs pour le commun des mortels, leur chiffrage tatillon et leurs « suivi et évaluation » imbibés de préoccupations purement comptables. Une forme de bureaucratie a gagné l'Assemblée générale comme de nombreux organes délibé-

ratifs, constate l'intellectuel critique Noam Chomsky, qui nous dit avoir observé les mêmes dérives au Congrès des États-Unis.

Parmi les points aveugles du système institutionnel mondial figurent les institutions financières internationales : la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) se sont développés en marge de l'ONU depuis la conférence de Bretton Woods, en 1944, tandis que les Nations unies naissaient quelques mois plus tard à San Francisco. Contrairement aux agences et aux institutions spécialisées (Organisation mondiale de la santé, Haut-Commissariat pour les réfugiés, etc.) et aux programmes (pour le développement, l'environnement, etc.), les institutions financières ne se plient pas aux règles communes du système des Nations unies. Elles assument un fonctionnement censitaire qui confère le pouvoir de décision aux pays riches et ont toujours refusé la supervision du Conseil économique et social. Avec elles, il faut donc toujours discuter et négocier. C'est l'objet des « conférences de printemps » organisées par l'Ecosoc depuis 1998, qui permettent une coordination dans le respect du rôle de chacun.

Les institutions financières ne visent-elles qu'à améliorer leur image ? Tout en demeurant autonomes, les institutions financières internationales s'efforcent d'améliorer leurs relations avec le système des Nations unies (9). Le président de la Banque mondiale Jim Yong Kim est venu à l'Assemblée générale en mai pour discuter du financement des Objectifs de développement. Un diagnostic confirmé par le représentant permanent de la France, M. François Delattre, qui estime que « la

déficience structurelle est compensée par le volontarisme des personnes ». M. Thomson met à profit toutes ses prérogatives de président de l'Assemblée pour inciter les États à mettre la main à la poche. « Nous sommes reconnaissants au président, confirme M. David Donoghue, représentant de la République d'Irlande, de consacrer autant d'énergie aux Objectifs et d'en faire un axe de travail aussi central. » Son mandat n'étant que d'un an, il est nécessaire d'assurer la continuité du travail grâce à une bonne relation avec le nouveau secrétaire général António Guterres, qui, lui, est en poste pour cinq ans.

Concrètement, nous explique M. Thomson, « chacun doit prendre conscience du précipice au bord duquel nous fait marcher l'absence de développement durable » et mettre les moyens nécessaires sur la table. « Ce sont les États qui devront payer. L'Assemblée ne peut que fixer des directions et braquer les projecteurs sur les enjeux. Mon rôle est de laisser à mon successeur quelques points d'appui pour continuer le travail. » Ne disposant pas de moyens coercitifs, l'instance plénière a surtout pour rôle d'organiser une sorte de pression sociale pour inciter les États, qui demeurent souverains, à changer de position. « C'est tout l'enjeu, par exemple, des discussions sur les droits des minorités sexuelles, note M. Delattre. Il faut faire évoluer le consensus international. » Des pays comme l'Arabie saoudite, régulièrement mis au ban pour leurs atteintes aux droits fondamentaux, se voient contraints de présenter des rapports devant le Conseil des droits de l'homme, offrant ainsi des armes aux militants et aux associations qui veulent faire évoluer leurs régimes. Mais on frise parfois l'absurde, comme lorsque Riyad est parvenu à se faire élire à la Commission des droits des femmes, le 2 mai 2017...

Les Nations unies occupent plus souvent les colonnes des journaux pour leur inimaginable bureaucratie et les exactions de certains casques bleus (10) que pour le travail quotidien qu'elles accomplissent dans un nombre très vaste de secteurs. « Si le Conseil de sécurité attire la lumière, on pourrait dire que l'Assemblée générale est la face cachée de l'ONU, le cœur du réacteur », résume M. Delattre, qui rappelle la position de la France : soutenir le cadre multilatéral et le système des Nations unies. L'Assemblée est la caisse de résonance des grands problèmes planétaires.

Alors que le Conseil de sécurité s'est saisi, sur les ruines encore fumantes du World Trade Center, de la lutte contre le terrorisme, rappelons que c'est l'Assem-

blée qui avait organisé le premier débat international sur la question, en 1972. Elle a adopté en septembre 2006 une stratégie mondiale qui ne propose pas de définition commune du terrorisme, en raison de l'absence de consensus sur le recours à la violence par les Palestiniens dans les territoires occupés par Israël. Le texte recommande que soit pris en compte ce qui fait le terreau du terrorisme : conflits, exclusion politique, marginalisation socio-économique, etc. En pratique, il offre un cadre aux initiatives antiterroristes nationales aussi bien que régionales, même si certaines des lois liberticides adoptées par les États contredisent les engagements pris à New York. On note cependant que c'est à l'Assemblée que les Palestiniens, mis en accusation par Israël pour « terrorisme », ont pu exposer sur la place publique les violences qu'ils subissent.

## Domestiquer les désirs de puissance

EN 2016, l'élection de M. Guterres au poste de secrétaire général des Nations unies lui a conféré un rôle inédit. Traditionnellement, les délégués se contentent d'approuver sans vote la recommandation du Conseil de sécurité. Cette fois, plusieurs délégations réclamèrent un processus plus ouvert et plus transparent. Les candidats furent donc auditionnés en public, tandis que le président de l'Assemblée négociait avec le Conseil de sécurité la rédaction de la résolution finale. Le renforcement progressif du rôle de l'Assemblée traduit également l'affaiblissement du consensus entre les grandes puissances sur fond de tensions au sujet de la crise syrienne. « En contournant ou en violant le droit international, les interventions occidentales au Kosovo [1999] et en Libye [2011] ont suscité une crise de confiance entre les cinq membres permanents quant aux règles régissant l'emploi de la force », explique Richard Atwood, de l'International Crisis Group.

De la même manière, le 9 décembre 2016, l'Assemblée, tirant les conséquences de la paralysie du Conseil de sécurité, adoptait une résolution appelant les États à respecter le droit international humanitaire en Syrie, notamment en permettant l'accès des organismes de secours aux populations. Ce type d'intervention est rarissime, le maintien de la paix dans des situations particulières étant une compétence de principe du Conseil de sécurité (11).

Seul organe représentatif de l'ensemble de la planète, l'Assemblée générale n'en est pas pour autant un Parlement

Depuis quelques années, les gouvernements confient de plus en plus de tâches à la présidence de l'Assemblée, notamment l'organisation de réunions de haut niveau et la nomination de « facilitateurs » dans certaines crises, comme celle des réfugiés, qui a éclaté en 2015. Membre du cabinet du président, le diplomate grec Ioannis Vrailas estime que cela correspond à une « tendance de fond », qui reconnaît le travail de l'organe plénier et sa capacité à faire le lien entre les dimensions plurielles de chaque dossier. Ainsi, souligne celui qui fut ambassadeur adjoint de l'Union européenne auprès de l'ONU, « le développement est un outil de prévention des conflits ». L'expertise de l'Assemblée permet de coordonner le travail des organes spécialisés sur la santé, le développement, l'environnement, etc.

mondial, au sens où des élections pourraient lui donner une légitimité comparable à celle du Parlement d'un État démocratique. Un tel objectif est sans doute irréaliste, compte tenu de l'hétérogénéité de la société internationale. En revanche, elle est un lieu unique par sa capacité à refléter l'évolution des rapports mondiaux (élection-surprise de M. Thomson, mobilisation des petits États et de la Chine, etc.) et par ses valeurs, issues de la Charte de San Francisco : domestiquer les désirs de puissance au service de la sécurité collective. À l'heure où la redistribution des cartes géopolitiques attise les tensions, elle est, malgré ses imperfections, le seul forum propice à la construction d'un ordre international progressiste.

ROMUALD SCIORA  
ET ANNE-CÉCILE ROBERT.

(6) Rapport sur les Objectifs du millénaire pour le développement, Nations unies, New York, 2015, [www.un.org/fr/millenniumgoals/reports/2015/pdf/rapport\\_2015.pdf](http://www.un.org/fr/millenniumgoals/reports/2015/pdf/rapport_2015.pdf)

(7) Réunion de travail du 18 avril 2017 organisée par le président de l'Assemblée générale.

(8) Pierre Jacquemot, « Que faut-il attendre des Objectifs du développement durable ? », IRIS, Paris, 29 septembre 2015.

(9) Les institutions financières internationales participent au Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations unies pour la coordination.

(10) Lire Sandra Szurek, « Pluie de critiques sur les casques bleus », *Le Monde diplomatique*, janvier 2017.

(11) L'Assemblée a recouru à la résolution « Unis pour la paix », dite résolution Dean Acheson, du nom du secrétaire d'État américain qui l'inspira durant la guerre de Corée.



ASSOCIATION  
LES AMIS  
DU MONDE  
DIPLOMATIQUE

## AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

**GRENOBLE.** Le 16 septembre, à partir de 9 heures, à la Maison du tourisme : journée de débats sur le thème « Le travail a-t-il un avenir ? », avec Bernard Friot, Danièle Linhart et La Maison des enseignants et de l'éducation tout au long de la vie. ([jacques.toledano@wanadoo.fr](mailto:jacques.toledano@wanadoo.fr))

**VALENCE.** Le 21 septembre, à 19 heures, au Cause toujours, 8, rue Gaston-Rey : discussion sur la réforme du code du travail avec David Cayla, « économiste atterré ». ([suzanne.dejours@orange.fr](mailto:suzanne.dejours@orange.fr))

## BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

**FRANCHE-COMTÉ.** Dans le cadre des Bio'Jours en Franche-Comté, projection du film *L'Urgence de ralerint*, suivie d'un débat avec le réalisateur Philippe Borrel, le 8 septembre, à 20h30, au cinéma Espace Méliès à Lure, et le 9 septembre, à 17 heures, à la salle culturelle municipale de Faucogney-et-la-Mer ; le 10 septembre, à 15 heures, à Faucogney-et-la-Mer, projection du film *Prise de terres*, suivie d'un débat avec Patrick Aubry, coréalisateur. ([odile-mangeot@wanadoo.fr](mailto:odile-mangeot@wanadoo.fr))

## CENTRE-VAL-DE-LOIRE

**MONTARGIS.** Le 16 septembre, à 15 heures, au buffet de la gare, « café-Diplo » autour de l'article de Pierre Daum « Le Maroc pétrifié par son roi » (octobre 2016). ([pjherry@orange.fr](mailto:pjherry@orange.fr))

**TOURS.** Le 8 septembre, à 20h30, au Foyer des jeunes travailleurs, 16, rue Bernard-Palissy : « L'activisme de Donald Trump en politique étrangère », et programme de l'année. Le 21 septembre, à 19 heures, et le 25 septembre, à 11 heures, sur Radio Béton (93.6), présentation du numéro du mois. ([pjc.arnaud@orange.fr](mailto:pjc.arnaud@orange.fr))

## GRAND-EST

**CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE.** Le 15 septembre, à 18h30, au kiosque du Grand Jard : « café-Diplo » autour de la présidence de « Pepe » Mujica en Uruguay. ([amdchalons@hotmail.com](mailto:amdchalons@hotmail.com))

**METZ.** Le 14 septembre, à 18h30, petite salle des Coquelicots, 1, rue Saint-Clément, « café-Diplo » : revue de presse internationale. Rencontres autour des travailleurs d'Indochine, le 14 septembre, à 19h30, au FRAC Lorraine : « Albums de familles lorraines », avec Ysé Tran, cinéaste ; le 15 septembre, à 19h30, à l'hôtel de ville : « 1945 : des Indochinois en Lorraine », rencontre avec Pierre Daum ; et les 16 et 17 septembre, à 15 heures : visites guidées au fort de Queuleu ([www.fraclorraine.org](http://www.fraclorraine.org)). Le 21 septembre, à 20h30, cloître des Récollets : « Palestine : sortir de l'apartheid ! », avec Rony Brauman et France-Palestine Solidarité. Le 23 septembre, à 14h30, au FRAC Lorraine : projection du film de Denis Gheerbrant *On a grèvé*, et débat avec les syndicats Sud et CGT. ([amd.metz@gmail.com](mailto:amd.metz@gmail.com))

**REIMS.** À 12 heures, centre culturel du Crous, campus Croix-Rouge : le 12 septembre, « La mobilité étudiante en Europe », débat avec Stéphane Rosière, géographe, et Alpin Charbaut, de l'université de Reims ; le 19 septembre, projection du film de Jean-Robert Viallet *Étudiants, l'avenir à crédit* ; le 26 septembre, « Emploi étudiant et inégalités sociales », avec Vanessa Pinto, sociologue. ([louise.dague@univ-reims.fr](mailto:louise.dague@univ-reims.fr))

**STRASBOURG.** Le 20 septembre, à 19 heures, à la Perestroïka, 2, rue Thiergarten : « café-Diplo » autour de l'article « De l'information au piège à clics » (août). ([flament@evc.net](mailto:flament@evc.net))

## HAUTS-DE-FRANCE

**LILLE.** Le 28 septembre, à 20h30, scène nationale de la Rose des vents, boulevard Van-Gogh à

Villeneuve-d'Ascq : « La Grèce, l'euro, l'Europe et nous », avec Éric Toussaint. ([amdnoird@yahoo.fr](mailto:amdnoird@yahoo.fr))

## ÎLE-DE-FRANCE

**YVELINES.** Le 23 septembre, à 17 heures, hôtel de ville de Versailles, salle Montgolfier : rencontre avec Amnesty International France sur le thème « Après cinquante ans d'occupation, quelle vie pour les Palestiniens ? ». ([eveleveque@wanadoo.fr](mailto:eveleveque@wanadoo.fr))

## NOUVELLE-AQUITAINE

**GIRONDE.** Le 5 septembre, à 19 heures, salle Aragon à Port-Sainte-Foy-et-Ponchapt, repas et « café-Diplo » autour de l'article « Le capitalisme raconté par le ketchup » (juin). Le 11 septembre, à 12h45, au Poulailleur, place du 14-Juillet à Bègles : « Déjeuner diplomatique ». Le 20 septembre à 19h30, au théâtre Le Levain, à Bègles : rencontre avec Sergio Ocampo, journaliste d'investigation mexicain. Le 29 septembre, à 19 heures, à la bibliothèque, 30, rue de Los Héros, Le Haillan : « Où en sont les droits des femmes ? », avec Johanna Dagorn et Arnaud Alessandrin, sociologues. Le 22 septembre, à 20h30, au Black House Café, 51, rue Montesquieu à Libourne : « café-Diplo ». ([amis.diplo33@gmail.com](mailto:amis.diplo33@gmail.com))

**PAU.** Le 28 septembre, à 20h30, salle 608, Complexe de la République : « café-Diplo », discussion sur la liberté de penser à partir d'articles du *Monde diplomatique*. ([p.arrabieaubies@no-log.org](mailto:p.arrabieaubies@no-log.org))

## OCCITANIE

**AIX-EN-PROVENCE.** Le 28 septembre, à 20h30, au cinéma Le Mazarin, projection en avant-première du film *Des clics de conscience*, suivie d'un débat avec les réalisateurs Jonathan Attias et Alexandre Lumbroso. ([d.bruiet@orange.fr](mailto:d.bruiet@orange.fr))

## PAYS-DE-LA-LOIRE

**LA-ROCHE-SUR-YON.** Le 2 septembre, à 10 heures, au Grand Café, 4 rue Georges-Clemenceau : « café-Diplo ». ([michelmerle154@laposte.net](mailto:michelmerle154@laposte.net))

**NANTES.** Le 14 septembre à 19h30, au café Le Flesselles, « café-Diplo » autour des articles « Anatomie d'une triple crise » et « L'air conditionné à l'assaut de la planète » (août). ([claudie.desfosses@wanadoo.fr](mailto:claudie.desfosses@wanadoo.fr))

## PROVENCE-ALPES-CÔTE-D'AZUR

**HAUTES-ALPES.** Le 28 septembre, à 19 heures, premier « Diplo-docus » au Fourmi-diable, 33, rue Jean-Jaurès à Veynes : présentation des « Diplo-docus » (courts-métrages sélectionnés par les AMD) ; discussion autour de l'article « Dépassée, la science-fiction ? » (juillet) et débat sur la notion de « littérature d'habitation ». En partenariat avec l'association Kheper. ([diplo-docus@kheper.org](mailto:diplo-docus@kheper.org))

**MARSEILLE.** Le 22 septembre (lieu et horaire sur le site des Amis), rencontre avec Sergio Ocampo, journaliste d'investigation mexicain. Avec France-Amérique latine. ([g.ollivier1@free.fr](mailto:g.ollivier1@free.fr))

**NICE.** Le 19 septembre, à 19h30, au café O'Quotidien, 2, rue Martyn-Seytour : « café-Diplo », suivi d'une discussion sur le dernier numéro de *Manière de voir*, « Écrans et imaginaires ». ([diplo@geller-conseil.eu](mailto:diplo@geller-conseil.eu))

## HORS DE FRANCE

**GENÈVE.** Le 12 septembre, à 18h30, au café-restaurant Le Platane, 91, boulevard de la Cluse : « café-Diplo » autour de l'article « Anatomie d'une triple crise » (août). ([claudie.sumi@gmail.com](mailto:claudie.sumi@gmail.com))

**LUXEMBOURG.** Le 28 septembre, à 20 heures, atelier D au site du Laminoin, route de Thionville à Dudelange : « Artistes domestiqués ou révoltés ? » (*Manière de voir* n°148). En partenariat avec Dkollectiv.org. ([amdLuxembourg@gmail.com](mailto:amdLuxembourg@gmail.com))



LITTÉRATURES

EUROPE

**LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE COMMUNE.** «Parce que l'Europe vaut bien une défense». – André Dumoulin et Nicolas Gros-Verheyde  
Éditions du Villard, coll. «Manuel», Bruxelles, 2017, 492 pages, 52 euros.

Premier du genre, ce manuel retrace de façon exhaustive la politique européenne de sécurité et de défense, de sa naissance en 1992 à la construction stratégique de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), lancée en 2009. Il détaille, outre les organes de direction politique de la PSDC, le rôle que joue le haut représentant de l'Union, les opérations en cours, etc., ainsi que sa «boîte à outils» : les instruments de coopération, les stratégies sectorielles, mais également l'industrie de défense européenne ou la coopération avec l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). L'abondance et la précision des documents réunis par ces spécialistes ne les empêchent pas de démontrer, dans un argumentaire vigoureux, les «onze mythes qui minent la défense européenne». Ni de s'interroger sur sa mue actuelle et sur son avenir à l'heure du Brexit, en envisageant toutes sortes de scénarios. La densité et la perspicacité de ce manuel en justifient le prix.

PHILIPPE LEYMARIE

PROCHE-ORIENT

**DES HOMMES ENTRE LES MURS.** Comment la prison façonne la vie des Palestiniens. – Assia Zaino  
Agone, coll. «Mémoires sociales», Marseille, 2016, 194 pages, 15 euros.

Avec ses 550 habitants, Nabi Saleh, village de Cisjordanie asphyxié par la colonie israélienne voisine de Halamish, fait figure de laboratoire et de modèle réduit de l'occupation. Historienne de formation, Assia Zaino y a mené une enquête inédite et rigoureuse sur la situation carcérale, qui éclaire l'importance qu'elle revêt pour le mouvement national palestinien. Les luttes des prisonniers et de leurs familles sont devenues un élément identitaire largement partagé. À partir de témoignages exceptionnels d'hommes, de femmes et d'enfants, elle restitue la complexité d'expériences traumatiques (tortures et traitements dégradants, détention administrative) qui peuvent aussi entraîner un renforcement tant individuel que collectif du rapport à la lutte.

Les accords d'Oslo (1993) marquent un tournant de cette histoire carcérale. Jusqu'à cette date, les prisonniers pouvaient s'organiser et se former politiquement. À partir des années 2000, la répression gagne en intensité et les établissements pénitentiaires sont relocalisés à l'intérieur du territoire israélien. La grève de la faim d'avril 2017 est venue rappeler le sort des 6 500 détenus palestiniens – dont 62 femmes et 300 mineurs.

MARINA DA SILVA

GÉOPOLITIQUE

**LES RELATIONS ENTRE L'AFRIQUE ET L'EUROPE AUJOURD'HUI : LE NÉOLIBÉRALISME CONTRE LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT.** – Fondation Gabriel Péri  
Fondation Gabriel Péri, Pantin, 2017, 260 pages, 7 euros.

Cet ouvrage rassemble les actes d'un colloque organisé à Dakar en 2016. Venus d'Europe et d'Afrique, les intervenants analysent ce qui est, selon eux, une fin de cycle historique : contestation du néolibéralisme, crise civilisationnelle de l'Union européenne, multiplication des mouvements « citoyens » sur le continent noir, redistribution des cartes géopolitiques... Les contributions fourmillent d'informations sur les recompositions politiques et sociales, notamment en Afrique de l'Ouest. Les défis sont décortiqués sans détour : jeunes tentés par le djihad, dérives autoritaires des nouveaux présidents à vie, questions énergétiques, etc. Imprégnée de libéralisme économique, l'Europe s'enferme dans la promotion de politiques inadéquates aux besoins et ne mesure pas sa responsabilité dans la « crise migratoire ».

ANNE-CÉCILE ROBERT

ASIE

**LA CHINE EN EAUX PROFONDES.** – Sylvie Bermann  
Stock, Paris, 2017, 352 pages, 20,50 euros.

Étudiante en Chine à une époque où ce n'était guère recommandé, ambassadrice de France à Pékin en des temps plus cléments (2011-2014), Sylvie Bermann connaît bien le pays, ses habitants, ses ambitions et ses non-dits... À partir de ses rencontres – avec les dirigeants politiques et économiques autant qu'avec de simples citoyens, avec des intellectuels bien en cour autant qu'avec des dissidents –, elle restitue le plus finement possible les réalités en kaléidoscope de l'empire du Milieu. Elle ne juge pas, ne donne pas de leçons ; elle cherche à comprendre les ressorts historiques et contemporains de la dynamique chinoise. Que ce soit dans le domaine économique, dont elle relève les fragilités, ou dans celui des libertés, sur les rapports avec Hongkong, Macao ou Taïwan ou sur les relations internationales, Bermann aime à mêler références historiques, discours officiels et expérience personnelle. Et l'on comprend que la Chine est vraiment « le pays des oxymores ».

MARTINE BULARD

BIOGRAPHIES

**SALAMANDRE.** Une vie confrontée à la Gestapo française et à la police politique hongroise. – Vera Varsa-Szekeress  
L'Harmattan, Paris, 2017, 294 pages, 30 euros.

Figure marquante des luttes et de la vie intellectuelle du XX<sup>e</sup> siècle en France et dans son pays, « Georges Szekeress était hongrois, communiste, nourri de Hegel, formé par Lukács », se souvient Edgar Morin, son ami. La biographie de cet intellectuel méconnu est ici présentée par son épouse à partir de documents français, hongrois ou italiens ou se mêlent citations militaires françaises, procès-verbaux de la police secrète hongroise, souvenirs de ses amis Claude Roy, Jorge Semprún, Pierre Hervé ou Emmanuel d'Astier de la Vigerie. L'ouvrage détaille les années de jeunesse en Tchécoslovaquie (1914-1933), de la Résistance en France, de l'après-guerre de Paris à Budapest, puis à Rome, jusqu'à l'expulsion de France et aux années de détention en Hongrie (1950-1954), ainsi que sa réhabilitation et sa mort en 1973.

SUZANNE KÖRÖSI

**DICTIONNAIRE DES FÉMINISTES.** France XVIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle. – Sous la direction de Christine Bard, avec la collaboration de Sylvie Chaperon  
Presses universitaires de France, Paris, 2017, 1 700 pages, 32 euros.

Fondatrice de l'association des Archives du féminisme, l'historienne Christine Bard continue son travail de documentation avec ce dictionnaire qui rassemble 200 contributions pour 550 entrées biographiques ou thématiques. Ainsi, la notice concernant Isabelle Alonso, à l'origine de l'association Les Chiennes de garde, succède à celle sur l'Algérie, quand le végétarisme précède Simone Veil, la ministre de la santé qui fit voter la dépénalisation de l'avortement. Fruit de dix ans de travail, le livre réussit à « montrer les débats internes entre les différentes fractions du mouvement des femmes », des réformistes aux radicales, de l'universalisme au différentialisme, du maternalisme à l'individualisme, sans jamais donner une définition unique du féminisme.

CÉCILE ANDRZEJEWSKI

AFRIQUE

**QUAND LES EUROPÉENS DÉCOUVRERAIENT L'AFRIQUE INTÉRIEURE.** – Olivier Grenouilleau  
Tallandier, Paris, 2017, 352 pages, 23,90 euros.

Grand spécialiste des traites négrières, Olivier Grenouilleau a trouvé un nouvel angle d'attaque historique, qui assure sans doute des polémiques. Le résultat, passionnant, est en effet contestable, puisqu'il oppose le voyageur au colon, le découvreur tolérant à l'homme de toutes les violences. Ce jeu de miroir, aux figures presque archétypiques, se fait pourtant tout en nuances. Grenouilleau analyse les récits d'exploration de cinq Britanniques – dont l'Écossais Mungo Park – et de deux Français, dont René Caillié, le « découvreur » de Tombouctou. Avant la colonisation (l'auteur place la césure et le changement de ton entre 1830 et 1850) viendrait donc la découverte, voire l'émerveillement, de voyageurs à la fois emplis de préjugés et prêts à rencontrer l'autre, ou du moins à remarquer son altérité, au détour d'un chemin. Cette Afrique toute neuve pour l'œil européen est pourtant le fait d'observateurs bien ambigus. Le retentissement de ces récits en Occident précède l'essor du commerce et l'évangélisation, qui annoncent et conditionnent la conquête armée.

MICHEL GALY

AMÉRIQUES

**VIVE LE CHE!** – Jean Ortiz  
Arcane 17, Paris, 2017, 244 pages, 20 euros.

Le 9 octobre 1967, le Che mourait assassiné par l'armée bolivienne – et par la Central Intelligence Agency (CIA) – dans le petit village de La Higuera. Jean Ortiz propose un ouvrage en forme d'hommage, avec pour objectif de dépasser le mythe guévarien, qui « éloigne de la complexité de l'homme et du personnage historique ». Loin des poncifs qui ne manqueront pas de resurgir en cette période d'anniversaire, on (re)découvre la pensée du Che à travers ses écrits, sa conception de la révolution cubaine, ses critiques de l'Union soviétique des années 1960 et son altruisme « quichottesque ». L'ouvrage est parsemé de poèmes de Pablo Neruda, Mario Benedetti ou encore Nicolás Guillén. Il est préfacé par Serge Pey, récompensé au printemps 2017 du grand prix de poésie par la Société des gens de lettres. Contre tous ceux qui clament « No hay alternativa » (« il n'y a pas d'autre solution »), Ortiz affirme ici qu'enrayer la neutralisation marchande du Che contribue à l'utopie « nécessaire, aujourd'hui autant qu'hier ».

GUILLAUME PAVIS

**LES LIAISONS DANGEREUSES DE BANQUES FRANÇAISES AVEC LA COLONISATION ISRAËLIENNE.** – Collectif  
Paris, mars 2017, 28 pages, à télécharger sur [www.france.palestine.org](http://www.france.palestine.org). Selon ce rapport coordonné par plusieurs organisations, dont la palestinienne Al-Haq, l'Association France Palestine Solidarité (AFPS) et la Confédération générale du travail (CGT), cinq groupes bancaires français – BNP Paribas, Société générale, Crédit agricole, BPCE et Axa – « gèrent des participations financières ou détiennent des actions auprès de banques et entreprises israéliennes qui contribuent au financement des colonies », en violation du droit international. Le document souligne également la responsabilité de l'État français.

GABRIEL GALICE

JOURNALISME

Femmes reporters dans la lumière

LE JOURNALISME au féminin avant 1945, pour ne rien dire du reportage, est une *terra incognita*, même si quelques noms ont bravé l'oubli : pour le XIX<sup>e</sup> siècle, on a retenu Delphine de Girardin, épouse du patron de *La Presse* Émile de Girardin, qui invente la chronique journalistique mais signe « Charles de Launay », et les militantes Séverine, André Léo et Louise Michel. C'est peu. Et c'est pis encore pour la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Pourtant...

La figure d'Andrée Viollis (1870-1950), trop importante pour ne pas souvent apparaître dans les index des biographies de ses contemporains, a été plusieurs fois étudiée, et ses textes ont été réédités (1). Partie de sa propre initiative pour Kaboul en 1929, elle en était revenue avec le récit de la révolte sanglante des tribus contre le fanatique usurpateur Nadir Chah ; deux ans plus tard, elle participait à la mission en Indochine du ministre des colonies Paul Reynaud, observant tout particulièrement la manière dont la France rendait la justice, tandis qu'André Malraux dénonçait dans les pages d'*Europe* la violence des répressions en Annam-Tonkin... Correspondante de guerre, critique littéraire, envoyée spéciale du quotidien *Le Petit Parisien* et de *Ce soir*, elle a incarné durant un demi-siècle le reportage au féminin.

En 1928, lorsque Gallimard crée le magazine *Détective* (2) – fer de lance d'un journalisme centré sur le fait divers, mais parvenant à renouveler ses codes grâce à la photographie et à une écriture toujours plus vive –, aucune femme n'apparaît dans le petit cercle de la rédaction,

et elles sont rares parmi les pigistes. Le reportage passe pour une affaire d'hommes. Ce qu'elles seront plusieurs à démentir : Magdeleine Paz (1889-1973), féministe et pacifiste, qui publiera des articles consacrés à la défense du révolutionnaire Victor Serge, à la proscription nazie et aux drames coloniaux (3) ; ou la trublionne Titaïna (1897-1966), sœur de l'économiste Alfred Sauvy, fondatrice avec Carlo Rim de *Jazz* (1928), le concurrent direct de *Détective*, qui filera aux antipodes chez les anthropophages ou survivra à des trajets risqués en avion (4). Non, l'audace n'est pas l'apanage des mâles.

C'est ce que confirment la stupéfiante Maryse Choisy (1903-1979), dont la rumeur raconte qu'elle se fit enlever les seins pour enquêter déguisée en homme dans les monastères du mont Athos en Grèce – après avoir partagé la vie des prostituées (5) –, la jeune Mireille Maroger (1905-1937), qui visite le bagne de Cayenne ; Madeleine Riffaud (née en 1924), correspondante de *L'Humanité* durant la guerre d'Algérie, etc. À l'instar des Américaines Nellie Bly (1864-1922), tenante du journalisme d'immersion qui passe *Dix jours dans un asile* (6), et Martha Gellhorn (1908-1998), un temps épouse d'Ernest Hemingway, elles ne passent plus inaperçues (7).

Après la seconde guerre mondiale, la génération d'Hélène Parmelin (1915-1998) continue à relever le gant. En décrivant la vie des typographes de son journal dans son roman autobiographique *Noir sur blanc* (Julliard, 1954), cette grande reporter à *L'Humanité*,

Sous la pluie, parmi les visions

Les Retrouvailles des compagnons d'armes de Mo Yan

Traduit du chinois par Noël Dutrait, Seuil, Paris, 2017, 240 pages, 18,50 euros.

RÉCEMMENT, Mo Yan déclarait à la télévision chinoise que le jour où il avait été le plus ému était celui où il avait appris qu'il allait rejoindre l'armée, en 1976, alors qu'il avait 21 ans, et non celui où il avait reçu le prix Nobel de littérature, en 2012. L'armée lui a ouvert de nouveaux horizons. Pour lui comme pour beaucoup de jeunes de son âge, cela signifiait quitter la monotonie du village natal et manger à sa faim. Durant ses années de service, il a commencé à écrire. Quant au Nobel, s'il a représenté une consécration nationale et internationale, il a été vécu comme une contrainte par cet homme tranquille, dont le manque d'engagement politique a été perçu comme une allégeance molle à un régime liberticide pour d'autres intellectuels.

Pourtant, même si Mo Yan ne froisse pas le Parti communiste chinois, il ne manque jamais de passer au crible les « gros dossiers » de l'histoire de son pays, avec une verve et un imaginaire uniques. Politique de restriction des naissances, réforme agraire, son œuvre ne recule devant rien. Et pas davantage devant l'Armée populaire de libération (APL), dont il est question dans *Les Retrouvailles des compagnons d'armes*, paru en Chine en 1992.

Ce récit met en scène deux camarades : Zhao Jin, un officier de retour au pays, et Qian Yinghao, mort treize ans auparavant, mais néanmoins perché sur la cime d'un saule sur les berges de la rivière en crue. D'emblée, le dialogue entre l'officier et le soldat fantôme impose la tension entre le réel et le merveilleux qui caractérise son écriture. Qian Yinghao, le soldat, était bien plus courageux que Zhao Jin, et plus habile que lui au maniement des armes ; pourtant, il est mort de façon ridicule lors de la guerre d'un mois que Pékin a menée contre le Vietnam en 1979. Cet épisode historique sert de cadre aux souvenirs des deux compères, qui évoquent non pas de hauts faits d'armes, mais des anecdotes grotesques, relatées par Mo Yan avec sa truculence habituelle. Fin du mythe du héros, celui qui fit vibrer les deux jeunes soldats nourris de films patriotiques... On les retrouve lanceurs de petits pois dans la troupe de théâtre amateur de leur division, et sujets à la dysenterie avant d'aller combattre. Le front en tant que tel n'apparaît que pour l'effet miroir entre le sol boueux où rampent les soldats et la rivière du pays natal où grouillent les anguilles. La pluie, la crue, les poissons, les vers de terre, tout remue en masse confuse autour d'eux et de Guo Jinku, une gueule cassée qui les a rejoints.

Parfois comparé à Macondo, le village fictif de *Cent Ans de solitude*, de Gabriel García Márquez, cette terre magique où les légendes se mélangent aux hommes en un tourbillon hallucinant, Gaomi, le village d'origine de Mo Yan, n'est pas directement cité, mais on devine sa présence, car l'auteur y retourne toujours pour ancrer à la fois le biographique et le fantastique de ses récits. Le fantôme de Qian Yinghao qui se morfond dans le cimetière humide des martyrs de la révolution demandera à son vieux père de l'y raccompagner...

Ce petit roman à la trame un peu vague n'est sans doute pas le plus grand de Mo Yan, mais il est riche des éléments constitutifs de son talent : le « réalisme halluciné », l'ironie, la fantaisie et la tendresse envers tous ceux qui ne seront jamais des héros.

LÉO DE BOISSISSON.

formée à l'école de la Résistance et d'un militantisme affirmé, s'impose symboliquement pour toutes les femmes parmi les protes (8) et se penche sur le marbre parce que c'est aussi son outil de travail. Le pli est pris.

ÉRIC DUSSERT.

(1) Andrée Viollis, *Indochine SOS*, Les Bons Caractères, Pantin, 2008, et *Tourmente sur l'Afghanistan*, L'Harmattan, Paris, 2003. Cf. également Anne Renoult, *Andrée Viollis. Une femme journaliste*, Presses de l'université d'Angers, 2004, et Alice-Anne Jeandel, *Andrée Viollis : une femme grand reporter. Une écriture de l'événement, 1927-1939*, L'Harmattan, Paris, 2006.

(2) Amélie Chabrier et Marie-Ève Thérénty, « *Détective* », *fabrique de crimes ? (1928-1940)*, Éditions Joseph K., Nantes, 2017, 192 pages, 24 euros.

(3) Magdeleine Paz, *Je suis l'étranger. Reportages, suivis de documents sur l'affaire Victor Serge*, édition présentée et annotée par Anne Mathieu, La Thébaïde, coll. « Au marbre », Le Raincy, 2015, 396 pages, 22 euros.

(4) Titaïna, *Une femme chez les chasseurs de têtes*, Marchialy, Paris, 2016, 268 pages, 18 euros. Lire aussi Dominique Pinsolle, « L'art d'interviewer Adolf Hitler », *Le Monde diplomatique*, août 2017.

(5) Maryse Choisy, *Un mois chez les filles*, Stock, Paris, 2015, 200 pages, 17 euros.

(6) Nellie Bly, *Dix jours dans un asile*, Éditions du sous-sol, Paris, 2015, 128 pages, 14 euros.

(7) Martha Gellhorn, *Mes saisons en enfer. Cinq voyages cauchemardesques et J'ai vu la misère. Récits d'une Amérique en crise*, Éditions du Sonneur, Paris, 2015 et 2017, 608 et 368 pages, 22 et 20,50 euros. Et aussi *La Guerre de face*, Perrin, coll. « Tempus », Paris, 2017, 544 pages, 11 euros.

(8) Chefs d'atelier dans une imprimerie.



## DU MONDE

## L'élégance du désespoir

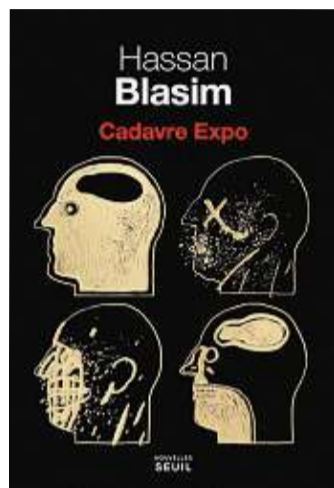
Cadavre Expo de Hassan Blasim

Traduit de l'arabe (Irak) par Emmanuel Varlet. Seuil, Paris, 2017, 224 pages, 18 euros.

« **H**ÉLAS, dit la souris, le monde devient plus étroit chaque jour. Il était si grand autrefois que j'ai pris peur, j'ai couru, j'ai couru, et j'ai été contente de voir enfin, de chaque côté, des murs surgir à l'horizon ; mais ces longs murs courent si vite à la rencontre l'un de l'autre que me voici déjà dans la dernière pièce, et j'aperçois là-bas le piège dans lequel je vais tomber. – Tu n'as qu'à changer de direction, dit le chat en la dévorant. » C'est ainsi, sur la « Petite Fable » de Franz Kafka, que se clôt la dernière des quinze nouvelles de ce recueil, le premier à être traduit en France d'un auteur – également essayiste et cinéaste – déjà renommé, notamment dans les pays anglo-saxons.

Hassan Blasim est né à Bagdad en 1973. Il a 7 ans lorsque éclate la guerre Iran-Irak ; il en a 30 quand l'invasion américaine de l'Irak se conclut par l'occupation du pays. Mais de quel pays s'agit-il alors ? N'a-t-il pas été réduit à un ensemble de territoires confessionnels ou tribaux, d'antagonismes et de haines où on s'entretient ? Blasim a derrière lui des décennies de guerre, un chaos de destruction, de violence et de sang, un amoncellement de morts, devenus la réalité ordinaire – dans l'une de ses nouvelles, il écrit : « L'envie de lire m'est passée et le monde est devenu pour moi une créature monstrueuse et irrationnelle. » L'année suivante, il émigre en Finlande, où il vit désormais.

Il n'écrit pas sur la guerre, mais la guerre imprègne tout ce qu'il écrit. On peut lire « L'Exposition des cadavres », qui ouvre ce recueil, comme une sorte de programme : dans cette production en masse, se servir des morts comme



matériau pour faire de l'art. Pas de considérations morales ou philanthropiques, mais la transformation de l'horreur en œuvre d'art. Ce qui est inacceptable, c'est le manque d'imagination, le manque de style...

Comme le souligne un connaisseur, William T. Vollmann, l'auteur du saisisant roman *Des putes pour Gloria* (Christian Bourgois, 1999) et de *pourquoi êtes-vous pauvres ?* (Actes Sud, 2008), Blasim est « doté d'un style tranchant à la Hemingway et d'un humour ravageur ». Chacune de ces nouvelles, sur un ton de cocasserie noire, est une métaphore d'un monde dévasté, d'un monde devenu fou, où les lapins pondent des œufs, où un trou abrite un vieux poète abbasside mangeur de chair humaine, où il faut être Dieu faute de pouvoir être un homme... Mais comment une métaphore pourrait-elle « avoir un impact concret sur le monde ? », se demande le narrateur de « Mille et Un Couteaux ».

Qui écrit ? Un moi pulvérisé, un moi collectif hanté de cauchemars : « Toi qui toujours écris l'histoire de ta vie par erreur »... Dans « Le Journal des armées » arrivent chaque jour à Bagdad, du front, des monceaux de cahiers d'écolier, chacun portant une étiquette avec le nom d'un soldat mort, chacun racontant l'histoire d'un homme, tous écrits de la même main, celle d'un écrivain génial, d'un soldat inconnu tué au combat. Les morts hantent les vivants, qui en portent le fardeau.

Les quatre dernières histoires ont pour toile de fond la Suède, la Finlande, Amsterdam. Mais aucune terre d'accueil ne peut effacer la mémoire. « Je veux dormir », dit un demandeur d'asile à l'Office des migrations de Malmö. Comme en écho au *Journal* de Kafka : « Je suis une mémoire devenue vivante, d'où l'insomnie. »

MARIE-NOËL RIO.

## ÉCOLOGIE

L'HOMME, CET ANIMAL RATÉ. Histoire naturelle de notre espèce. – Pierre Jouventin

Libre et Solidaire, Paris, 2016, 232 pages, 21 euros.

La thèse de Pierre Jouventin, écologue réputé, présente une double originalité. D'abord, dans la continuité de son précédent ouvrage, *La Face cachée de Darwin*, il s'appuie sur ce dernier, mais aussi sur le géographe-anthropologue anarchiste Pierre Kropotkine, pour souligner que compétition et coopération coexistent et se complètent chez l'être humain. Il considère ensuite comme l'animal le plus proche de l'homme non les grands singes primates anthropoïdes, mais le loup, au comportement à la fois prédateur et altruiste. Dénonçant par ailleurs le capitalisme, suicidaire par sa surexploitation effrénée des ressources naturelles, il considère toutefois, en adepte de Thomas Malthus, que, si la population mondiale était régulée, nos problèmes pourraient à terme être écologiquement résolus. Parce qu'il s'écarte de la régulation naturelle pratiquée par les autres espèces, l'homme serait-il un animal raté ?

JEAN-JACQUES GANDINI

MA VIE ATOMIQUE. – Jean Songe

Calmann-Lévy, Paris, 2016, 320 pages, 19 euros.

Auteur de polars et phobique des piscines, l'auteur prend soudain conscience en 2013 que des piscines, il y en a dans les centrales atomiques ; que l'une d'elles, à Fukushima (Japon), menace la planète entière ; et que le paisible havre de verdure du Sud-Ouest où sa famille, transfuge de la région parisienne, réside depuis quinze ans est tout près de celles de Golfech. S'engage alors une longue enquête rétrospective et prospective pour cerner les rouages de ce monde nucléaire obscur. Inspiré du journalisme « gonzo » (ultrasubjectif), ce travail, aussi documenté que... subjectif, met au jour nombre de faits occultés par les médias. Il pointe les dangers immédiats et les conséquences à long terme depuis les années 1950. L'ouvrage n'évoque en revanche quasi pas les actions collectives et militantes de résistance à la nucléarisation du monde. Paradoxalement, c'est ce ressenti à la première personne d'un ex-candidate désireux de « réveiller les endormis » qui nous fait saisir au mieux notre « condition nucléaire ».

JEAN-PIERRE CRÉMOUX

## IDÉES

«GEORGE ORWELL» OU LA VIE ORDINAIRE. – Stéphane Leménorel et George Orwell

Le Passager clandestin, coll. « Les précurseurs de la décroissance », Newby-en-Champagne, 2017, 110 pages, 8 euros.

George Orwell (1903-1950) a « construit sa pensée au contact des réalités », écrit Stéphane Leménorel, poète et ancien professeur de philosophie, dans ce recueil qui conjugue une présentation et des extraits de l'œuvre. Des réalités aussi diverses que son expérience de policier en Birmanie ou son immersion dans les bas-fonds de Paris et de Londres, où, au contact des exploités et des marginaux, il découvre l'importance des solidarités minuscules ; son engagement dans la guerre d'Espagne, au cours duquel il prend conscience de ce qui lui apparaît comme le « mensonge politique organisé » des stalinien et de la perversion du langage lorsqu'on le coupe de la réalité. Ces expériences, auxquelles s'ajoute son intérêt pour la « vie ordinaire », le conduisent à analyser puis à dénoncer la mythologie, les fondements et les mécanismes du productivisme, à déconstruire la « novlangue », ce jargon technocratique qui remplace débats et discussions par de simples stimuli quasi pavloviens, à mener une critique imputoyable de la mécanisation des esprits et des vies, et à proposer un retour à la « common decency », le bon sens ordinaire.

ARNAUD DE MONTJOYE

COMMENT PENSENT LES FORÊTS. Vers une anthropologie au-delà de l'humain. – Eduardo Kohn

Zones sensibles, Bruxelles, 2017, 336 pages, 23 euros.

Fruit d'une longue enquête chez les Runa d'Amazonie équatorienne, ce livre entend fonder une anthropologie « au-delà de l'humain » et des mondes socioculturels qui lui sont propres. Eduardo Kohn tente de prendre au sérieux la perspective amérindienne selon laquelle les êtres vivants (humains, animaux, plantes) ont en commun de se représenter le monde et d'avoir sur lui un point de vue. Ce qui implique de se débarrasser de l'idée que la représentation reposerait sur le seul langage humain. Pour Kohn, les êtres pensent et agissent plutôt à partir de signes (la chute d'un arbre, un son, une position du corps) qui leur restituent « quelque chose à propos du monde » et qui ont des effets sur lui. Par ce biais, des « canaux de communication » s'ouvrent entre des êtres qui ne cessent de s'observer et d'interpréter leurs points de vue réciproques. Le propos est savant mais accessible, illustré par une multitude d'anecdotes et de photographies. Paru en anglais en 2013, cet ouvrage, dont l'édition française est préfacée par l'anthropologue Philippe Descola, a déjà suscité un bel engouement.

RAPHAËL COLLIAUX

LES CHEMINS DIFFICILES DE L'ÉMANCIPATION. Réponse à Marcel Gauchet et quelques autres. – Yvon Quiniou

Kimé, Paris, 2017, 176 pages, 20 euros.

En réponse à Marcel Gauchet et à tous ceux qui, tout en déplorant l'effacement du politique, affirment qu'aucune solution de rechange au système libéral n'est plus concevable, ce livre entend réaffirmer, en empruntant la voie tracée par l'auteur du *Capital*, que, « sans l'émancipation sociale et économique, l'émancipation politique ne saurait être totale ».

Refusant l'« imposture sémantique » de l'identification de la pensée de Karl Marx à ce qui s'est fait en son nom au XX<sup>e</sup> siècle, le philosophe Yvon Quiniou juge son œuvre largement portée par une « inspiration morale », la dénonciation de la souffrance au travail et de l'atteinte à la dignité humaine faisant implicitement référence à des exigences et à « des valeurs universelles, telles que la morale kantienne a pu les formuler ». Le premier de ces impératifs, « renverser les rapports sociaux qui font de l'homme un être humilié, asservi et méprisable », passe en partie, selon lui, par la préservation des acquis sociaux et la restauration du rôle de l'État. Mais il importe de penser l'invention de nouveaux droits, et de « mettre fin à l'obsession du productivisme ».

CHRISTOPHE BACONIN

COMPRENDRE LE POUVOIR. – Noam Chomsky

Lux, Montréal, 2017, 607 pages, 25 euros.

L'ouvrage réunit des textes publiés séparément il y a une dizaine d'années. Bien découpées, vivantes, les interventions de Noam Chomsky analysent la politique étrangère américaine, le rôle des médias, mais s'emploient aussi à bousculer le confort des intellectuels progressistes. Notamment leur certitude d'appartenir à une aristocratie de l'intelligence : « En France, si vous faites partie de l'élite intellectuelle et que vous toussiez, on publie un article en première page du Monde. »

Ce propos de 1989 a sans doute un peu vieilli, ce qui n'est pas le cas de la mise en accusation par Chomsky de l'hermétisme et de l'hyperspécialisation académiques : « Les universités aident et encouragent les gens à s'occuper de travaux inoffensifs et sans importance. » D'abord outil « pour faire carrière », le postmodernisme a également contribué à la fragmentation de la gauche : « L'énergie s'est dispersée. Il est facile de chercher à fuir. Il existe de multiples façons de le faire. On peut rédiger des articles dénués de sens au sujet d'une version inintelligible du féminisme radical universitaire, ou devenir un adepte des complots, ou se cantonner à un problème important mais si spécifique qu'il n'aura jamais aucun rayonnement. »

SERGE HALIMI

## ARTS

## Saluer les perturbateurs

SERAIT-ON, en France, embarrassé par les artistes qui furent engagés dans leur époque ? Walker Evans (1903-1975), père du style documentaire, photographe de l'Amérique de la crise et de la misère, connu pour son livre conçu avec l'écrivain James Agee *Louons maintenant les grands hommes* (1941), n'y avait jamais eu de rétrospective. Le Centre Pompidou de Paris vient de l'exposer (1). Il ne devait donc pas être en peine pour le présenter ; tout était à faire. Pourtant, le commissaire a adopté un parti thématique qui rassemble ce qui se ressemble et fait perdre l'engagement tant esthétique que social du photographe.

Voici les enseignes, les publicités, les cartes postales, puis les objets, les maisons. Pour Evans, la photographie, qu'il conçut sous l'influence double d'Eugène Atget (1857-1927) et d'August Sander (1876-1964), c'est-à-dire sans pathos, convoquait consciemment et inconsciemment le monde social, serait-ce dans la simple vue frontale d'une cuisine. C'est à une sorte d'autoprésentation des êtres et des choses qu'il s'intéressait, et non à l'inolite, que guette l'esthétisation. La nomenclature ou la collection (même s'il collectionnait effectivement des enseignes et des cartes postales) n'aide guère à entrer dans cette démarche complexe, où l'effacement apparent du photographe a pour corrélat la mise en scène par lui-même de l'objet et du sujet photographiés.

Ce n'est pas beaucoup mieux pour Pablo Picasso. Il y eut « Picasso et les choses », « Matisse-Picasso », « Picasso-Giacometti », et enfin « Olga Picasso » (2). Ne peut-on voir là quelque mise à distance du Picasso engagé ? À Madrid, le Musée Reina Sofia a présenté une formidable exposition autour de *Guernica*, qui, au contraire, dit toute sa puissance à la fois esthétique et politique (3). Y sont montrées une cinquantaine d'études et 180 œuvres du peintre conduisant au « renversement » qu'est cette toile de 3,50 sur 7,80 mètres, faite à la demande du gouvernement républicain pour le pavillon espagnol de l'Exposition universelle de 1937 à Paris, et représentant le bombardement de cette petite ville basque par des avions allemands et italiens, le 26 avril 1937, durant la guerre civile espagnole.

Peinture anachronique à l'époque du photomontage et du cinéma ? C'est à voir : songeons au muralisme mexicain, alors en plein essor, aux peintures monumentales de Sonia et Robert Delaunay et, surtout, de Fernand Léger. Si certains (John Berger, comme Anthony Blunt) y virent un échec, ou une « œuvre antifasciste qui ne montre pas le fascisme » (Carlo Ginzburg), *Guernica* s'impose aujourd'hui comme l'expression de l'horreur de la guerre moderne. De ce « massacre des innocents »

à l'immense composition de Vallauris *La Guerre et la Paix*, il y a une évidente logique, que double celle, métaphorique, des femmes qui pleurent, des corridas, des minotaures ou de *L'enlèvement des Sabines*, et que précèdent les collages cubistes, où les éclats du réel historique (les journaux) déchirent les paisibles compositions (guitare, pipe, compotier). Pour Anne Wagner, commissaire, ce chemin vers *Guernica* commence en 1925, avec la peur et la difformité : *Le Peintre et son modèle*, *Le Baiser* (1926), *Crucifixion* (1930), *Figures au bord de la mer* (1931).

Enfin, la toile est située dans son contexte, notamment celui de l'Exposition universelle. Le pavillon espagnol, menacé par l'aigle du pavillon allemand et soutenu par le couple de la Soviétique Vera Moukhina *L'Ouvrier et la Kolkhoziennne*, présentait aussi d'autres artistes, de Josep Renau – ministre de la culture de la République – à Joan Miró...

## PHOTOGRAPHIE

## Promeneurs aériens

IL N'EXISTAIT PAS encore d'atlas mondial des téléphériques et autres « bidules » urbains, et il manquait aux passionnés des funiculaires une carte d'état-major de tous ces véhicules propres à remplir d'excitation ceux qui sont restés des enfants émerveillés par les ascensions mécanisées... Cet ouvrage (1) recense par ordre alphabétique les villes qui abritent un ascenseur, un élévateur, une télécabine à débrayage, célébrés ici par des photographies d'une grande qualité et une mise en page remarquable. Le Gangtok Ropeway au Sikkim (Inde), un kilomètre de câble, permet de se rendre dans un institut de tibétologie par télécabine. Parfois, c'est une île qui est reliée au continent, comme à Nha Trang, au Vietnam ; parfois, c'est un quartier qui est désenclavé, comme à Brest avec le nouveau téléphérique des Capucins. Ce qui apparaît au premier abord comme un gadget pour touristes s'avère un mode de transport étudié pour désengorger de nombreuses agglomérations. L'auteur, urbaniste, membre jusqu'en 2016 du conseil scientifique du Grand Paris, considère qu'ils sont appropriés, ne serait-ce que par leur efficacité énergétique, à la cité de l'avenir. À Valparaiso (Chili), le funiculaire qui mène à la maison du poète Pablo Neruda et tous les



ascenseurs du port racontent que s'élever permet de se hisser collectivement au-dessus du monde... peut-être pour mieux le rêver.

CHRISTOPHE GOBY.

(1) Jean Robert Mazaud, *Trams du ciel. Atlas mondial des téléphériques et autres transports urbains à câble*, La Découverte, Paris, 2017, 424 pages, 32 euros.



HISTOIRE

RÉVOLUTION RUSSE ET RÉVOLUTION FRANÇAISE. – Albert Mathiez

Éditions critiques, Paris, 2017, 140 pages, 14 euros.

Le monde bruit de révolutions en tout genre, mais celles qui l'ont véritablement transformé ne sont plus en odeur de sainteté. Ainsi en va-t-il de la Révolution française, souvent réduite à une simple «révolution citoyenne», et de celle d'octobre 1917, génitrice supposée du totalitarisme et du goulag. Confronter l'une à l'autre pour essayer au contraire d'y trouver des éléments d'explication et d'interprétation susceptibles de rendre à nouveau possible un événement de cette ampleur, tel fut le souci qui transparaît dans ces articles d'Albert Mathiez (1874-1932). Historien engagé, partisan d'une révolution sociale que l'on pourrait qualifier, au choix, de communiste ou d'anarchiste, il opéra un va-et-vient révélateur entre les deux révolutions, au moment même où la seconde venait de rompre le cours normalisé de l'histoire, pour dégager ce qui les différencie mais aussi ce qui les unit. À commencer par ce qui lui semble le plus significatif : l'irruption du peuple comme force motrice d'un changement de société. Rédigés au début du siècle passé, ces écrits pourraient contribuer à relancer un débat qui ne pourra être éternellement différé.

JEAN-PIERRE GARNIER

GESTAPO ET POLICES ALLEMANDES. France, Europe de l'Ouest, 1939-1945. – Sous la direction de Patrice Arnaud et Fabien Théofilakis

CNRS Éditions, Paris, 2017, 280 pages, 25 euros.

Sur les neuf chapitres de ce recueil, sept concernent la France, dont, partiellement, celui sur Adolf Eichmann et les versions successives qu'il a données de son rôle. Le premier chapitre ignore la collaboration policière anticomuniste et antijuive de l'avant-guerre à l'accord de juillet 1942 et oppose Wehrmacht (administration militaire) et Sipo-SD (police); le deuxième accorde une «autonomie» des auxiliaires antisémites français de l'occupant, justifiant l'habituel distinguo entre «collaboration d'Etat» et «collaborationnisme»... Bref, on est censé voir dans «l'histoire enchevêtrée de la répression (...) un moment de rencontres entre deux sociétés». Mais il faut saluer la qualité des descriptifs régionaux, notamment ceux qui portent sur les Ardennes et sur le Nord-Pas-de-Calais, à propos duquel Laurent Thiery torde le cou à l'opposition entre armée et police allemandes dans leur respective ardeur répressive. Et la contribution «La police allemande en Grèce occupée», remarquable, donne envie de voir traduits au plus vite les autres travaux des historiens grecs Vaïos Kalogrias et Stratos Dordanas.

ANNIE LACROIX-RIZ

MAIS DE QUOI ONT-ILS EU SI PEUR ? – Walter Benjamin, Ernst Bloch et Siegfried Kracauer à Marseille le 8 septembre 1926. – Christine Breton et Sylvain Maestraggi

Éditions Commune, Marseille, 2016, 260 pages, 20 euros.

Parmi les nombreux épisodes de l'assassinat du cœur historique de Marseille au XX<sup>e</sup> siècle, celui du quartier dit de «derrière la Bourse» n'est guère connu. De 1912 à 1927, avec une interruption durant la guerre, un pan entier de la ville ancienne, comptant sept mille habitants, fut détruit pour laisser la place pendant des décennies à... un terrain vague. De passage à Marseille en 1926 pour y rencontrer l'équipe des *Cahiers du Sud*, Walter Benjamin, Ernst Bloch et Siegfried Kracauer, fascinés et intrigués par la ville, font l'expérience de cet absurde désastre. L'événement est évoqué ici à plusieurs voix, grâce à une sorte de conte urbain dû à Christine Breton, à un essai de Sylvain Maestraggi, à un corpus de textes – souvent inédits – des trois philosophes et à un cahier de photographies – magnifiques – de ces rues vouées à disparaître. Aujourd'hui, alors que la ville connaît sa transformation urbanistique la plus importante depuis le Second Empire, ce livre devrait interpeller tous ceux «qui savent quelque chose de la tristesse de Marseille», selon les mots de Benjamin.

CHARLES JACQUIER

ARTS

POP CORNER. La grande histoire de la pop culture, 1920-2020. – Hubert Artus

Don Quichotte, Paris, 2017, 360 pages, 19,90 euros.

Des anti-héros aux super-héros, d'Andy Warhol à Quentin Tarantino, de la beatlemania au punk et au hip-hop en passant par la naissance d'un label pop *made in France* avec Bérurier noir, Mano Negra, les Wampas et Pigalle, sans oublier *Pokémon Go*, le journaliste et essayiste Hubert Artus retrace l'histoire de la culture pop, du lendemain de la première guerre mondiale, au lendemain de la seconde, au présent, le lecteur découvre ce que la culture pop représente vraiment. Du reste, POP ne signifie-t-il pas *personal opinion on pop*? Incarnant initialement une solution de rechange à ce qui vient des élites, la pop est une dynamique de la marge, une fureur de vivre qui explose dans les années 1950-1960 et qui laisse son empreinte sur des supports multipliés, radio, vinyles, CD ou iPod. Mettant en avant les comics, le pop art, les projets pirates ou indépendants, Artus montre que la culture pop est plurielle, à la fois alternative et majoritaire, militante et commerciale, rebelle et conformiste, autodidacte et subversive.

ALIOCHA WALD LASOWSKI

JUSTICE

Éléments d'un verdict

ETHNOLOGUE, Christiane Besnier s'est penchée sur les mœurs d'une tribu très particulière : les acteurs des procès d'assises (1). Elle a assisté, dans les rangs du public, à une quarantaine de procès criminels. À partir de cette expérience, elle livre une analyse approfondie du comportement des parties : le président, les assesseurs, l'avocat général et les avocats. Elle montre comment s'insèrent dans ce rite les acteurs principaux, l'accusé, les victimes ; elle décrit les étapes d'un procès criminel, faisant ainsi œuvre pédagogique. Il faut lui savoir gré d'avoir précisément étudié la procédure pénale et ses dernières évolutions, ce qui lui évite bien des bévues courantes dans les commentaires médiatiques.

Première leçon de cet ouvrage : l'audience criminelle demeure irremplaçable. L'instruction n'est qu'un préalable dès lors que l'objectif est la découverte de la vérité ; la vérité des faits, certes, mais aussi celle des personnes qu'il s'agit de condamner ou non à de longues peines. En effet, c'est à l'audience que des retournements de situation se produisent, que des déclarations, notamment des aveux inattendus, éclairent le débat d'un jour entièrement nouveau. C'est à l'audience aussi que la personnalité de l'accusé apparaît aux jurés, face à la victime ou à ses parents, aux révélations de témoins ou d'experts, aux réactions de coaccusés.

Une réserve toutefois : selon l'auteure, la justice continentale, et particulièrement la justice française, aurait la «religion de l'aveu», tandis que la justice anglo-saxonne serait entièrement fondée sur la preuve. Cette affirmation, bien proche d'une idée reçue, est contredite dans l'ouvrage même, puisqu'il y est expressément mentionné que 95% des procès criminels anglo-saxons se terminent par un «plea bargain», c'est-à-dire une négociation de la peine à huis clos entre l'accusation et la défense, en échange d'un aveu. Si les connaissances de Besnier sur la justice criminelle anglo-saxonne semblent influencées par des films ou des séries télévisées, on s'étonnera qu'elle ne cite pas des œuvres comme le film de Sidney Lumet *Douze Hommes en colère* (1957) et que, par ailleurs, ceux d'André Cayatte n'aient pas été pris comme points de comparaison afin de mesurer la distance entre l'œuvre de fiction et la réalité.

L'avocat Jean-Yves Le Borgne voit l'audience d'une tout autre place : celle du banc de la défense, d'où il fait retentir sa voix de bronze (2). Il affiche d'emblée son objectif : changer la justice. Il constate la lourdeur de la procédure et les équivoques nuisibles à la manifestation de la vérité dans un délai raisonnable. Si on peut ne partager aucune de ses thèses, on ne peut pas prétendre que sa position n'est pas solidement argumentée. Il considère par exemple que les magistrats du siège ne doivent en aucun cas exprimer une opinion politique, et critique le «mur des cons» – dont l'existence avait été révélée par une vidéo en 2013 –, constitué dans leurs locaux avec des photographies de personnalités par des membres du Syndicat de la magistrature. Il pense, en revanche, que les magistrats du parquet ne sont que les porte-voix du pouvoir exécutif, même dans les affaires particulières où ils bénéficient en principe d'une liberté d'opinion ; ce qui n'est guère politiquement correct.

Le Borgne estime que la fonction de juge d'instruction, qui instruit à charge et à décharge, n'est pas tenable, sauf si on accepte une certaine schizophrénie. Il propose donc que l'instruction soit menée par le parquet, qui a toute compétence pour relever les éléments à décharge, et que le juge d'instruction soit remplacé par un «juge de l'instruction» qui n'interviendrait que sur requête de la défense ou de la partie civile, pour garantir l'objectivité de la procédure et sa conformité aux règles de droit.

Quant aux peines à prononcer, il adopte une attitude humaniste, notamment à l'égard des petits délinquants. Il estime à juste titre qu'une vie ne doit pas être brisée par des poursuites inopportunes quand une réponse différente peut être envisagée. Mais, curieusement, il n'évoque pas le rôle des avocats et ne dit par conséquent pas ce qu'il faudrait changer dans ce domaine. Étrange pudeur...

ÉTIENNE TARRIDE.

(1) Christiane Besnier, *La Vérité côté cour. Une ethnologie aux assises*, La Découverte, coll. «Cahiers libres», Paris, 2017, 220 pages, 18 euros.

(2) Jean-Yves Le Borgne, *Changer la justice*, Presses universitaires de France, Paris, 2017, 144 pages, 14 euros.

IDÉES

La ligne Aragon

EN MARS 1968, dans un article de *Monde* qui deviendra célèbre, Pierre Vianson-Ponté affirme que, saisie de mélancolie collective, la France s'ennuie. Pourtant, les années 1960 ne sont pas exactement mornes. On peut même dire qu'elles sont marquées par une étonnante vitalité politique, artistique, philosophique... C'est le temps des indépendances coloniales, des débuts de la guerre du Vietnam, de la montée des pays non alignés ; l'Union soviétique réaffirme la nécessité de la déstalinisation, la révolution culturelle commence en Chine et la possibilité d'une convergence de la gauche pour l'élaboration d'un programme commun émerge en France. Entre 1963 et 1967, le nombre de journées non travaillées oscille entre un et six millions par an. La Nouvelle Vague, le Nouveau Roman, le théâtre de l'absurde – avec Eugène Ionesco, Samuel Beckett, etc. – se sont imposés, Jean-Paul Sartre incarne une figure majeure de la pensée de l'engagement, et le structuralisme perturbe les grilles d'analyse.

Dans ce contexte, le Parti communiste français (PCF), dont Waldeck Rochet est le secrétaire général, décide de réunir son Comité central à Argenteuil, en mars 1966, afin de débattre du rôle des intellectuels et des artistes communistes avec Roger Garaudy, Lucien Sève, André Stil, Jean Kanapa, et un Louis Aragon si influent qu'on parlera alors de «ligne Aragon»... Cette session aboutit à une «résolution sur les problèmes idéologiques et culturels» (1).

Évidemment, c'est vaste... Mais des dix-neuf interventions se dégagent, pour une lecture d'aujourd'hui, deux questions principales, qui n'ont rien de périmé : «Le marxisme est-il un humanisme?» et «Que doit-on attendre de l'art?». On y parle toujours couramment la langue de bois, et les références aux écrits canoniques sont bien un peu obsédantes. Mais la rigueur et l'ampleur des réflexions suscitent néanmoins un certain enthousiasme. Car il s'agit là d'examiner quelle anthropologie est consubstantielle au marxisme.

Plusieurs événements obligent alors à la définir : tout d'abord, dans le sillage de Vatican II (1962-1965) (2), l'éventualité d'un rapprochement avec les chrétiens, dont Roger Garaudy (3) se fait brillamment le héraut, mais aussi l'union à établir avec les socialistes. Jusqu'ou peut-on aller sans glisser dans le réformisme, sans neutraliser, au fil de la recherche de convergences morales, le matérialisme dialectique, pour lequel «l'essence humaine n'est pas une abstraction inhérente à l'individu pris à part. Dans sa réalité effective, c'est l'ensemble des rapports sociaux» (Karl Marx, *Thèses sur Feuerbach*)? Le rayonnement de la pensée du grand absent de la réunion, Louis Althusser, qui vient de publier

aux éditions Maspero *Pour Marx* et *Lire «Le Capital»*, renforce la nécessité de l'entreprise, en définissant le marxisme «scientifique» des écrits de la maturité comme un anti-humanisme théorique, car les rapports sociaux de production auraient le primat sur le libre arbitre et l'intersubjectivité.

L'«ouverture» et les rapprochements qu'elle promet, dont le Parti communiste italien est alors peu ou prou le modèle, vont être souvent recadrés, car ils portent le risque de dissoudre les contradictions de classe et la «conception objective de la réalité» au bénéfice d'un «vague élan du cœur». Quant à l'anthropologie structuraliste d'Althusser, elle est ardemment discutée sans être invalidée, sinon sur un point majeur : celui de l'existence d'une liberté humaine, qui «consiste essentiellement à connaître les lois du développement de la nature et de la société, et à s'en servir habilement dans son activité pratique» (Waldeck Rochet). Un humanisme marxiste peut alors être défini, lié à la «tâche historique de la classe ouvrière», comme l'énonce la résolution. Cette tâche est de se libérer et, en se libérant, de libérer le potentiel d'épanouissement de tous.

Ce à quoi contribue l'art, «avant-garde de l'émotion, comme il y a une avant-garde de l'intelligence», selon le romancier André Stil... Contre les prescriptions du réalisme socialiste, il affirme que l'art travaille une réalité «au-delà des conventions que nous prenons souvent pour la réalité», irruption de l'imaginaire et de l'inconscient. La résolution insiste avec panache, dans un passage attribué à Aragon : «Il y a dans toute œuvre d'art une part irréductible aux données, et cette part, c'est l'homme même. Tel écrivain, tel artiste était seul capable de produire l'œuvre créée.» La création artistique et littéraire «est aussi précieuse que la création scientifique, dont elle ouvre parfois les voies», et ne doit connaître aucune limite à sa recherche... Ce salut inconditionnel à l'art comme tentative de prise de possession ou de transformation du monde par un homme qui «aspire à l'unité retrouvée» est peut-être ce qui reste le plus précieux dans cette «dispute» : une ouverture qui demandera à être prolongée, par une réflexion tant sur la subjectivité que sur l'esthétique.

EVELYNE PIELLER.

(1) Roger Martelli, *Une dispute communiste : le Comité central d'Argenteuil sur la culture*, Éditions sociales, Paris, 2017, 450 pages, 22 euros.

(2) Ce concile œcuménique, convoqué par le pape Jean XXIII, entreprit de mettre à jour la doctrine de la foi afin de permettre à l'Église de mieux se confronter à la modernité.

(3) Membre du Bureau politique, il sera exclu du PCF en 1970 et entamera un parcours qui le conduira à devenir une des figures du négationnisme.

DANS LES REVUES

□ **FOREIGN AFFAIRS**. Elliott Abrams, néo-conservateur des plus militants, estime que la diplomatie de M. Donald Trump est, tout compte fait, plus belliciste, plus conventionnelle qu'il ne le redoutait... Comment endiguer l'avancée maritime de la Chine? (Vol. 96, n°4, juillet-août, bimestriel, 77,94 dollars par an. – New York, États-Unis.)

□ **DISSENT**. Plusieurs articles évoquent des combats actuels de la gauche américaine : ceux des ouvriers de l'automobile du Mississippi, des habitants de Birmingham (Alabama), des immigrants de Nebraska. Également : le destin des femmes qui nettoient le linge des autres. (Été, trimestriel, 12 dollars. – New York, États-Unis.)

□ **THE BAFFLER**. La révolution postraciale et ses insuffisances ; cette «classe créative» qui envahit les villes et fait flamber les prix de l'immobilier ; la résistance à M. Donald Trump handicapée par le rôle excessif qu'y joue la Californie et par la place insuffisante du mouvement syndical. (N° 35, été, trimestriel, 20 dollars. – New York, États-Unis.)

□ **JACOBIN**. Amérique latine : un débat sur la révolution bolivarienne au Venezuela ; une mise en perspective de la «vague rose» ; un aperçu des investissements chinois sur le continent. (N° 25, printemps, trimestriel, 12,95 dollars. – New York, États-Unis.)

□ **MONTHLY REVIEW**. Le retour du néolibéralisme en Argentine ; le fascisme américain du temps de Franklin D. Roosevelt ; pourquoi M. Donald Trump n'est pas populiste. (Vol. 69, n° 2, juin, mensuel, 6 dollars. – New York, États-Unis.)

□ **LA REVUE INTERNATIONALE ET STRATÉGIQUE**. Après avoir constaté que la forme «démocratie» a rarement été aussi répandue, le dossier «Contestations démocratiques, désordre international?» se concentre sur le poids des mouvements de contestation intérieurs, ainsi que sur l'imprévisibilité comme caractéristique des relations internationales actuelles. (N° 106, été, trimestriel, 20 euros. – IRIS, Paris.)

□ **RELATIONS**. Le Canada se prépare à fêter les 150 ans de sa Constitution fédérale. Alain Deneault y voit un «projet colonial réussi» qui fait peu de cas des ressources naturelles des peuples autochtones. Il faut remettre le Québec en marche face à la «force assimilatrice de l'anglais»! (N° 791, juillet-août, 8 numéros par an, 7 dollars canadiens. – Centre Justice et Foi, Montréal, Canada.)

□ **FRANCE-QUÉBEC MAG**. Cinquante ans après, que reste-t-il du «Vive le Québec libre!» lancé par le général de Gaulle à Montréal? Une certaine fierté d'être enfin distingué dans l'immense Canada et un appui dans les débats constitutionnels d'aujourd'hui. (N° 180, août, trimestriel, 9 euros. – Paris.)

□ **THE ASIA-PACIFIC JOURNAL**. Une analyse détaillée d'une «stratégie pour négocier avec la Corée du Nord». À noter, l'article de Gavan McCormack et Sandi Arizta sur le combat des habitants d'Okinawa (Japon) contre les bases militaires américaines. (Vol. 15, n° 2, janvier, mensuel, gratuit. – En ligne uniquement : <http://apjif.org>)

□ **GLOBAL ASIA**. La Corée du Sud après la destitution de M<sup>me</sup> Park Geun-hye et l'élection du nouveau président Moon Jae-in, dont la revue publie le discours d'investiture. Un cahier de photographies en couleur témoigne de l'émergence d'une (petite) couche moyenne en Corée du Nord. (Vol. 12, n° 2, été, 15 000 wons. – Séoul, Corée.)

□ **LE COURRIER DE L'ATLAS**. Reportage à Alger, auprès d'une «jeunesse désabusée» par l'absence de perspectives dans un pays marqué par la fuite des cerveaux ; entretien avec le philosophe marocain Maati Kabbal, qui milite «pour que tous les talents servent leur pays et qu'ils arrêtent de partir en Europe». (N° 116, juillet-août, mensuel, 3,20 euros. – Paris.)

□ **QANTARA**. À l'occasion des 30 ans de l'Institut du monde arabe (IMA), le magazine revient sur l'histoire de l'établissement, sur ses principes fondateurs et ses ambitions, et réfléchit en filigrane à la notion de «monde arabe» : «De quoi l'IMA est-il le nom?» (N° 104, juillet, trimestriel, 7,50 euros. – IMA, Paris.)

□ **AFRIQUE RENOUVEAU**. Un an après la signature de l'accord de Paris sur le climat, où en est l'Afrique? La question de la préservation des océans est cruciale pour le continent, confronté à la surpêche, au réchauffement climatique et à la menace des déchets en plastique. (Vol. 31, n° 1, mai-juillet, trimestriel, gratuit. – Nations unies, New York, États-Unis.)

□ **FRANCE FORUM**. La revue de l'Institut Jean-Lecanuet invite à «repenser l'Afrique» en soulignant des aspects méconnus : potentiel industriel dans les nouvelles technologies, montée en puissance des femmes, accaparement de l'État de droit par les élites, etc. (N° 66, juillet, trimestriel, 10 euros. – Paris.)

□ **RAISONS POLITIQUES**. Quelle définition donner des groupes et des «entités collectives», quel statut leur attribuer? Qu'est-ce qu'une identité collective, «quel genre de groupe sont les races»? Avec notamment des contributions de Vincent Descombes et Philippe Urfalino. (N° 66, mai, 4 numéros par an, 20 euros l'un. – Paris.)

□ **LA PENSÉE**. Un dossier présentant quelques répercussions de la révolution russe dans le monde des idées : d'Alain à Georges Politzer, de Carl Schmitt à Nicolas Berdiaev, de Célestin 4 numéros par an, 19 euros. – Pantin.)

## HISTOIRE

## Immigrés français en Afrique du Sud

*Les grandes migrations de travail parties d'Europe vers les États-Unis ou du Sud vers le Nord montrent souvent des migrants soumis au mépris ou au racisme des populations d'accueil. Le cas peu connu des milliers de Français recrutés par l'industrie sud-africaine dans les années 1960 renverse la perspective. Car, ici, les immigrants venaient consolider la domination des Blancs...*

PAR CHARLOTTE GRABLI  
ET THOMAS LESAFFRE \*

« **O**N SAUVAIT très bien ce que c'était que l'apartheid. » Pour Jean, ancien ajusteur dans l'usine sidérurgique des Hauts-Fourneaux de la Chiers, en Lorraine, le choix de l'émigration en Afrique du Sud n'était pas anodin. Un simple encart dans *Le Républicain lorrain* suffit à décider ce briseur de grève, lassé du climat politique des années 1960 et des syndicats. L'appel lancé « aux personnes intéressées par l'immigration en Afrique du Sud » promet un logement et un emploi au sein d'Iron and Steel Corporation (Isacor), le plus grand producteur d'acier du pays. Comme Marcel, « considéré comme un fasciste » après son retour de la guerre d'Algérie où il était parachutiste, Jean saisit l'occasion de rejoindre le dernier « bastion blanc » du continent africain. Aucun avion ne décollait en mai et juin 1968 ; il partit début juillet.

Pour les vingt mille Français émigrant en Afrique du Sud à cette époque, la réaction politique n'est pas le seul motif. Les années 1960 et 1970 marquent l'apparition de la précarité et du chômage dans les régions sidérurgiques et minières. Plutôt que le Canada et l'Australie, deux destinations qui se disputent les immigrants européens, beaucoup choisissent l'Afrique du Sud par défaut, parce qu'elle offre les possibilités de départ les plus rapides. L'industrie alors en pleine croissance est en quête de main-d'œuvre qualifiée. Mais ses recruteurs viennent aussi chercher l'avenir de la nation blanche sud-africaine. Au début des années 1960, le déséquilibre démographique entre Noirs et Blancs s'accroît, tandis que la pression politique de la décolonisation installe le pouvoir sud-africain dans une mentalité d'assiégé. Face au « péril noir », le premier ministre Hendrik Verwoerd, un sociologue connu comme « l'architecte de l'apartheid », imagine ces recrutements de masse. Selon lui, l'arrivée d'immigrants blancs, associée à une mécanisation soutenue, diminuerait le besoin en main-d'œuvre noire et permettrait le déplacement progressif des Africains vers « leurs » réserves (1).

Dans les salons dorés du Carlton, à Metz, les chasseurs de têtes d'Isacor veillent au respect de critères de sélection. En plus de l'expérience professionnelle, les candidats doivent montrer leur capacité d'intégration dans la société d'apartheid sud-africaine. Priorité aux familles nombreuses, si possible non catholiques (les Afrikaners sont très majoritairement calvinistes) ; mais les ouvriers célibataires, les anciens colons de l'Algérie française et les briseurs de grève sont également les bienvenus. Les heureux élus ignorent tout de leur pays d'accueil. Et l'arrivée s'avère bien souvent chaotique. Après quelques nuits dans des hôtels de Johannesburg, on les emmène à Vanderbijlpark, une nouvelle ville industrielle à quatre-vingts kilomètres au sud de la capitale économique.

« Il n'y a pas de télé, il n'y a rien ! » Comme Simone, la plupart des Français sont frappés par l'austérité du lieu. La région du Vaal, qui abritait Isacor, avait justement été choisie afin d'isoler les sidérurgistes de l'influence séditieuse des syndicalistes de la région aurifère du Rand. Après un bref séjour à l'hôtel Pioneer, les familles s'installent dans les maisons mises à leur disposition. Le quartier compte diverses nationalités européennes. « Ici, à Vanderbijlpark, les Portugais vendaient des fruits et légumes, les Grecs avaient de petites épiceries. Des petits cafés où on trouvait de tout. (...) C'était surtout des Français qui y allaient, se rappelle Marcel. Parfois on était douze, ou quinze, et tout le monde voulait payer sa tournée. »

La situation leur évoque alors celle des immigrants venus travailler dans les usines françaises. « Je me suis mis dans leur peau », explique Jean à

FÉLIX VALLOTTON.  
– « La Blanche  
et la Noire », 1913.  
(Exposition  
au Kunstmuseum Bern  
du 11 août 2017  
au 11 mars 2018)



propos des immigrants espagnols installés au début des années 1960 dans le nord de la France. « Je comparais : comment je les ai vus, les difficultés qu'ils avaient eues. Eux, ils ont fait le sacrifice de parler français, alors moi ici j'ai essayé d'apprendre la langue et ça m'a bien réussi. » Le pouvoir blanc parle anglais ou afrikaans. En échange de la vaste maison, du jardin et des domestiques, on demande aux nouveaux employés et à leur famille d'assimiler les normes et les règles de la communauté blanche nationale. À l'école, les cheveux sont rasés, les frères et sœurs séparés, et le français interdit. Si, dans certains établissements, l'enseignement se fait en anglais, la Bible, elle, s'apprend uniquement en afrikaans. Difficile pour les garçons d'intégrer l'équipe locale de rugby : ils se contenteront des mauvais terrains laissés disponibles pour le football, où les fils d'immigrants italiens, espagnols ou encore allemands se ruent à chaque récréation.

À la maison, un Noir ne peut prétendre manger à la table d'un Blanc. L'apartheid, instauré en 1948, fait suite à une ségrégation ancienne de l'espace. La prise de pouvoir du Parti national a étendu la présence de l'État, qui pénètre toutes les sphères de la vie. Puisqu'il est interdit aux Noirs de dormir dans la maison du maître blanc, on aménage un petit abri de jardin dans l'arrière-cour. En 1952, avec le renforcement du contrôle de l'urbanisation de la main-d'œuvre ouvrière, le gouvernement réglemente strictement les déplacements de tous les hommes et femmes noirs de plus de 16 ans. Leur présence en « zone blanche » en dehors des horaires d'ouverture de l'usine est interdite. Tous les soirs à 18 heures, la sirène retentit à Vanderbijlpark, et les ouvriers non blancs disparaissent dans leur township, tandis que les domestiques ont interdiction de marcher dans la rue jusqu'au lendemain matin.

SI LE RÉGIME raciste ne posait à Marcel aucun problème moral ou politique, sa situation de célibataire entrainait en contradiction avec la ségrégation raciale : « Le problème avec l'apartheid, c'est qu'il ne fallait pas se faire prendre avec une Noire. » Dans les cafés, impossible de s'asseoir à la même table. En effet, parmi d'autres lois discriminatoires, l'Immorality Act (1950) faisait des relations sexuelles entre Noirs et Blancs un crime plus grave que l'adultère au sein d'un même groupe racial. Les célibataires blancs se rendaient au Lesotho, un pays enclavé dans l'Afrique du Sud, où prospérait une prostitution interraciale. Progressivement, les premières maisons closes réservées aux Blancs ouvraient à Johannesburg et, avec elles, la perspective de virées hebdomadaires. Mais, pour l'État, la stabilité des immigrants reposait avant tout sur la famille. D'où la volonté de convaincre les épouses d'accompagner les ouvriers. Pour ce faire, les autorités conçoivent en 1963 une brochure intitulée « La femme au foyer immigrante en Afrique du Sud ».

En dehors du domaine de la prostitution, la ségrégation raciale demeurait à l'arrière-plan pour la plupart des Français. « On vivait ici sans se rendre compte vraiment », se souvient Marie, également employée chez Isacor. Certains regrettent même : « En ce temps-là, je laissais la porte de la cuisine ouverte. Personne ne venait. Et, à 18 heures, les Noirs rentraient dans leurs maisons, il n'y avait plus un Noir après que la sirène avait sonné... »

Dans une société où la division tenait lieu de méthode de gouvernement, l'intégration se révèle délicate. Les Français pâtissent d'une réputation mitigée, mais tout de même meilleure que celle de leurs compagnons portugais fraîchement arrivés des colonies du Mozambique, de l'Angola ou de Madère, considérés comme des « wit kaffer » – des « cafards blancs ». Marie se souvient de sa relation avec la communauté afrikaans : « On ne se sentait

pas à l'aise avec eux. On sentait qu'ils ne nous aimaient pas, que les enfants répétaient ce qu'ils entendaient à la maison. » Loin de la théorie des élites de l'apartheid selon laquelle les immigrants blancs pourraient devenir de « vrais Afrikaners », les travailleurs sud-africains renvoient systématiquement les Français à leur identité de « Frenchies ». « On entendait souvent : "Fucking immigrants!" », raconte Jean, qui se défendait en rappelant aux Afrikaners leur ascendance hollandaise ou huguenote : « Eux ne sont pas sortis de nulle part... Quand je me mettais en colère, je le leur disais ! » Les femmes qui décidaient de travailler à l'usine encouraient un reproche classique : « On était accusées de voler le travail de leurs hommes. » Les Françaises dans leur ensemble se voyaient affublées de surnoms évoquant des mœurs légères.

LES IMMIGRÉS blancs faisaient alors les frais d'un ressentiment apparu au début du XX<sup>e</sup> siècle, lorsque les travailleurs ruraux afrikaners appauvris se ruèrent vers les villes en quête de travail et rencontraient de nouvelles communautés immigrées, bien souvent plus instruites et déjà formées aux travaux des mines ou de l'industrie. En outre, à l'usine, les hommes subissent un autre stigmate : jusqu'aux toutes dernières heures de l'apartheid, les rumeurs d'espionnage au profit d'une « nation communiste étrangère » hantent la communauté française. L'encadrement demande même aux plus anciens travailleurs d'espionner les nouvelles recrues.

Néanmoins, pour ces populations d'Europe autrefois précaires, enfants de métayer ou issues de fratries nombreuses, les aspirations sociales se concrétisent. « On partait en vacances au Cap, plus vraiment en Savoie chez tatie... » Chaque enfant dispose de sa chambre ; les domestiques se chargent du travail ménager. Lorsque s'achèvent les trois années du contrat et que l'expérience chez Isacor s'avère peu concluante, certains tentent leur chance dans les mines d'or ou partent travailler dans les nouveaux centres industriels de l'Est.

Au milieu des années 1980, une ambiance de fin de règne pèse sur les communautés blanches. La perspective d'une chute du régime alimente la paranoïa. « Tout le monde avait peur. Pas vraiment de Mandela, précise Marie, mais de toute la population noire. » Comme beaucoup de Blancs, Marcel s'organise pour tenir un siège. « En 1994 [année de l'élection de Nelson Mandela à la présidence], chez moi, tout était prévu, j'avais de quoi survivre pendant un mois. J'avais même un râtelier pour enlever les rideaux s'ils envoyaient des engins incendiaires. J'avais mes deux revolvers et au moins 250 balles. » Il n'aura jamais à se servir de ses armes et les détruira dans les années 2000.

Certaines expressions de l'époque tardent cependant à disparaître. Il en va ainsi de l'insulte la plus courante, qui tombe aujourd'hui sous le coup de la loi : le terme *kaffer*, qui vient de l'arabe « infidèle » et a donné « cafard » en français après être passé par le portugais. C'est le terme retenu par l'un des Français pour désigner ses nouveaux voisins, ainsi que les acteurs noirs qui animent l'antenne de TV5 Monde. Un demi-siècle après leur arrivée, la plupart des immigrants français sont à la retraite. Les travailleurs les plus anciens ont bénéficié de mesures de départ anticipé au profit d'ouvriers noirs. Les moins âgés, restés en activité, ont dû s'adapter à leurs nouveaux collègues, sans toutefois se départir du cadre idéologique qui les avait conduits aux aciéries de la vallée du Vaal.

(1) Deborah Posel, *The Making of Apartheid, 1948-1961: Conflict and Compromise*, Clarendon Press, coll. « Oxford Studies in African Affairs », Oxford, 1991.

## DANS LES REVUES

□ **RECHERCHES INTERNATIONALES.** L'historien Jean-Paul Scot propose un tour d'Europe de la laïcité. Où l'on apprend que huit pays pénalisent encore le blasphème ou accordent un statut privilégié à certaines options spirituelles et religieuses. Également au sommaire, un dossier : « Royaume-Uni : un an après le Brexit. » (N° 109, trimestriel, 15 euros. – Paris.)

□ **GOLIAS MAGAZINE.** Un article, taillé à la serpe, dénonce les dérives sectaires de certaines franges de l'Église. Pour ceux qui croient au message d'amour du Christ, un vrai combat est à mener. Même le pape s'en est rendu compte. (N° 174, mai-juin, bimestriel, 10,50 euros. – Villeurbanne.)

□ **HOMMES & LIBERTÉS.** Un dossier consacré à la démocratie souligne les transformations en cours : bilan et perspectives de la démocratie participative, défis posés par l'écologie, etc. À signaler également, un article d'Éric Fassin sur le « populisme de gauche ». (N° 178, juin, trimestriel, 7 euros. – Paris.)

□ **TRANSRURAL INITIATIVES.** Malmené par la crise, le monde rural se défend : débat sur la « souveraineté technique et technologique des paysans », dynamique du plateau de Millevaches, maisons partagées et bistrot des savoirs, etc. (N° 462, été, 10 numéros par an, 9 euros. – Paris.)

□ **NATIONAL GEOGRAPHIC.** Les trois quarts de landes à bruyère du monde se trouvent en Écosse. Leur accaparement pour les loisirs des classes privilégiées (chasse au cerf et aux lagopèdes notamment) fait l'objet d'un rejet croissant. (N° 215, août, mensuel, 5,50 euros. – Paris.)

□ **LA BALEINE.** La revue des Amis de la Terre propose un guide pour choisir sa banque. En matière d'éthique, d'exode fiscal et de prise en compte des problèmes climatiques, BNP, la Société générale, LCL-Crédit agricole sont très mal notés. (N° 188, juillet, mensuel, 3,20 euros. – Montreuil.)

□ **MOINS!** Les partisans de la décroissance rêvent d'un monde libéré du travail, auquel le journal romand d'écologie politique consacre un dossier de douze pages. (N° 30, août-septembre, bimestriel, 5 francs suisses. – Vevey, Suisse.)

□ **SCIENCE... & PSEUDO-SCIENCES.** La maladie de Lyme nécessite une meilleure prévention et de meilleurs diagnostics. Mais la revue insiste sur le risque que les doutes laissent place à des théories non validées pouvant mettre en danger les patients. (N° 321, juillet, trimestriel, 5 euros. – Paris.)

□ **FAKIR.** François Ruffin, élu député de La France insoumise contre un candidat personnellement désigné par M. Emmanuel Macron, revient sur les grandes étapes de sa campagne et détaille la stratégie qui, selon lui, a assuré son improbable victoire. (N° 81, juillet-août-septembre, bimestriel, 3 euros. – Amiens.)

□ **REGARDS.** « Les partis ont-ils un avenir ? », tel est le titre du dossier, où se mêlent analyses et témoignages. Au sommaire également : « Comment est-on passé de l'« Arabe » au « musulman » ? », « La lente levée du voile sur les violences sexuelles », ou encore un portfolio sur la reconstruction à Haïti. (N° 43, été, trimestriel, 12 euros. – Paris.)

□ **RECHERCHE SOCIALISTE.** Pour « penser l'implication des savoirs savants dans la reconstruction de la gauche démocratique », un point sur quelques éléments de l'histoire des socialistes et de la science, autour par exemple de l'institutionnalisation de la politique scientifique. (Hors-série de *L'OURS*, n° 78-79, janvier-juin, semestriel, 15 euros. – Paris.)

□ **GUERRES & HISTOIRE.** Un article bat en brèche les idées reçues sur la secte des Haschischins, qui sévirent au Proche-Orient du XI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle. Ces fadaïens étaient aussi des « intellectuels de très haute volée » qui entendaient « faire passer un message : "Laissez-nous en paix, ou gare !" ». (N° 38, août, bimestriel, 5,95 euros. – Montrouge.)

□ **XVII<sup>e</sup> SIÈCLE.** Révoltes et révolutions dans l'Europe du XVII<sup>e</sup> siècle, et les récits qui les ont accompagnées : des paysans (les Nui-Pieds) de Normandie aux nobles de Bohême défenestrant les représentants de leur souverain, en passant par le soulèvement populaire napolitain de 1647. (N° 275, avril, trimestriel, 25 euros. – Presses universitaires de France, Paris.)

□ **CARTO.** Un dossier historique sur l'Égypte des pharaons, et quatre pages pour voir la musique autrement, des principaux festivals en France aux ventes de vinyles – multipliées par huit en dix ans. (N° 42, juillet-août, bimestriel, 10,95 euros. – Paris.)

□ **LE MONDE LIBERTAIRE.** Un numéro spécial sur la révolution de 1917 qui rappelle avec quel enthousiasme les anarchistes de nombreux pays accueillirent Octobre rouge. (N° 1790, juillet-septembre, mensuel, 5 euros. – Paris.)

□ **L'ART DU CINÉMA.** Autour du thème « Faire l'histoire », plusieurs films sont analysés en détail, dont *Spartacus* de Stanley Kubrick ; deux œuvres de Sacha Guitry ; *Berlin Express*, de Jacques Tourneur, ou *Monuments Men*, de George Clooney. (N° 94, biannuel, 15 euros. – Paris.)

Retrouvez, sur notre site Internet,  
une sélection plus étoffée de revues :

[www.monde-diplomatique.fr/revues](http://www.monde-diplomatique.fr/revues)

\* Respectivement doctorante en histoire (École des hautes études en sciences sociales, Paris) et politiste au Public Affairs Research Institute, à l'université du Witwatersrand, à Johannesburg. Les citations sont tirées d'entretiens menés dans le cadre d'une recherche commune.

QUI EST PIERRE-ANDRÉ IMBERT ?

Le fantassin  
du dialogue social

PAR GILLES BALBASTRE \*

« **L** E GRAND PIERRE-ANDRÉ IMBERT, disciple du non moins grand Raymond Soubie, orfèvre de la loi travail, sera conseiller social du président. » Daté du 19 mai 2017, ce message a été retweeté le plus sérieusement du monde par une société spécialisée en stratégie sociale, Alixio. Créée en 2010 par M. Raymond Soubie, conseiller social du président Nicolas Sarkozy de 2007 à 2010, Alixio avait de quoi se réjouir : M. Pierre-André Imbert, ancien directeur du cabinet de la ministre du travail Myriam El Khomri et rédacteur officieux de la loi travail du 8 août 2016, a été son employé. Pour égaler la « grandeur » de son mentor et parvenir au poste de conseiller du président, le disciple a effectué un long, très long voyage...

Alors que M. Soubie, diplômé de l'École nationale d'administration (ENA), a construit sa carrière chez les conservateurs, M. Imbert, lui, a fait ses premières armes à gauche. Jeune chevènementiste, il se spécialise en 1995 dans l'économie du travail à l'université Paris-I. « Ce labo d'économie du travail était dirigé par François Michon, qui avait importé des États-Unis les théories plutôt marxistes de la segmentation du marché du travail », se souvient l'économiste Liêm Hoang-Ngoc, alors maître de conférences dans cette université et désormais proche de M. Jean-Luc Mélenchon. « Après son DEA [diplôme d'études approfondies], Imbert est l'un des deux meilleurs éléments de la promo. Michon et moi lui proposons une allocation de recherche pour faire une thèse. »

M. Imbert s'investit dans le mouvement social de décembre 1995, où il côtoie les syndicalistes mobilisés contre la réforme du premier ministre Alain Juppé. Il orchestre avec Hoang-Ngoc l'« Appel des économistes pour sortir de la pensée unique » et coordonnera le premier livre de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (Attac) : *Contre la dictature des marchés* (1999). En octobre 1996, il cosigne dans *Le Monde diplomatique* (1) un article dénonçant l'idée que le chômage serait dû aux rigidités du marché du travail et que les patrons embaucheraient plus facilement s'ils pouvaient licencier à volonté. Au contraire, M. Imbert identifie plusieurs leviers pour lutter contre le chômage : garnir les carnets de commandes en dopant la consommation à travers une augmentation des rémunérations, passer aux trente-deux heures sans perte de salaire ou encore développer les services publics. M. Emmanuel Macron n'a pas encore 19 ans ; son futur conseiller le contredit par anticipation.

\* Journaliste et réalisateur.

Avec le retour aux affaires des socialistes, en 1997, M. Imbert abandonne sa carrière universitaire et devient collaborateur d'Henri Emmanuelli, alors président de la commission des finances de l'Assemblée nationale. Le lieu est stratégique : il lui permet de se bâtir un carnet d'adresses garni, où figure notamment un énarque socialiste, Xavier Lacoste, originaire des Landes (où était élu Emmanuelli), à la fois membre du cabinet du président de l'Assemblée nationale Laurent Fabius et proche d'un certain Raymond Soubie.

Le vent tourne pour le Parti socialiste (PS), à une époque où le premier ministre Lionel Jospin déclare à des syndicalistes en grève que « l'État ne peut pas tout ». La boussole Imbert s'affole. « Pierre-André était très ambitieux. Mais il avait un rapport ambigu au pouvoir. Il venait de la banlieue parisienne, d'un milieu très modeste. On sentait qu'il avait envie d'être dans la lumière, mais qu'en même temps il se l'interdisait », se souvient Hoang-Ngoc. Nouvelle bifurcation : M. Imbert quitte la politique pour rejoindre un monde où le pouvoir se fait plus discret, mais plus rentable. Lacoste obtient son embauche chez Altedia, le groupe de conseil en ressources humaines fondé par M. Soubie en 1992. Université, politique, affaires : le parcours avait été balisé avant lui.

Son employeur affiche deux visages. D'un côté, l'expert « Jekyll » – affable, courtois, d'une grande ouverture d'esprit – émerveille les journalistes, flatte les dirigeants politiques et séduit certains dirigeants syndicaux. De l'autre, l'idéologue « Hyde », plus secret, se consacre à faire appliquer la feuille de route du patronat : flexibilisation de l'emploi, facilitation des licenciements, etc. Prestataire d'une bonne partie des entreprises du CAC 40, la société Altedia se charge de cette seconde mission et lui assure de confortables revenus. Au cours des années 2000, M. Soubie bâtit la 235<sup>e</sup> fortune française (2), notamment en revendant Altedia à Adecco en 2005.

Entre 2003 et 2007, M. Imbert occupe le poste de directeur de projets chez Altedia, puis il dirige jusqu'en 2010 le département « ingénierie sociale, restructurations et réindustrialisation », avant de devenir directeur général adjoint d'Alixio, le groupe de conseil en management fondé par M. Soubie après son passage à l'Élysée. À son tour, il développe une personnalité clivée. Côté pile, un homme réputé « bossueur » et « fin connaisseur de ses dossiers ». Côté face, un gladiateur dont les descentes dans l'arène marquent les esprits. En avril 2004, la société nationale d'armement Giat Industries annonce la fermeture de deux sites (Saint-Chamond et Cusset), la mutilation de deux autres (Tarbes et Roanne) et



WWW.JACQUESBARRY.COM



JACQUES BARRY. – « Mitigé pour ne pas dire maussade » et « Par-ci, par-là », 2009

le licenciement de 3 850 salariés sur 6 250. « Altedia, mandaté par l'entreprise, était chargé du reclassement, se souvient M. Jean-Pierre Brat, le délégué central CGT (Confédération générale du travail) de Nexter, le nouveau nom de Giat Industries. Les consultants demandaient aux quelques gars passés dans leur bureau de faire un CV après trente ans de boîte, de se mettre quasiment à poil, de se vendre. En réalité, leur job consistait à isoler les camarades et à affaiblir la mobilisation collective. Seuls le travail des élus du personnel et la mobilisation ont permis que pas mal de gars soient recasés, notamment dans l'appareil de l'État. »

« Pour obtenir un taux de croissance suffisant, il doit y avoir 15 % de destruction d'emplois par an dans une entreprise », soutient M. Soubie à l'abri des micros et des caméras (3). « L'argument de la compétitivité n'est qu'un prétexte, rétorque M. Patrick Caspar, expert-comptable auprès des comités d'entreprise. Le but est simple : augmenter les profits. C'est le cas dans 90 % des dossiers que l'on traite pour les comités d'entreprise. » « On assiste à une forme de banalisation du licenciement », désormais présenté comme « un élément courant et normal du parcours professionnel », renchérit la sociologue du travail Mélanie Guyonvarch (4). Le rôle d'Altedia sous la houlette de MM. Soubie et Imbert ? « Tenter d'éteindre le feu social », analyse M. Brat.

**A** PARTIR DE 2012, M. Imbert revient en politique. Il grimpe dans la hiérarchie des cabinets qui entourent les ministres du travail successifs : M. Michel Sapin (comme conseiller pour les mutations économiques), M. François Rebsamen (comme directeur du cabinet) et M<sup>me</sup> Myriam El Khomri (comme directeur du cabinet). Dix ans passés chez Altedia puis chez Alixio ont façonné celui qui deviendra bientôt aussi « grand » que son mentor. Une stature que sa fréquentation assidue des cercles de la raison patronale n'a pas manqué de consolider. Devenu puissant, M. Imbert s'est empressé de traduire les préférences patronales en textes de loi. La loi travail de M<sup>me</sup> El Khomri, c'est donc lui, comme l'affirme un conseiller de l'ancienne ministre : « La réforme est arrivée toute

écrite sur le bureau de la ministre. Sa marge de manœuvre a été réduite à néant. C'est Pierre-André Imbert qui a tout géré (5). »

En 2004, en 2008, en 2015, des lois destinées à valoriser le « dialogue social » ont été concoctées par les gouvernements de MM. Jean-Pierre Raffarin (2002-2005), François Fillon (2007-2012) et Manuel Valls (2014-2016). Chaque fois, M. Soubie puis M. Imbert auront été à la manœuvre pour promouvoir le « dialogue social ». « Je crois beaucoup au dialogue social comme levier d'innovation, expliquait le second en octobre 2014. Et on s'aperçoit d'ailleurs, si on prend l'ensemble de nos réformes depuis quelques années, que, bien souvent, c'est par le dialogue social qu'est né un levier innovant, une réforme qui ensuite vit grâce aux acteurs (6). »

Dans le quotidien *Le Monde*, l'expression « dialogue social » apparaît soixante fois plus entre 2000 et 2010 qu'entre 1970 et 1980 : un hasard ? « Moi, je préfère le terme « négociation », nous explique M<sup>me</sup> Maryse Dumas, de la CGT. Forcément, s'il y a négociation, c'est qu'il y a des points de vue différents et des intérêts différents. On ne « négocie » pas avec quelqu'un qui a les mêmes intérêts que soi. En revanche, on peut dialoguer avec tout le monde. Et c'est pour cela que le code du travail, jusqu'à très récemment, parlait de « négociation collective » entre patronat et syndicats. Depuis que le « dialogue social » est devenu le parangon de la modernité, les intérêts des salariés se sont évaporés. » Pour défendre les leurs, les patrons peuvent compter, en revanche, sur les bons offices de l'ancien économiste soucieux de sortir de la pensée unique...

(1) Liêm Hoang-Ngoc et Pierre-André Imbert, « Cinq leviers pour l'emploi », *Le Monde diplomatique*, octobre 1996.(2) Lire « Dans les coulisses de la « réforme » », *Le Monde diplomatique*, juin 2003.(3) Septième conférence annuelle « Sauvegarde et retournement des entreprises », organisée par *Les Échos*-conférences, Paris, 23 mars 2011.(4) Mélanie Guyonvarch, « La banalisation du licenciement dans les parcours professionnels. Déstabilisation ou recomposition des identités au travail ? », *Terrains et travaux*, n° 14, ENS Cachan, 2008.(5) *Le Canard enchaîné*, Paris, 24 février 2016.(6) « Dialogues, un creuset d'innovations », 8 octobre 2014, <http://dialogues.asso.fr>

## SOMMAIRE

**PAGE 2 :**  
Cogner sur le miroir. – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.

**PAGE 3 :**  
La quête du soldat augmenté, par **IOANA PUSCAS**.

**PAGES 4 ET 5 :**  
Désenchantement européen en Slovaquie, par **PHILIPPE DESCAMPS**.  
– Victoire ouvrière chez Volkswagen (**PH. D.**).

**PAGES 6 ET 7 :**  
L'enfer du miracle allemand, suite de l'article de **OLIVIER CYRAN**. – Heureux les pauvres.

**PAGES 8 ET 9 :**  
Les « routes de la soie » passent par le Kazakhstan, par **ARTHUR FOUCHÈRE**. – Un atout géopolitique pour la Russie, par **FLORENT DETROY**.

**PAGES 10 ET 11 :**  
Bataille autour des semences transgéniques en Afrique, par **RÉMI CARAYOL**.

**PAGE 12 :**  
Au Brésil, les ramifications du scandale Odebrecht, par **ANNE VIGNA**.

**PAGE 13 :**  
Les deux visages de la crise vénézuélienne, par **RENAUD LAMBERT**.  
– Journalisme d'autopsie (**R. L.**).

**PAGES 14 ET 15 :**  
Une utopie au cœur du chaos syrien, suite de l'article de **MIREILLE COURT ET CHRIS DEN HOND**. – Une force devenue indispensable (**M. C. ET C. D. H.**).

**PAGE 16 :**  
L'étau chinois se resserre sur Hongkong, par **JEAN-JACQUES GANDINI**.

**PAGE 17 :**  
Donald Trump débordé par le parti antirusse, suite de l'article de **SERGE HALIMI**.

**PAGES 18 ET 19 :**  
Métamorphoses du paysage médiatique américain, par **RODNEY BENSON**. – Libre-échange des ordures, par **PIERRE RIMBERT**.

**PAGE 20 :**  
Ubu règne sur l'université française, par **ALAIN GARRIGOU**.

## Septembre 2017

**PAGE 21 :**  
Pratiques criminelles dans l'agroalimentaire, par **PATRICK HERMAN**.  
– Du territoire au marché mondial (**P. H.**).

**PAGES 22 ET 23 :**  
Dans les coulisses de l'Assemblée générale des Nations unies, par **ROMUALD SCIORA ET ANNE-CÉCILE ROBERT**. – Une agora mondiale (**A.-C. R. ET R. S.**).

**PAGES 24 À 26 :**  
LES LIVRES DU MOIS : « Les Retrouvailles des compagnons d'armes », de Mo Yan, par **LÉO DE BOISSISSON**. – « Cadavre Expo », de Hassan Blasim, par **MARIE-NOËL RIO**. – Femmes reporters dans la lumière, par **ÉRIC DUSSERT**. – Saluer les perturbateurs, par **FRANÇOIS ALBERA**. – Promeneurs aériens, par **CHRISTOPHE GOBY**. – Éléments d'un verdict, par **ÉTIENNE TARRIDE**. – La ligne Aragon, par **EVELYNE PIELLER**. – Dans les revues.

**PAGE 27 :**  
Immigrés français en Afrique du Sud, par **CHARLOTTE GRABLI ET THOMAS LESAFFRE**.

*Le Monde diplomatique* du mois d'août 2017 a été tiré à 229 994 exemplaires. À ce numéro sont joints deux encarts, destinés aux abonnés : « Parrainage *Le Monde diplomatique* » et « Linvosges ».